

Annuaire statistique de la défense

2013/2014



ANNUAIRE STATISTIQUE DE LA DÉFENSE

2013-2014





L'édition 2013-2014 de l'*Annuaire statistique de la défense* présente, comme chaque année, une synthèse des chiffres provenant de l'ensemble des composantes du ministère, parfois mis en perspective avec des données externes. Élaboré par l'Observatoire économique de la défense de la Direction des affaires financières, cet annuaire établit en six grands chapitres un large panorama sur la défense et sa place dans l'économie nationale : budget du ministère, investissements, recherche et développement, moyens humains, industrie de défense, etc.

La défense est le troisième poste budgétaire de l'État (31,3 Md€ hors pensions), ce qui en fait le premier acheteur et investisseur public.

L'annuaire fournit également des éléments de comparaison internationale avec nos principaux partenaires au sein de l'Otan.

Instrument de travail à la disposition de tous, l'*Annuaire statistique de la défense* retrace l'évolution des moyens de la défense, les transformations de l'outil de défense et les efforts constants réalisés par l'État pour assurer la sécurité de la France.

Le Directeur des affaires financières
Hugues Bied-Charreton

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'H. Bied-Charreton', written in a cursive style.

Sommaire

1. LA DÉFENSE DANS L'ÉCONOMIE NATIONALE	09
1.1 L'évolution du Produit intérieur brut (PIB)	10
1.2 Les dépenses publiques : l'évolution des dépenses des administrations publiques, de l'État et de la défense	11
1.3 L'évolution de l'emploi total, de celui des Administrations publiques (APU) et de la défense	14
1.4 La place de la défense dans l'ensemble de l'économie : la défense dans la comptabilité nationale	15
1.4.1 La production du service de défense	15
1.4.2 Les achats du ministère de la Défense	16
1.4.3 L'équilibre emplois-ressources, mesuré par le Tableau des entrées-sorties (TES)	17
2. LES PRINCIPALES DONNÉES BUDGÉTAIRES ET COMPTABLES DU MINISTÈRE DE LA DÉFENSE	19
2.1 Le poids de la défense	20
2.2 La structure des dépenses de défense en lois de finances initiales	22
2.2.1 La répartition entre les dépenses hors équipement (personnel et fonctionnement) et les dépenses d'équipement	22
2.2.2 Les dépenses hors équipement (personnel et fonctionnement) et les dépenses d'équipement des trois armées et des autres services	23
2.2.3 L'évolution des composantes des dépenses hors équipement	24
2.2.4 Les dépenses hors équipement (hors pensions) des trois armées et des autres services	26
2.2.5 L'évolution des composantes des dépenses d'équipement	27
2.2.6 Les dépenses d'équipement des trois armées et des autres services	28
2.3 La présentation du budget du ministère de la Défense au format Lolf	29
2.3.1 Les missions, programmes et actions correspondant au budget du ministère de la Défense	29
2.3.2 Le budget du ministère de la Défense par destination (missions, programmes) et nature (titres) - crédits budgétaires (y compris pensions)	30
2.3.3 La répartition des Crédits de paiement (CP) du ministère de la Défense par mission (pensions comprises)	32
2.3.4 La répartition des Crédits de paiement (CP) du ministère de la Défense par programme et par titre de dépense	33
2.4 L'exécution du budget du ministère de la Défense au format Lolf	34
2.5 Les principales données comptables : la défense dans le bilan de l'État	36
2.6 Les surcoûts des opérations extérieures	38
3. LES MOYENS DE LA DÉFENSE	39
3.1 Le parc des principaux équipements des trois armées en 2013	40
3.1.1 Les principaux équipements de l'armée de terre	40
3.1.2 Les principaux équipements de l'armée de l'air	41
3.1.3 Les principaux équipements de la marine nationale	42
3.2 Le domaine immobilier de la défense	43
3.2.1 La répartition du domaine par classe d'utilisation au 31 décembre 2013	43
3.2.2 La répartition du domaine par utilisateur au 31 décembre 2013	44
3.2.3 La répartition du domaine immobilier de la défense par région militaire au 31 décembre 2013	45
3.3 Les Bases de défense (BdD)	46
4. LES EFFECTIFS DE LA DÉFENSE	47
4.1 L'évolution des effectifs du ministère de la Défense en France	48
4.1.1 Les effectifs du ministère de la Défense : personnel civil et personnel militaire en activité	48
4.1.2 Les effectifs militaires : personnel en activité	49
4.1.3 Les effectifs civils	51
4.2 La démographie du personnel militaire de la défense	52

4.3 Les rémunérations	54
4.4 Les retraites et les pensions	56
4.4.1 L'évolution des effectifs de pensionnés militaires et civils (ayants droit)	56
4.4.2 Le poids des effectifs de pensionnés par rapport aux actifs	57
4.5 La réserve militaire	58
4.5.1 La réserve opérationnelle	58
4.5.2 La réserve citoyenne	60
4.6 Les effectifs de la défense par région	62
5. LES ASPECTS INDUSTRIELS DE LA DÉFENSE	63
5.1 La structure et les acteurs de l'industrie de défense	64
5.1.1 Présentation simplifiée des principaux maîtres d'œuvre de défense	64
5.1.2 Les paiements aux entreprises marchandes en 2012	65
5.1.3 Le niveau d'activité de l'industrie de défense - chiffre d'affaires de l'industrie de défense	68
5.2 Les importations et les exportations d'armement	69
5.2.1 Les échanges extérieurs de matériels militaires au sens des douanes	69
5.2.2 Les importations et exportations françaises d'armement au sens du ministère de la Défense	70
5.2.3 Montant des Autorisations d'exportation de matériels de guerre (AEMG) délivrées en 2012	71
5.2.4 La répartition des prises de commandes et livraisons françaises par région géographique	72
5.3 La Recherche et développement (R&D)	75
6. COMPARAISONS INTERNATIONALES :	
LA DÉFENSE DANS LES GRANDS PAYS INDUSTRIALISÉS	77
6.1 Les dépenses de défense en norme Otan	78
6.1.1 L'évolution des dépenses de fonctionnement en norme Otan	81
6.1.2 L'évolution des dépenses en capital en norme Otan (dépenses d'investissement)	85
6.2 Comparaison internationale des effectifs de défense : personnel civil et militaire	89
6.2.1 Les effectifs militaires en norme Otan	90
6.2.2 Les effectifs civils en norme Otan	91
6.3 L'effort de défense dans l'Union européenne	92
6.4 Les principaux programmes en coopération	95
6.5 Les forces françaises déployées en opération extérieure au 31 mai 2014	96
ANNEXES : SÉRIES LONGUES	97
A.1.1 Le PIB et les principaux agrégats des comptes nationaux	98
A.1.2 La production des branches	101
A.1.3 L'emploi intérieur salarié par branche	104
A.2.1 Les dépenses et les recettes des administrations publiques au sens des comptes nationaux	108
A.2.2 Le budget de l'État : Lois de finances initiales (LFI) et exécution budgétaire	109
A.2.3 Le budget de la défense	110
A.2.4 Les comparaisons internationales	113
A.3.1 L'évolution du chiffre d'affaires de l'industrie de défense	114
A.3.2 La destination des exportations françaises d'armement par région	115
GLOSSAIRE, NOMENCLATURE ET SIGLES	117

INTRODUCTION

L'Annuaire statistique de la défense est un document de travail récapitulant les principales informations statistiques concernant la défense.

Les données, provenant de diverses sources, et afférentes à des séries périodiques variées, sont actualisées à différents moments de l'année. Les éléments figurant dans cet ouvrage sont ceux qui étaient connus fin mars 2014.

Ce document est mis à jour chaque année. On y trouvera des « séries longues » rétrospectives, mais également des tendances récentes dans plusieurs chapitres consacrés à l'environnement économique national et international, aux données budgétaires et comptables du ministère, aux moyens et aux aspects industriels de la défense.

Un glossaire explicitant les sigles et terminologies spécifiques ainsi qu'une bibliographie retraçant les différentes sources utilisées viennent compléter l'annuaire.

Au sein de la Direction des affaires financières, l'Observatoire économique de la défense reste à la disposition des utilisateurs pour apporter toute précision complémentaire et pour recueillir d'éventuelles remarques ou suggestions visant à enrichir les éditions ultérieures.

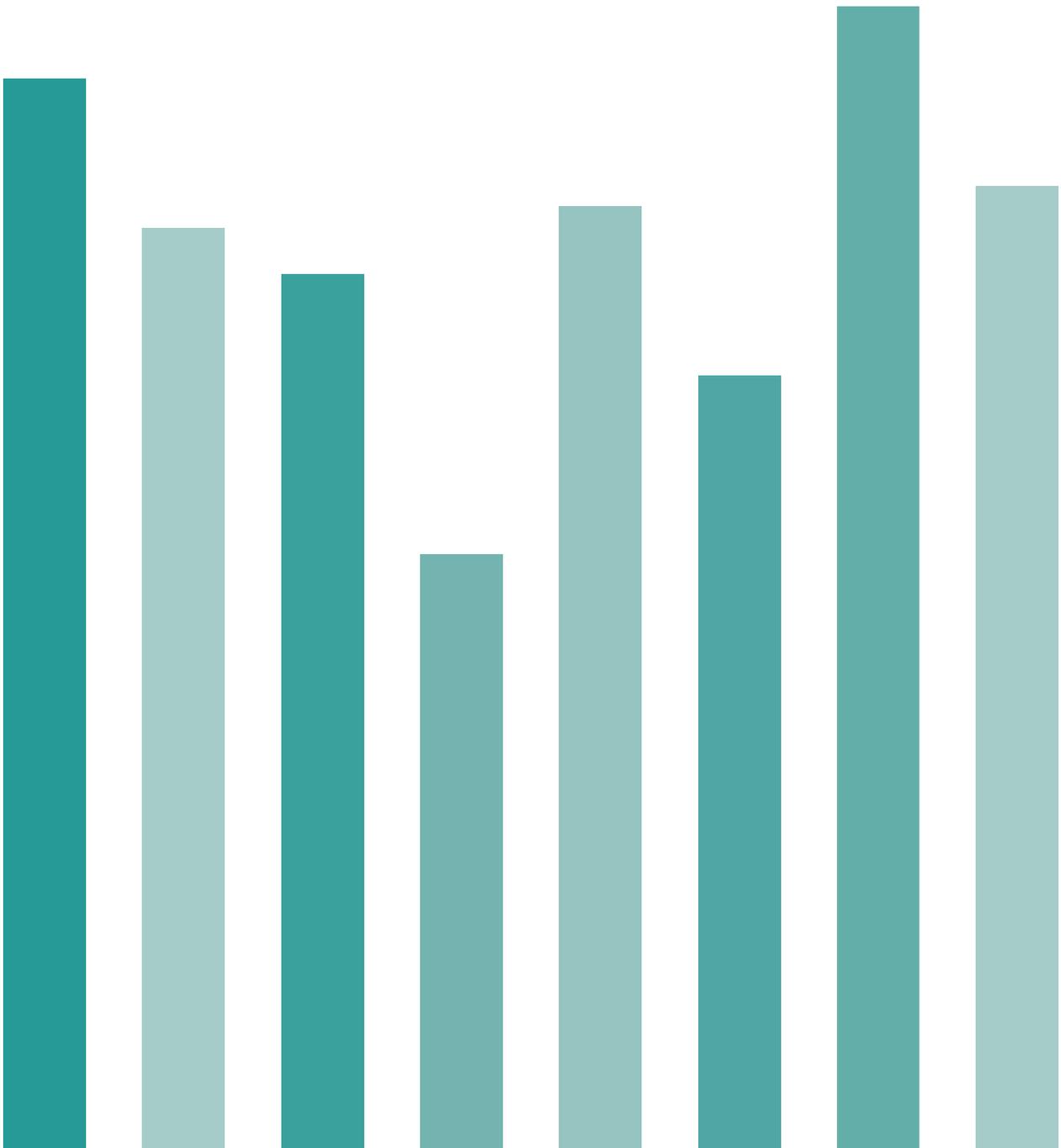


1. LA DÉFENSE DANS L'ÉCONOMIE NATIONALE

Ce chapitre présente la place de la défense dans l'économie nationale à travers quelques données macroéconomiques telles que le Produit intérieur brut (PIB), les dépenses publiques et l'emploi.

Le compte satellite de la défense recense les masses dépensées par l'État dans l'exécution du budget de la défense (1.4).

Le Tableau des entrées-sorties (TES) permet de comparer la défense au reste de l'économie, les valeurs macroéconomiques des marges correspondent à celles des comptes nationaux.



1.1 L'évolution du Produit intérieur brut (PIB)

Les comptes nationaux présentent les agrégats dans **deux systèmes de prix** (valeur et volume). On dispose ainsi de :

- séries en **valeur** ;
- séries en **volume**, que l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) calcule aux prix de l'année précédente et auxquelles est appliquée une opération de « chaînage » à partir d'une année de référence choisie (ici 2005, pour laquelle les données en volume sont, par convention, égales aux données en valeur). De telles séries sont alors dites « **aux prix de l'année précédente, chaînés** » (voir le glossaire pour plus de détails sur ces questions).

Dans la suite de cet ouvrage, on se contentera de la mention « volume » ou « volume aux prix de l'année n-1 ».

Les données agrégées présentées ici le sont dans le système de comptabilité nationale en base 2005, mis en application par l'Insee.

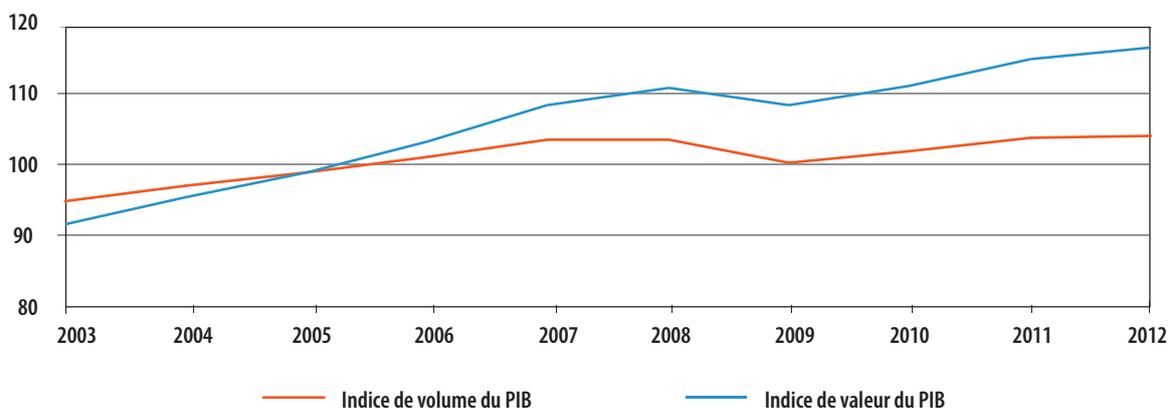
Les chiffres des comptes nationaux sont révisés tous les ans par l'Insee. Aussi, les chiffres présentés ici peuvent différer de ceux publiés dans l'Annuaire statistique précédent.

Évolution du Produit intérieur brut (PIB) en valeur et en volume

Année	PIB en valeur (en M€)	PIB en volume au prix de 2005 (en M€)	Indice de valeur du PIB (2005 = 100)	Indice de volume du PIB (2005 = 100)	Évolution en volume du PIB (taux de « croissance ») année n/n-1	Évolution du prix du PIB (2005 = 100)
2003	1 587 903	1 645 361	92,4	95,8	0,9 %	96,5
2004	1 655 572	1 687 230	96,4	98,2	2,5 %	98,1
2005	1 718 047	1 718 047	100,0	100,0	1,8 %	100,0
2006	1 798 116	1 760 429	104,7	102,5	2,5 %	102,1
2007	1 886 792	1 800 659	109,8	104,8	2,3 %	104,8
2008	1 933 195	1 799 206	112,5	104,7	-0,1 %	107,4
2009	1 885 763	1 742 584	109,8	101,4	-3,1 %	108,2
2010	1 936 720	1 772 639	112,7	103,2	1,7 %	109,3
2011	2 001 398	1 808 569	116,5	105,3	2,0 %	110,7
2012	2 032 297	1 808 820	118,3	105,3	0,0 %	112,4

Source: Comptes nationaux - base 2005, Insee

Évolution du PIB en indices base 100 en 2005 (indices de valeur et de volume)



Source: Comptes nationaux - base 2005, Insee

1.2 Les dépenses publiques : l'évolution des dépenses des administrations publiques, de l'État et de la défense

Les dépenses publiques peuvent être évaluées selon deux méthodes : **les comptes nationaux**, où elles sont retraitées de façon à être rendues homogènes avec les autres agrégats macroéconomiques des comptes, et **l'approche budgétaire** classique où elles représentent les dépenses exécutées.

Ainsi, l'écart entre les montants de dépenses de l'État tels qu'ils figurent dans les comptes nationaux et dans les budgets exécutés correspond aux cotisations sociales imputées (fictives), aux dotations globales de fonctionnement (transférées aux collectivités locales) et aux comptes spéciaux du Trésor.

Dépenses et recettes publiques au sens des comptes nationaux

en Md€ courants

Année	Administrations publiques (APU)			État		
	Dépenses	Recettes	Solde	Dépenses	Recettes	Solde
2003	848,0	783,0	-65,0	354,6	293,7	-60,9
2004	881,8	821,9	-59,9	375,6	323,4	-52,2
2005	920,4	869,4	-51,0	386,4	334,9	-51,5
2006	952,6	909,8	-42,7	379,8	331,5	-48,4
2007	992,6	940,7	-51,9	378,9	338,9	-39,9
2008	1 030,0	965,4	-64,6	397,4	333,9	-63,6
2009	1 070,6	928,0	-142,6	405,8	288,7	-117,1
2010	1 095,6	958,3	-137,3	454,1	332,4	-121,8
2011	1 118,5	1 012,7	-105,9	414,6	326,8	-87,7
2012	1 151,3	1 053,0	-98,3	421,2	341,2	-80,0

Source : Comptes nationaux - base 2005, Insee

Le solde des dépenses et des recettes des administrations publiques est le déficit public au sens de Maastricht : en 2012, il s'établit à -98,3 milliards d'euros (Md€), soit 4,8 % du PIB.

Dépenses et recettes des budgets exécutés (opérations définitives hors FMI)

en Md€ courants

Année	Budget général de l'État			Budget de la défense ⁽¹⁾	Budget défense/ budget État en %
	Dépenses ⁽²⁾	Recettes ⁽³⁾	Solde général d'exécution	Total	
2003	278,3	221,6	-56,7	30,2	10,9
2004	288,4	243,0	-45,4	31,3	10,9
2005	294,3	249,1	-45,2	33,2	11,3
2006	272,9	230,4	-39,0	46,8	17,2
2007 ⁽⁴⁾	337,4	299,2	-34,7	48,2	14,3
2008 ⁽⁴⁾	348,1	291,1	-56,3	48,8	14,0
2009	367,1	237,2	-138,0	44,0 ⁽⁵⁾	12,0
2010	425,7	274,9	-148,8	42,6 ⁽⁵⁾	10,0
2011	365,4	275,2	-90,8	42,1 ⁽⁵⁾	11,5
2012	374,2	286,0	-87,2	42,1 ⁽⁵⁾	11,3

Sources : ministère de l'Économie et des finances, ministère de la Défense

(1) Jusqu'en 2005 selon les dispositions de l'ordonnance de 1959 (hors pensions), à partir de 2006 selon la Loi organique relative aux lois de finances (Lof) y/c pensions.

(2) Hors remboursements et dégrèvements, y/c prélèvements sur recettes au profit des collectivités territoriales et des communautés européennes (PSR).

(3) Recettes nettes de remboursements et dégrèvements et hors PSR.

(4) Les données 2007 et 2008 sont retraitées en nouvelle nomenclature 2009, qui reclasse en recettes fiscales un certain nombre de recettes classées jusqu'alors en recettes non fiscales.

(5) Hors gendarmerie nationale pour les années 2009 à 2012.

En comptabilité nationale, les données relatives à la défense figurent dans les dépenses des administrations publiques (État, collectivités locales, organismes de sécurité sociale et leurs extensions) réparties par « fonction » ou domaine d'intervention des pouvoirs publics. Au niveau le plus agrégé, la Classification fonctionnelle des administrations publiques (CFAP)* identifie un poste « Défense » ainsi qu'un poste « Ordre et sécurité publics » parmi une dizaine d'objectifs de politique publique.

(*) Cette nomenclature est plus connue sous son acronyme anglais de COFOG pour « Classification of the Functions of Government ».

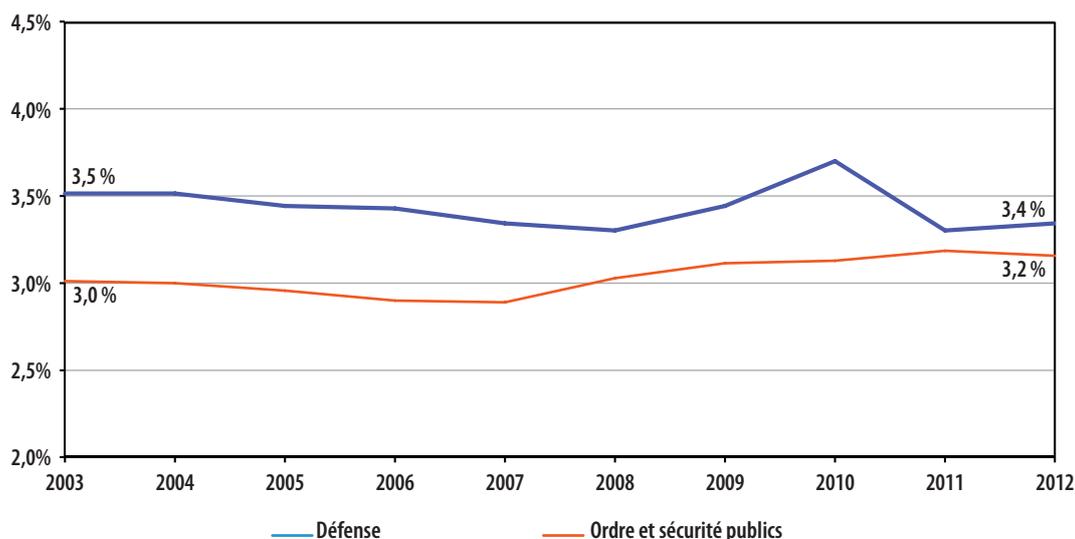
Dépenses des administrations publiques par fonction de dépense

Année	en Md€ courants									
	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Services généraux des administrations publiques	110,4	115,3	119,8	111,5	123,8	125,2	120,1	117,3	121,7	120,5
Défense*	29,8	31,1	31,7	32,7	33,2	34,0	36,8	40,5	37,0	38,6
Ordre et sécurité publics*	25,8	26,4	27,2	27,6	28,7	31,2	33,4	34,2	35,6	36,3
Affaires économiques	56,9	57,4	62,1	62,9	62,5	64,4	72,9	74,5	70,7	75,3
Protection de l'environnement	14,3	15,3	16,6	17,9	18,1	19,2	20,6	21,4	21,8	22,3
Logements et développement urbain	30,7	32,6	33,7	35,7	37,0	38,9	39,1	37,9	38,3	39,3
Santé	121,0	127,0	133,3	138,7	143,8	147,8	152,9	158,4	164,0	168,4
Loisirs, culture et religion	20,1	21,0	22,3	25,9	27,1	28,5	27,2	27,8	29,0	29,5
Éducation	96,3	97,3	100,2	103,5	105,1	109,5	116,2	119,3	121,1	124,8
Protection sociale	342,7	358,4	373,5	396,2	413,2	431,3	451,4	464,2	479,2	496,3
Total	848,0	881,8	920,4	952,6	992,6	1 030,0	1 070,6	1 095,6	1 118,5	1 151,3

Source: Comptes nationaux - base 2005, Insee

* La gendarmerie nationale est entièrement incluse dans la fonction « Ordre et sécurité publics ».

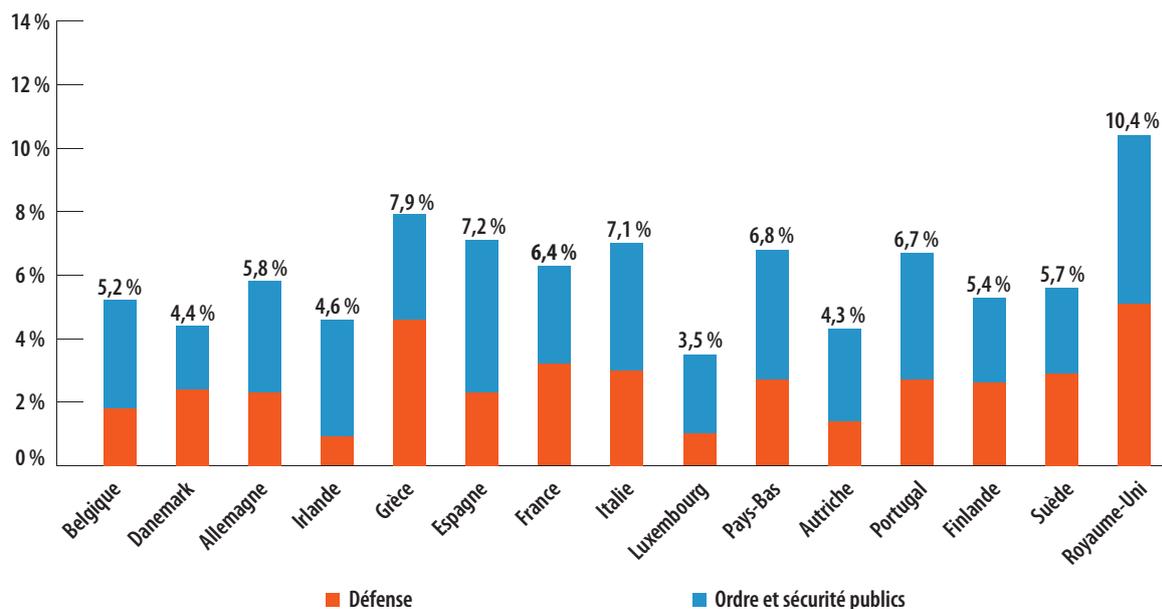
Poids des dépenses de défense et de sécurité dans la dépense publique



Source: Comptes nationaux - base 2005, Insee

En 2011, l'ensemble des dépenses pour la « Défense et sécurité » représentait 6,4 % du total de la dépense publique française, autant que la moyenne européenne des 15 pays de l'ancienne UE : le Royaume-Uni consacre une part importante de ses dépenses publiques aux fonctions de « Défense et sécurité » (10,4 %), devant les pays du Sud de l'Europe, Grèce (7,9 %), Espagne (7,2 %) et Italie (7,1 %).

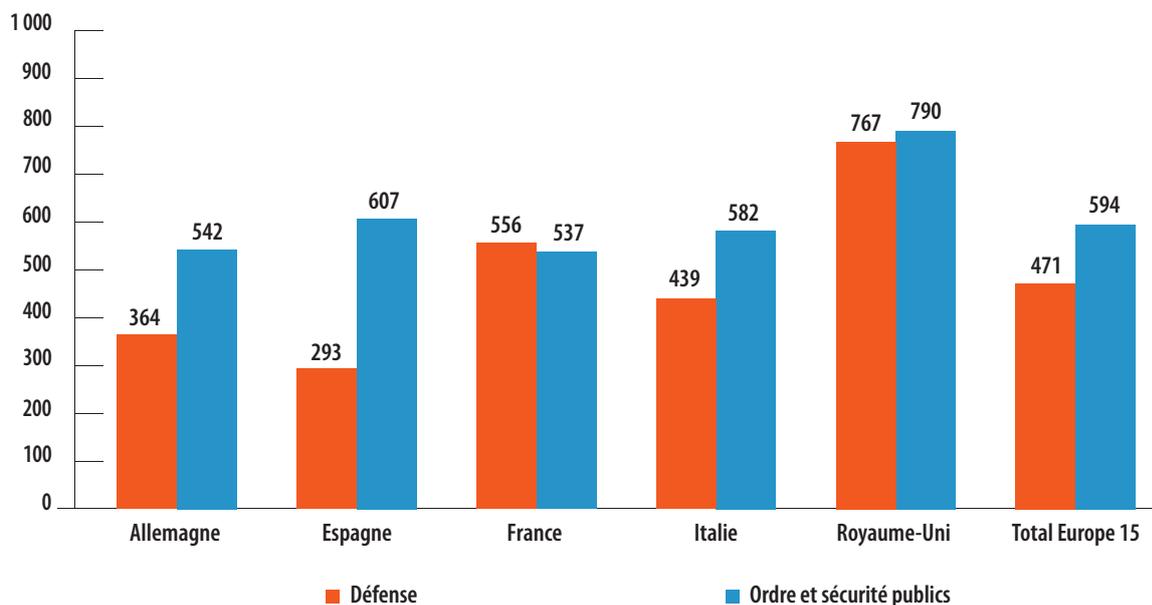
Les dépenses publiques consacrées à la « Défense et sécurité » dans l'Europe des Quinze en 2011



Source: Eurostat

Dépenses publiques de « Défense et sécurité » par habitant en 2011 dans les principaux pays européens

Montants convertis aux taux de parité de pouvoir d'achat, en euros français



Source: Eurostat

1.3 L'évolution de l'emploi total, de celui des Administrations publiques (APU) et de la défense

Pour les comptes nationaux, on parle à propos d'effectifs employés de l'**emploi intérieur**, c'est-à-dire de l'ensemble des personnes physiques, résidentes ou non, ayant un emploi dans une unité de production résidente (voir glossaire). Il s'entend pour la France entière, DOM-COM compris.

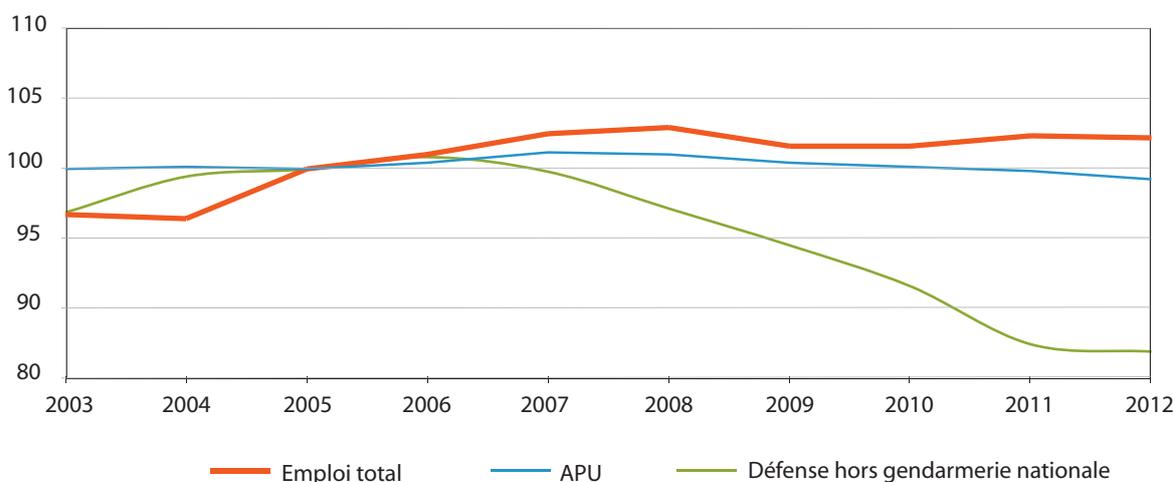
L'emploi intérieur est mesuré en moyenne annuelle, comme la plupart des agrégats issus des comptes. L'emploi de la défense est calculé à partir des statistiques de rémunérations, et comprend l'ensemble du personnel rémunéré par le ministère. La présentation détaillée de ce dernier figure dans le chapitre 4.

Évolution de l'emploi intérieur total, des administrations publiques et de la défense
Milliers de personnes en moyenne annuelle (sauf indication contraire)

Année	Emploi intérieur total	Emploi des administrations publiques	Emploi de la défense
2003	26 137,0	5 927,6	330,1
2004	26 175,5	5 939,5	339,0
2005	26 348,7	5 928,8	340,7
2006	26 633,5	5 954,7	343,7
2007	27 005,6	6 003,0	340,1
2008	27 137,3	5 993,2	331,2
2009	26 782,7	5 956,0	322,3
2010	26 797,8	5 937,8	312,4
2011	26 965,8	5 919,0	298,2
2012	26 955,8	5 883,5	296,4

Source: Comptes nationaux - base 2005, Insee et ministère de la Défense

Évolution de l'emploi total, des administrations publiques et de la défense
(indices base 100 en 2005)



Source: Comptes nationaux - base 2005, Insee

1.4 La place de la défense dans l'ensemble de l'économie : la défense dans la comptabilité nationale

1.4.1 La production du service de défense

Service public financé par le budget de l'État, la défense a une production évaluée par ses coûts.

Le compte satellite transcrit les masses d'exécution du budget de la défense, ventilées selon les nomenclatures de comptabilité nationale en vigueur, fournies par la Direction générale des finances publiques (DGFIP). La production du service de défense est égale à la somme de la consommation intermédiaire et de la valeur ajoutée, constituée en quasi-totalité de la rémunération des salariés.

Les statistiques présentées dans cet annuaire sont établies en base 2005 de comptabilité nationale et non pas dans la nouvelle base 2010 publiée par l'Insee en mai 2014. Dans cette base 2005, l'acquisition des biens militaires est assimilée à une consommation intermédiaire (voir glossaire) et non à un investissement (Formation brute de capital fixe [FBCF]) : on considère que les biens militaires sont à usage unique et consommés dans leur année d'acquisition pour produire le service de défense. En base 2005, seuls les biens duaux, utilisables dans la sphère civile (bâtiments, équipements portuaires et aéroportuaires, véhicules non blindés, matériel technique d'usage général), sont considérés comme de l'investissement. La nouvelle base 2010 diffusée par l'Insee en mai 2014 (mais non encore prise en compte dans cet annuaire) corrigera partiellement cette convention : les biens d'équipement lourd à usage exclusivement militaire tels que chars, avions de combat, navires de guerre et missiles nucléaires balistiques, seront considérés comme de l'investissement et contribueront donc au PIB.

La production du service de défense est au total de 27 Md€ en 2011. Ce chiffre est repris dans l'élaboration du Tableau des entrées-sorties (TES) à la fin du chapitre.

L'investissement (pour des biens duaux) s'élève à 1,6 Md€. Avec les transferts, il permet de rapprocher la production et les données budgétaires.

Les dépenses exécutées hors pensions s'élèvent à 32 Md€ en 2011 et à 41 Md€ pensions comprises.

Le tableau ci-dessous donne la répartition du budget exécuté en 2011, selon les rubriques et concepts de comptabilité nationale en vigueur (base 2005).

Le budget de la défense ventilé selon les rubriques de comptabilité nationale (année 2011)

	en M€ courants
Consommation intermédiaire	14 919
Rémunération des salariés	11 651
Impôts sur la production	124
Production du service de défense	26 694
FBCF (investissements duaux)	1 629
Transferts courants*	3 354
Transferts en capital	461
Remboursement Onu / coopération internationale	-87
Total	32 050
Pensions* militaires et civiles (y/c ouvriers)	9 092
Total (y compris pensions)	41 142

Source: Direction générale des finances publiques (DGFIP), traitement Observatoire économique de la défense (OED)

* Hors versements aux fonds spéciaux de retraite, au titre des cotisations employeurs.

En 2011, la consommation intermédiaire baisse de 2 % en volume, c'est-à-dire en tenant compte des prix (le déflateur retenu est le prix du PIB). Les rémunérations des salariés comme la valeur ajoutée diminuent également de 2 % en volume du fait de la réduction des effectifs.

Production du service de défense (en volume)

en M€ constants 2011

Année	Consommation intermédiaire	Valeur ajoutée	Production
2002	13 340	16 617	29 957
2003	14 110	16 863	30 973
2004	15 008	17 039	32 047
2005	15 719	17 048	32 767
2006	15 505	17 022	32 527
2007	15 211	16 795	32 006
2008	14 739	16 182	30 921
2009	16 574	11 970	28 544
2010	15 293	11 951	27 244
2011	14 919	11 775	26 694

Source: DGFIP, traitement OED

1.4.2 Les achats du ministère de la Défense

En 2011, la part de la maintenance dans les dépenses d'équipement militaire a rejoint la part de l'acquisition.

Répartition des dépenses d'équipement par matériel et part de la maintenance par produit, en 2011

Produit	Part de l'acquisition Titre 5	Part de la maintenance Titre 3	Total équipement militaire Titres 3+5	Part du produit en % dans la dépense totale
Équipement naval	52	48	100	13
Équipement aéronautique et spatial	34	66	100	30
Armes, munitions, véhicules blindés de combat	75	25	100	17
Électronique, optique et appareils de mesure	37	63	100	18
Recherche, études, développement en cours	63	37	100	22
Ensemble	50	50	100	100

Source: DGFIP, traitement OED

1.4.3 L'équilibre emplois-ressources, mesuré par le Tableau des entrées-sorties (TES)

Le Tableau des entrées-sorties (TES) retrace l'équilibre macroéconomique en ressources et en emplois des biens et des services. Il est constitué de trois tableaux :

- le tableau des ressources en produits, ventilées principalement en production nationale et importations ;
- le tableau des emplois finals qui présente les différentes utilisations des produits par les secteurs institutionnels. Ces utilisations sont la consommation finale et l'investissement (des ménages et des administrations), les variations de stocks, les exportations ainsi que la consommation intermédiaire (le tableau ci-dessous ne détaille que la consommation finale des administrations et les exportations, les achats de produits d'armement par le ministère n'étant pas classés en investissement mais en consommation intermédiaire) ;
- le tableau des entrées intermédiaires qui ventile l'utilisation intermédiaire des produits par chaque branche d'activité.

Un TES spécifique de la défense peut être établi. Il identifie trois acteurs : le ministère de la Défense, en tant qu'APU, qui fournit un service non marchand de défense, les industries de l'armement, qui vendent à l'État le matériel militaire commandé, le reste de l'économie, par solde entre l'ensemble de l'économie et les acteurs de la défense.

Compte satellite de la défense
Tableau des entrées-sorties (TES) – année 2011

en base 2005									en Md€			
Ressources en produits					Consommations intermédiaires				Emplois finals			
	Production	Importations	Impôts sur produits	Total des ressources	Ministère de la Défense	Industrie de l'armement	Reste de l'économie	TOTAL	CF des APU *	Autres	Exportations	Total des emplois
Services de défense	26,7			26,7					26,7			26,7
Produits d'armement ⁽¹⁾	16	1,4	1,2	18,6	11,1	7,9		19,0		-4,2	3,8	18,6
Reste de l'économie	3612,9	491,3	206,4	4310,7	3,8	4,8	1 834,3	1 842,9	463,3	3 331,9	534,5	4310,7
TOTAL	3655,6	492,7	207,6	4 356	14,9	12,7	1 834,3	1 861,9	490	3 327,8	538,3	4356
Valeur ajoutée					11,8	3,3	1 778,7	1 793,8				
dont valeur ajoutée de défense					15,1							
Production disponible					26,7	16,0	3 613,0	3 655,6				
dont production de défense					42,7							
									Valeurs ajoutées		1 793,8	
									Impôts sur produits		207,6	
									PIB		2 001,4	

* Consommation finale des APU

Source: Insee/DGA, traitement OED

(1) La production de produits d'armement est estimée à partir de l'indicateur de la Direction générale de l'armement (DGA) – cf. 5.1.3.

La part du domaine défense dans le PIB peut être appréhendée à partir de la somme des valeurs ajoutées des deux acteurs économiques « défense » que sont le ministère et les industries de l'armement.

La valeur ajoutée s'élève à 15,1 Md€ : 11,8 Md€ pour le ministère, et 3,3 Md€ pour l'industrie de l'armement. La part de cette somme dans le PIB est de 0,8 % en 2011 : la place de la défense se réduit une nouvelle fois, de 3 % par rapport à 2010.

La production de l'ensemble du domaine défense s'élève à 42,7 Md€.

Le TES peut être utilisé pour identifier les branches d'activité les plus impliquées en cas de variation des crédits alloués à la défense. En particulier, il fait apparaître la répartition des dépenses de consommation intermédiaire de défense (soit les commandes de l'État) :

- 11,1 Md€ à l'industrie d'armement (soit 74 %) qui incluent les dépenses en « Études et recherche » ;
- 3,8 Md€ au reste de l'économie, dont 0,9 Md€ dans les industries manufacturières hors armement.



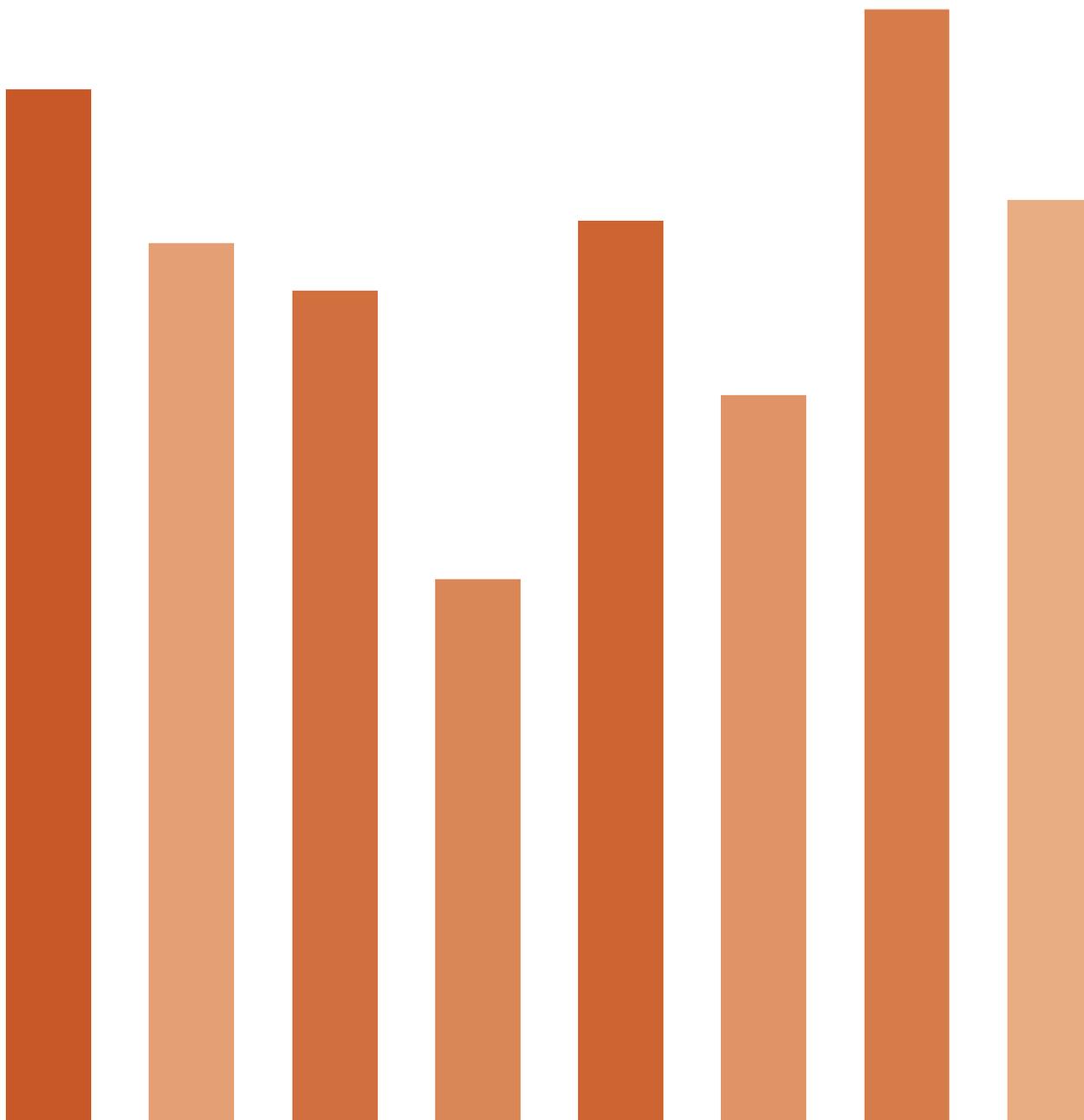
2. LES PRINCIPALES DONNÉES BUDGÉTAIRES ET COMPTABLES DU MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

Les données budgétaires françaises figurant aux paragraphes 2.1 et 2.2 sont celles des Lois de finances initiales (LFI). Elles sont présentées dans ces deux paragraphes, selon les dispositions de l'ordonnance de 1959 (hors anciens combattants) jusqu'en 2005 puis à partir de 2006 selon le périmètre de la mission « Défense ».

Le budget est présenté au format de la Loi organique relative aux lois de finances (Lof) aux paragraphes 2.3 et 2.4.

Les deux nomenclatures coexistent dans ce document afin de conserver la pertinence des séries longues sur dix ans.

42 Md€ (en crédits budgétaires) sont mis à la disposition du ministre de la Défense pour 2014. Les quatre programmes de la mission « Défense » mobilisent plus de 92 % des crédits de paiement.



2.1 Le poids de la défense

Évolution du périmètre « Défense » en France (hors gendarmerie nationale) et mission « Défense » à partir de 2006

Année	Périmètre « Défense », mission « Défense » LFI (hors pensions)		Mission « Défense » LFI (y compris pensions)		en M€
	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Indice de prix du PIB*
2005	28 438	28 438	non disponible hors gendarmerie nationale		100,0
2006 ⁽¹⁾	29 145	28 534	35 382	34 640	102,1
2007	29 846	28 483	36 251	34 596	104,8
2008	30 221	28 126	36 866	34 310	107,4
2009 ⁽²⁾	32 983	30 479	39 961	36 927	108,2
2010 ⁽²⁾	32 196	29 468	39 230	35 906	109,3
2011 ⁽³⁾	31 173	28 169	38 432	34 729	110,7
2012 ⁽³⁾	31 445	27 987	39 094	34 698	112,4
2013 ⁽³⁾	31 376	27 478	39 391	34 497	114,2
2014 ⁽³⁾	31 321 ⁽⁴⁾	27 043	39 188	33 835	115,8

Sources : lois de finances initiales, Comptes nationaux - base 2005, Insee

(1) Rupture de série mission « Défense », nouveau périmètre lié à la Loi de programmation militaire (LPM) 2009-2014.

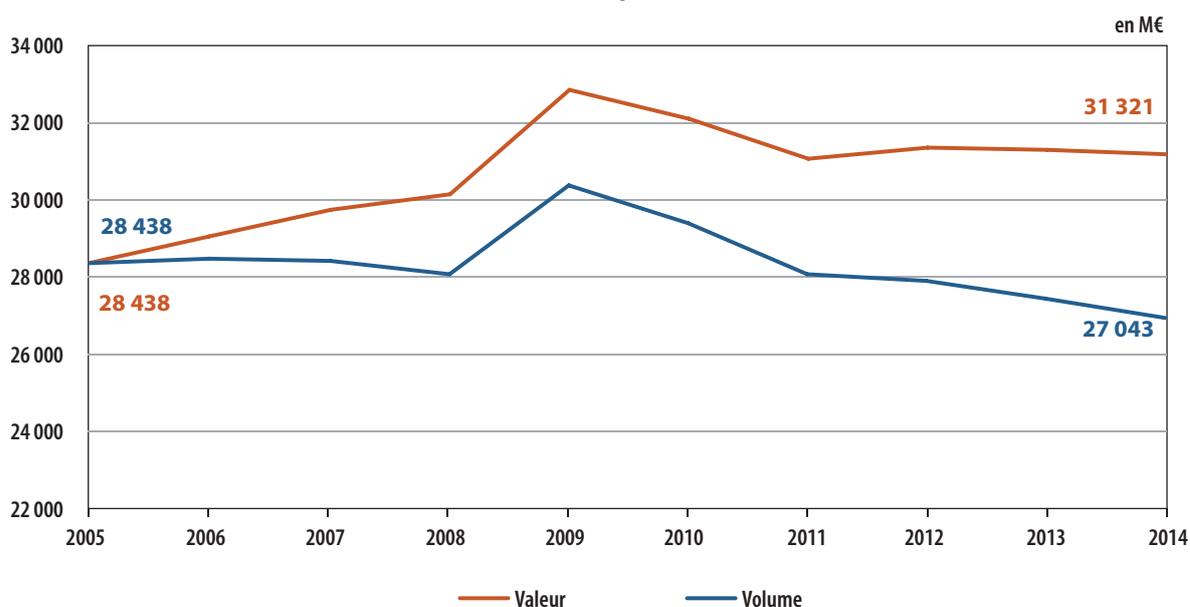
(2) Lois de finances pour 2009 et pour 2010 - ressources (crédits budgétaires, extrabudgétaires et plan de relance de l'économie).

(3) Lois de finances initiales (LFI) pour 2011 à 2014 - ressources (crédits budgétaires et extrabudgétaires).

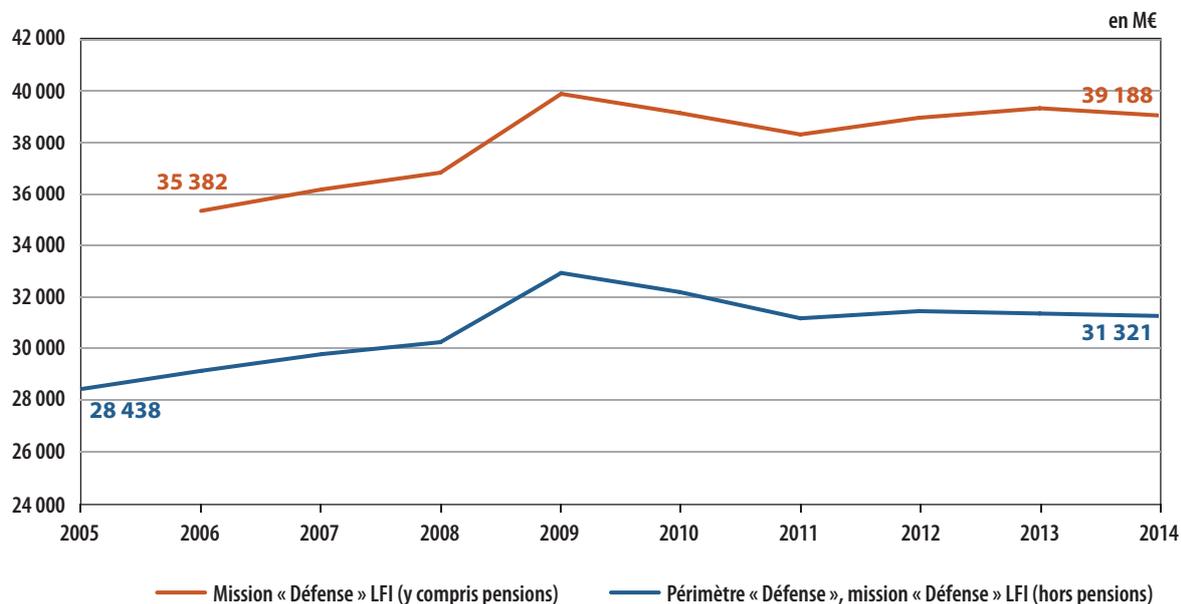
* Le déflateur utilisé pour le calcul des données en volume est l'indice de prix du PIB. Il est présenté ici en prenant pour référence l'année 2005 (2005 = 100).

(4) Y compris les recettes liées aux cessions de matériels (50 M€).

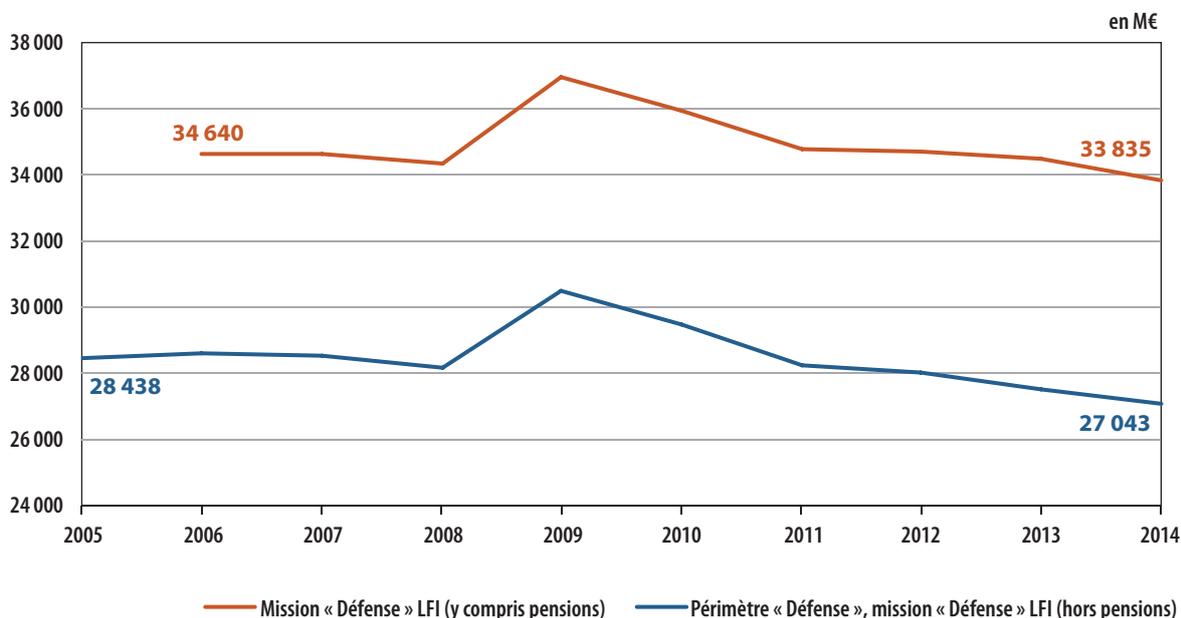
Évolution du périmètre « Défense » et mission « Défense » (LFI - hors pensions)



**Périmètre « Défense » et mission « Défense » avec et hors pensions
(en valeur)**



**Périmètre « Défense » et mission « Défense » avec et hors pensions
(en base 2005 = 100)**



2.2 La structure des dépenses de défense en lois de finances initiales

2.2.1 La répartition entre les dépenses hors équipement (personnel et fonctionnement) et les dépenses d'équipement

Dépenses hors équipement et équipement

en M€ courants

Année	Hors équipement (hors pensions)	Équipement	Total (hors pensions)
2005	13 699	14 739	28 438
2006 ⁽¹⁾	14 270	14 875	29 145
2007	14 688	15 158	29 846
2008	14 888	15 334	30 222
2009 ⁽²⁾	15 097	17 887	32 984
2010 ⁽²⁾	15 152	17 044	32 196
2011 ⁽³⁾	15 159	16 014	31 173
2012 ⁽³⁾	15 212	16 233	31 445
2013 ⁽³⁾	15 379	15 996	31 375
2014 ⁽³⁾	14 899	16 422	31 321

Source: lois de finances initiales

Nomenclature budget 2014
Hors équipement
Masse salariale hors pensions (T2)
Activités opérationnelles
Fonctionnement et activités spécifiques
Opex (hors T2)
Équipement
Dissuasion
Renseignement
Environnement des programmes d'armement
Autres opérations d'armement (AOA)
Équipement d'accompagnement (EAC)
Entretien programmé du matériel (EPM)
Entretien programmé du personnel (EPP)
Programmes à effet majeur (PEM)
Prospective et préparation de l'avenir (PPA)
Infrastructures de défense

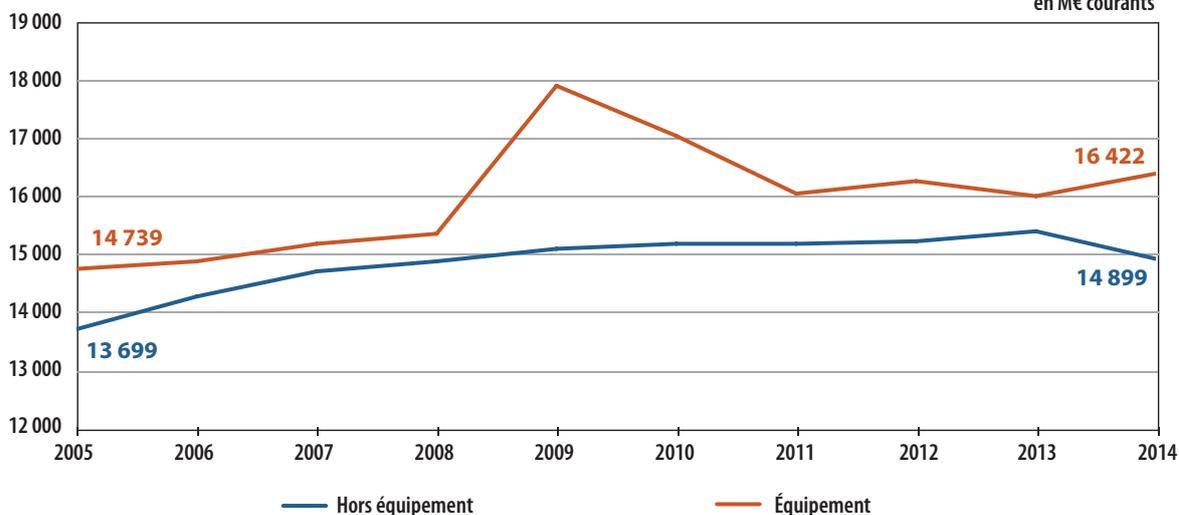
(1) Rupture de série mission « Défense », nouveau périmètre lié à la LPM 2009-2014.

(2) Lois de finances pour 2009 et pour 2010 - ressources (crédits budgétaires, extrabudgétaires et plan de relance de l'économie).

(3) Lois de finances pour 2011 à 2014 - ressources (crédits budgétaires et extrabudgétaires).

Évolution des dépenses hors équipement et équipement

en M€ courants



2.2.2 Les dépenses hors équipement (personnel et fonctionnement) et les dépenses d'équipement des trois armées et des autres services

en M€ courants

	Dépenses	2005	2006 ⁽¹⁾	2007	2008	2009 ⁽²⁾	2010 ⁽³⁾	2011 ⁽⁴⁾	2012 ⁽⁴⁾	2013 ⁽⁴⁾	2014
BOP Air	Héqt	2 470	2 588	2 629	2 597	2 557	2 412	2 201	2 039	1 971	1 910
	Éqt	3 635	1 132	1 311	1 279	1 380	1 307	1 265	1 308	1 495	1 394
	Total	6 105	3 720	3 940	3 876	3 938	3 719	3 465	3 347	3 466	3 304
BOP Terre	Héqt	4 972	5 570	5 497	5 571	5 561	5 328	4 807	4 194	4 109	3 984
	Éqt	3 015	991	941	1 009	996	957	1 014	958	949	1 013
	Total	7 988	6 561	6 437	6 580	6 557	6 285	5 821	5 152	5 058	4 996
BOP Marine nationale	Héqt	1 975	2 233	2 248	2 246	2 154	2 094	1 891	1 809	2 041	1 787
	Éqt	3 799	1 176	1 348	1 345	1 446	1 258	1 444	1 507	1 333	1 670
	Total	5 774	3 409	3 597	3 591	3 601	3 352	3 334	3 316	3 374	3 458
Autres services	Héqt	4 282	3 879	4 314	4 474	4 824	5 318	6 261	7 171	7 259	7 218
	Éqt	4 290	11 576	11 558	11 701	14 064	13 522	12 292	12 460	12 220	12 345
	Total	8 572	15 455	15 872	16 175	18 888	18 840	18 553	19 630	19 478	19 563
Total	Héqt	13 699	14 270	14 688	14 887	15 096	15 152	15 159	15 212	15 379	14 899
	Éqt	14 739	14 875	15 158	15 334	17 887	17 044	16 014	16 233	15 996	16 422
	Total	28 438	29 145	29 846	30 221	32 983	32 196	31 173	31 445	31 376	31 321

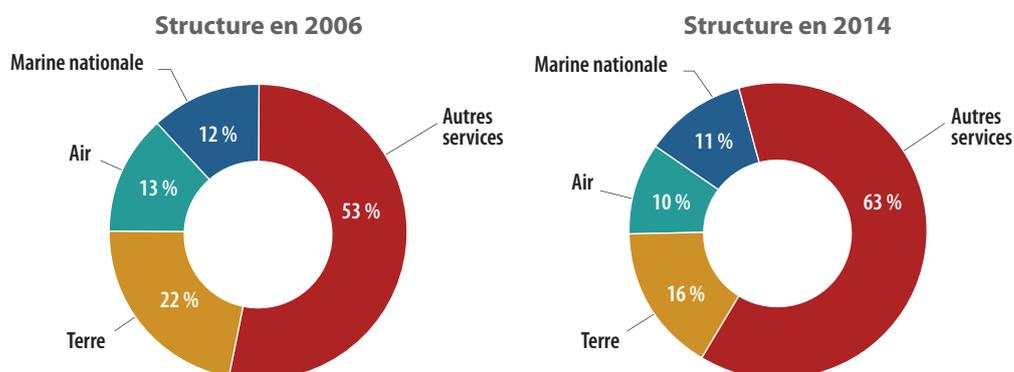
Source : lois de finances initiales

(1) À partir de 2006, les montants retenus par armée sont ceux inscrits dans les BOP du programme 178, l'essentiel des crédits d'équipement sont regroupés dans le programme 146.

(2) Loi de finances pour 2009 - ressources (crédits budgétaires, extrabudgétaires et plan de relance de l'économie).

(3) Loi de finances pour 2010 - ressources (crédits budgétaires, extrabudgétaires et plan de relance de l'économie).

(4) Lois de finances pour 2011, pour 2012 et pour 2013 - ressources (crédits budgétaires et extrabudgétaires).



2.2.3 L'évolution des composantes des dépenses hors équipement

en M€ courants

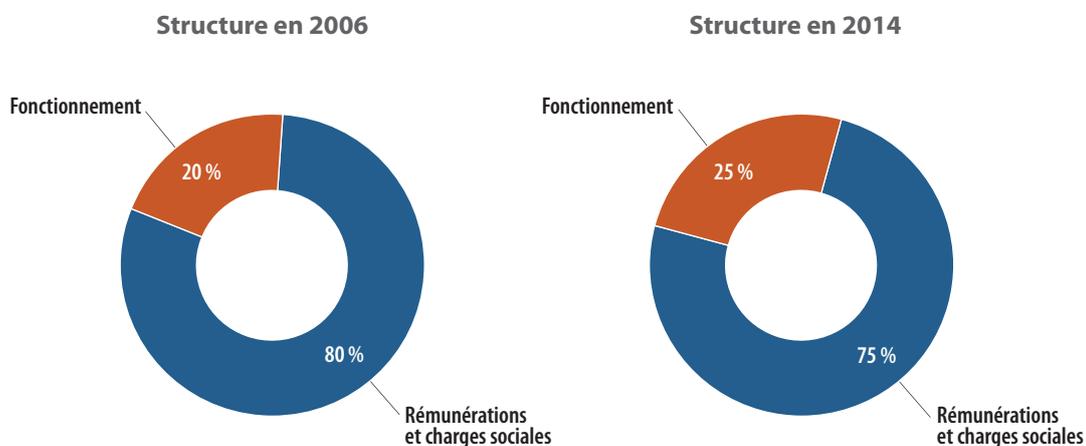
Année	Rémunérations et charges sociales	Fonctionnement (hors équipement)	Total (hors pensions)	Pensions	Total (y compris pensions)
2005	11 001	2 699	13 699	non disponible hors gendarmerie nationale	
2006 ⁽¹⁾	11 447	2 824	14 270	6 237	20 507
2007	11 568	3 119	14 688	6 406	21 093
2008	11 684	3 204	14 888	6 645	21 532
2009 ⁽²⁾	11 692	3 416	15 107	6 977	22 084
2010 ⁽²⁾	11 650	3 502	15 152	7 034	22 186
2011 ⁽³⁾	11 703	3 456	15 159	7 259	22 418
2012 ⁽³⁾	11 546	3 666	15 212	7 649	22 862
2013 ⁽³⁾	11 372	4 007	15 379	8 015	23 395
2014 ⁽³⁾	11 145	3 754	14 899	7 866	22 765

Source: lois de finances initiales

(1) À partir de 2006, les montants retenus par armée sont ceux inscrits dans les BOP du programme 178, l'essentiel des crédits d'équipement sont regroupés dans le programme 146.

(2) Lois de finances pour 2009 et pour 2010 - ressources (crédits budgétaires, extrabudgétaires et plan de relance de l'économie).

(3) Lois de finances pour 2011 à 2014 - ressources (crédits budgétaires et extrabudgétaires).



Évolution des dépenses de fonctionnement

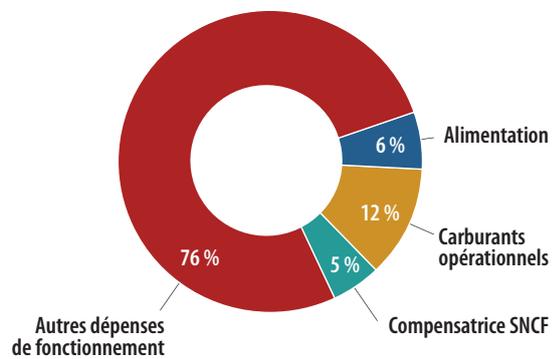
en M€ courants

Année	Alimentation	Carburants opérationnels	Compensatrice SNCF	Subventions	Autres dépenses de fonctionnement	Total
2010*	204	414	184	nc	2 678	3 480
2011	184	430	184	nc	2 920	3 718
2012	185	525	179	nc	3 032	3 921
2013	176	566	186	nc	3 080	4 008
2014	174	511	175	nc	2 897	3 757

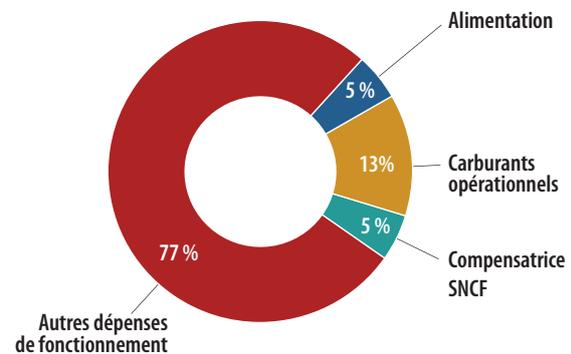
Source: lois de finances initiales

* L'agrégat « fonctionnement » a subi un changement de structure en 2013 et ne peut être reconstitué qu'à compter de 2010.

Structure en 2010



Structure en 2014



2.2.4 Les dépenses hors équipement (hors pensions) des trois armées et des autres services

en M€ courants

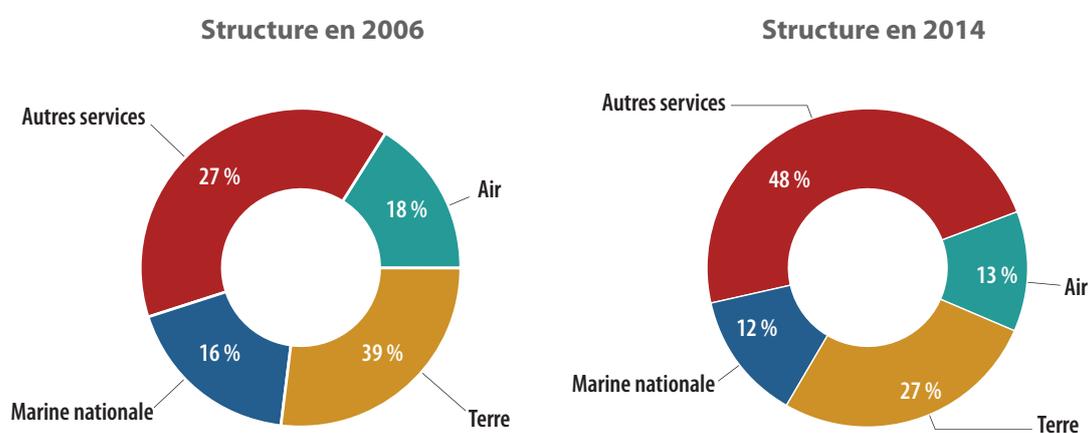
Année	BOP Air	BOP Terre	BOP Marine nationale	Autres services	Total
2005	2 470	4 972	1 975	4 282	13 699
2006 ⁽¹⁾	2 588	5 570	2 233	3 879	14 270
2007	2 629	5 497	2 248	4 314	14 688
2008	2 597	5 568	2 246	4 476	14 888
2009 ⁽²⁾	2 557	5 558	2 154	4 837	15 107
2010 ⁽²⁾	2 412	5 328	2 094	5 318	15 152
2011 ⁽³⁾	2 201	4 807	1 891	6 261	15 159
2012 ⁽³⁾	2 039	4 194	1 809	7 171	15 212
2013 ⁽³⁾	1 971	4 109	1 826	7 474	15 379
2014 ⁽³⁾	1 910	3 984	1 787	7 218	14 899

Source: lois de finances initiales

(1) À partir de 2006, les montants retenus par armée sont ceux inscrits dans les BOP du programme 178, l'essentiel des crédits d'équipement sont regroupés dans le programme 146.

(2) Lois de finances pour 2009 et pour 2010 - ressources (crédits budgétaires, extrabudgétaires et plan de relance de l'économie).

(3) Lois de finances pour 2011 à 2014 - ressources (crédits budgétaires et extrabudgétaires).



2.2.5 L'évolution des composantes des dépenses d'équipement

en M€ courants

Année	Classique	Espace	Nucléaire	Total
2005	11 126	465	3 148	14 739
2006 ⁽¹⁾	11 063	489	3 323	14 875
2007	11 419	469	3 271	15 158
2008	11 566	393	3 375	15 334
2009 ⁽²⁾	14 132	nd	3 745	17 877
2010 ⁽²⁾	13 497	nd	3 547	17 044
2011 ⁽³⁾	12 604	nd	3 410	16 014
2012 ⁽³⁾	12 890	nd	3 343	16 233
2013 ⁽³⁾	12 622	nd	3 374	15 996
2014 ⁽³⁾	12 918	nd	3 504	16 422

Source: lois de finances initiales

(1) À partir de 2006, les montants retenus par armée sont ceux inscrits dans les BOP du programme 178, l'essentiel des crédits d'équipement sont regroupés dans le programme 146.

(2) Lois de finances pour 2009 et pour 2010 - ressources (crédits budgétaires, extrabudgétaires et plan de relance de l'économie).

(3) Lois de finances pour 2011 à 2014 - ressources (crédits budgétaires et extrabudgétaires).

2.2.6 Les dépenses d'équipement des trois armées et des autres services

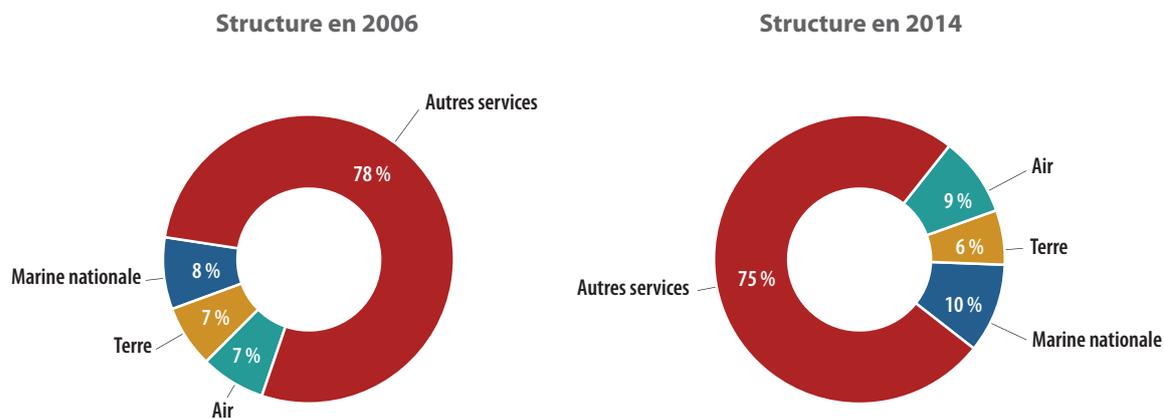
en M€ courants					
Année	BOP Air	BOP Terre	BOP Marine nationale	Autres services	Total
2005	3 635	3 015	3 799	4 290	14 739
2006 ⁽¹⁾	1 132	991	1 176	11 576	14 875
2007	1 311	941	1 348	11 558	15 158
2008	1 279	1 009	1 345	11 701	15 334
2009 ⁽²⁾	1 380	996	1 446	14 054	17 877
2010 ⁽²⁾	1 307	957	1 258	13 522	17 044
2011 ⁽³⁾	1 265	1 014	1 444	12 292	16 014
2012 ⁽³⁾	1 308	958	1 507	12 460	16 233
2013 ⁽³⁾	1 495	949	1 333	12 220	15 996
2014 ⁽³⁾	1 394	1 013	1 670	12 345	16 422

Source: lois de finances initiales

(1) À partir de 2006, les montants retenus par armée sont ceux inscrits dans les BOP du programme 178, l'essentiel des crédits d'équipement sont regroupés dans le programme 146.

(2) Lois de finances pour 2009 et pour 2010 - ressources (crédits budgétaires, extrabudgétaires et plan de relance de l'économie).

(3) Lois de finances pour 2011 à 2014 - ressources (crédits budgétaires et extrabudgétaires).



2.3 La présentation du budget du ministère de la Défense au format Lolf

2.3.1 Les missions, programmes et actions correspondant au budget du ministère de la Défense

La Loi organique relative aux lois de finances (Lolf) présente le budget selon une ventilation par destination des crédits, déclinée en missions, programmes et actions.

À ce titre, le ministère de la Défense est concerné par la mission « Défense » proprement dite, la mission « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation », et enfin le programme « Recherche duale (civile et militaire) » qui s'intègre dans la mission interministérielle « Recherche et enseignement supérieur ». La mission « Sécurité » est intégrée au budget du ministère de l'Intérieur à compter du 1^{er} janvier 2009.

Le tableau ci-après décline les missions, programmes et actions qui relèvent du budget de la défense.

Missions	Programmes	Actions
DÉFENSE	Environnement et prospective de la politique de défense (144)	Recherche et exploitation du renseignement intéressant la sécurité de la France Prospective de défense Relations internationales
	Équipement des forces (146)	Dissuasion Commandement et maîtrise de l'information Projection - mobilité - soutien Engagement et combat Protection et sauvegarde Préparation et conduite des opérations d'armement Partis étrangers et programmes civils
	Préparation et emploi des forces (178)	Planification des moyens et conduite des opérations Préparation des forces terrestres Préparation des forces navales Préparation des forces aériennes Logistique et soutien interarmées Surcoûts liés aux opérations extérieures Surcoûts liés aux opérations intérieures
	Soutien de la politique de la défense (212)	Politique immobilière Systèmes d'information, d'administration et de gestion Politiques des ressources humaines Politique culturelle et éducative Restructurations Pilotage, soutien et communication
	Excellence technologique des industries de défense (402)	Maîtrise des techniques nucléaires (nouveau) Maîtrise des techniques spatiales (nouveau)
SÉCURITÉ*	Gendarmerie nationale (152)	Ordre et sécurité publics Sécurité routière Mission de police judiciaire et concours à la justice Commandement, ressources humaines et logistique Exercice des missions militaires
ANCIENS COMBATTANTS, MÉMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION	Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale (158)**	Indemnisation des orphelins de la déportation et des victimes de spoliations du fait des législations antisémites en vigueur pendant l'Occupation Indemnisation des victimes d'actes de barbarie durant la seconde guerre mondiale
	Liens entre la Nation et son armée (167)	Journée défense et citoyenneté Politique de mémoire
	Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant (169)	Administration de la dette viagère Gestion des droits liés aux pensions militaires d'invalidité Solidarité Action en faveur des rapatriés (nouveau) Réparation des conséquences sanitaires des essais nucléaires français
RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR	Recherche duale (civile et militaire) (191)	Recherche duale en sciences du vivant Recherche duale en sciences et techniques de l'information et de la communication Recherche duale dans le domaine aérospatial Autres recherches et développements technologiques duaux

* Mission « Sécurité » intégrée au budget du ministère de l'Intérieur à compter du 1^{er} janvier 2009.

** Programme 158 transféré au budget du Premier ministre à compter de 2007.

2.3.2 Le budget du ministère de la Défense par destination (missions, programmes) et nature (titres) - crédits budgétaires (y compris pensions)

en M€		2009 (LFI) ¹					2010 (LFI) ²					2011 (LFI) ³					Total		
		Titre 2	Titre 3	Titre 5	Titre 6	Titre 7	Total	Titre 2	Titre 3	Titre 5	Titre 6	Titre 7	Total	Titre 2	Titre 3	Titre 5		Titre 6	Titre 7
Mission DÉFENSE																			
Programme	Environnement et prospective de la politique de défense (144)	520	1 007	159	49	-	1 735	542	1 005	181	52	-	1 780	569	1 009	158	55	-	1 792
	Équipement des forces (146)	1 860	883	9 464	2	-	12 208	1 842	852	8 648	2	-	11 344	1 870	1 019	7 822	2	-	10 712
	Préparation et emploi des forces (178)	15 481	5 742	474	125	-	21 822	15 404	5 493	455	188	-	21 541	15 491	5 773	418	209	-	21 891
	Soutien de la politique de la défense (212)	806	572	165	23	6	1 573	895	763	789	27	6	2 480	1 032	874	1 061	40	7	3 014
Total		18 668	8 204	10 262	199	6	37 339	18 684	8 113	10 073	269	6	37 145	18 962	8 676	9 457	307	7	37 409
Mission ANCIENS COMBATTANTS, MÉMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION																			
Programme	Liens entre la Nation et son armée (167)	126	30	4	2	-	163	120	28	3	4	-	155	102	24	2	7	-	134
	Mémoire, reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant (169)	56	57	0	3 088	-	3 202	30	72	0	3 076	-	3 178	12	76	-	2 982	-	3 070
Total		182	88	5	3 090	-	3 365	151	100	3	3 079	-	3 334	114	100	2	2 988	-	3 204
Mission RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR																			
Programme	Recherche duale (civile et militaire) (191)	-	200	-	-	-	200	-	197	-	-	-	197	-	197	-	-	-	197
TOTAL MISSIONS MINISTÈRE DÉFENSE		18 850	8 492	10 267	3 289	6	40 904	18 835	8 412	10 077	3 346	6	40 675	19 076	8 973	9 459	3 295	7	40 810

(1) Auxquels s'ajoutent 985 M€ du plan de relance de l'économie et 1 637 M€ de ressources extrabudgétaires.

(2) Auxquels s'ajoutent 770 M€ du plan de relance de l'économie et 1 315 M€ de ressources extrabudgétaires.

(3) Auxquels s'ajoutent 1 023 M€ de ressources extrabudgétaires.

Titre 2 Dépenses de personnel.

Titre 3 Dépenses de fonctionnement.

Titre 5 Dépenses d'investissement.

Titre 6 Dépenses d'intervention.

Titre 7 Dépenses d'opérations financières.

Pour mémoire : programme 158 transféré au budget du Premier ministre à compter de 2007.

en M€		2012 (LFI) ⁴						2013 (LFI) ⁵						2014 (LFI) ⁶					
		Titre 2	Titre 3	Titre 5	Titre 6	Titre 7	Total	Titre 2	Titre 3	Titre 5	Titre 6	Titre 7	Total	Titre 2	Titre 3	Titre 5	Titre 6	Titre 7	Total
Mission DÉFENSE																			
Programme	Environnement et prospective de la politique de défense (144)	597	1 004	138	50	-	1 789	633	1 133	84	55	-	1 905	644	1 144	134	49	6	1 977
	Équipement des forces (146)	1 894	1 244	7 817	8	-	10 963	2 006	1 411	7 517	6	-	10 939	1 920	2 000	6 348	10	0	10 278
	Préparation et emploi des forces (178)	15 534	6 030	434	207	-	22 204	15 532	6 177	513	211	-	22 433	15 238	6 247	506	196	0	22 187
	Soutien de la politique de la défense (212)	1 171	894	936	35	9	3 046	1 217	841	752	32	5	2 847	1 210	846	865	51	7	2 979
	Excellence technologique des industries de la défense (402)													0	2	1 498	0	0	1 500
Total		19 196	9 172	9 325	300	9	38 001	19 387	9 562	8 866	304	5	38 124	19 011	10 240	9 351	306	12	38 921
Mission ANCIENS COMBATTANTS, MÉMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION																			
Programme	Liens entre la Nation et son armée (167)	87	22	2	7	-	118	82	27	0	10	-	120	75	29	-	13	-	117
	Mémoire, reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant (169)	0	75	-	2 840	-	2 915	-	75	-	2 764	-	2 838	-	74	-	2 673	-	2 747
Total		87	97	2	2 847	-	3 033	82	102	0	2 774	0	2 958	75	103	0	2 686	0	2 865
Mission RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR																			
Programme	Recherche duale (civile et militaire) (191)	-	33	-		159	193	-	33	-	-	159	193	-	33		-	159	192
TOTAL MISSIONS MINISTÈRE DÉFENSE		19 282	9 302	9 327	3 147	168	41 227	19 470	9 696	8 866	3 078	164	41 275	19 086	10 376	9 351	2 993	171	41 977

(4) Auxquels s'ajoutent 1 093 M€ de ressources extrabudgétaires.

(5) Auxquels s'ajoutent 1 267 M€ de ressources extrabudgétaires.

(6) Auxquels s'ajoutent 267 M€ de ressources extrabudgétaires.

Titre 2 Dépenses de personnel.

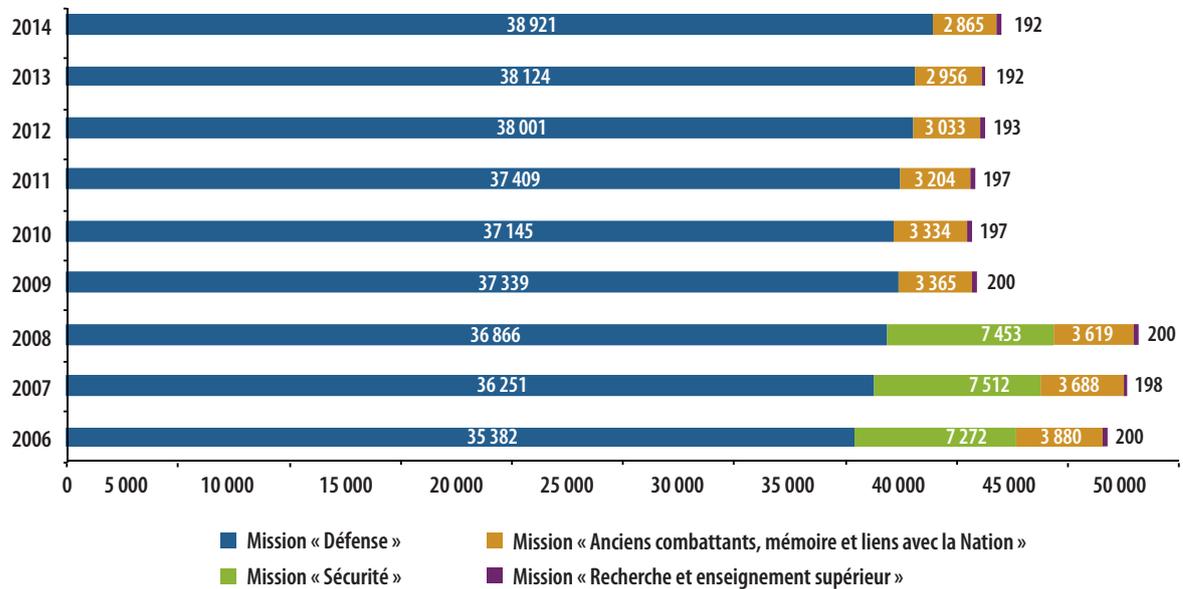
Titre 3 Dépenses de fonctionnement.

Titre 5 Dépenses d'investissement.

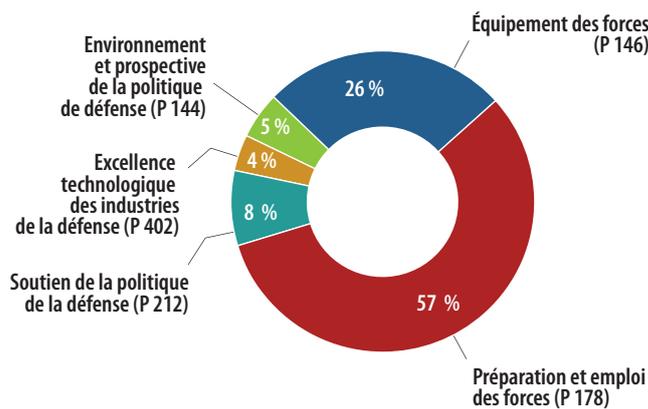
Titre 6 Dépenses d'intervention.

Titre 7 Dépenses d'opérations financières.

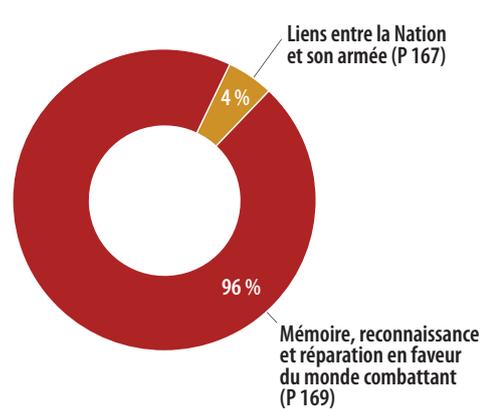
2.3.3 La répartition des Crédits de paiement (CP) du ministère de la Défense par mission (pensions comprises)



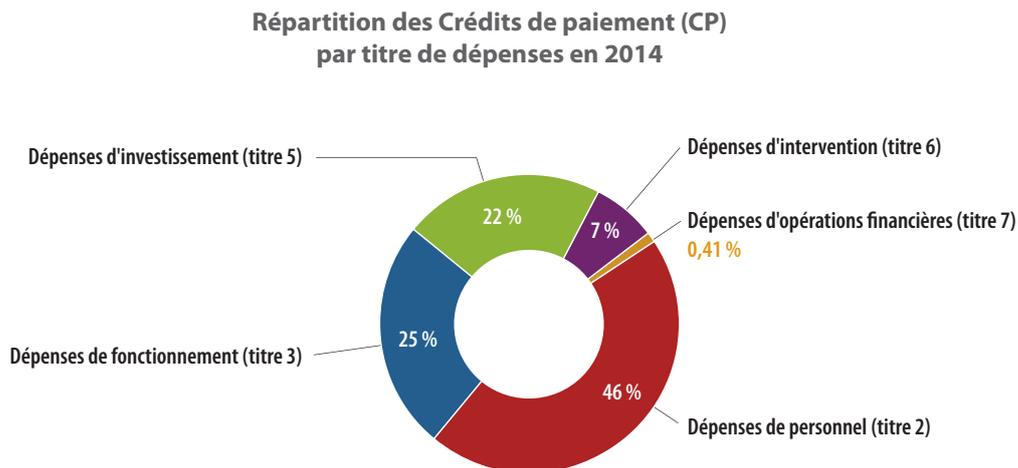
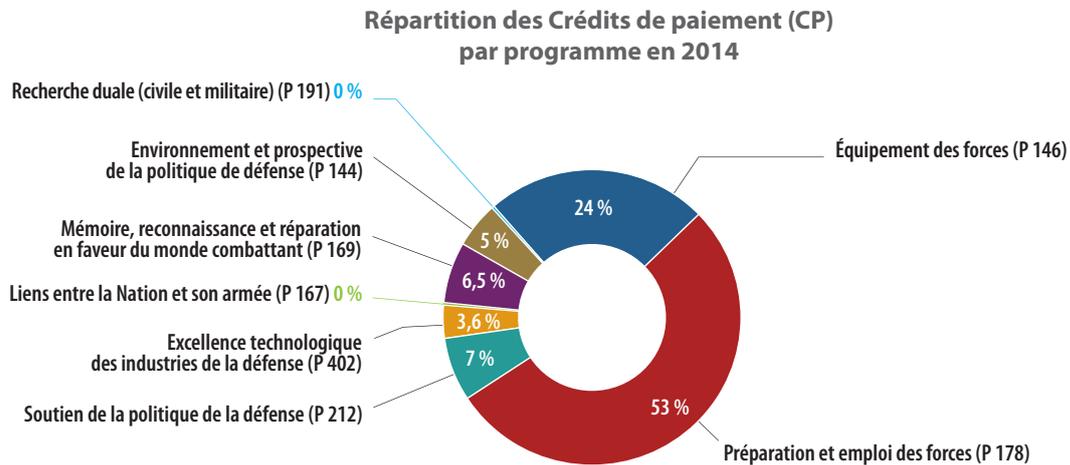
Répartition par programme des Crédits de paiement (CP) de la mission « Défense » en 2014



Répartition par programme des Crédits de paiement (CP) de la mission « Anciens combattants » en 2014



2.3.4 La répartition des Crédits de paiement (CP) du ministère de la Défense par programme et par titre de dépense



2.4 L'exécution du budget du ministère de la Défense au format Lolf

L'exécution du budget du ministère de la Défense par destination (missions, programmes) et nature (titres) en crédits de paiement

en M€		2008						2009						2010					
		Titre 2	Titre 3	Titre 5	Titre 6	Titre 7	Total	Titre 2	Titre 3	Titre 5	Titre 6	Titre 7	Total	Titre 2	Titre 3	Titre 5	Titre 6	Titre 7	Total
Mission DÉFENSE																			
Programme	Environnement et prospective de la politique de défense (144)	507	995	124	40	0	1 665	533	1 017	226	54	0	1 831	542	1 068	155	57	0	1 822
	Équipement des forces (146)	889	733	8 723	0	0	10 346	1 853	1 788	9 914	14	0	13 569	1 835	1 803	8 364	26	0	12 029
	Préparation et emploi des forces (178)	15 570	5 880	581	208	0	22 239	15 835	6 152	608	282	0	22 877	15 946	6 013	374	257	0	22 590
	Soutien de la politique de la défense (212)	1 719	619	1 007	21	0	3 365	838	964	367	13	5	2 188	959	1 135	575	16	6	2 692
Total		18 685	8 227	10 435	268	0	37 615	19 059	9 921	11 116	363	5	40 465	19 283	10 020	9 468	356	6	39 133
Mission SÉCURITÉ																			
Programme	Gendarmerie nationale (152)	6 090	950	401	8	0	7 448	La mission « Sécurité - gendarmerie nationale » est intégrée au budget du ministère de l'Intérieur à compter du 1 ^{er} janvier 2009											
Mission ANCIENS COMBATTANTS, MÉMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION																			
Programme	Liens entre la Nation et son armée (167)	162	76	3	5	7	253	119	30	3	2	0	154	107	24	0	8	0	138
	Mémoire, reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant (169)	55	58	0	3 178	0	3 292	55	58	1	3 074	0	3 188	31	78	0	3 066	0	3 176
Total		217	134	3	3 184	7	3 544	174	88	4	3 076	0	3 342	138	102	0	3 074	0	3 314
Mission RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR																			
Programme	Recherche duale (civile et militaire) (191)	0	195,05	0	0	0	195	0	200	0	0	0	200	0	194	0	0	0	194
TOTAL MISSIONS MINISTÈRE DÉFENSE		24 992	9 505	10 839	3 460	7	48 802	19 233	9 243	12 137	3 389	5	44 007	19 421	10 316	9 468	3 430	6	42 640

La mission « Sécurité - gendarmerie nationale » (programme 152) est intégrée au budget du ministère de l'Intérieur à compter du 1^{er} janvier 2009.

Titre 2 Dépenses de personnel.

Titre 3 Dépenses de fonctionnement.

Titre 5 Dépenses d'investissement.

Titre 6 Dépenses d'intervention.

Titre 7 Dépenses d'opérations financières.

en M€		2011						2012						2013					
		Titre 2	Titre 3	Titre 5	Titre 6	Titre 7	Total	Titre 2	Titre 3	Titre 5	Titre 6	Titre 7	Total	Titre 2	Titre 3	Titre 5	Titre 6	Titre 7	Total
Mission DÉFENSE																			
Programme	Environnement et prospective de la politique de défense (144)	577	990	155	59		1 782	607	982	133	59		1 781	615	1 082	105	57	0	1 859
	Équipement des forces (146)	1 862	1 892	6 817	31		10 602	1 904	1 472	7 132	28		10 536	2 016	1 969	6 403	32	0	10 420
	Préparation et emploi des forces (178)	16 055	6 580	561	206		23 401	16 307	6 416	510	212	0	23 446	16 173	6 954	485	224	0	23 836
	Soutien de la politique de la défense (212)	1 035	1 028	808	57	7	2 934	1 193	1 093	788	29	10	3 113	1 188	1 124	488	40	4	2 844
Total		19 528	10 490	8 340	353	7	38 718	20 011	9 963	8 564	328	10	38 876	19 991	11 129	7 482	353	5	38 959
Mission SÉCURITÉ																			
Programme	Gendarmerie nationale (152)	La mission « Sécurité - gendarmerie nationale » est intégrée au budget du ministère de l'Intérieur à compter du 1 ^{er} janvier 2009																	
Mission ANCIENS COMBATTANTS, MÉMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION																			
Programme	Liens entre la Nation et son armée (167)	100	23	0	10	0	133	83	22	0	11		116	77	21	0	15	0	113
	Mémoire, reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant (169)	12	78	0	2 926	0	3 016		75		2 835		2 910	0	5	0	2 729	0	2 734
Total		112	101	0	2 935	0	3 149	83	97	0	2 846	0	3 026	77	26	0	2 744	0	2 847
Mission RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR																			
Programme	Recherche duale (civile et militaire) (191)		189				189		56			121	178	0	32	0	0	145	177
TOTAL MISSIONS MINISTÈRE DÉFENSE		19 640	10 780	8 340	3 288	7	42 056	20 094	10 116	8 564	3 174	131	42 079	20 068	11 187	7 482	3 097	150	41 983

Titre 2 Dépenses de personnel.

Titre 3 Dépenses de fonctionnement.

Titre 5 Dépenses d'investissement.

Titre 6 Dépenses d'intervention.

Titre 7 Dépenses d'opérations financières.

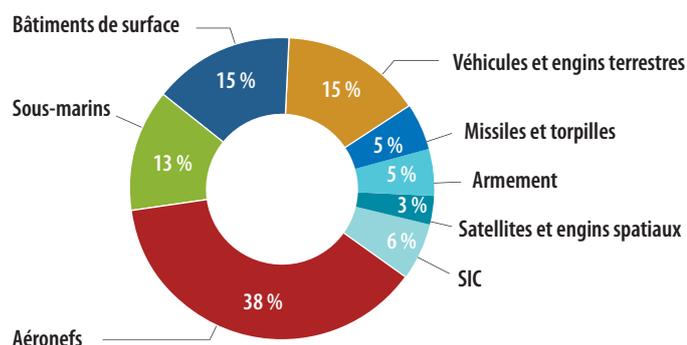
2.5 Les principales données comptables : la défense dans le bilan de l'État

Les actifs et passifs de la défense dans le bilan de l'État

ACTIF (en M€) (hors CEA)	Bilan de clôture 31 décembre 2012			31 décembre 2011
	Valeur brute	Amortissement et dépréciations	Valeur nette	Valeur nette
• Immobilisations incorporelles	32 495	12 427	20 068	21 524
- Logiciels acquis et produits en interne	731	380	351	379
- Brevets				
- Développements militaires qualifiés	25 739	12 047	13 692	14 915
- Développements militaires en cours	6 025	0	6 025	6 230
• Immobilisations corporelles	132 435	52 454	79 981	78 314
- Parc immobilier	15 986		15 986	15 750
- Parc immobilier en cours	4 274		4 274	4 541
- Matériel technique, industriel et outillage	4 919	3 439	1 480	1 641
- Matériels militaires	84 684	46 886	37 798	36 674
- Équipement militaire en cours	19 916		19 916	19 298
- Autres immobilisations corporelles	2 656	2 129	527	410
• Stocks	35 473	5 271	30 202	29 152
• Trésorerie				
• Comptes de régularisation active				
TOTAL ACTIF	200 403	70 152	130 251	128 990
PASSIF (en M€)				31 décembre 2011
• Provisions pour risques	127			112
• Provisions pour charges	7 221			7 680
- Provisions pour charges de personnel	5 767			6 448
- Provisions pour domaine immobilier	230			242
- Provisions pour charges de démantèlement	1 224			990
• Dettes - charges à payer	2 088			1 714
• Comptes de régularisation - passif				273
TOTAL PASSIF	9 436			9 506

Source: Direction des affaires financières (DAF)/Sous-direction de la fonction financière et comptable (SDFFC)

Décomposition de l'équipement militaire complet (en valeur brute au 31 décembre 2012)



Dans le bilan général de l'État, le poids de la défense est prépondérant. Il représente, en valeur nette :

- 69 % des immobilisations incorporelles de l'État ;
- 79 % des immobilisations corporelles hors parc immobilier (matériels militaires et autres immobilisations corporelles) ;
- 97 % des stocks.

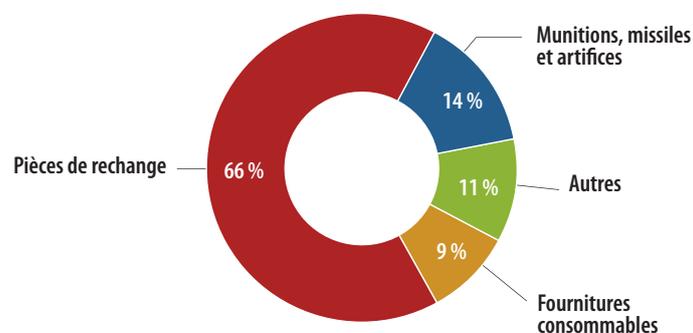
Poids du ministère de la Défense dans le bilan général de l'État

en Md€ (valeur nette)

Actif	État au 31 décembre 2012	Ministère de la Défense au 31 décembre 2012	Part ministère de la Défense dans l'État (%)
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	29	20	69
- Logiciels et brevets	1	0	0
- Développements militaires qualifiés	14	14	100
- Développements militaires en cours	7	6	86
- Autres	7		
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	468	80	17
TOTAL parc immobilier	392	20	5
- Matériel technique, industriel et outillage et autres immobilisations corporelles	4	2	50
- Matériels militaires	38	38	100
- Équipement militaire en cours	34	20	59
TOTAL hors parc immobilier	76	60	79
STOCKS	31	30	97

Source : DAF/SDFFC

Composition des stocks par nature au 31 décembre 2012 (en valeur brute)

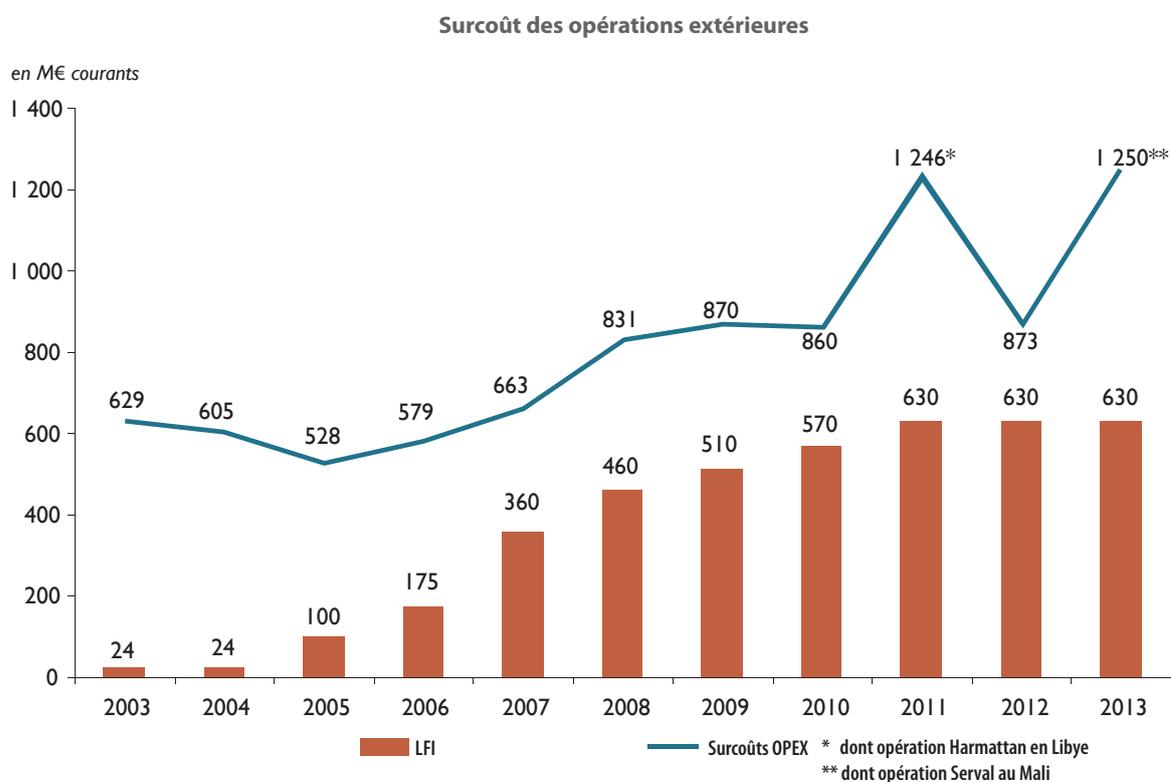


2.6 Les surcoûts des opérations extérieures

En 2013, les surcoûts liés aux Opex se sont élevés à 1 250 M€ en raison, notamment, du déclenchement de l'opération Serval au Mali en début d'année. Hors Serval, les surcoûts (600 M€) sont en diminution par rapport aux années antérieures (873 M€ en 2012, 878 M€ en 2011 hors Harmattan, 860 M€ en 2010 et 870 M€ en 2009), diminution liée principalement au désengagement d'Afghanistan.

Le montant de la provision budgétaire prévue pour financer les Opex a été ramené de 630 M€ en 2013 à 450 M€ pour 2014 pour tenir compte, d'une part, de la diminution du contrat opérationnel tel que décidé dans le nouveau Livre blanc et, d'autre part, des choix stratégiques subséquents prévoyant le retrait ou la restructuration de plusieurs théâtres majeurs (Afghanistan, Kosovo, Mali, Côte-d'Ivoire).

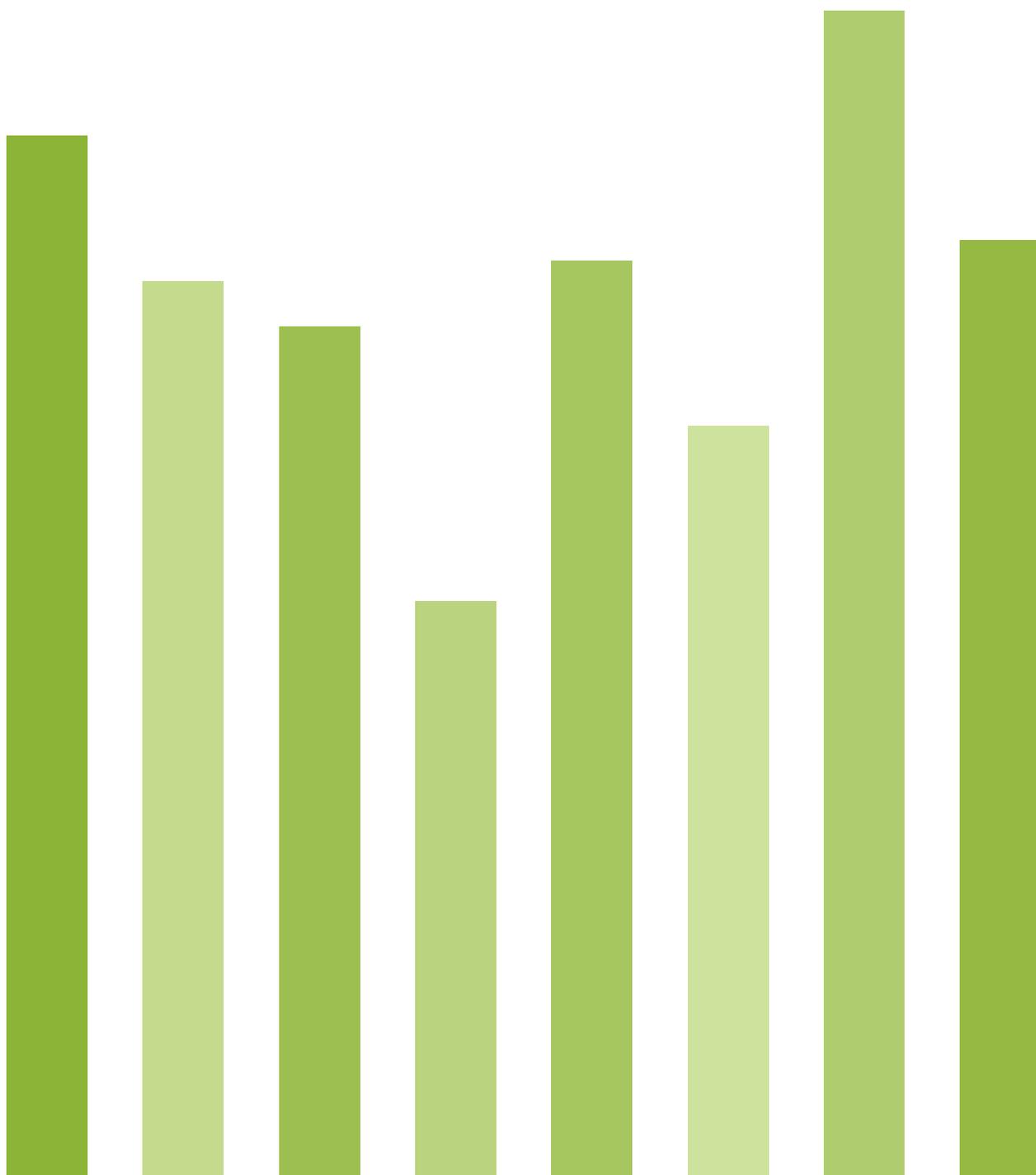
En 2013, comme depuis 2009, le financement résiduel des surcoûts Opex a été couvert par une ouverture de crédits par décret d'avance à partir de crédits interministériels.



3. LES MOYENS DE LA DÉFENSE

Ce chapitre est consacré aux moyens de la défense. Il regroupe des données sur les principaux équipements des trois armées (3.1), le domaine immobilier de la défense en métropole (3.2) ainsi que les bases de défense (3.3).

La réduction du patrimoine immobilier de défense se poursuit en 2013 (216 biens en moins représentant une superficie de 2 316 hectares).



3.1 Le parc des principaux équipements des trois armées en 2013

3.1.1 Les principaux équipements de l'armée de terre

Équipements	Nombre	Équipements	Nombre
Blindés	7 035	Artillerie classique	441
Chars de combat		Canons de 155 mm (Caesar, AUF1 & TRF1)	157
Leclerc	254	VOA	92
Blindés chenillés		Mortiers de 120 mm	192
VHM	53	Équipement du combattant	10 170
DCL (dépanneurs)	18	Félin	
AMX 30D	58	Systèmes d'armes antichars	1 356
EBG & SDPMAC ⁽¹⁾	54 (42+12)	Postes de tir Milan	550
		Hot	30
Blindés à roues		Eryx	700
AMX 10 RCR	256	Javelin	76
ERC 90 Sagaie	110		
VBCI	445	Hélicoptères	306
Transport de troupes (VAB tout type)	3 121	Gazelle tout type	141
Petits véhicules protégés (PVP)	1 053	Tigre	39
Véhicules blindés légers (VBL-VB2L)	1 594	Cougar	23
Aravis	14	Puma SA 330	90
Buffalo	5	Caracal	8
		Caïman	5
		Systèmes d'armes sol-air	226
		Postes de tir Mistral	

Source: SIRPA terre

(1) Systèmes de déminage pyrotechnique pour mines antichars.

3.1.2 Les principaux équipements de l'armée de l'air

Équipements	Nombre	Équipements	Nombre
Avions de combat	225	Avions de liaison	27
Rafale (polyvalents)	68	Airbus A330, Falcon 7X, Falcon 900 et Falcon 50 (avions à usage gouvernemental)	7
Mirage 2000 N (nucléaire et assaut conventionnel)	23		
Mirage D et Mirage F1 CT (assaut conventionnel)	63	TBM 700 et DHC6 (avions de liaison)	20
Mirage 2000-5 et Mirage 2000 C (défense aérienne)	44	Avions de formation et d'entraînement	164
		Alphajet (formation des pilotes de chasse)	60
Mirage F1 CR (reconnaissance tactique)	17	Xingu (formation des pilotes de transport)	23
Mirage 2000 B et Mirage F1 B (transformation)	10	Grob 120, Epsilon, Cirrus SR20 et SR22	81
		Équipes de présentation	15
Flotte d'expérimentation	16	Alphajet (patrouille de France)	12
Rafale	5	Extra 300 (avions de voltige)	3
Mirage 2000	8		
Alphajet	3	Hélicoptères	83
		Fennec (défense aérienne - mesures actives de sûreté aérienne)	41
Avions de transport	84	Caracal et Cougar (recherche et sauvetage au combat)	12
Airbus A340 et Airbus A310 (transport stratégique)	5		
C160 et C130 (transport tactique)	52	Super Puma/Puma (transport)	30
CN 235 (cargos légers)	27		
Avions de support opérations	20	Drones	4
C135 FR et KC 135 R (avions ravitailleurs)	14	Harfang	
E-3F SDCA (détection, commandement et contrôle aéroportés)	4		
C 160G (recueil de renseignement électromagnétique)	2	Systèmes d'armes sol-air	20
		Crotale NG	12
		SAMP/T	8

Source : SIRPA air

3.1.3 Les principaux équipements de la marine nationale

Équipements	Nombre	Équipements	Nombre
Bâtiments de combat et de soutien	75	Groupe aérien embarqué	63
Sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (SNLE)	4	Super-Étendard modernisés	27
Sous-marins nucléaires d'attaque (SNA)	6	Rafale (dont 10 F1)	33
Porte-avions	1	Hawkeye - E2C	3
Bâtiments de projection et de commandement (BPC)	3	Aviation de patrouille maritime	22
Transport de chaland de débarquement (TCD)	1	Atlantique 2	
Frégates de premier rang ⁽¹⁾	17		
Frégates de surveillance	6	Surveillance maritime	9
Patrouilleurs de haute mer ⁽²⁾	18	Falcon 200	5
Patrouilleur austral	1	Falcon 50	4
Bâtiments de guerre des mines	11		
Bâtiments de soutien logistique ⁽³⁾	4	Hélicoptères de combat et de sauvetage	49
Bâtiments de transport légers	3	Lynx	22
Moyens amphibies	21	Panther/HC4	16
CDIC, CTM, EDA-R		Dauphin Pedro	3
Police et surveillance	30	Caïman	8
Patrouilleurs et vedettes de gendarmerie ⁽⁴⁾		Hélicoptères de service public	10
		EC 225	2
Information nautique	5	Dauphin SP	8
Bâtiments océanographiques et hydrographiques		Aviation de soutien maritime	56
		Alouette III	25
Déminage surveillance des chenaux	7	Falcon 10	6
Bâtiments bases pour plongeurs-démineurs, bâtiments remorqueurs de sonar		Xingu	11
		Rallye	7
		Cap 10	7
Bâtiments auxiliaires	13	⁽¹⁾ 2 frégates de défense aérienne Horizon, 2 frégates antiaériennes, 7 frégates anti-sous-marines, 5 frégates La Fayette, 1 FREMM. ⁽²⁾ 9 avisos, 4 P400, 5 patrouilleurs de service public. ⁽³⁾ 3 bâtiments de commandement et de ravitaillement et 1 pétrolier ravitailleur. ⁽⁴⁾ 5 patrouilleurs (gendarmerie), 25 vedettes côtières (gendarmerie). ⁽⁵⁾ 4 remorqueurs d'intervention pour l'assistance et le sauvetage, 2 remorqueurs de haute mer, 3 bâtiments de soutien région, 4 bâtiments de soutien d'assistance et de dépollution. ⁽⁶⁾ 8 bâtiments-écoles, 2 bâtiments d'instruction navale, 4 voiliers.	
Bâtiments d'assistance, de sauvetage, de soutien, antipollution et remorqueurs de haute mer ⁽⁵⁾			
Formation et entraînement	14		
Bâtiments-écoles et voiliers ⁽⁶⁾			
Bâtiments scientifiques	3		
Bâtiments d'essais et d'expérimentation			

Source: SIRPA marine

3.2 Le domaine immobilier de la défense

Le ministère de la Défense a poursuivi le resserrement de son patrimoine immobilier, qui atteint au 31 décembre 2013 un total de 3 830 biens, représentant une superficie totale de 274 460 hectares⁽¹⁾.

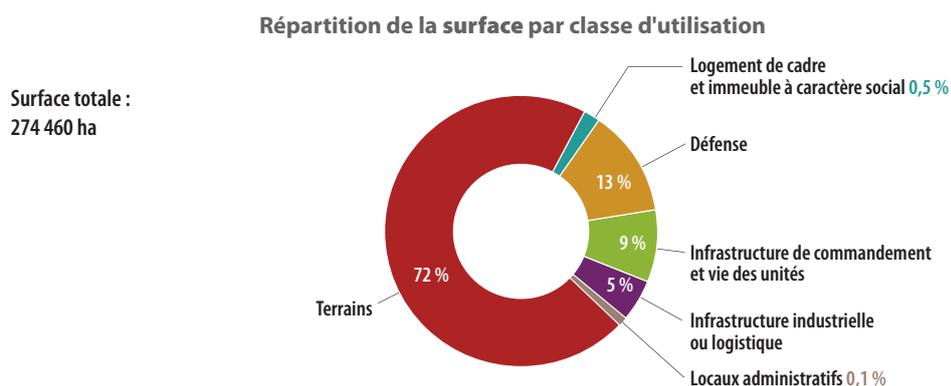
Pour le seul territoire métropolitain, qui représente l'essentiel du patrimoine (91 % des immeubles et 89,6 % de la superficie), la baisse annuelle est de 5,8 % en nombre (3 488 immeubles en 2013 contre 3 704 en 2012) et 1 % en superficie (245 789 hectares en 2013 contre 248 115 en 2012).

Bien que sa part relative ait diminué entre 2012 et 2013, l'est du pays concentre toujours l'essentiel des emprises utilisées par le ministère (53 % du total, ce qui correspond à 58 % du seul patrimoine métropolitain).

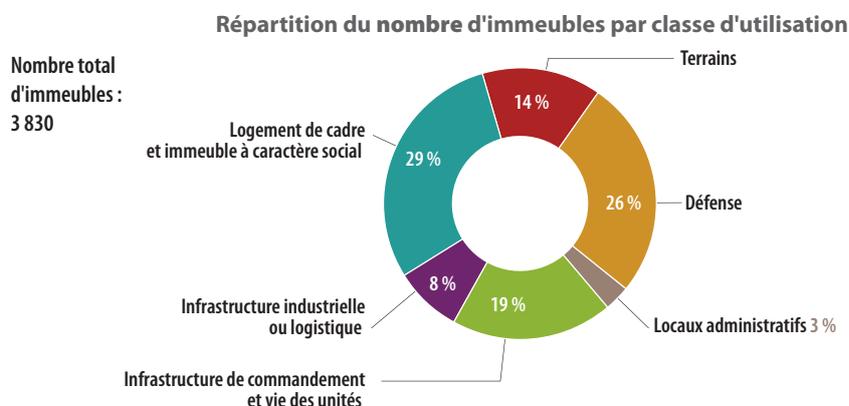
La majorité de ce patrimoine, tant en superficie (87,2 %) qu'en nombre (76,4 %) de biens, est allouée aux besoins des armées.

(1) Données incluant l'outre-mer et l'étranger.

3.2.1 La répartition du domaine par classe d'utilisation au 31 décembre 2013



Source : ministère de la Défense, Direction de la mémoire, du patrimoine et des archives (G2D)

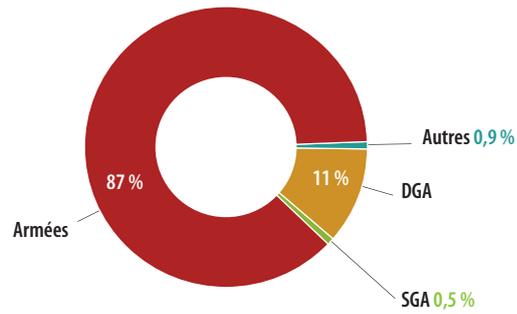


Source : ministère de la Défense, Direction de la mémoire, du patrimoine et des archives (G2D)

3.2.2 La répartition du domaine par utilisateur au 31 décembre 2013

Répartition de la surface d'emprise occupée par les grands utilisateurs

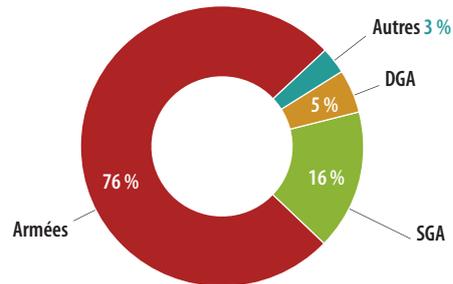
Surface totale :
274 460 ha



Source : ministère de la Défense, Direction de la mémoire, du patrimoine et des archives (G2D)

Répartition du nombre d'immeubles par utilisateur unique ou prépondérant

Nombre total
d'immeubles :
3 830

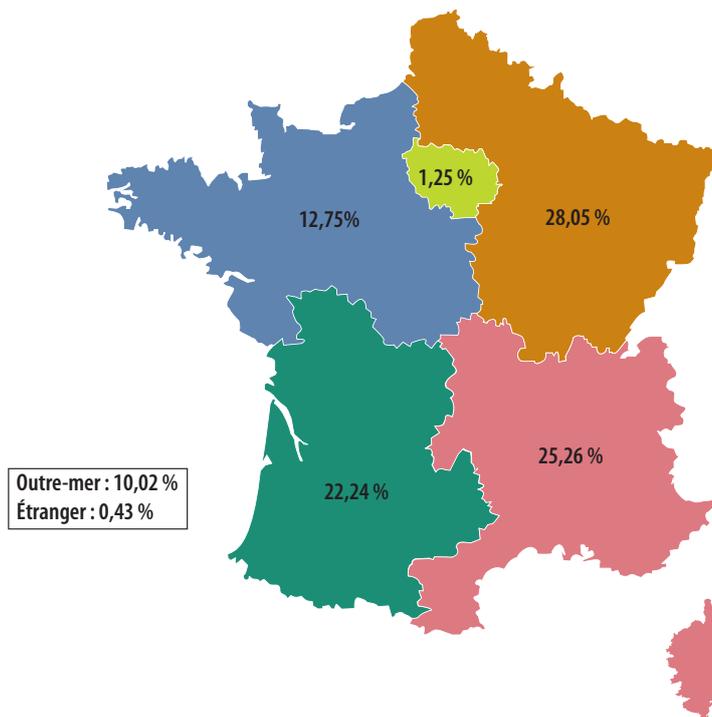


Source : ministère de la Défense, Direction de la mémoire, du patrimoine et des archives (G2D)

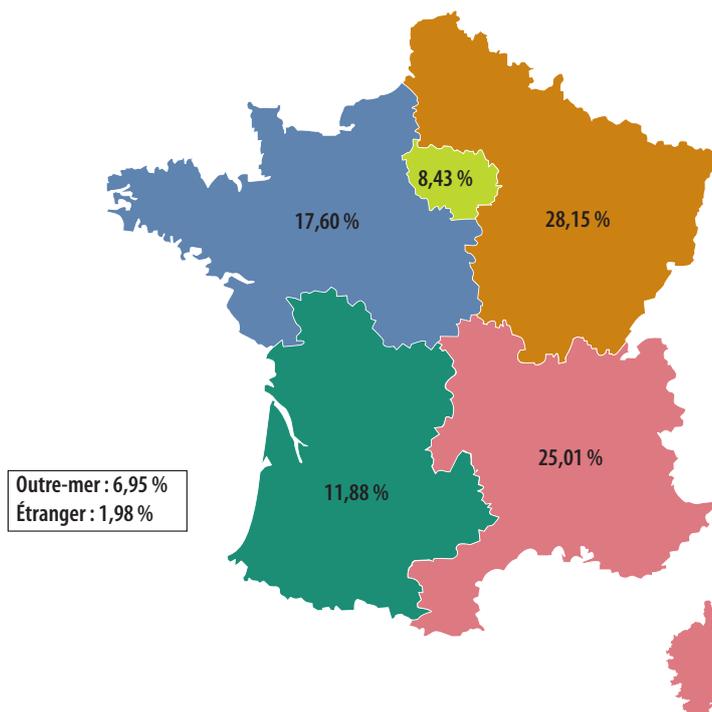
3.2.3 La répartition du domaine immobilier de la défense par région militaire au 31 décembre 2013*

* Découpage géographique des régions terre, tous utilisateurs confondus.

Répartition de la surface par région



Répartition du nombre d'immeubles par région



Source : ministère de la Défense, Direction de la mémoire, du patrimoine et des archives (G2D)

3.3 Les Bases de défense (BdD)

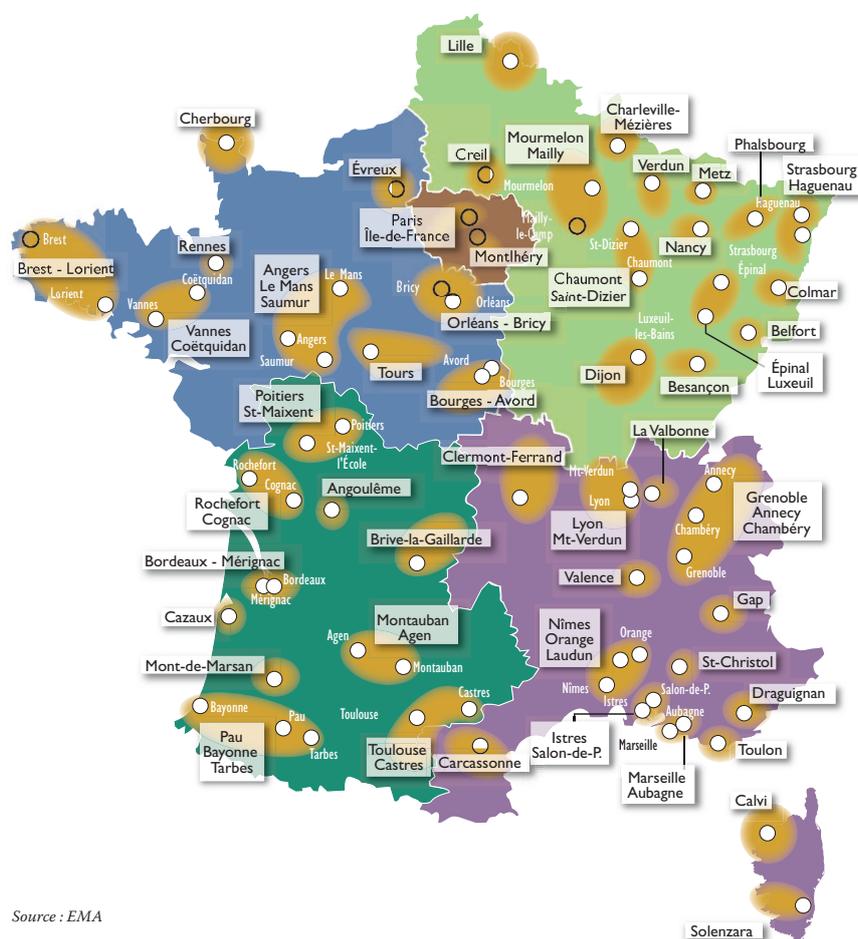
La Base de défense (BdD) est l'unique formation administrative de la défense à l'échelle locale. Elle a pour mission d'assurer l'Administration générale et le soutien commun (AGSC) des formations implantées dans son secteur de responsabilité. Une BdD est commandée par un chef militaire qui est le commandant de la base de défense.

Les services d'administration générale et de soutien commun (actes administratifs, ressources humaines, action sociale, budget de fonctionnement courant, une partie du maintien en condition, transports, carburants, moyens généraux, alimentation, loisirs, infrastructure, habillement, informatique courant, moyens communs d'instruction, service général, accueil/filtrage) sont exercés par le Groupement de soutien de la base de défense (GSBdD), dont le chef est un cadre supérieur militaire ou civil. En fonction de l'importance et du nombre de formations à soutenir, leur effectif peut varier d'une BdD à l'autre. Sur les sites les plus étendus, le GSBdD dispose d'antennes détachées au sein des formations éloignées.

Une BdD regroupe également des organismes de soutien spécialisés comme le Centre médical des armées (CMA), l'Unité de soutien d'infrastructure de la défense (USID) ou le Centre interarmées des réseaux d'infrastructure et des systèmes d'information (CIRISI), dont l'activité est coordonnée et arbitrée par le Com BdD au profit des formations soutenues.

Les 60 BdD mises en œuvre depuis 2011 sont réparties en quatre types :

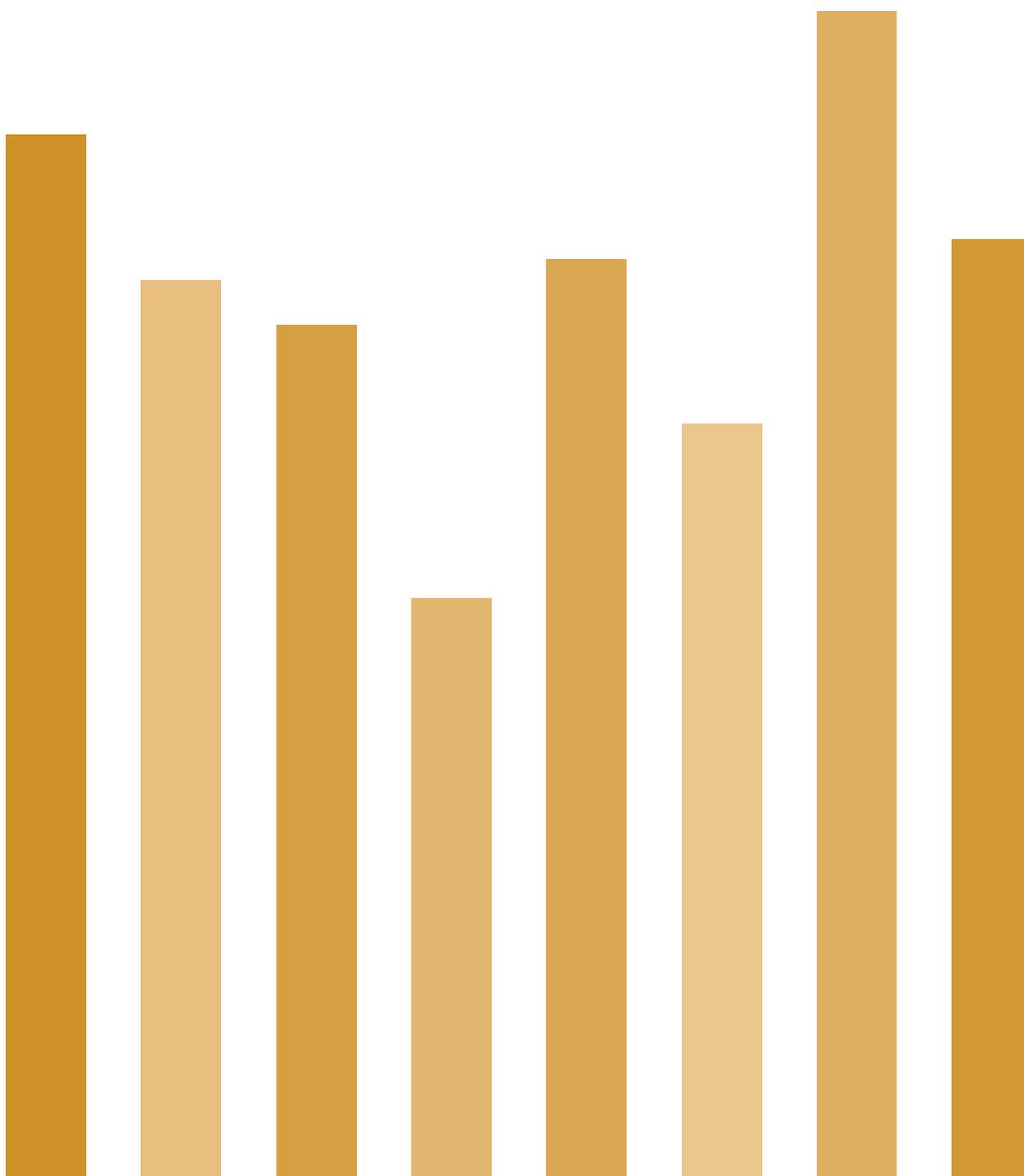
- type 1 : 8 BdD constituées d'une seule formation majeure ;
- type 2 : 40 BdD constituées de plusieurs organismes importants pouvant être très composites ou avec une dominante d'armée ;
- type 3 : 3 BdD aux effectifs de plus de 10 000 personnes ;
- type 4 : 9 BdD situées outre-mer ou à l'étranger.



Source : EMA

4. LES EFFECTIFS DE LA DÉFENSE

Les résultats exposés sont issus de plusieurs traitements dont le principal est le recensement des agents de la défense, réalisé par l'Observatoire économique de la défense.



4.1 L'évolution des effectifs du ministère de la Défense en France

4.1.1 Les effectifs du ministère de la Défense : personnel civil et personnel militaire en activité

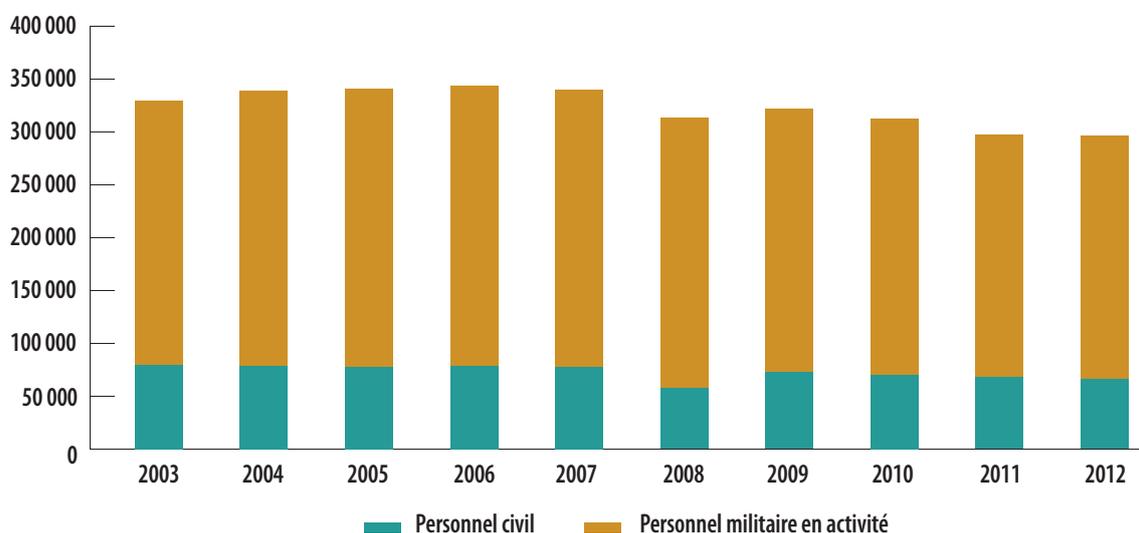
Évolution des effectifs totaux de la défense (hors gendarmerie nationale)

Année	Civils	Personnel militaire en activité	Total
2003	79 417 ⁽¹⁾	250 724	330 141
2004	78 692	260 259	338 951
2005	77 616	263 112	340 728
2006	78 813	264 876	343 689
2007	77 779	262 353	340 132
2008	74 728	256 466	331 194
2009	72 407	249 866	322 273
2010	69 990	242 366	312 356
2011	67 837	230 403	298 240
2012	65 851	230 595	296 446

Source: ministère de la Défense, DRH-MD/Service de la politique générale des ressources humaines (SPGRH)/EP (civils), OED (militaires)

(1) Hors ouvriers DCN.

Évolution des effectifs totaux de la défense (hors gendarmerie nationale)



4.1.2 Les effectifs militaires : personnel en activité

Effectif moyen du personnel militaire en activité des trois armées, de la DGA et des autres services, par catégorie de grade en 2012

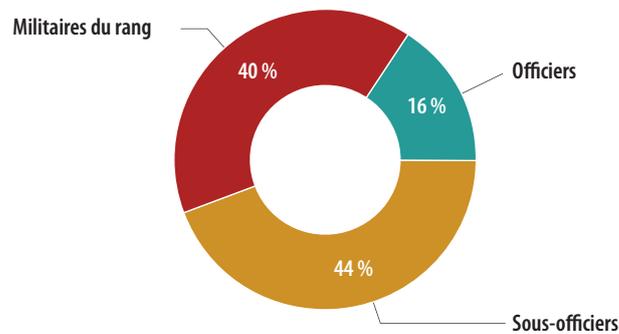
Catégorie	Terre	Marine nationale	Air	DGA	Autres ⁽¹⁾	Total
Officiers	16 411	4 912	7 379	2 108	5 164	35 974
Sous-officiers	40 201	25 529	27 588	0	8 392	101 711
Militaires du rang	63 261	8 260	13 508	21	7 860	92 910
Total	119 873	38 701	48 475	2 129	21 416	230 595

Source : ministère de la Défense, OED

(1) Administration centrale, SSA, SEA, PPE, CGA et hors budget.

NB : les nombres ont été arrondis à l'unité supérieure.

Ensemble du personnel militaire en activité



Évolution des volontaires des trois armées et des autres services

Année	Terre	Marine nationale	Air	Autres services ministériels ⁽¹⁾	Total
2003	2 951	1 441	1 210	361	5 963
2004	1 889	1 592	1 171	392	5 044
2005	1 631	1 369	1 001	403	4 404
2006	1 752	1 369	930	367	4 418
2007	1 905	1 328	594	353	4 180
2008	1 517	1 220	506	289	3 532
2009	1 057	1 037	487	802	3 383
2010	1 026	909	403	773	3 111
2011	999	945	276	719	2 939
2012	757	855	169	682	2 463

Source : DRH-MD/SPGRH/PRH

(1) SSA, DGA... Pour 2009, 2010, 2011 et 2012 sont pris en compte les effectifs militaires de la gendarmerie nationale placés sous PMEA du ministère de la Défense.

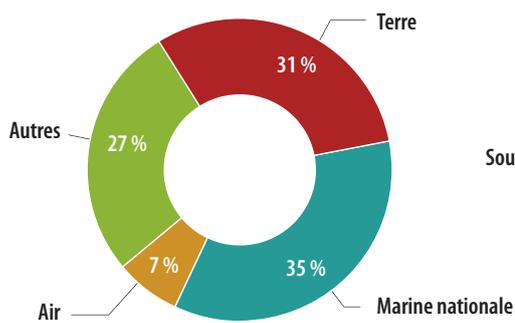
Répartition des volontaires des trois armées et des autres services par catégorie de grade en 2012

Catégorie	Terre	Marine nationale	Air	Autres services ministériels ⁽¹⁾	Total
Officiers	6	88	33	10	137
Sous-officiers	0	0	15	39	54
Militaires du rang	751	767	121	633	2 272
Total	757	855	169	682	2 463

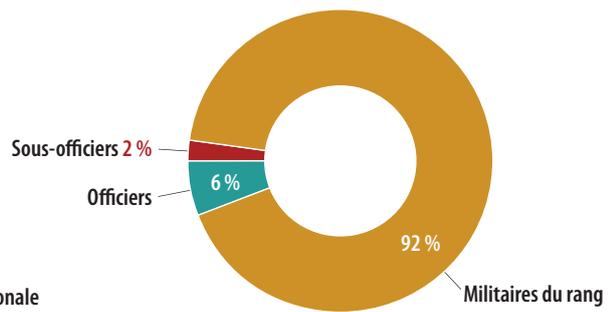
Source: DRH-MD/SPGRH/PRH

(1) Administration centrale, SSA, SEA, PPE, CGA et hors budget.

Répartition des volontaires par institution



Répartition des volontaires par catégorie



4.1.3 Les effectifs civils

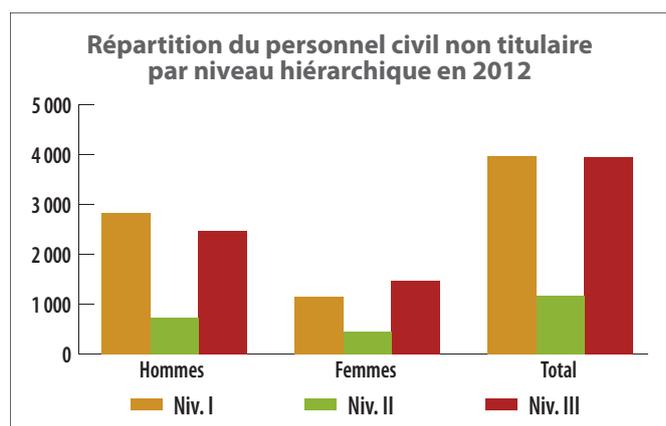
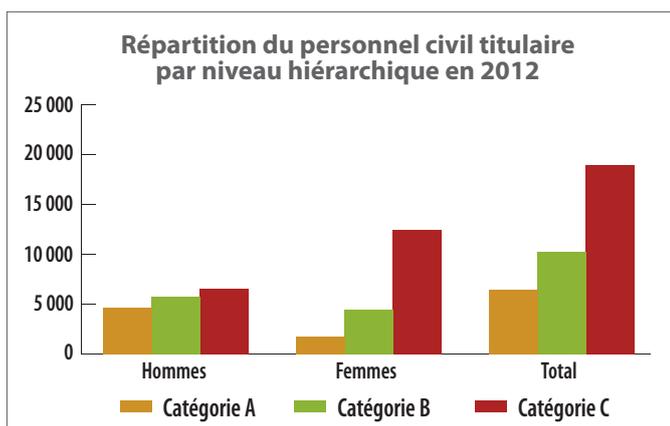
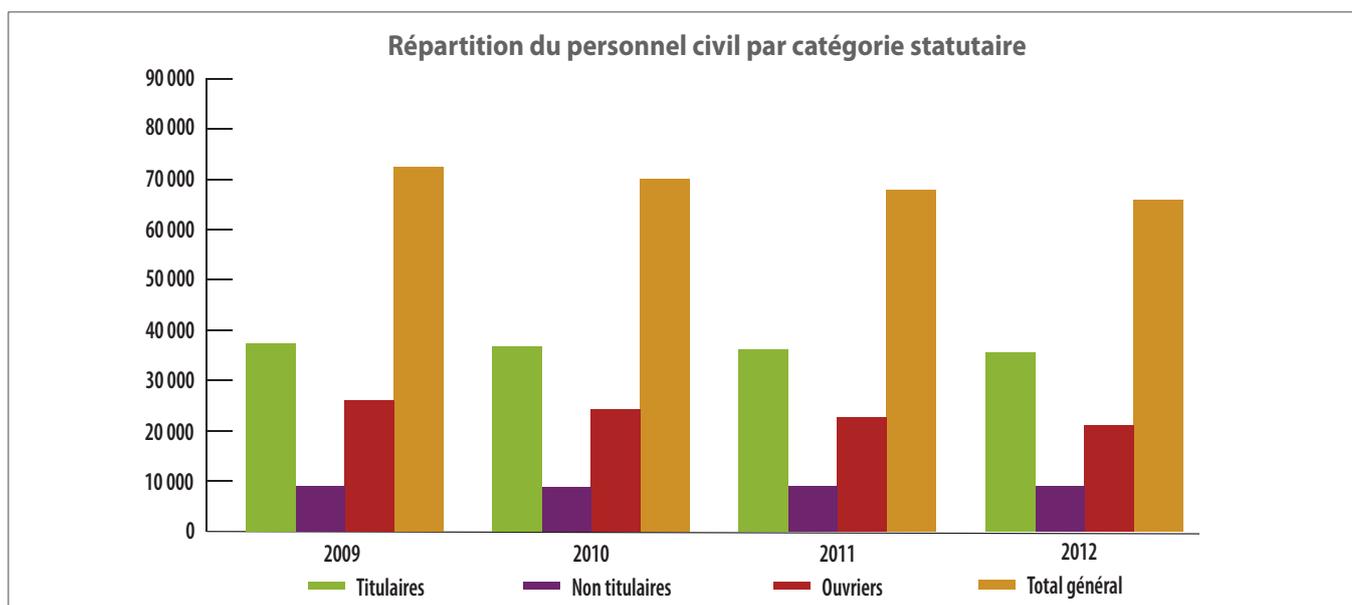
Évolution du personnel civil par statut

en ETPt moyens annuels

	Catégorie	2009			2010			2011			2012		
		Hommes	Femmes	Total									
Titulaires	Cat. A	3 975	1 268	5 243	4 241	1 367	5 608	4 404	1 416	5 820	4 628	1 780	6 408
	Cat. B	6 363	4 195	10 558	6 090	4 075	10 165	6 286	4 224	10 510	5 771	4 457	10 228
	Cat. C	8 566	13 016	21 582	7 160	13 782	20 942	6 983	12 889	19 872	6 504	12 440	18 944
	Sous-total	18 904	18 479	37 383	17 491	19 224	36 715	17 673	18 529	36 202	16 903	18 677	35 580
Non titulaires	Niv. I	2 484	781	3 265	2 633	883	3 516	2 829	966	3 795	2 821	1 152	3 973
	Niv. II	967	250	1 217	920	259	1 179	855	298	1 153	727	451	1 178
	Niv. III	3 374	1 077	4 451	2 978	1 247	4 225	2 620	1 462	4 082	2 461	1 478	3 939
	Sous-total	6 824	2 109	8 933	6 531	2 389	8 920	6 304	2 726	9 030	6 009	3 081	9 090
Total		25 728	20 588	46 316	24 022	21 613	45 635	23 977	21 255	45 232	22 912	21 758	44 670
Ouvriers		21 656	4 434	26 090	20 326	4 029	24 355	19 013	3 592	22 605	17 903	3 278	21 181
Total général		47 384	25 023	72 407	44 348	25 642	69 990	42 990	24 847	67 837	40 815	25 036	65 851

NB : l'écart marginal parfois constaté dans les totaux est dû aux arrondis.

Source: DRH-MD/SPGRH/PRH



4.2 La démographie du personnel militaire de la défense

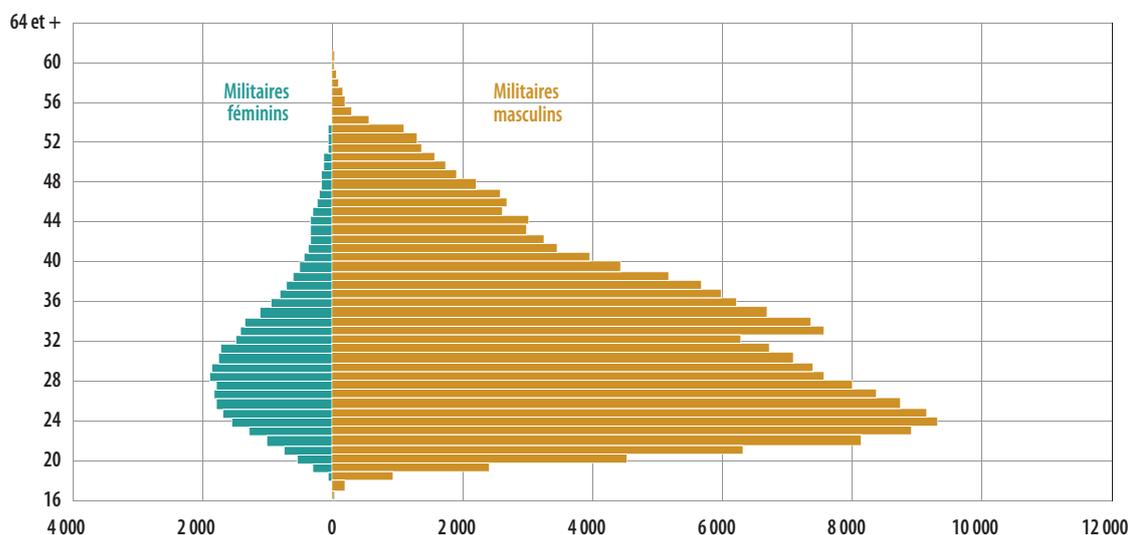
La pyramide des âges du personnel militaire en activité en 2012

Répartition du personnel militaire en activité, par tranche d'âge et par sexe (effectif moyen)

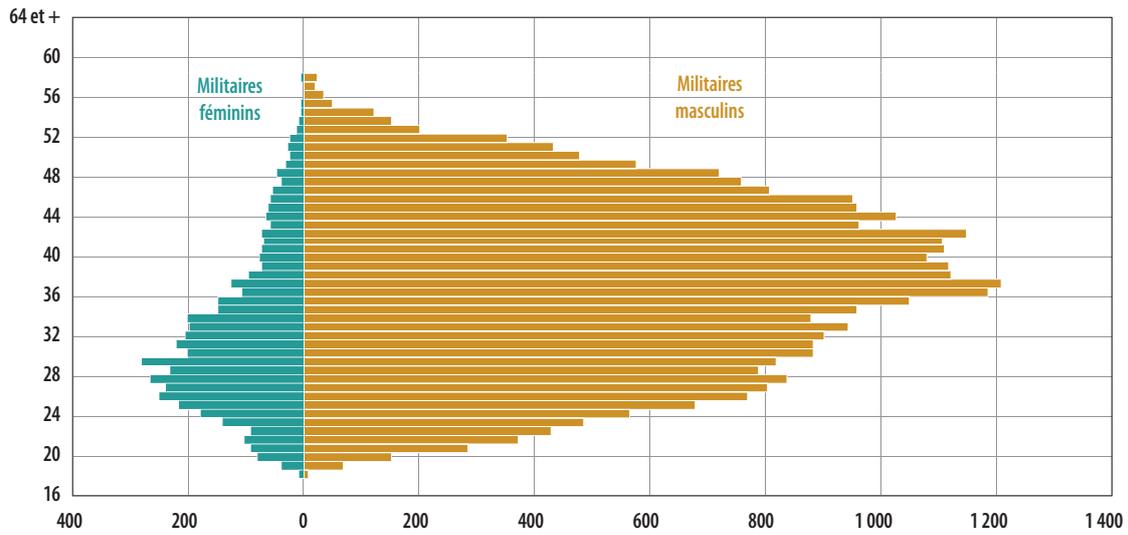
Âge	Hommes		Femmes		Total	
	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%
de 16 à 20 ans	8 076	4,1	1 082	3,2	9 158	4,0
de 21 à 25 ans	41 884	21,3	6 505	19,1	48 389	21,0
de 26 à 30 ans	40 162	20,4	9 364	27,5	49 526	21,5
de 31 à 35 ans	35 082	17,8	7 949	23,3	43 032	18,7
de 36 à 40 ans	29 777	15,2	4 444	13,1	34 221	14,8
de 41 à 45 ans	18 105	9,2	2 200	6,5	20 305	8,8
de 46 à 50 ans	13 090	6,7	1 503	4,4	14 592	6,3
de 51 à 55 ans	7 882	4,0	793	2,3	8 675	3,8
de 56 à 60 ans	2 321	1,2	202	0,6	2 523	1,1
plus de 60 ans	165	0,1	8	0,0	173	0,1
Total	196 545	100,0	34 049	100,0	230 594	100,0

Source: ministère de la Défense, OED

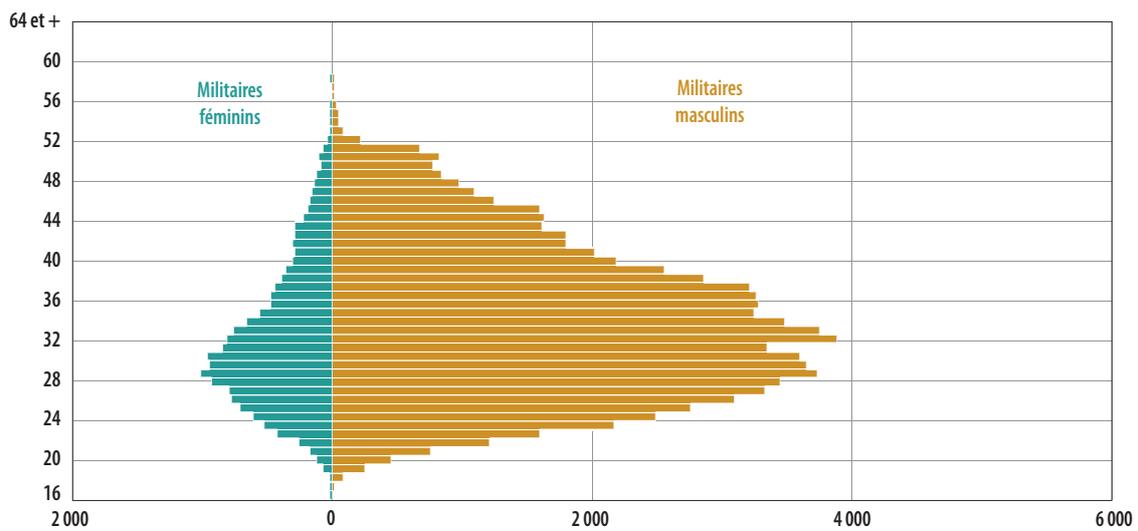
Pyramide des âges des militaires



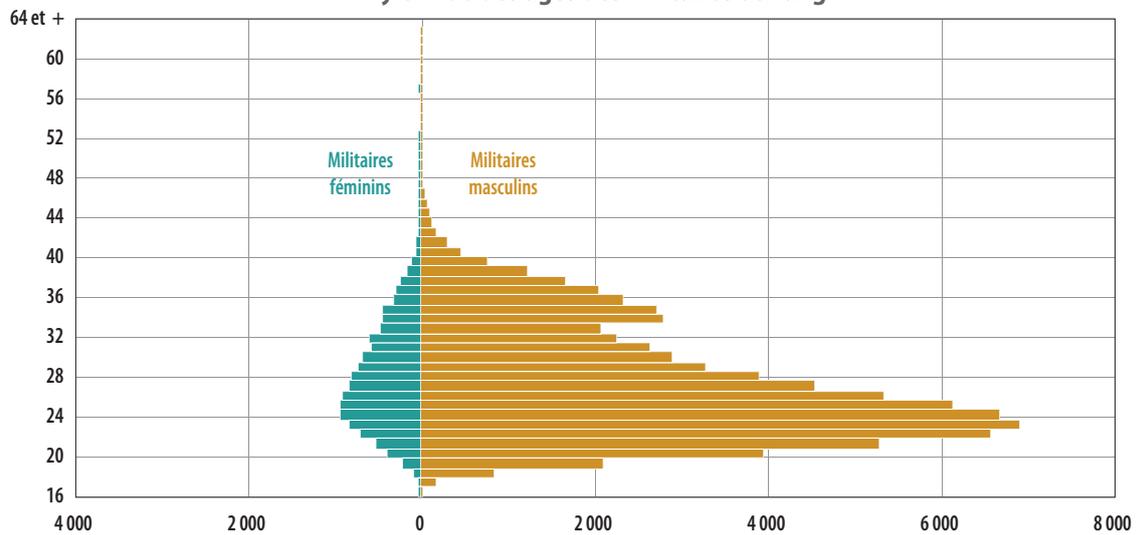
Pyramide des âges des officiers



Pyramide des âges des sous-officiers



Pyramide des âges des militaires du rang



4.3 Les rémunérations

Rémunération mensuelle moyenne imposable du personnel militaire en activité, par armée et par service en 2012

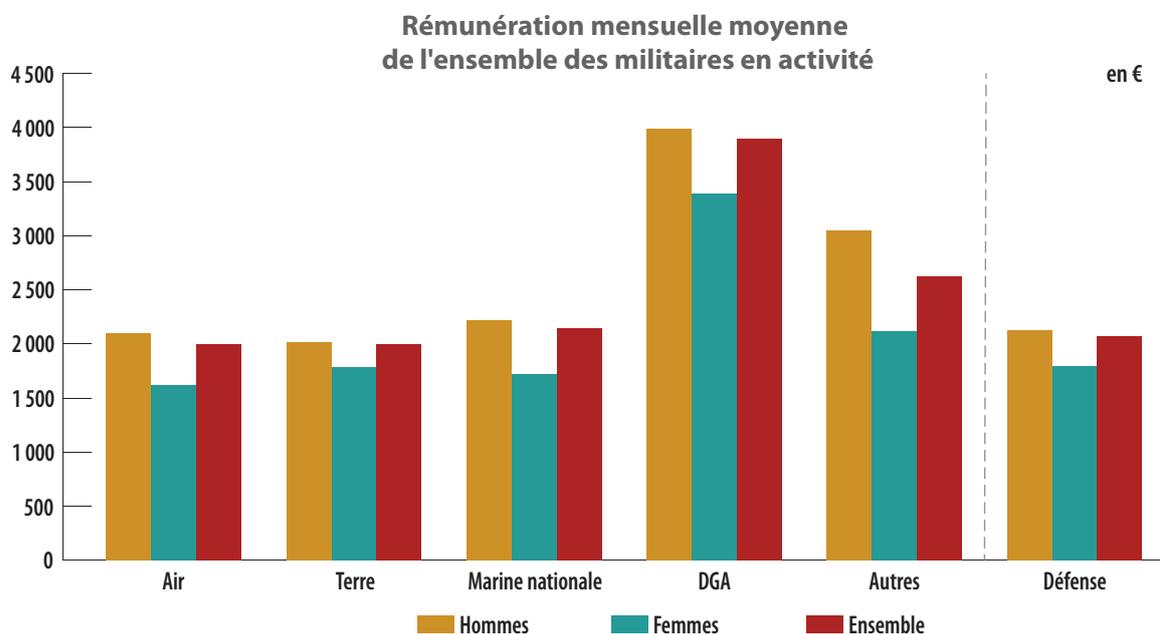
en €

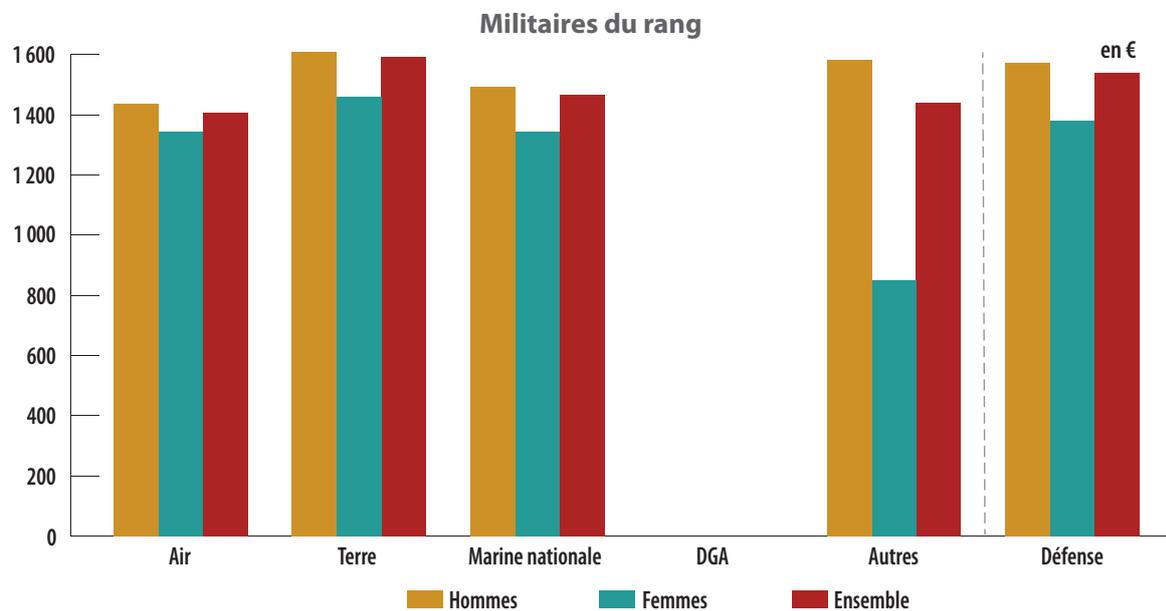
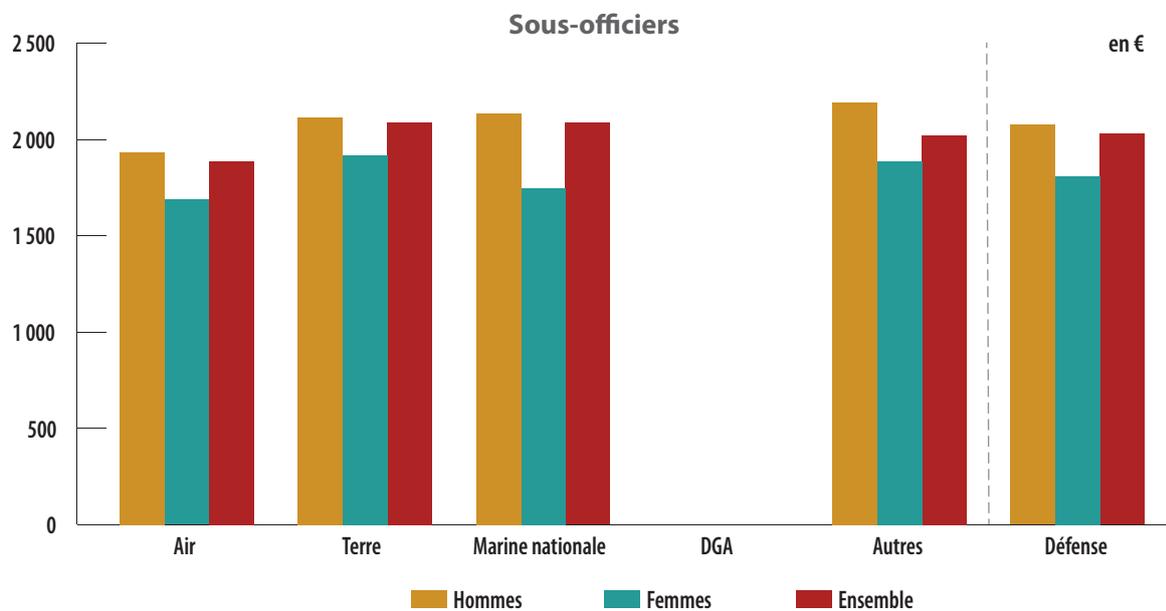
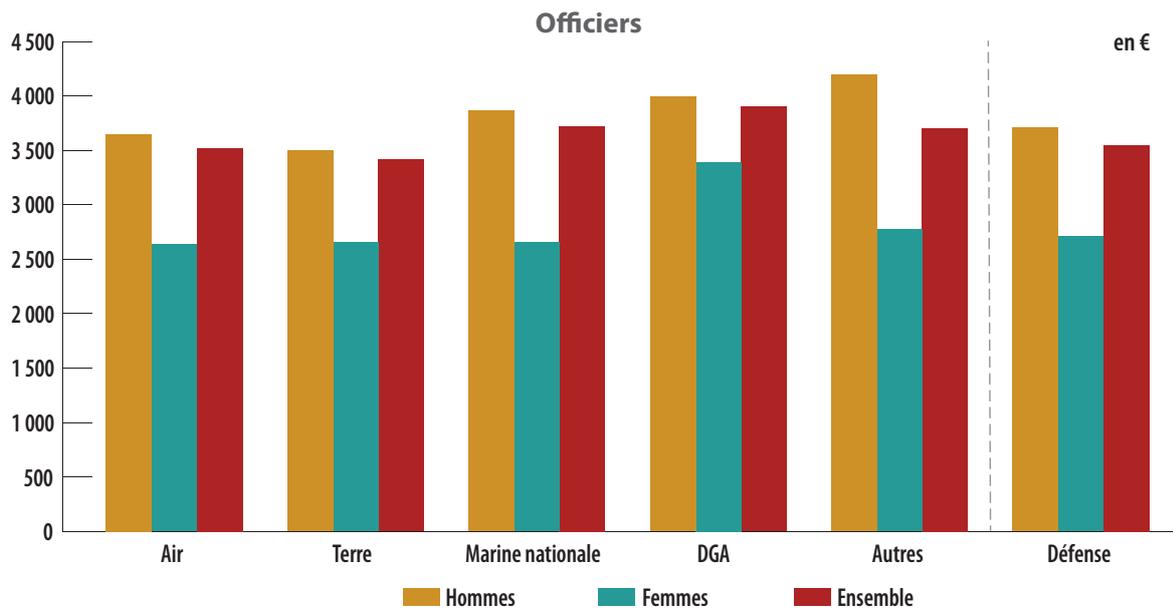
Appartenance	Par sexe		Par grade			Ensemble
	Hommes	Femmes	Officiers	Sous-officiers	MDR	
Air	2 098	1 622	3 520	1 886	1 406	1 982
Terre ⁽¹⁾	2 018	1 789	3 414	2 089	1 591	1 980
Marine nationale	2 215	1 719	3 722	2 086	1 465	2 132
DGA*	3 986	3 392	3 902	0	823	4 347
Autres	3 046	2 116	3 703	2 022	1 440	2 632
Ensemble	2 130	1 790	3 548	2 028	1 540	2 075

Source: ministère de la Défense, OED

(1) En raison des difficultés rencontrées avec la mise en place de Louvois, les rémunérations mensuelles moyennes imposables n'ont pas pu être calculées en 2012 pour l'armée de terre. Il a donc été décidé d'appliquer à l'armée de terre une augmentation par rapport à l'année 2011 correspondant à la moyenne de l'évolution enregistrée pour l'armée de l'air et la marine nationale. Pour la même raison, les tableaux de ventilation par tranche de revenu imposable et par région n'ont pas pu être réalisés.

* Pour la DGA, le revenu est le salaire moyen net (toutes les indemnités, y compris les non imposables, sont incluses).





4.4 Les retraites et les pensions

4.4.1 L'évolution des effectifs de pensionnés militaires et civils (ayants droit)

Catégorie	effectifs physiques									
	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011 ⁽¹⁾	2012 ⁽¹⁾
Officiers	60 310	60 797	60 981	60 835	60 077	60 140	60 038	60 109	60 200	60 237
Sous-officiers	267 237	270 300	271 456	271 706	269 221	269 598	271 095	272 941	274 893	275 006
Militaires du rang (et non-assimilés*)	29 176	27 856	28 679	29 762	30 560	32 439	34 369	36 668	39 293	41 750
Total militaires	356 723	358 953	361 116	362 303	359 858	362 177	365 502	369 718	374 386	376 993
Fonctionnaires	21 007	23 429	23 579	23 990	24 473	24 809	25 110	25 486	26 015	26 103
Ouvriers	64 034	62 696	62 024	61 677	61 241	61 801	61 747	61 674	61 686	61 568
Total civils	85 041	86 125	85 603	85 667	85 714	86 610	86 857	87 160	87 701	87 671
Total pensionnés	441 764	445 078	446 719	447 970	445 572	448 787	452 359	456 878	462 087	464 664

Source : DRH-MD/Service de l'accompagnement professionnel et des pensions (SA2P)/P

(1) Chiffres non consolidés.

Ces chiffres sont ceux hors pensions cristallisées ; ils ne prennent pas en compte les pensions versées à des militaires ou à des civils ayant servi l'État français et appartenant à des pays ayant accédé à l'indépendance.

* Les « non-assimilés » appartiennent à la catégorie militaire, mais n'ont pas de grade ; ils ont servi durant les dernières guerres dans des emplois fonctionnels.



4.4.2 Le poids des effectifs de pensionnés par rapport aux actifs

Effectifs de pensionnés et d'actifs

		2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012*
L1	Militaires d'active (en milliers) ¹	347,5	358,1	361,1	364,0	362,5	357,1	349,5	339,6	326,7	327,2
L2	Personnel civil défense (en milliers) ²	81,2	80,6	79,5	80,7	79,6	76,6	72,4	70,0	67,8	65,9
L3	Nombre total agents État (en milliers) ³	2 326	2 331	2 314	2 273	2 194	2 106	2 041	2 032	1 969	nc
L4	Emploi intérieur total (en milliers) ³	26 137,0	26 175,5	26 348,7	26 633,5	27 005,6	27 137,3	26 782,7	26 797,8	26 965,8	26 955,8
L5	Pensionnés militaires (ayants droit) (en milliers) ²	356,7	359,0	361,1	362,3	359,9	362,2	365,5	369,7	374,4	377,0
L6	Pensionnés civils défense (ayants droit) (en milliers) ²	85,0	86,1	85,6	85,7	85,7	86,6	86,9	87,2	87,7	87,7
L7	Pensionnés civils État (droits directs) ⁴	1 093,9	1 142,2	1 180,5	1 227,3	1 280,4	1 335,5	1 373,7	1 410,3	1 454,2	1 470,7
L8	Total pensionnés État (droits directs) ⁴	1 470,2	1 519,7	1 564,8	1 609,3	1 659,4	1 719,4	1 749,6	1 788,2	1 835,6	1 853,3
L9	Retraités (au niveau national) (en millions) ⁵	12,8	13,0	13,3	13,6	14,0	14,4	14,7	15,1	15,3	nc
Ratio L5/L1	« Pensionnés militaires / militaires d'active »	102,7%	100,2%	100,0%	99,5%	99,3%	101,4%	104,6%	108,9%	114,6%	115,2%
Ratio L6/L2	« Pensionnés civils défense / effectif civil défense »	104,7%	106,9%	107,7%	106,1%	107,6%	113,1%	120,0%	124,5%	129,3%	133,1%
Ratio L6/L7	« Pensionnés civils Défense / pensionnés civils État »	7,8%	7,5%	7,3%	7,0%	6,7%	6,5%	6,3%	6,2%	6,0%	6,0%
Ratio L8/L4	« Total pensionnés État / emploi intérieur total »	5,6%	5,8%	5,9%	6,0%	6,1%	6,3%	6,5%	6,7%	6,8%	6,9%
Ratio L7/L3	« Total pensionnés État / total agents État »	63,2%	65,2%	67,6%	70,8%	75,6%	81,6%	85,7%	88,0%	93,2%	nc

Source: 1. Ministère de la Défense, OED

2. DRH-MD, Sous-direction des études et de la prospective (SDEP)

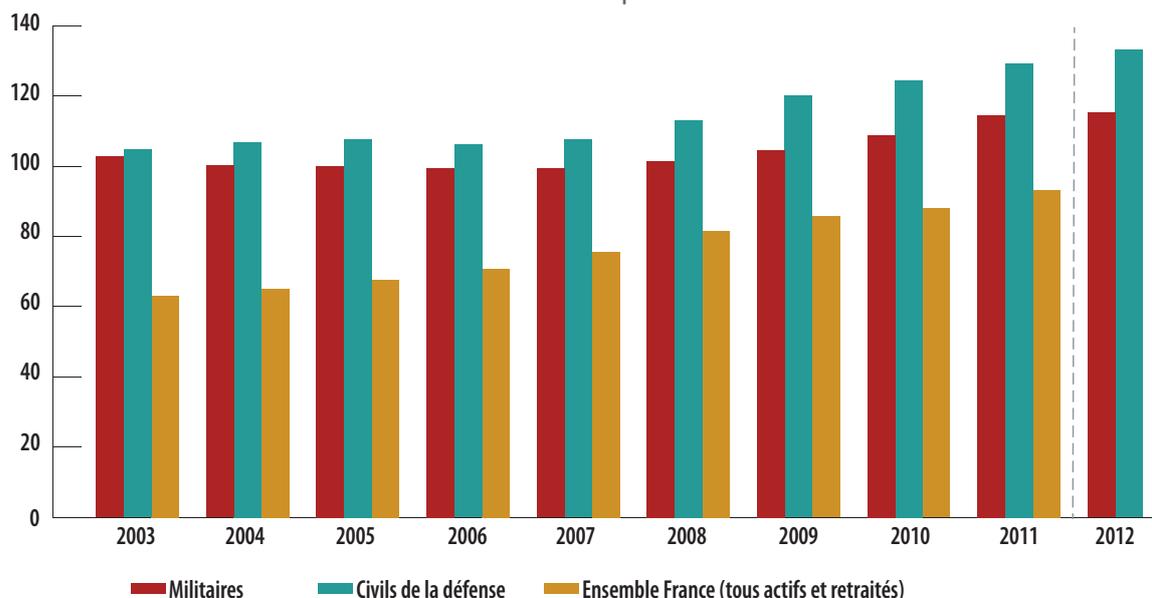
3. Insee

4. DGFIP, Service des retraites de l'État

5. Ministère des Affaires sociales et de la Santé, Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et de la statistique (DREES)

* Chiffres provisoires.

Ratios effectifs pensionnés / actifs



4.5 La réserve militaire

La réserve militaire, mise en place par la loi du 22 octobre 1999, a vu son régime complété par la loi du 18 avril 2006 améliorant la réactivité de la réserve et ses conditions d'emploi. La réserve militaire est destinée à « renforcer les capacités des forces armées dont elle est une des composantes, entretenir l'esprit de défense et contribuer au maintien du lien entre la nation et ses forces armées ».

Ce dispositif comprend deux ensembles :

- la réserve opérationnelle, composée à la fois des volontaires ayant souscrit un Engagement à servir dans la réserve (ESR) et d'anciens militaires d'active ayant quitté le service depuis moins de 5 ans, dits « disponibles » et assujettis aux obligations de disponibilité si les besoins opérationnels l'exigeaient (rappel par décret de tout ou partie des disponibles),
- la réserve citoyenne, composée de volontaires agréés par l'autorité militaire en raison de leurs compétences, de leur expérience ou de leur intérêt pour les questions relevant de la défense nationale. Ils sont collaborateurs bénévoles du service public.

4.5.1 La réserve opérationnelle

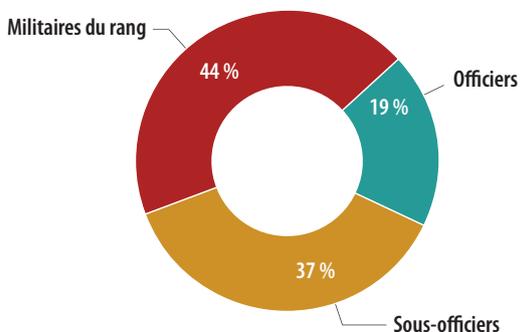
Effectifs totaux (disponibles et volontaires sous ESR)
réalisés par armée, direction ou service (au 31 décembre de chaque année considérée)

Armée, direction, service	2005	2006	2007	2008	2009	2010			2011			2012		
	Total	Total	Total	Total	Total	Disp.	Volont.	Total	Disp.	Volont.	Total	Disp.	Volont.	Total
Terre	18 443	19 098	30 453	60 848	60 035	42 871	16 987	59 858	39 765	16 006	55 771	48 855	15 582	64 437
Air	6 400	16 119	18 373	20 352	19 412	15 975	5 045	21 020	14 601	4 737	19 338	23 806	4 081	27 887
Marine nationale	6 293	21 523	7 339	20 425	22 210	15 289	6 477	21 766	15 914	5 519	21 433	11 836	4 651	16 487
Santé	2 558	3 285	3 930	4 553	5 107	1 647	3 869	5 516	1 624	3 326	4 950	1 567	3 034	4 601
Essences	275	339	379	405	423	340	78	418	373	77	450	268	62	330
DGA	28	50	63	81	117	612	148	760	553	111	664	497	108	605
Sous-total	33 997	60 414	60 537	106 664	107 304	76 734	32 604	109 338	72 830	29 776	102 606	86 829	27 518	114 347
Gendarmerie nationale	32 103	37 309	40 745	44 293	46 169	33 511	24 725	58 236	32 786	27 411	60 197	31 398	28 810	60 208
Total	66 100	97 723	101 282	150 957	153 473	110 245	57 329	167 574	105 616	57 187	162 803	118 227	56 328	174 555

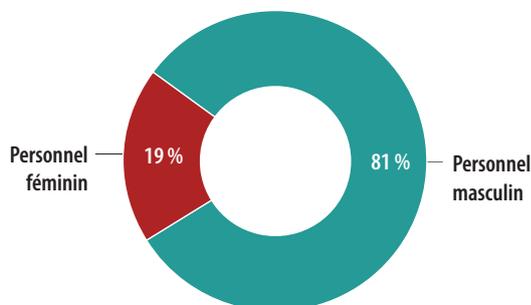
Source : Conseil supérieur de la réserve militaire (CSRM)

Disp. : disponibles - Volont. : volontaires.

Répartition par catégorie de grade
des réservistes opérationnels volontaires
sous ESR en 2012



Féminisation de la réserve
opérationnelle volontaire
sous ESR en 2012



Répartition des volontaires sous ESR par origine et par armée,
direction ou service (au 31 décembre de chaque année considérée)

Armée / Origine	Terre					Air					Marine nationale				
	2008	2009	2010	2011	2012	2008	2009	2010	2011	2012	2008	2009	2010	2011	2012
Anciens militaires	6 319	6 056	6 112	8 867	8 039	1 152	2 889	2 802	2 693	2 456	3 579	3 469	3 118	2 977	3 077
Anciens appelés du contingent	5 934	5 555	4 624	3 035	2 333	1 285	718	600	549	440	506	454	572	397	177
Volontaires (VSN)	93	90	41	0	0	37	89	14	16	2	60	57	98	62	74
Volontaires issus du civil	6 002	5 523	6 210	4 104	5 211	2 888	1 563	1 629	1 479	1 183	2 227	2 032	2 689	2 083	1 323
Total	18 348	17 224	16 987	16 006	15 582	5 362	5 259	5 045	4 737	4 081	6 372	6 012	6 477	5 519	4 651

Source: CSRM

Armée / Origine	Gendarmerie nationale					Service de santé					Service des essences				
	2008	2009	2010	2011	2012	2008	2009	2010	2011	2012	2008	2009	2010	2011	2012
Anciens militaires	6 498	6 665	6 367	6 058	6 168	628	956	827	867	823	70	71	66	63	54
Anciens appelés du contingent	7 793	7 566	7 190	7 648	7 557	1 033	1 101	1 008	818	789	20	19	11	14	8
Volontaires (VSN)	2 165	2 040	1 966	2 769	3 068	14	43	85	176	53	0	0	0	0	0
Volontaires issus du civil	9 916	9 552	9 203	10 937	12 014	1 825	1 680	1 949	1 465	1 369	0	1	1	0	0
Total	26 372	25 823	24 725	27 411	28 810	3 500	3 780	3 869	3 326	3 034	90	91	78	77	62

Source: CSRM

4.5.2 La réserve citoyenne

Répartition des volontaires par armée, direction, délégation ou service (au 31 décembre de chaque année considérée)

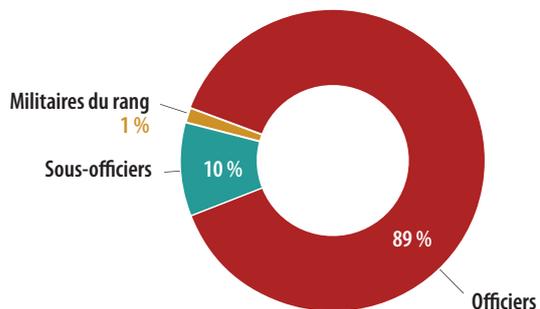
Année	2005	2006*	2007	2008	2009	2010			2011				2012				
	Total	Total	Total	Total	Total	Off.	Ss-off.	MDR	Total	Off.	Ss-off.	MDR	Total	Off.	Ss-off.	MDR	Total
Terre	370	396	570	641	702	596	71	6	673	628	77	7	712	693	92	10	795
Air	584	607	628	586	695	500	184	24	708	435	59	5	499	495	67	7	569
Marine nationale	26 437	10 719	12 414	333 ⁽¹⁾	378	177	15	0	192	217	17	0	234	260	22	0	282
Gendarmerie nationale	2 716	525	374	307	430	579	34	1	614	732	36	2	770	951	41	0	992
Santé	265	944	974	376	287	239	43	7	289	254	88	3	345	173	85	3	261
Essences	0	1	2	2	3	3	0	0	3	2	0	0	2	2	0	0	2
DGA	0	6	0	11	41	97	0	0	97	98	0	0	98	100	0	0	100
Total	30 372	13 198	14 962	2 256⁽¹⁾	2 536	2 191	347	38	2 576	2 366	277	17	2 660	2 674	307	20	3 001

Source: CSRM

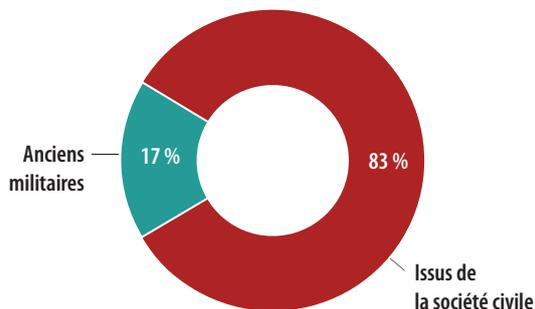
* Depuis la modification de l'organisation de la réserve en 2006, elle ne comporte plus que les seuls volontaires agréés par l'autorité militaire en raison de leurs compétences, de leur expérience, soucieux d'apporter leur soutien à la défense nationale, sans pour autant agir en qualité de militaire.

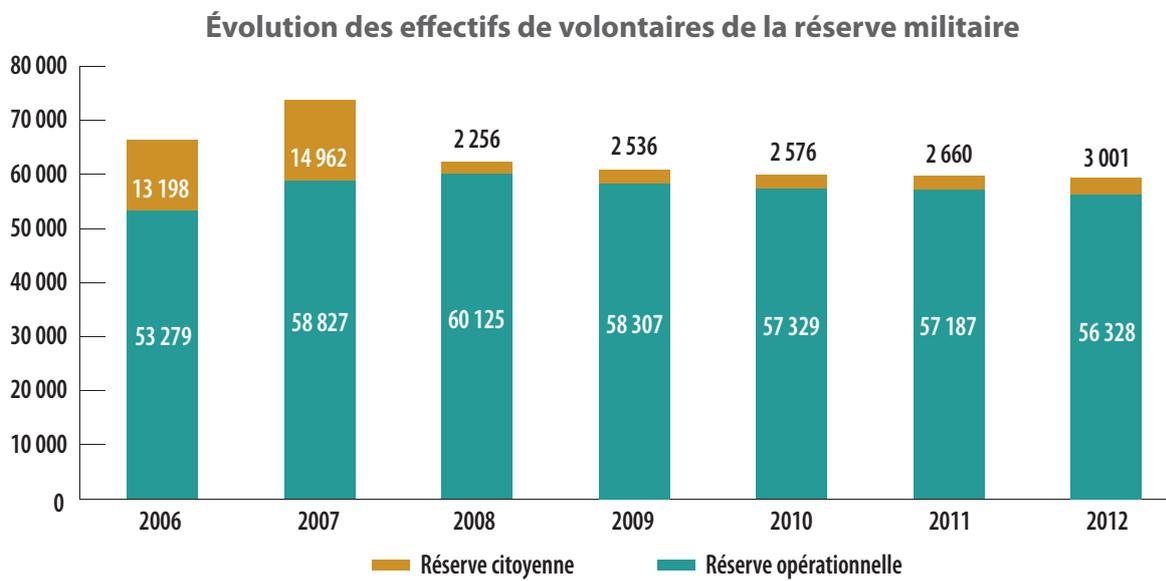
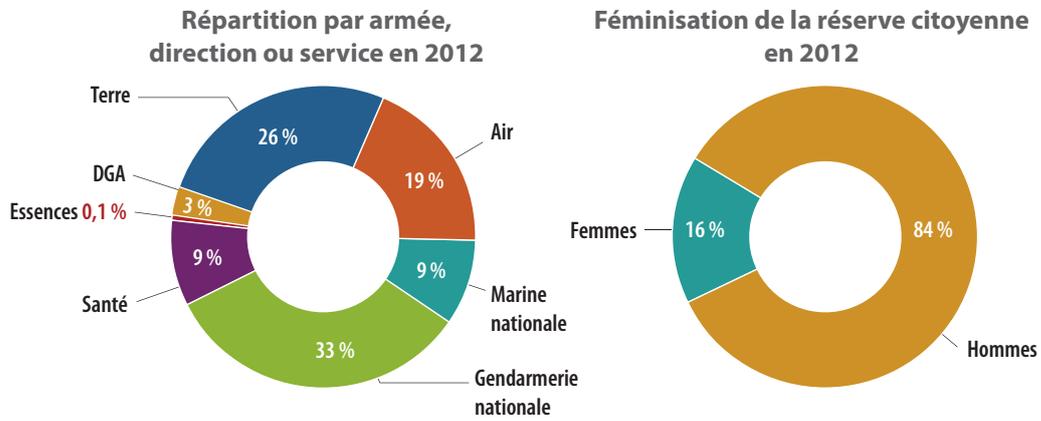
(1) Ce chiffre marque une baisse significative due en majeure partie aux volontaires de l'institution marine qui ne disposaient pas d'un agrément, d'où ce différentiel entre 2007 et 2008.

Répartition par catégorie de grade des réservistes citoyens en 2012



Origine des réservistes citoyens en 2012





4.6 Les effectifs de la défense par région

Région	Effectifs militaires moyens
Alsace	7 163
Aquitaine	15 314
Auvergne	3 155
Basse-Normandie	1 475
Bourgogne	3 427
Bretagne	20 155
Centre	11 567
Champagne-Ardenne	9 499
Corse	2 101
Franche-Comté	6 474
Haute-Normandie	2 147
Île-de-France	30 466
Languedoc-Roussillon	6 612
Limousin	1 214
Lorraine	13 728
Midi-Pyrénées	9 845
Nord-Pas-de-Calais	3 167
Pays de la Loire	5 240
Picardie	3 313
Poitou-Charentes	8 262
Provence-Alpes-Côte-d'Azur	37 179
Rhône-Alpes	13 468
France métropolitaine	214 971

Source: ministère de la Défense, OED

5. LES ASPECTS INDUSTRIELS DE LA DÉFENSE

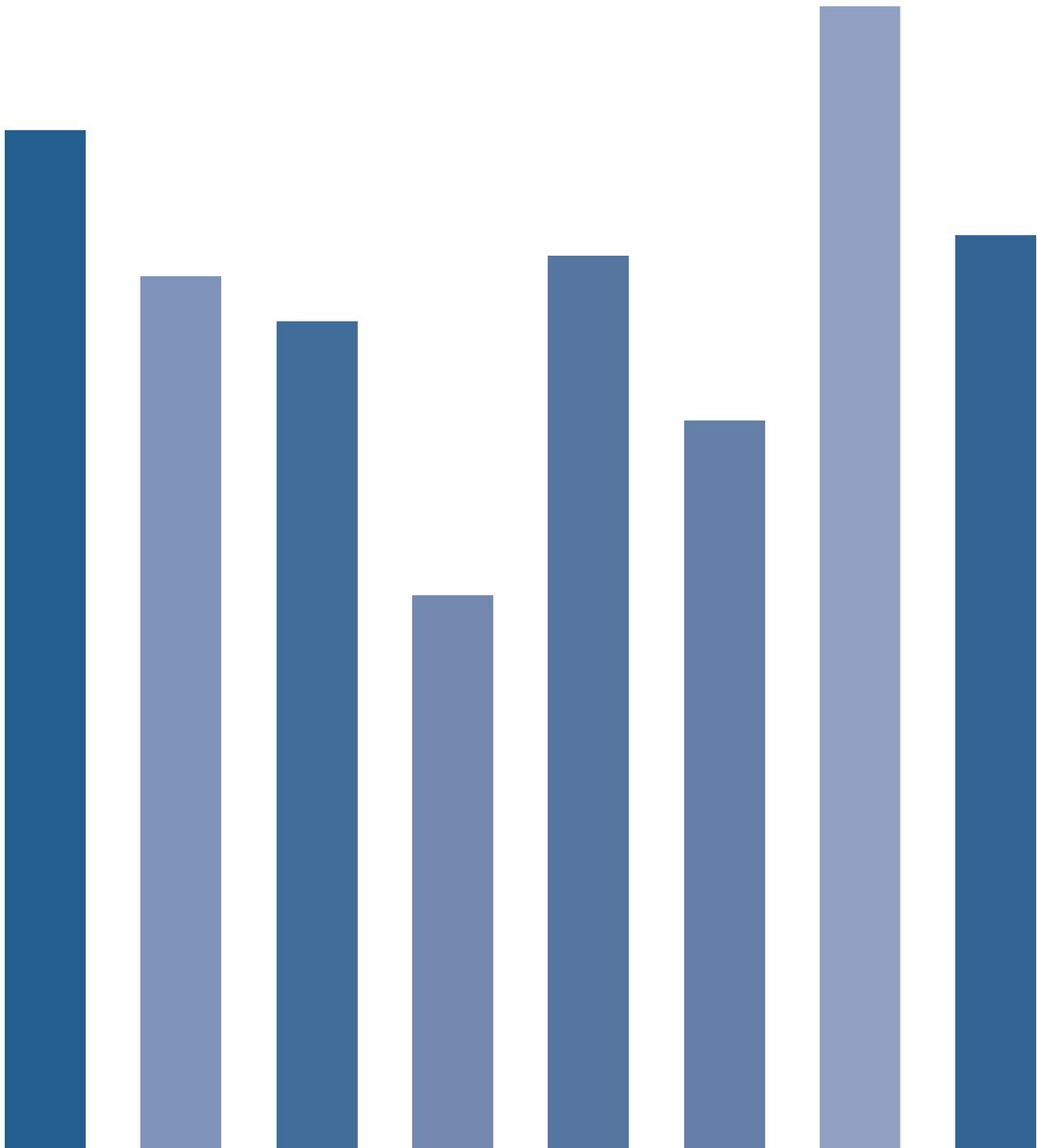
L'industrie française d'armement est principalement composée d'une dizaine de grands groupes donneurs d'ordre de taille européenne. Le marché export représente environ un tiers de l'activité des entreprises basées en France.

En 2012, les achats du ministère de la Défense aux entreprises marchandes se sont élevés à 14,3 Md€, dont 9,7 Md€ aux entreprises de la base industrielle et technologique de défense.

Les importations et les exportations sont présentées (chapitre 5.2) à partir de différentes sources : les statistiques des douanes, de la DGA et issues de l'application Chorus.

Les commandes à l'exportation se sont élevées à 4,8 Md€ en 2012. La France se maintient au 4^e rang des exportateurs mondiaux d'armement.

La recherche-développement de défense est mesurée par l'agrégat budgétaire du ministère de la Défense.



5.1 La structure et les acteurs de l'industrie de défense

5.1.1 Présentation simplifiée des principaux maîtres d'œuvre de défense

Entreprise	CA 2011 total (en M€)	CA 2011 Défense (en %)	Effectif	Activités principales (en % du CA 2011)	Programmes en cours
Groupe Dassault-Aviation	3 305	27	11 447	27 % avions militaires 73 % avions civils	Avions militaires: ATL2, Mirage 2000, Mirage F1, Alphajet, Rafale, « démonstrateur UCAV (nEUROn) » ; avions civils : Falcon 7X, Falcon 50 / 900 / 900EX / 2000 / 900DX.
DCNS	2 624	98	12 657	50 % navires armés 30 % services de Maintien en condition opérationnelle (MCO) 20 % équipements	Bâtiment de projection et de commandement; frégates FREMM (France et Maroc); frégate Horizon; Gowind (France); IPER PACdG, IPER adaptation M51; Prosub (Brésil); sous-marins Agosta (Pakistan); sous-marins Scorpène (Chili, Malaisie, Inde, Brésil); sous-marins SNA type Barracuda; sous-marin SNLE-NG <i>Le Terrible</i> ; torpilles MU 90 et F21; SYLVER, ARTEMIS; patrouilleurs Skjold (Norvège).
EADS	49 128	24	133 115	63 % avions civils 16 % aéronautique militaire et sécurité 11 % hélicoptères militaires et civils 10 % espace	Avions militaires: A400M, Harfang (drone MALE), A300 MRTT (ravitaillement en vol, transport). Dissuasion: missiles M51, défense anti-missiles balistiques (Otan). Satellites: MUSIS/CSO (observation optique), CERES (renseignement d'origine électromagnétique), Spirale (alerte avancée). Hélicoptères: Tigre (combat), NH90 (transport), Fennec, EC635, EC645, Panther, Cougar.
NEXTER	851	100	2 671	84 % systèmes 14 % munitions 2 % MCO	Artillerie et équipements: CAESAR (155 mm), canon léger tracté de 105 mm LG1 MkII; canons et tourelles de moyen calibre (usage terrestre, naval ou aéronautique); équipement du FÉLIN (notamment FAMAS surbaissé); systèmes d'autoprotection pour véhicules blindés; tourelle ARX20. Véhicules blindés et génie: char Leclerc; valorisation AMX-10 RC; VBCI (versions VPC et VCI), ARAVIS (transport blindé); dépanneur Leclerc, char de déminage AMX-30B2 DT téléopéré, disperseur de mines antichars MINOTAUR et engins du génie. Munitions: moyen calibre (20 mm, 25 mm, 30 mm et 40 mm CTA en qualification); gros calibre (90 mm, 100 mm, 105 mm, 120 mm) et artillerie (155 mm); obus BONUS, munitions intelligentes et insensibles. Systèmes d'information terminaux SIT et FINDERS (aide au commandement).
SAFRAN	11 736	11	59 805	54 % propulsion aérospatiale 26 % équipements aérospatiaux 20 % défense et sécurité	Système de navigation SIGMA; Armement air-sol modulaire (AASM); drones SPERWER/SDTI; système du combattant FÉLIN; participation au Laser mégajoule (LMJ); viseurs Strix; système de communication SITEL, jumelles multifonctions JIM LR. Moteurs civils: CFM56, SaM 146, GP7000, GE90. Moteurs militaires: M 53 (Mirage 2000), M 88 (Rafale), TP400 (A400M); propulsion spatiale: Vulcain (Ariane), HM7, Mistral, Vinci; propulseur des missiles balistiques (M51). Turbomoteur (Turbomeca): Arrius, Arriel, MTR390, RTM 322; trains d'atterrissage (Messier Dowty) des A320, D787, Falcon, Rafale, A400M; nacelle et inverseurs de poussée (Aircelle): A380, A320.
Groupe THALES	13 028	53	68 325	57,5 % défense et sécurité 42 % aéronautique et transport 0,5 % autres	Plus de 600 M€: frégates Fremm (France, Italie), Rafale (France). Entre 400 M€ et 600 M€: systèmes de défense aérienne FSAF (France/Italie). Entre 200 M€ et 400 M€: hélicoptère NH90, porte-avions CVF (Roy.-Uni), Rociade Nord d'Alger, satellites Sentinel 3, Syracuse 3 (France), Yahsat (Émirats Arabes Unis), systèmes de défense aérienne ADAPT (Roy.-Uni), système de drones Watchkeeper (Roy.-Uni).
Renault Trucks Defense	253	100	600	100 % terrestre	Cabines blindées SEA et armée de terre, CAESAR, Commission gestion configuration (VAB), MCO VAB, Otan/NAMSA, SYRACUSE 3, VAB, VBCI, Sherpa range.

Source: DGA, Service des affaires industrielles et de l'intelligence économique

5.1.2 Les paiements aux entreprises marchandes en 2012

Compte tenu des retraitements nécessaires, les seules données disponibles fin mars 2014 sont celles de 2012.

En 2012, le ministère de la Défense a versé 14,3 Md€ TTC à des entreprises du secteur marchand.

La plus grande partie des paiements est versée à des entreprises appartenant à des secteurs industriels liés à l'armement. Avec le secteur des activités spécialisées (ingénierie et recherche), ces entreprises perçoivent 73 % des montants totaux. En particulier, les fabricants de matériel de transport (naval, aéronautique et terrestre) reçoivent 33 % des montants versés et ne représentent que 1 % des unités juridiques bénéficiaires d'un paiement.

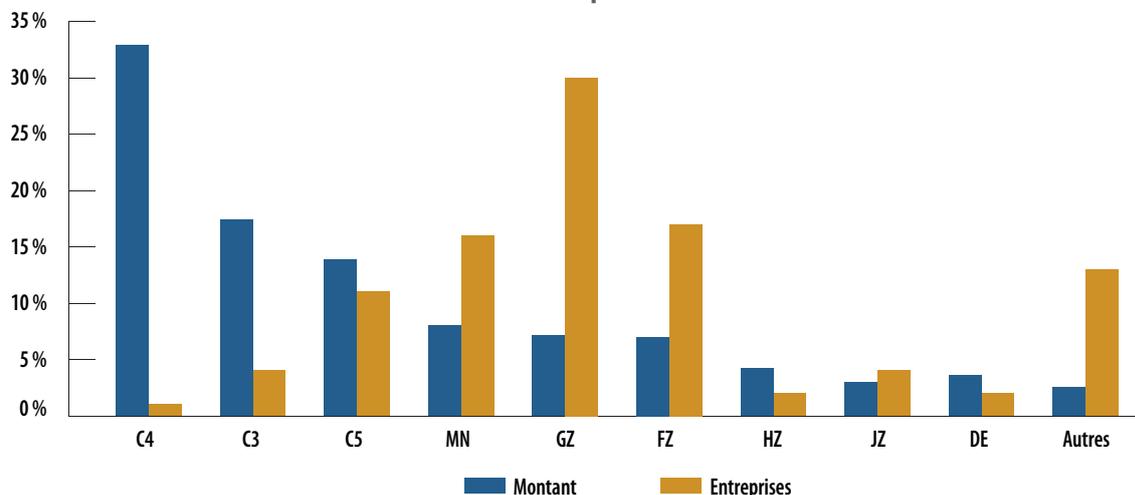
Paievements aux entreprises marchandes

Activité principale de l'entreprise recevant le paiement	Montants en M€	Nombre d'entreprises
C4 Fabrication de matériels de transport	4 702	223
C3 Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques – fabrication de machines	2 537	1 051
C5 Fabrication d'autres produits industriels (dont armes et munitions, maintenance hors ordinateurs et automobile)	1 984	3 336
MN Activités spécialisées, scientifiques et techniques, activités de services administratifs et de soutien (dont recherche, holdings, interprètes)	1 149	4 656
GZ Commerce (tous produits) - réparation d'automobiles et motocycles	1 020	8 965
FZ Construction	1 001	5 095
HZ Transport et entreposage (dont poste et courrier)	600	739
JZ Information et communication (dont services informatiques)	429	1 239
DE Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution et C2 Cokéfaction et raffinage	516	680
Autres activités (agriculture et industries agroalimentaires, hébergement et restauration, enseignement, santé, financier, services personnels, réparation de PC, activités immobilières)	364	3 850
Total général	14 302	29 834

Source: Chorus, retraitement OED/DAF

Les secteurs d'activité principalement civils dont le poids est le plus notable sont la construction et le commerce. Ils représentent 47 % des entreprises et 14 % des paiements.

Paievements aux entreprises marchandes



Concentration des dépenses

Les entreprises de la construction et du commerce contribuent à près de la moitié des unités juridiques bénéficiaires mais à 14 % des paiements. Le commerce inclut le négoce interentreprise, les concessionnaires et garages automobiles.

La concentration des paiements est très élevée, malgré le poids important des paiements au secteur de la construction et des services liés : 2 % des unités juridiques reçoivent 90 % des montants versés en 2012 par le ministère.

En raison même de leur nature, les fournisseurs d'armement comportent quelques entreprises de grande taille qui reçoivent des paiements importants : même à l'échelle de l'unité juridique (repérée par le SIREN), l'essentiel des versements concerne peu d'unités. Une plus grande concentration serait constatée à l'échelle des groupes d'entreprises.

À l'inverse, il y a davantage d'émiettement des contrats pour la construction ou l'alimentaire.

Nombre d'entreprises dans le secteur d'activité principale du bénéficiaire

	Entreprises percevant 90 % des dépenses	Entreprises percevant 10 % des dépenses	Total	Répartition du nombre d'entreprises
Industries (C3 C4 C5)	1 %	99 %	100 %	16 %
MN Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien	6 %	94 %	100 %	16 %
GZ Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	6 %	93 %	100 %	30 %
FZ Construction	18 %	82 %	100 %	17 %
HZ Transports et entreposage	2 %	98 %	100 %	2 %
JZ Information et communication	6 %	94 %	100 %	4 %
Autres (alimentaire, services non spécialisés aux entreprises, services personnels)	28 %	72 %	100 %	15 %
Total	2 %	98 %	100 %	100 %

Source: Chorus, retraitement OED/DAF

Tous secteurs confondus, une société concentre 11 % des paiements. Avec 12 autres, elles perçoivent 50 % des montants versés en 2012.

634 sociétés ont reçu 90 % des paiements directs versés par le ministère aux unités marchandes résidentes en 2012. Ces 13 Md€ vont essentiellement vers des unités appartenant aux secteurs incluant des industries de l'armement et les services liés.

29 200 sociétés se partagent les 10 % résiduels (1,3 Md€), dont 23 000 le premier 1 %. Dans ces 1 %, toutes les activités s'y trouvent (agriculture, métiers de l'enseignement et de la santé).

Les paiements aux entreprises marchandes de la Base industrielle et technologique de défense (BITD) en 2012

La Base industrielle et technologique de défense (BITD) est composée des unités qui concourent à la production des systèmes d'armes et des équipements létaux. Parmi ces sociétés, 562 ont reçu un versement du ministère de la Défense en 2012. Ces paiements se sont élevés à 9,7 Md€ TTC.

NB : le champ retenu ici est plus restrictif que celui présenté dans l'annuaire 2011 ; il est composé du cœur de la BITD et exclut les sociétés qui participent au soutien (cf. le bulletin d'économie de la défense Écodef n° 58 DAF/QEFI/OED de janvier 2012).

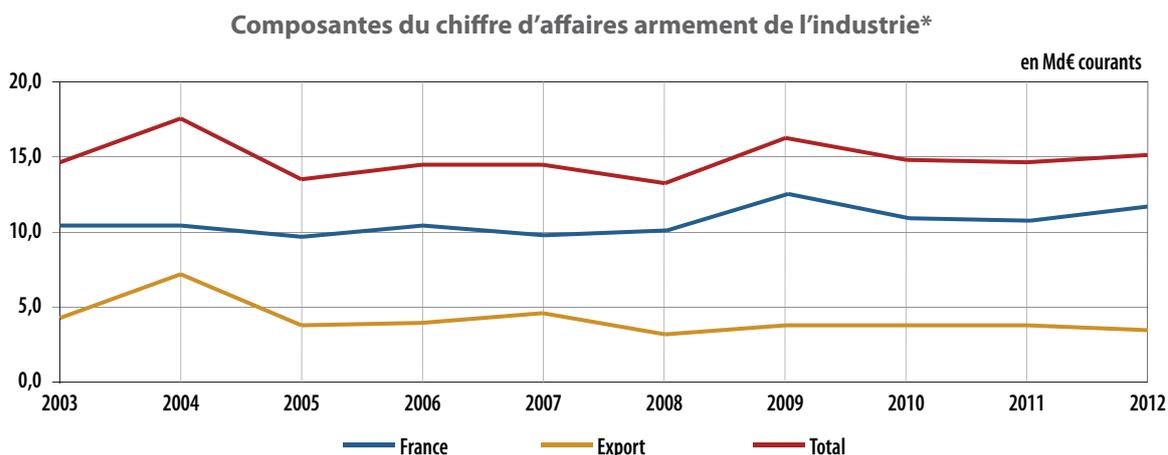
Paiements aux entreprises marchandes de la BITD

Activité principale de l'entreprise recevant le paiement	Montants en M€	Nombre d'entreprises
C4 Fabrication de matériels de transport	4 481	39
C3 Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques – fabrication de machines	2 329	88
C5 Fabrication d'autres produits industriels (dont armes et munitions, maintenance hors ordinateurs et automobile)	1 572	80
MN Activités spécialisées, scientifiques et techniques, activités de services administratifs et de soutien (dont recherche, holdings, interprètes)	650	172
JZ Information et communication (dont services informatiques)	287	65
GZ Commerce (tous produits) - réparation d'automobiles et de motocycles	209	80
HZ Transport et entreposage	65	4
FZ Construction	59	20
KZ Activités financières et d'assurance	31	7
DE Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	10	6
RU Autres activités de service	1	1
Total général	9 694	562

Source: Chorus, retraitement OED/DAF

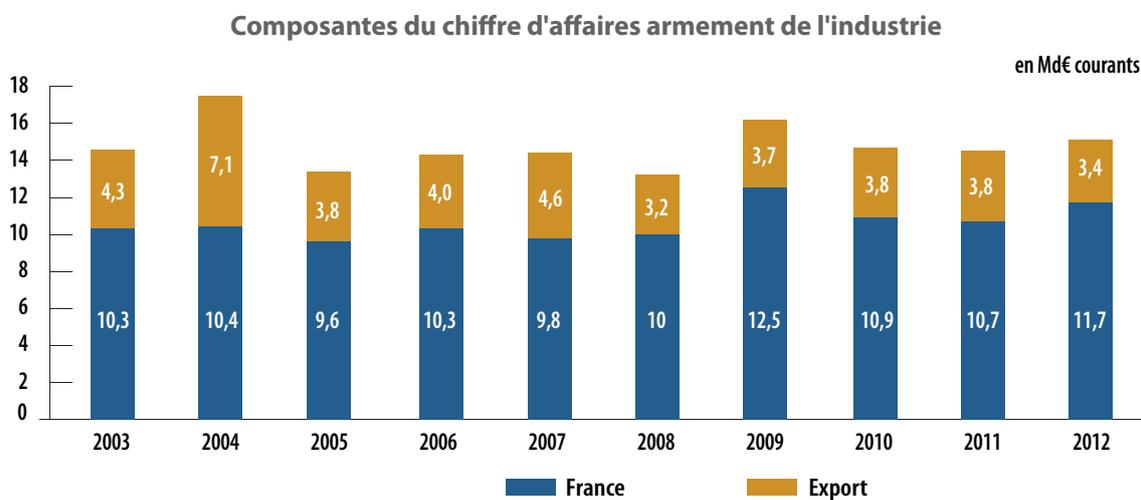
5.1.3 Le niveau d'activité de l'industrie de défense - chiffre d'affaires de l'industrie de défense

L'indicateur calculé par la DGA pour la France est une mesure des dépenses d'armement de l'État (hors taxes) plus qu'un chiffre d'affaires comptable. Il s'agit des paiements à l'industrie et non des engagements, et cela n'inclut pas la part du maintien en condition opérationnelle du P 178 qui est hors du champ de responsabilité de la DGA.



Source: DGA, Direction du développement international

* Le chiffre d'affaires France correspond à la part DGA des programmes 144,146 et 178.



Source: DGA, Direction du développement international

5.2 Les importations et les exportations d'armement

5.2.1 Les échanges extérieurs de matériels militaires au sens des douanes

(importations CAF et exportations FAB)

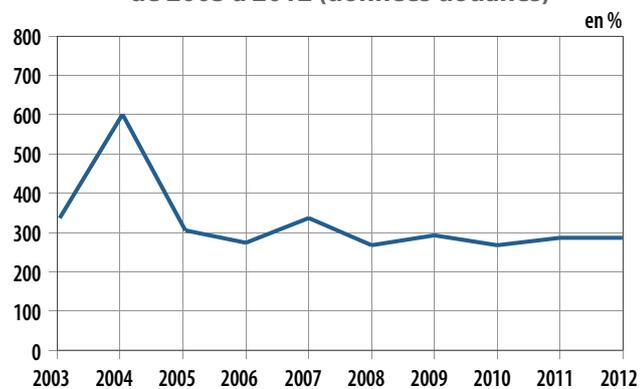
Les douanes intègrent dans le périmètre « armement » les « **matériels militaires** » qui sont constitués uniquement de biens définis selon le critère de leur nature physique. La valeur des importations et exportations est comptabilisée au moment du passage des frontières (voir le glossaire pour plus de précisions).

données brutes, en M€ courants

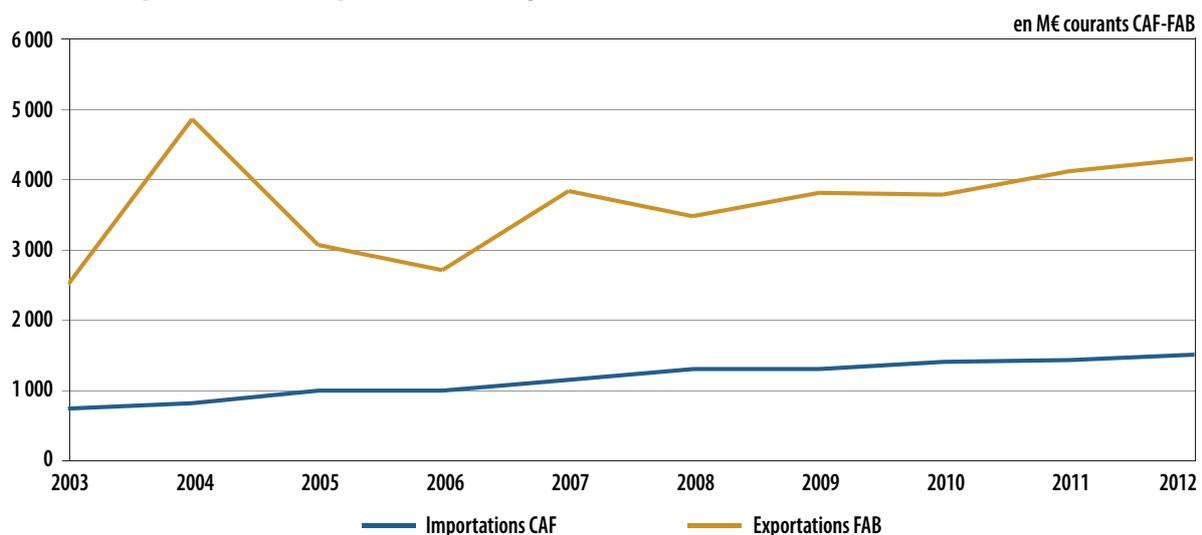
Année	Importations CAF	Exportations FAB	Taux de couverture en %
2003	737	2 499	339
2004	810	4 873	602
2005	1 006	3 060	304
2006	985	2 719	276
2007	1 141	3 839	336
2008	1 297	3 480	268
2009	1 294	3 810	294
2010	1 404	3 789	270
2011	1 420	4 123	290
2012	1 496	4 286	286

Source : Direction générale des douanes et des droits indirects

Évolution du taux de couverture de 2003 à 2012 (données douanes)



Importations et exportations françaises de matériels militaires au sens des douanes



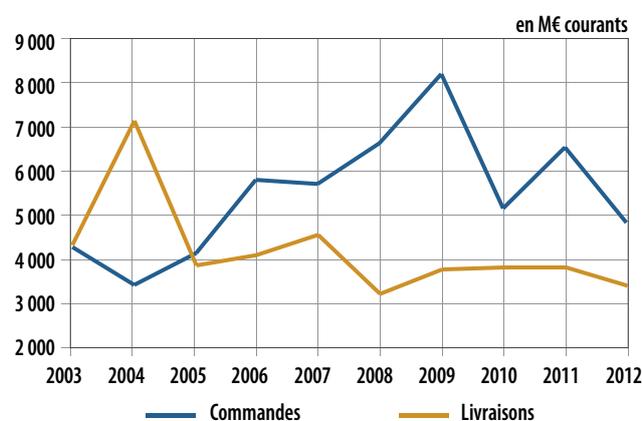
5.2.2 Les importations et exportations françaises d'armement au sens du ministère de la Défense

Le ministère de la Défense (DGA, Direction du développement international) définit un périmètre « armement » qui comprend à la fois des biens et des services, et qu'il ventile selon des critères liés à leur nature physique mais aussi en fonction du destinataire « armée ». Les exportations sont comptabilisées à la commande et à la livraison, c'est-à-dire lors de l'entrée en vigueur du contrat (date du premier versement) pour les commandes, et à la réception du matériel militaire par le client pour les livraisons.

Exportations françaises d'armement au sens de la DGA (commandes et livraisons)

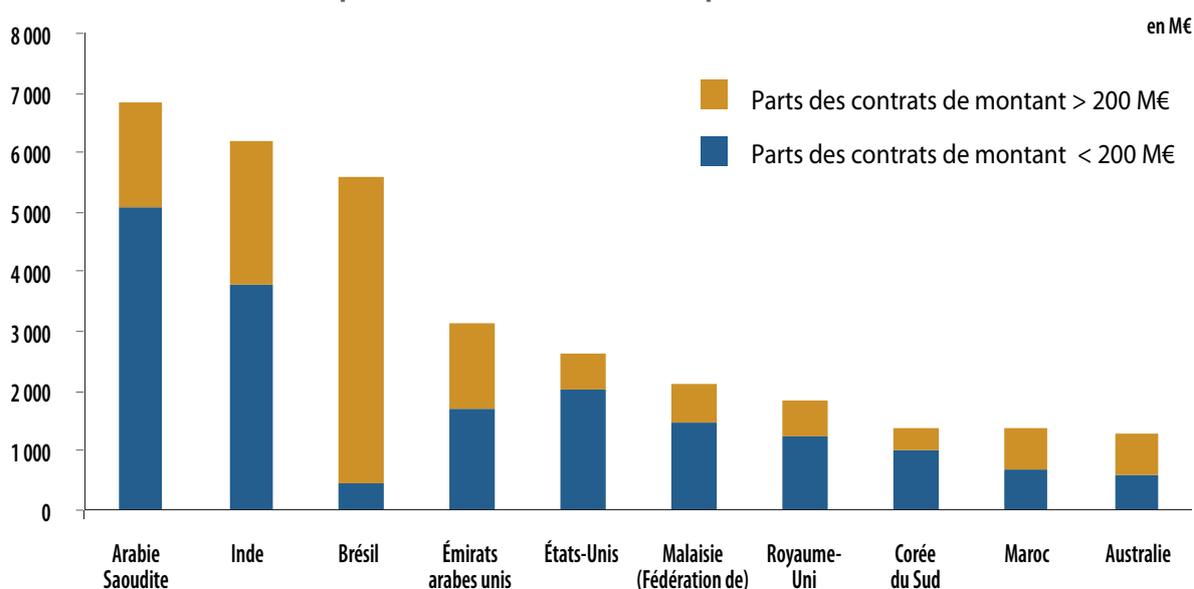
en M€ courants

Année	Commandes	Livraisons
2003	4 224	4 301
2004	3 382	7 125
2005	4 114	3 815
2006	5 754	4 034
2007	5 660	4 540
2008	6 584	3 173
2009	8 164	3 726
2010	5 118	3 783
2011	6 517	3 778
2012	4 817	3 379



Source : DGA, Direction du développement international

Principaux clients de la France sur la période 2003 - 2012



Source : DGA, Direction du développement international

5.2.3 Montant des Autorisations d'exportation de matériels de guerre (AEMG) délivrées en 2012 par catégorie de la *Military List* (ML)

Répartition des commandes par type de matériel

en M€ courants

Type de matériel*	2012
Armes, munitions	462
Missiles, radars	2 091
Véhicules, chars	707
Détection, protection NBC	11
Navires, sous-marins	903
Avions, hélicoptères, drones	7 079
Transmissions, contre-mesures	796
Autres	2 281
Total	14 331

* *Armes, munitions:* ML1: armes légères < 12,7 mm;
ML2: canons > 12,7 mm, mortiers, armes antichars;
ML3: munitions;
ML8: explosifs ou matériaux de propulsion.

Missiles et radars: ML4: missiles (hors antichars);
ML5: conduites de tir, radars.

Autres: ML13: matériaux de blindage, casques, gilets;
ML14: entraînement, simulateurs;
ML15: imagerie, optronique;
ML16: pièces de forge ou de fonderie;
ML17: appareils de plongée, matériel du génie, robots;
ML18: matériaux de production d'armement;
ML19: armes à énergie dirigée;
ML20: matériel cryogénique;
ML21: logiciels;
ML22: technologies.

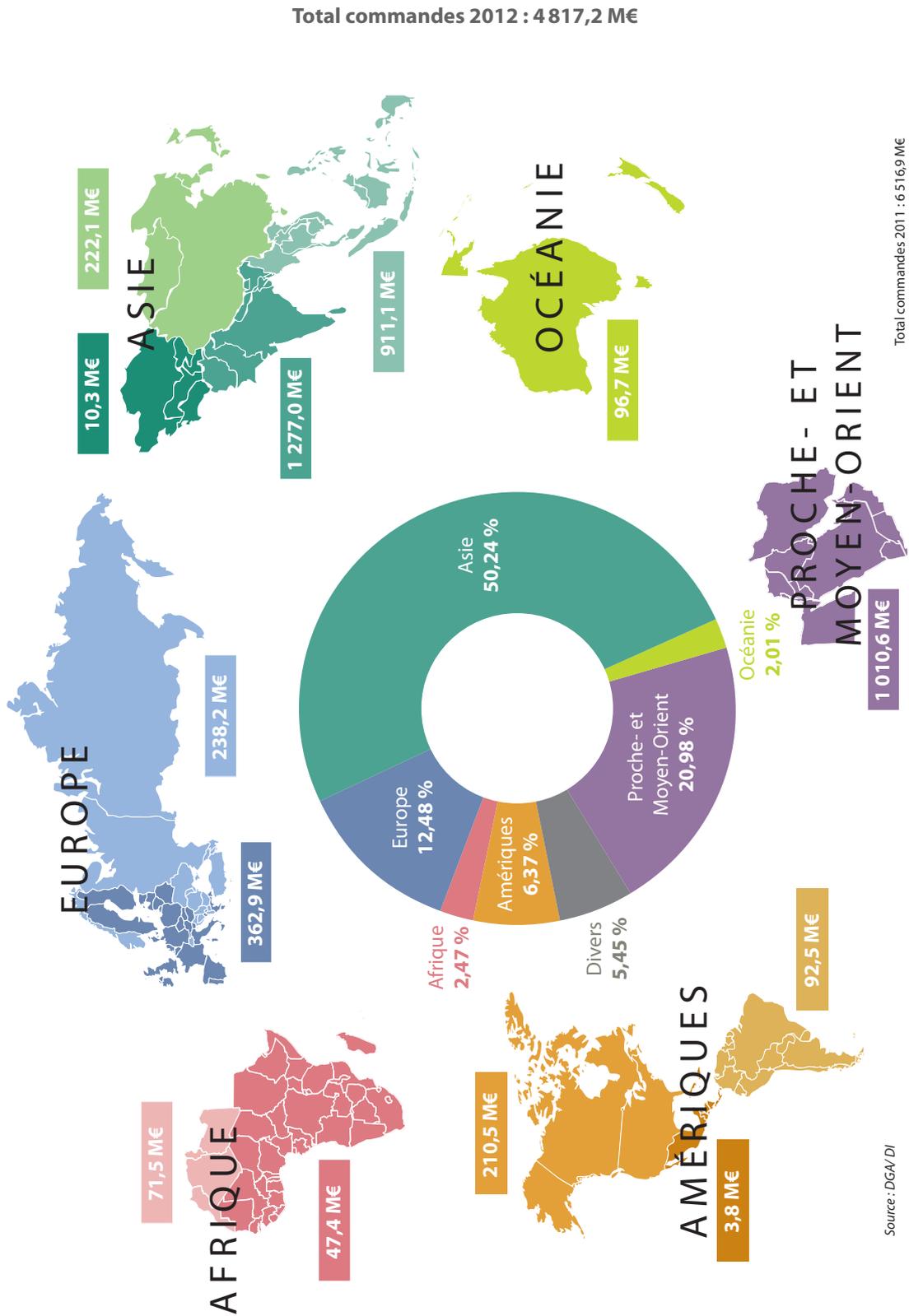
Source: DGA, Direction du développement international
(Rapport au Parlement 2013 sur les exportations d'armement de la France)

La valeur cumulée des Autorisations d'exportation de matériels de guerre (AEMG) peut différer des prises de commande ainsi que des livraisons.

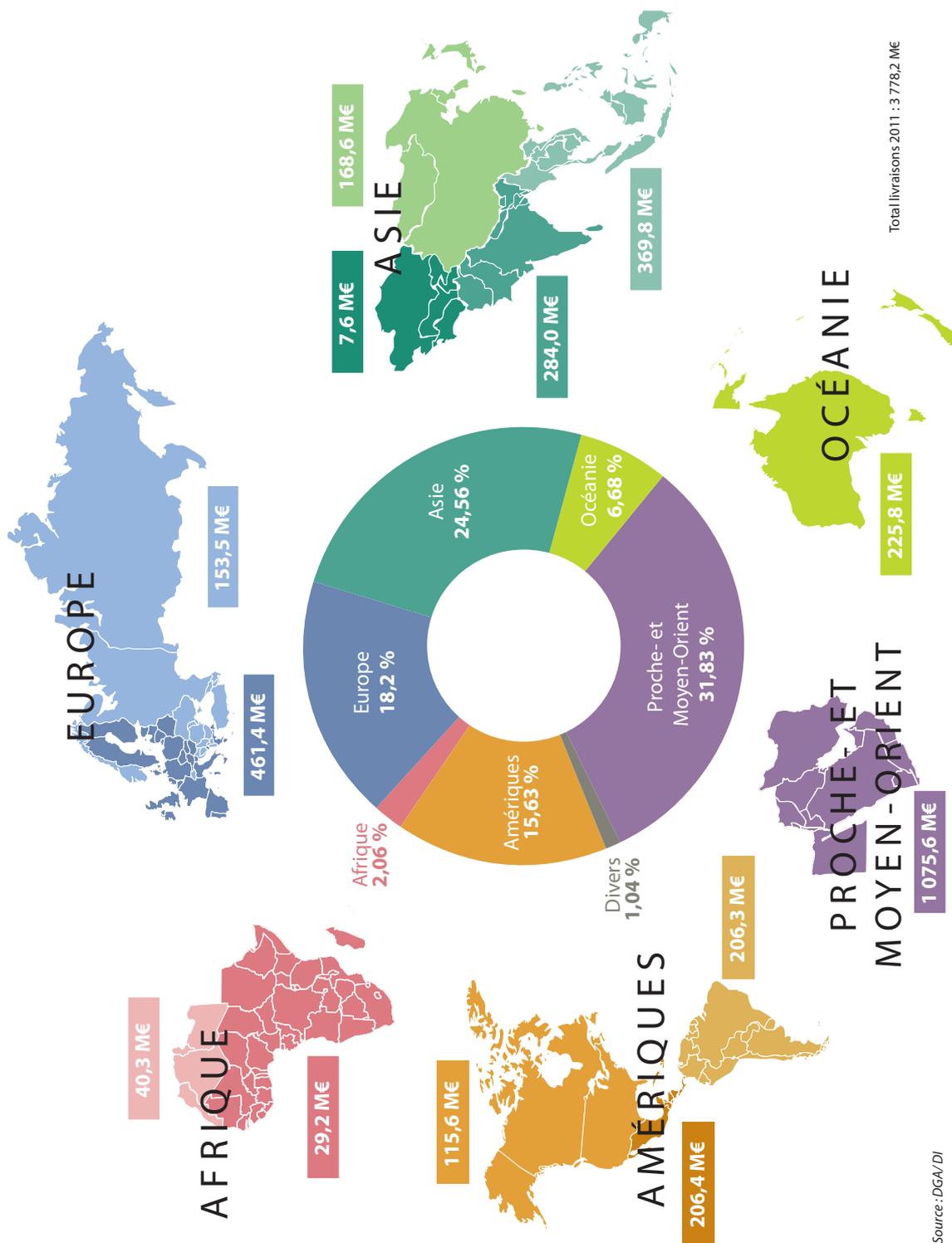
En effet, une prise de commande ne donne pas nécessairement lieu à la délivrance d'une AEMG dans l'année.

De même, une AEMG ne sera pas obligatoirement suivie, durant sa période de validité, d'une livraison de matériel.

5.2.4 La répartition des prises de commandes et livraisons françaises par région géographique



Total livraisons 2012 : 3 379,1 M€



Source : DGA/DI

Répartition du total des prises de commandes et des livraisons françaises de 2003 à 2012 par région géographique

en M€ constants 2012

Zone géographique ⁽¹⁾	Commandes		Livraisons	
	Total	%	Total	%
Afrique du Nord	2 425,8	4,53	1 227,7	2,92
Afrique subsaharienne	782,3	1,46	717,5	1,71
Amérique du Nord	2 892,2	5,40	1 733,0	4,12
Amérique centrale et Caraïbes	527,2	0,98	181,7	0,43
Amérique du Sud	6 890,5	12,87	1 106,2	2,63
Asie centrale	378,1	0,71	39,1	0,09
Asie du Nord-Est	2 562,6	4,79	1 790,3	4,26
Asie du Sud-Est	3 375,6	6,31	3 298,1	7,84
Asie du Sud	6 654,3	12,43	3 307,5	7,86
Proche- et Moyen-Orient	13 073,5	24,42	15 542,0	36,95
Union européenne	7 986,5	14,92	9 375,0	22,29
Autres pays européens	3 030,3	5,66	1 420,8	3,38
Océanie	1 584,3	2,96	1 507,8	3,59
Divers*	1 374,7	2,57	810,1	1,93
Total	53 537,9	100,00	42 056,7	100,00

Source: DGA, Direction du développement international

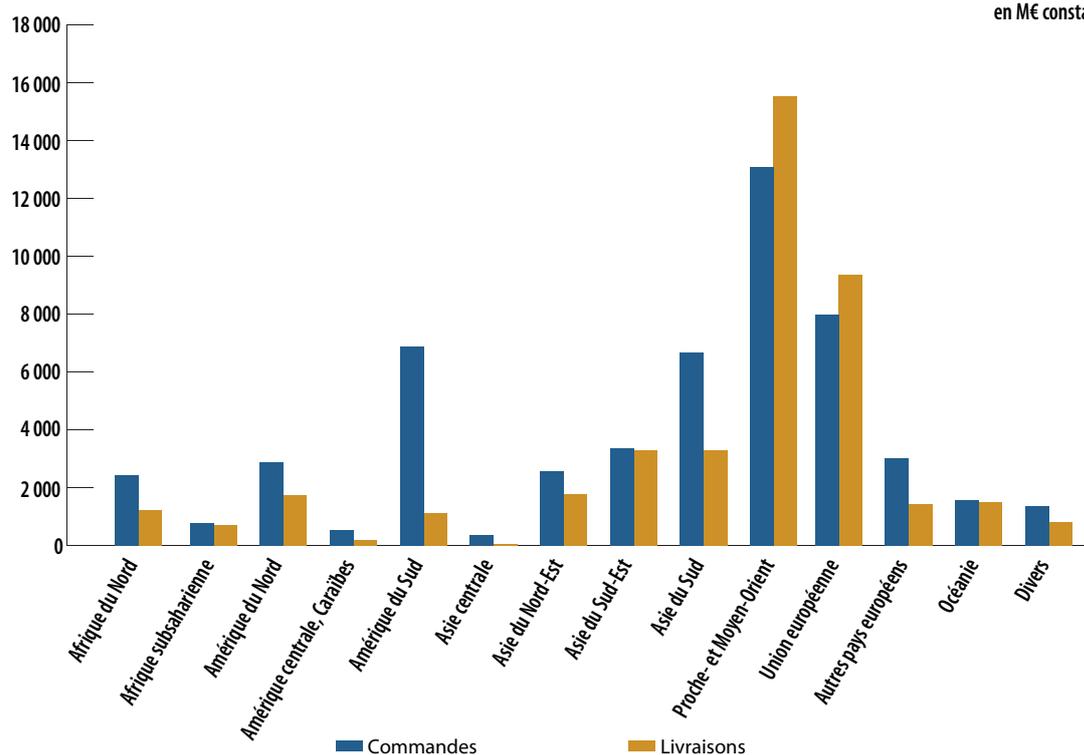
(Rapport au Parlement 2013 sur les exportations d'armement de la France)

(1) Les zones géographiques prises en compte correspondent à celles définies en commun avec nos partenaires européens dans le cadre du groupe de coopération en matière d'armement (COARM) et incluent tous les États membres ou associés à l'Onu.

* Organisations internationales, États non membres de l'Onu.

Répartition du total des prises de commandes et des livraisons françaises de 2003 à 2012 par région géographique

en M€ constants 2012



5.3 La Recherche et développement (R&D)

L'effort de Recherche et développement (R&D) du ministère de la Défense est appréhendé de deux façons, correspondant à des périmètres différents :

- 1) l'agrégat **R&T** (Recherche et technologie) mesure l'effort consenti en amont des programmes d'armement. Il correspond à l'activité qui permet, en s'appuyant sur les travaux réalisés dans le secteur civil, d'acquies l'expertise, les connaissances et les capacités scientifiques, techniques et industrielles nécessaires à la définition et au lancement des programmes d'armement ;
- 2) l'agrégat **études de défense** concerne seulement la recherche et pas le développement ;
- 3) l'agrégat **R&D** comprend la R&T/études de défense et les travaux de développement des matériels, dont ceux des programmes d'armement déjà lancés.

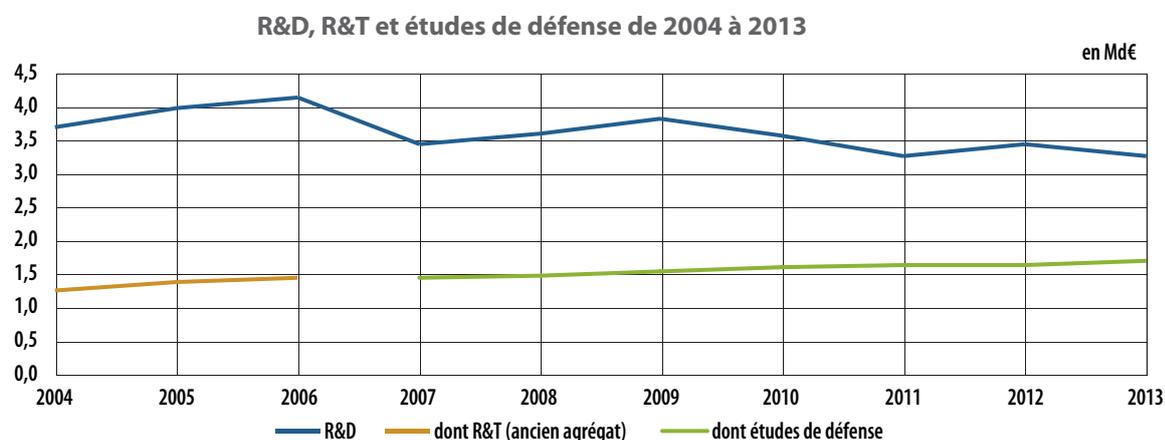
Les montants correspondant à la R&T et la R&D sont inscrits en **crédits de paiement de la Loi de finances initiale** (LFI) du budget de la défense. Ils sont estimés TTC par la DGA et comprennent la contribution du ministère de la Défense à la Mission interministérielle recherche et enseignement supérieur (MIREs) (nommée « Budget civil de recherche et développement » jusqu'en 2005).

Effort de R&D de défense

en Md€ TTC

Année	R&D	dont R&T (ancien agrégat)	dont études de défense	dont contribution à la MIREs
2004	3,70	1,27		0,20
2005	3,98	1,41		0,20
2006	4,16	1,47		0,20
2007	3,46		1,45	0,20
2008	3,61		1,48	0,20
2009	3,82		1,57	0,20
2010	3,57		1,62	0,20
2011	3,28		1,65	0,20
2012	3,45		1,65	0,20
2013	3,28		1,73	0,19

Source : ministère de la Défense, DGA/D4S/SRTS et SGA/DAF



Source : ministère de la Défense, DGA/D4S/SRTS et SGA/DAF

6. COMPARAISONS INTERNATIONALES: LA DÉFENSE DANS LES GRANDS PAYS INDUSTRIALISÉS

Ce chapitre présente une comparaison des dépenses et des effectifs de défense des principaux partenaires de la France (Allemagne, Espagne, États-Unis, Italie et Royaume-Uni).

Plusieurs définitions de l'« effort de défense » sont possibles. Elles peuvent être plus ou moins pertinentes lorsqu'il s'agit de procéder à des comparaisons internationales.

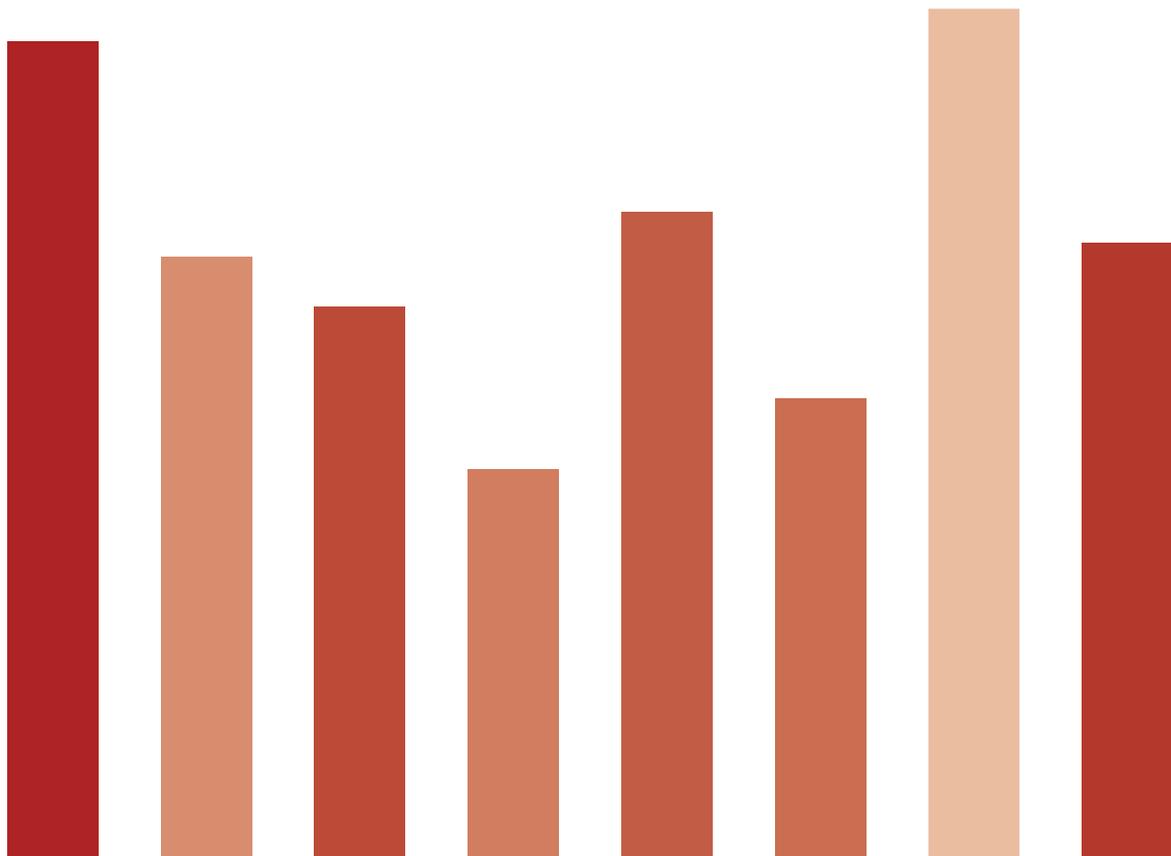
Il existe, au moins, trois périmètres différents pour mesurer l'effort français en 2013⁽¹⁾ :

- l'ensemble du périmètre du ministère de la Défense : 41,3 Md€, soit 2 % du PIB ;
- le périmètre Otan (c'est-à-dire défense hors anciens combattants), pensions comprises (dit V1) : 39,4 Md€ d'euros, soit 1,9 % du PIB ;
- le périmètre Otan, hors pensions (dit V2) : 31,4 Md€, soit 1,52 % du PIB.

Dans le but de comparer les pays sur leurs activités strictement militaires, et du fait de régimes de pension différents entre pays, on retient dans ce chapitre le périmètre le plus restreint.

En France, toutes dépenses confondues, la défense selon cette définition représente 1,52 % du PIB, soit environ 480 € par habitant. L'effort de dépense en France reste moins important qu'aux États-Unis (4,1 % du PIB) et qu'au Royaume-Uni (2,1 %).

(1) Au 31 décembre 2013.



6.1 Les dépenses de défense en norme Otan

Nota : les séries historiques concernant la France ont été reconstituées « Hors gendarmerie nationale ». Pour l'Italie, les dépenses correspondant au budget des forces de police à statut militaire (carabiniers) sont prises en compte à hauteur de 15 %. L'Espagne n'a pas communiqué le détail de ses chiffres pour 2013.

Évolution des budgets de défense en volume et en structure Otan (hors pensions)

montants convertis aux taux de parité de pouvoir d'achat

en Md€ français constants 2013

Année	France	Allemagne	Royaume-Uni*	Espagne	Italie	États-Unis*
2004	33,6	28,8	41,4	11,8	17,0	462,2
2005	32,5	28,5	43,4	11,6	16,6	485,3
2006	33,4	29,1	44,1	12,3	15,0	494,6
2007	33,0	29,3	46,3	12,8	16,8	508,3
2008	32,3	30,7	48,7	13,1	17,8	627,4
2009	34,8	31,6	47,8	12,2	16,4	619,1
2010	33,7	32,0	48,5	11,0	16,0	637,2
2011	32,2	31,4	46,9	10,1	16,0	584,2
2012	32,0	32,5	42,1	11,1	15,0	584,8
2013	31,4	32,1	43,9	nc	13,6	586,8

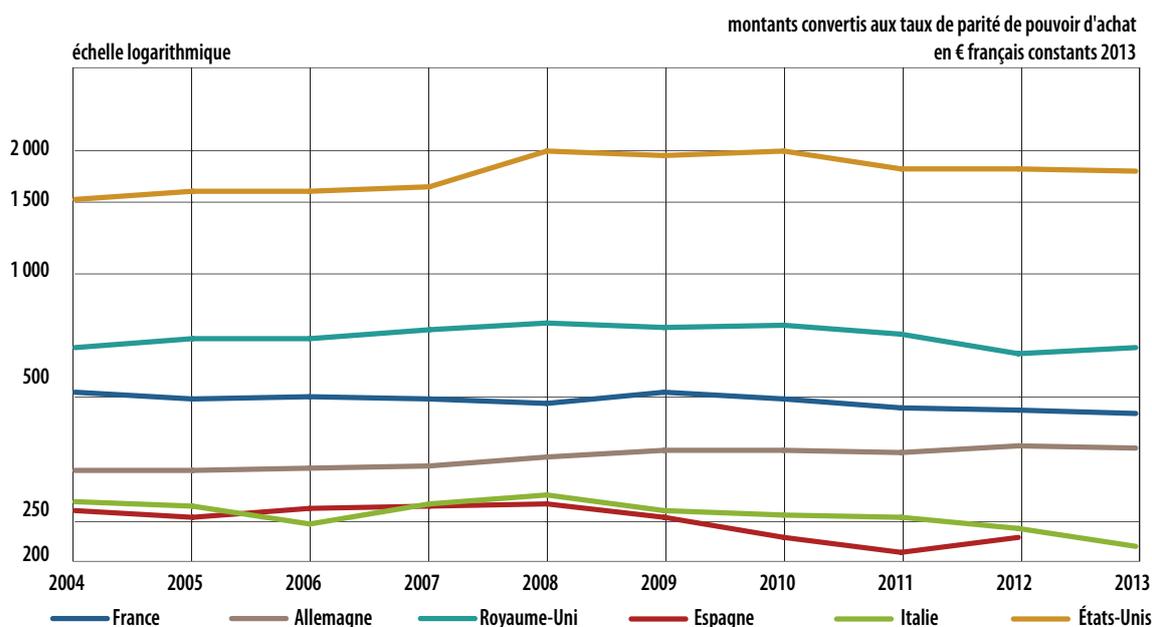
Source : Otan - Mémorandum statistique de décembre 2013 (retraitement DAF)

* Deux pays ont un exercice financier différent de l'année civile (janvier-décembre) : ce sont le Royaume-Uni (avril-mars) et les États-Unis (octobre-septembre).

NB : toutes les données monétaires sont converties en parité de pouvoir d'achat (voir glossaire) de l'euro en France.

Les données concernant les dépenses de défense représentent les paiements effectués ou devant l'être au cours de l'exercice financier.

Évolution des budgets de défense en norme Otan (hors pensions)



Part des dépenses de défense (hors pensions) dans le PIB en norme Otan

à partir des monnaies courantes, en %

Année	France	Allemagne	Royaume-Uni*	Espagne	Italie	États-Unis*
2004	1,74	1,10	2,13	0,97	0,97	3,80
2005	1,65	1,08	2,15	0,92	0,93	3,73
2006	1,66	1,06	2,13	0,94	0,80	3,71
2007	1,61	1,03	2,16	0,94	0,89	3,74
2008	1,57	1,08	2,29	0,96	0,96	4,63
2009	1,75	1,17	2,37	0,93	0,93	4,70
2010	1,66	1,14	2,37	0,83	0,89	4,72
2011	1,56	1,08	2,26	0,77	0,89	4,25
2012	1,55	1,11	2,03	0,86	0,85	4,14
2013	1,52	1,09	2,09	nc	0,79	4,08

Source: Otan - Mémorandum statistique de décembre 2013 (retraitement DAF)

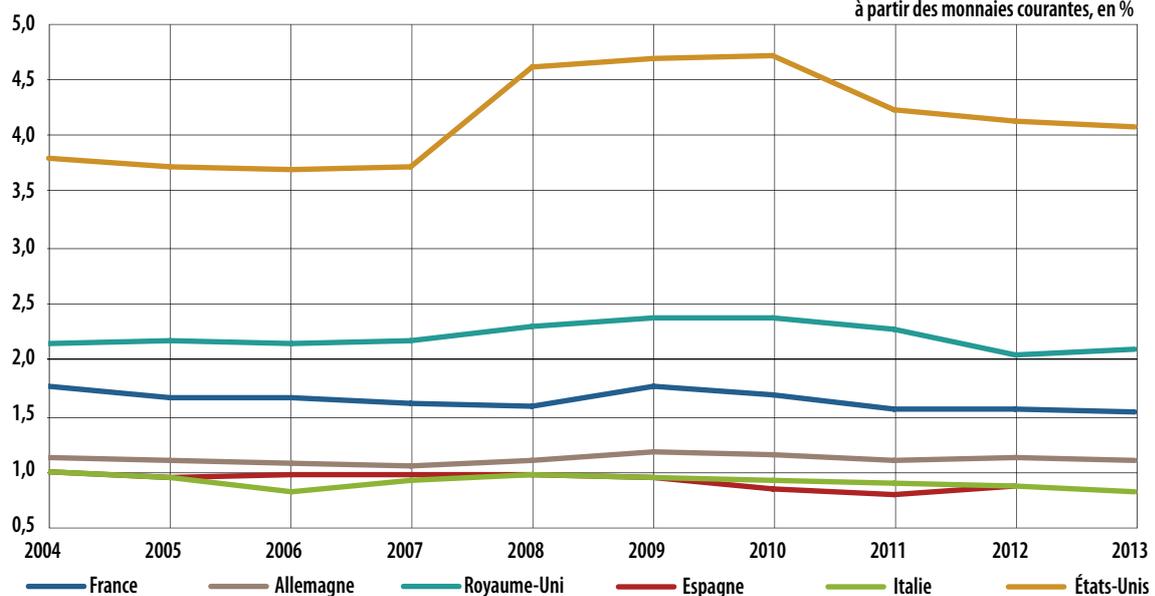
* Deux pays ont un exercice financier différent de l'année civile (janvier-décembre): ce sont le Royaume-Uni (avril-mars) et les États-Unis (octobre-septembre).

NB: toutes les données monétaires sont converties en parité de pouvoir d'achat (voir glossaire) de l'euro en France.

Les données concernant les dépenses de défense représentent les paiements effectués ou devant l'être au cours de l'exercice financier.

Part des dépenses de défense (hors pensions) dans le PIB en norme Otan

à partir des monnaies courantes, en %



Dépenses de défense par habitant (hors pensions) en norme Otan

montants convertis aux taux de parité de pouvoir d'achat
en € français constants 2013

Année	France	Allemagne	Royaume-Uni*	Espagne	Italie	États-Unis*
2004	537	349	692	276	291	1 576
2005	515	345	721	266	286	1 640
2006	526	353	729	280	257	1 655
2007	518	356	760	285	288	1 685
2008	503	374	793	287	303	2 060
2009	540	386	773	267	278	2 015
2010	520	391	779	238	270	2 057
2011	494	384	747	220	269	1 872
2012	489	397	666	240	251	1 861
2013	477	391	689	nc	227	1 854

Source: Otan - Mémorandum statistique de décembre 2013 (retraitement DAF)

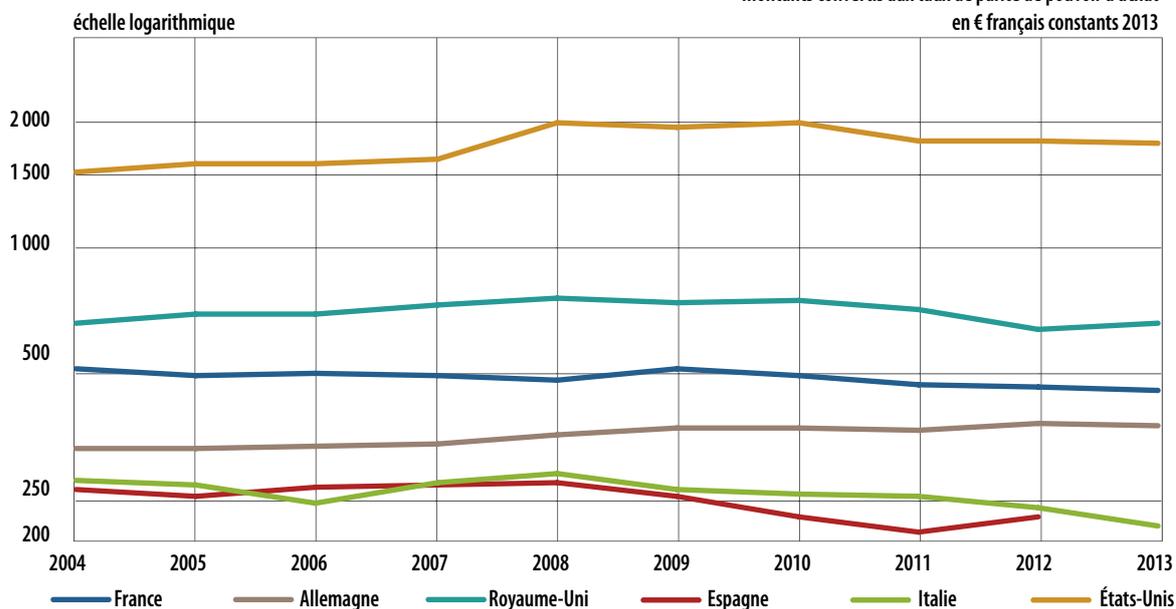
* Deux pays ont un exercice financier différent de l'année civile (janvier-décembre): ce sont le Royaume-Uni (avril-mars) et les États-Unis (octobre-septembre).

NB: toutes les données monétaires sont converties en parité de pouvoir d'achat (voir glossaire) de leuro en France.

Les données concernant les dépenses de défense représentent les paiements effectués ou devant l'être au cours de l'exercice financier.

Dépenses de défense par habitant (hors pensions) en norme Otan

montants convertis aux taux de parité de pouvoir d'achat
en € français constants 2013



6.1.1 L'évolution des dépenses de fonctionnement en norme Otan

Dans la définition Otan, les dépenses de « fonctionnement » regroupent :

- le Titre 2 (hors pensions) ;
- le hors équipement ;
- les munitions ;
- l'Entretien programmé du personnel (EPP) ;
- l'Entretien programmé du matériel (EPM).

Nota : les séries historiques concernant la France ont été reconstituées « Hors gendarmerie nationale ». Pour l'Italie, les dépenses correspondant au budget des forces de police à statut militaire (carabiniers) sont prises en compte à hauteur de 15 %.

L'Espagne n'a pas communiqué le détail de ses chiffres pour 2013.

Dépenses de fonctionnement en volume et en norme Otan (hors pensions)

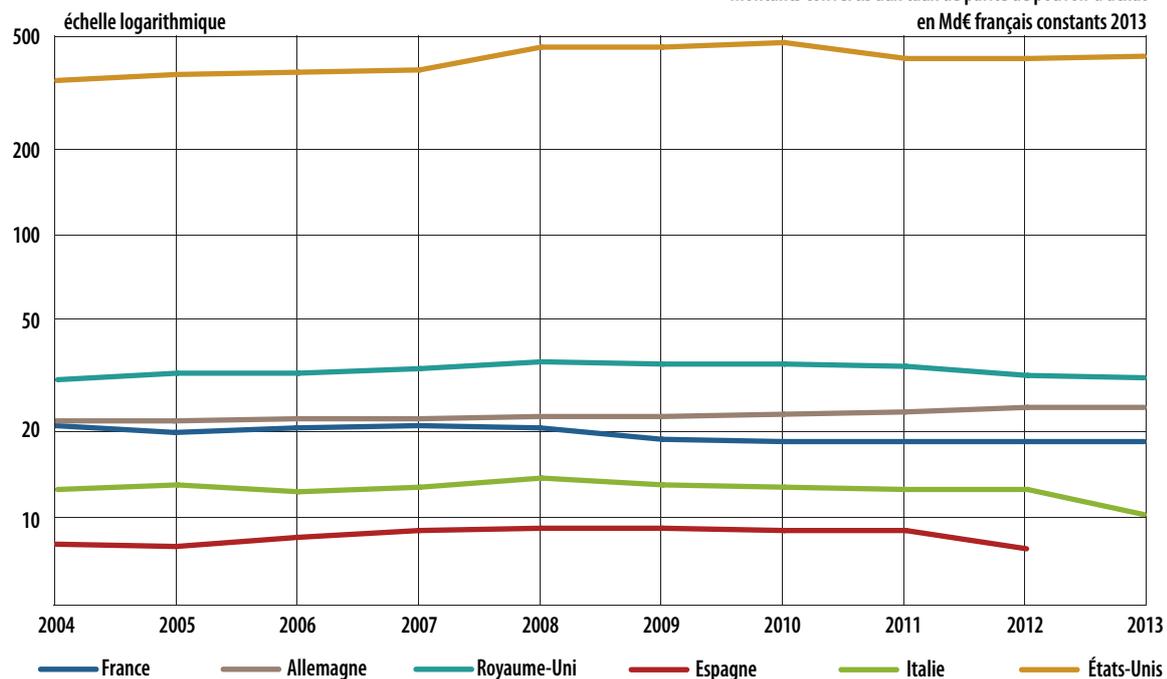
montants convertis aux taux de parité de pouvoir d'achat
en Md€ français constants 2013

Année	France	Allemagne	Royaume-Uni	Espagne	Italie	États-Unis
2004	21,0	22,0	30,6	8,1	12,7	338,6
2005	20,2	22,0	32,0	8,1	13,3	357,6
2006	20,8	22,5	32,3	8,6	12,4	361,0
2007	21,1	22,5	33,4	9,1	13,0	365,7
2008	20,8	22,7	35,4	9,3	14,0	440,2
2009	19,1	22,9	35,0	9,2	13,2	445,6
2010	18,7	23,0	34,4	9,1	12,9	458,8
2011	18,6	23,4	34,4	9,1	12,7	405,6
2012	18,5	24,5	31,7	7,9	12,7	406,3
2013	18,5	24,3	31,2	nc	10,3	408,0

Source : Otan - Mémorandum statistique de décembre 2013 (retraitement DAF)

Dépenses de fonctionnement en norme Otan (hors pensions)

montants convertis aux taux de parité de pouvoir d'achat
en Md€ français constants 2013



Part des dépenses de fonctionnement (hors pensions) dans le PIB en norme Otan

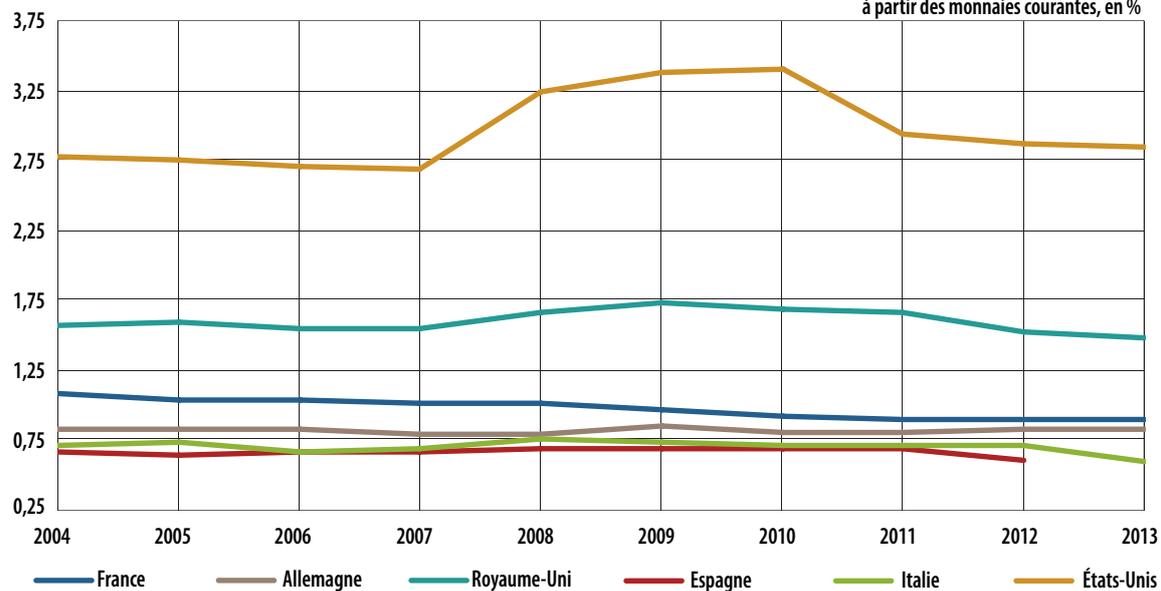
à partir des monnaies courantes, en %

Année	France	Allemagne	Royaume-Uni	Espagne	Italie	États-Unis
2004	1,09	0,84	1,58	0,67	0,70	2,78
2005	1,03	0,83	1,59	0,64	0,73	2,75
2006	1,03	0,82	1,56	0,66	0,67	2,70
2007	1,02	0,80	1,56	0,67	0,69	2,69
2008	1,01	0,79	1,66	0,68	0,75	3,25
2009	0,96	0,85	1,73	0,70	0,75	3,38
2010	0,93	0,82	1,68	0,69	0,72	3,40
2011	0,90	0,80	1,66	0,69	0,71	2,95
2012	0,89	0,84	1,53	0,61	0,72	2,88
2013	0,89	0,82	1,48	nc	0,60	2,84

Source: Otan - Mémoire statistique de décembre 2013 (retraitement DAF)

Part des dépenses de fonctionnement (hors pensions) dans le PIB en norme Otan

à partir des monnaies courantes, en %



Dépenses de fonctionnement par habitant (hors pensions) en norme Otan

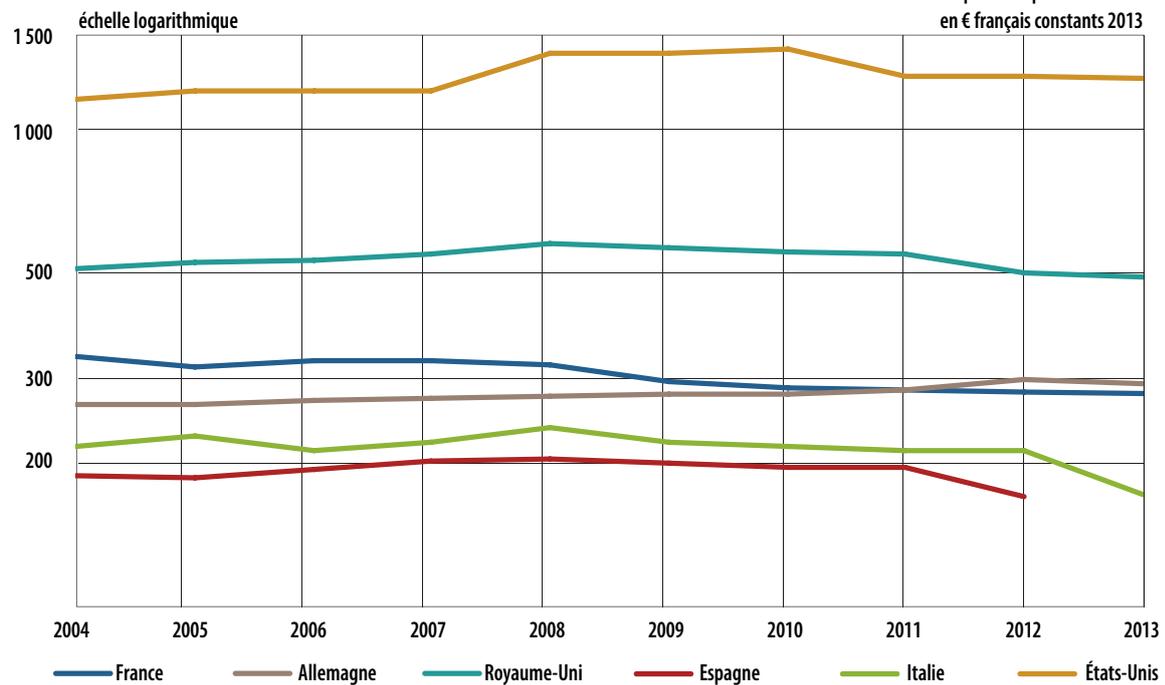
montants convertis aux taux de parité de pouvoir d'achat
en € français constants 2013

Année	France	Allemagne	Royaume-Uni	Espagne	Italie	États-Unis
2004	336	266	511	190	218	1 155
2005	321	267	531	186	229	1 208
2006	328	273	534	195	213	1 208
2007	330	274	548	202	222	1 212
2008	324	276	576	205	238	1 445
2009	297	280	566	201	223	1 450
2010	289	281	553	197	218	1 481
2011	285	286	548	196	214	1 300
2012	282	300	502	170	213	1 293
2013	281	296	490	nc	173	1 289

Source: Otan - Mémorandum statistique de décembre 2013 (retraitement DAF)

Dépenses de fonctionnement par habitant (hors pensions) en norme Otan

montants convertis aux taux de parité de pouvoir d'achat
en € français constants 2013



Dépenses de fonctionnement rapportées aux effectifs totaux de la défense Budget en norme Otan (hors pensions)

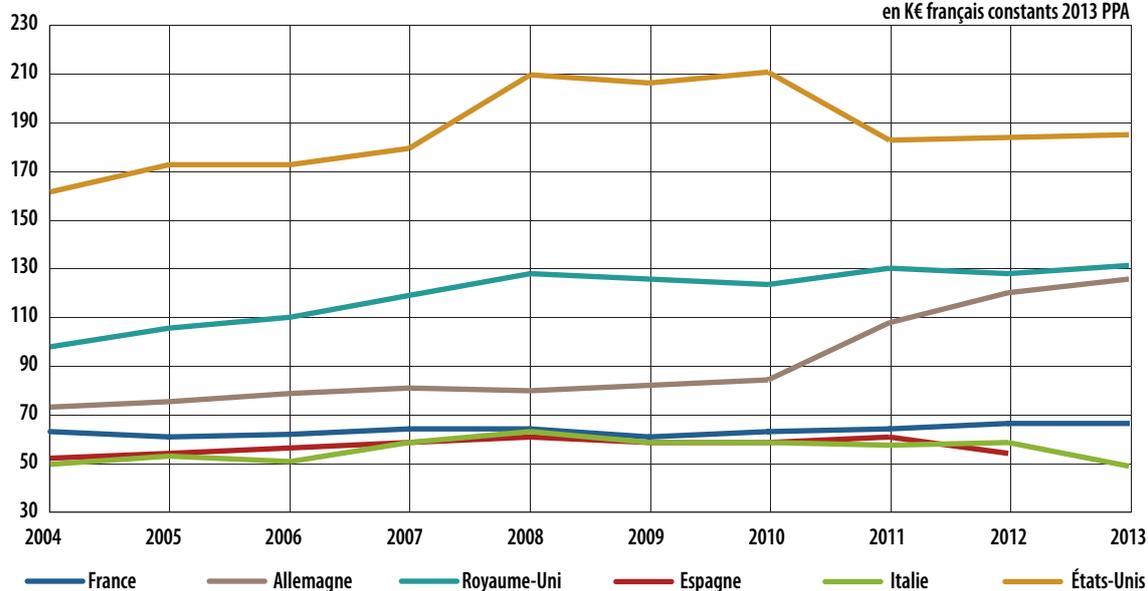
montants convertis aux taux de parité de pouvoir d'achat
en K€ français constants 2013

Année	France	Allemagne	Royaume-Uni	Espagne	Italie	États-Unis
2004	62	72	97	51	49	160
2005	60	74	104	53	52	171
2006	61	77	109	55	50	171
2007	63	80	118	58	57	178
2008	63	79	126	60	62	208
2009	60	81	125	58	57	205
2010	62	83	122	58	57	209
2011	63	107	129	60	57	182
2012	65	119	127	53	58	183
2013	65	125	130	nc	48	184

Source: Otan - Mémorandum statistique de décembre 2013 (retraitement DAF)

Dépenses de fonctionnement rapportées aux effectifs totaux de la défense Budget en norme Otan (hors pensions)

en K€ français constants 2013 PPA



6.1.2 L'évolution des dépenses en capital en norme Otan (dépenses d'investissement¹)

Les dépenses en capital comprennent les acquisitions d'équipements d'importance majeure (missiles conventionnels, armes nucléaires, avions, artillerie, véhicules de combat, armement léger, navires, etc.), les constructions de bâtiments et d'infrastructures militaires, les transferts à l'Otan ainsi que les dépenses de R&D pour les équipements d'importance majeure.

Nota : les séries historiques concernant la France ont été reconstituées « Hors gendarmerie nationale ». Pour l'Italie, les dépenses correspondant au budget des forces de police à statut militaire (carabiniers) sont prises en compte à hauteur de 15 %.

L'Espagne n'a pas communiqué le détail de ses chiffres pour 2013.

Dépenses en capital en volume et en norme Otan

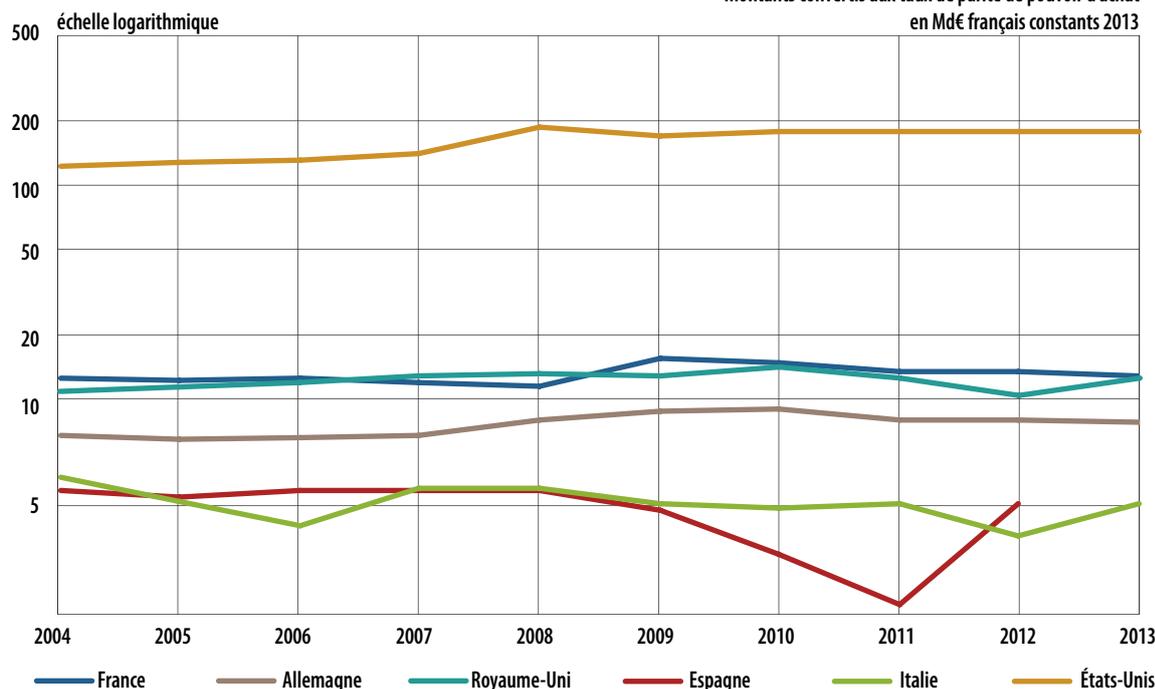
montants convertis aux taux de parité de pouvoir d'achat
en Md€ français constants 2013

Année	France	Allemagne	Royaume-Uni	Espagne	Italie	États-Unis
2004	12,6	6,8	10,8	3,7	4,3	123,6
2005	12,3	6,5	11,4	3,5	3,3	127,7
2006	12,6	6,7	11,8	3,7	2,5	133,6
2007	12,0	6,7	12,9	3,7	3,8	142,7
2008	11,5	8,1	13,3	3,7	3,8	187,2
2009	15,7	8,7	12,8	3,0	3,3	173,5
2010	14,9	9,0	14,1	1,9	3,1	178,3
2011	13,6	7,9	12,5	1,1	3,2	178,6
2012	13,5	8,0	10,4	3,2	2,3	178,5
2013	12,9	7,8	12,7	nc	3,3	178,8

Source : Otan - Mémorandum statistique de décembre 2013 (retraitement DAF)

Dépenses en capital en norme Otan

montants convertis aux taux de parité de pouvoir d'achat
en Md€ français constants 2013



1. Hors munitions, EPP, EPM.

Part des dépenses en capital dans le PIB en norme Otan

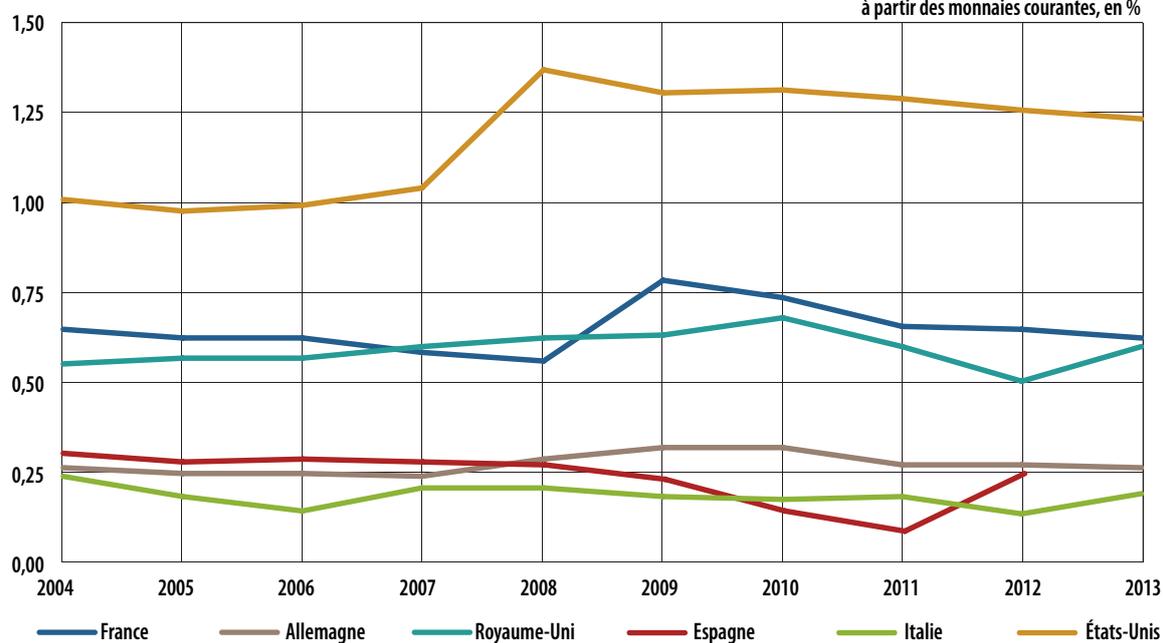
à partir des monnaies courantes, en %

Année	France	Allemagne	Royaume-Uni	Espagne	Italie	États-Unis
2004	0,65	0,26	0,56	0,30	0,24	1,02
2005	0,62	0,25	0,57	0,28	0,18	0,98
2006	0,63	0,24	0,57	0,29	0,14	1,00
2007	0,58	0,24	0,60	0,27	0,20	1,05
2008	0,56	0,28	0,63	0,27	0,20	1,38
2009	0,79	0,32	0,64	0,23	0,18	1,32
2010	0,74	0,32	0,69	0,14	0,17	1,32
2011	0,66	0,27	0,60	0,08	0,18	1,30
2012	0,65	0,27	0,50	0,25	0,13	1,26
2013	0,62	0,27	0,60	nc	0,19	1,24

Source: Otan - Mémorandum statistique de décembre 2013 (retraitement DAF)

Part des dépenses en capital dans le PIB en norme Otan

à partir des monnaies courantes, en %



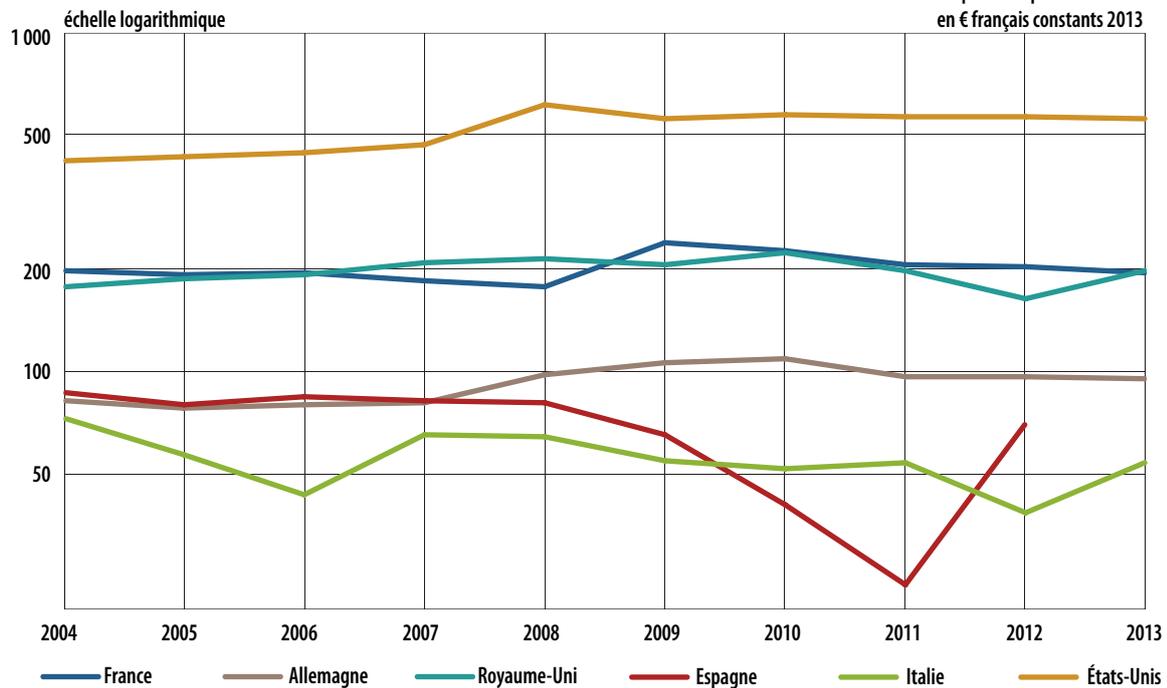
Dépenses en capital par habitant en norme Otan

montants convertis aux taux de parité de pouvoir d'achat
en € français constants 2013

Année	France	Allemagne	Royaume-Uni	Espagne	Italie	États-Unis
2004	201	82	180	87	74	422
2005	195	79	189	80	58	432
2006	198	81	195	85	44	447
2007	187	82	211	83	65	473
2008	179	98	217	82	65	615
2009	244	106	208	66	55	565
2010	231	110	226	41	52	576
2011	209	97	199	24	55	572
2012	206	97	165	70	38	568
2013	196	95	199	nc	55	565

Source: Otan - Mémorandum statistique de décembre 2013 (retraitement DAF)

Dépenses en capital par habitant en norme Otan

montants convertis aux taux de parité de pouvoir d'achat
en € français constants 2013

Dépenses en capital rapportées aux effectifs totaux de la défense Budget en norme Otan (hors pensions)

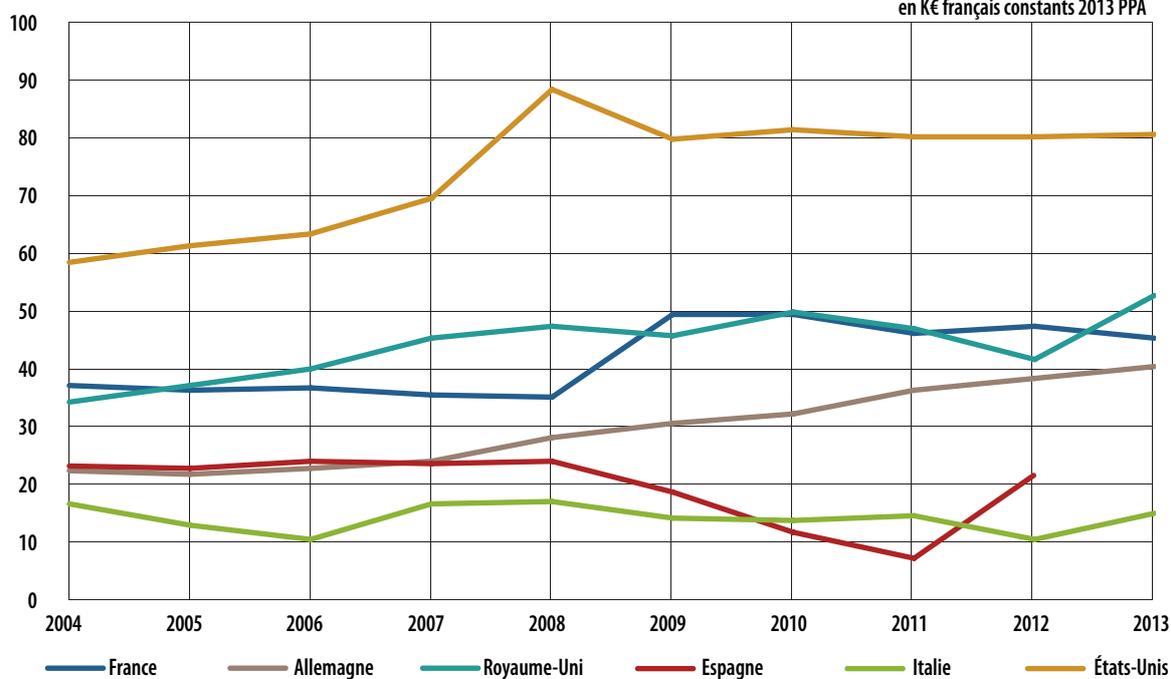
montants convertis aux taux de parité de pouvoir d'achat
en K€ français constants 2013

Année	France	Allemagne	Royaume-Uni	Espagne	Italie	États-Unis
2004	37	22	34	23	16	58
2005	36	22	37	23	13	61
2006	37	23	40	24	10	63
2007	36	24	45	24	17	69
2008	35	28	48	24	17	89
2009	49	31	46	19	14	80
2010	50	32	50	12	14	81
2011	46	36	47	7	14	80
2012	48	39	42	22	10	80
2013	46	40	53	nc	15	81

Source: Otan - Mémoire statistique de décembre 2013 (retraitement DAF)

Dépenses en capital rapportées aux effectifs totaux de la défense Budget en norme Otan (hors pensions)

en K€ français constants 2013 PPA



6.2 Comparaison internationale des effectifs de défense : personnel civil et militaire

Évolution des effectifs totaux de la défense au sens de l'Otan

Année	France ⁽¹⁾	Allemagne	Royaume-Uni	Espagne	Italie	États-Unis
2004	339 315	375 751	316 100	158 715	232 300	2 114 262
2005	337 999	365 848	307 090	152 661	251 740	2 087 835
2006	341 563	365 723	295 480	156 700	248 165	2 107 004
2007	336 818	354 324	284 470	157 403	228 097	2 053 685
2008	327 221	349 772	279 500	155 297	227 455	2 114 197
2009	318 455	344 395	280 750	159 747	229 256	2 170 051
2010	301 070	342 766	281 950	157 374	224 552	2 191 699
2011	293 686	288 204	266 020	152 031	224 112	2 228 385
2012	283 943	274 613	250 490	148 434	220 450	2 222 794
2013	283 735	262 022	239 700	145 619	216 458	2 212 865

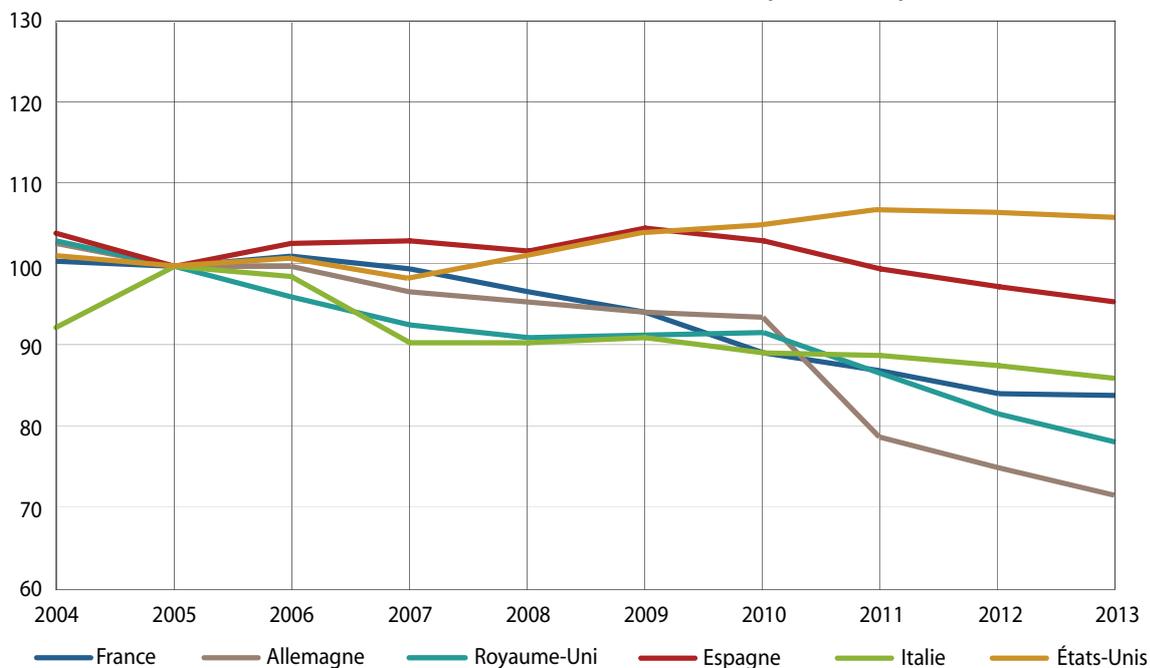
Source: Otan - Mémorandum statistique de décembre 2013 (retraitement DAF)

(1) Hors comptes de commerce.

Les chiffres reposent en général sur les données budgétaires nationales. Pour la France, l'Otan a strictement retenu les données LFI. (Les chiffres diffèrent donc de ceux réellement observés [recensement des agents de la défense] qui figurent dans le chapitre 4.)

Les séries historiques concernant la France ont été reconstituées « Hors gendarmerie nationale ». Les forces de police à statut militaire (carabiniers en Italie) sont prises en compte à hauteur de 15 %, afin de ne retenir que les effectifs liés à des activités strictement militaires.

Évolution des effectifs totaux de la défense (2005 = 100)



6.2.1 Les effectifs militaires en norme Otan

Évolution des effectifs militaires, au sens de l'Otan

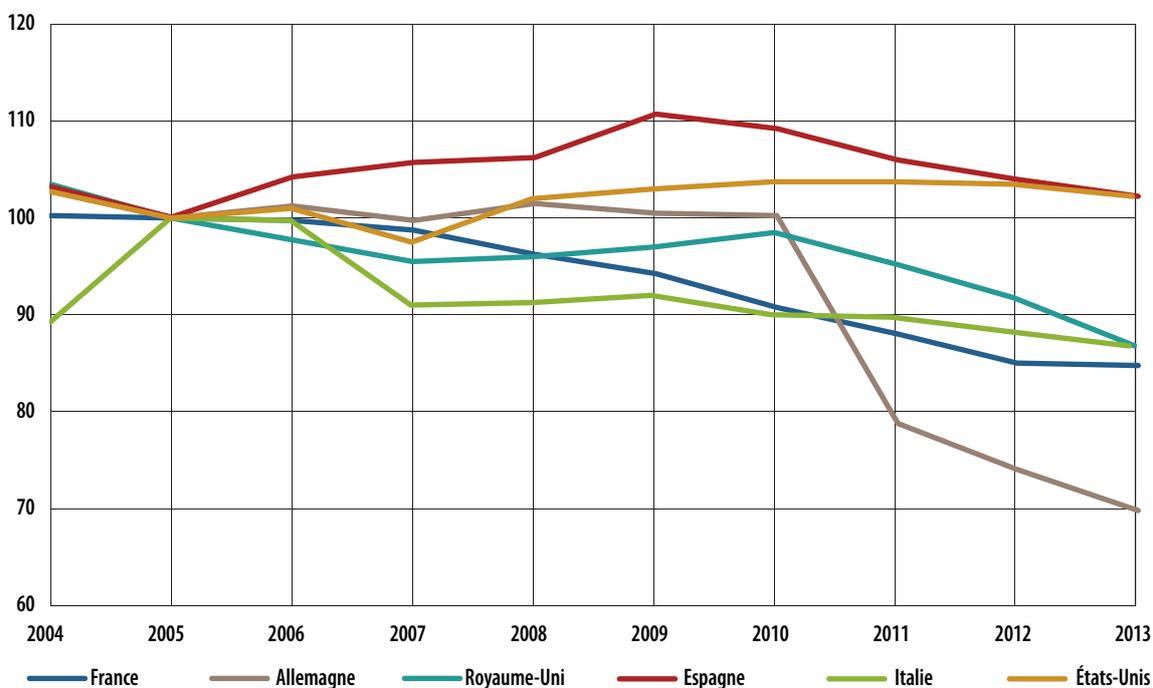
Année	France*	Allemagne	Royaume-Uni	Espagne	Italie	États-Unis	Europe à 27
2004	258 278	252 124	207 590	123 726	191 256	1 414 198	2 032 385
2005	257 721	245 700	200 940	119 832	214 433	1 376 538	1 999 234
2006	257 081	248 423	196 300	124 767	213 660	1 387 815	1 996 464
2007	254 203	244 865	191 910	126 599	194 961	1 339 932	1 858 827
2008	248 027	249 217	192 530	127 112	195 398	1 401 430	1 817 144
2009	242 977	246 982	194 550	132 486	196 978	1 418 166	1 688 548
2010	233 559	246 244	197 770	130 726	192 600	1 426 964	1 668 992
2011	226 563	193 472	191 270	126 924	192 160	1 427 181	1 564 695
2012	218 886	181 904	184 350	124 561	188 870	1 422 457	1 519 509
2013	218 173	171 038	174 260	122 300	185 900	1 405 358	1 491 473

Source: Otan - Mémorandum statistique de décembre 2013 (retraitement DAF)

* Voir notes de la page précédente.

Les séries historiques concernant la France ont été reconstituées « Hors gendarmerie nationale ». Les forces de police à statut militaire (carabinieri en Italie) sont prises en compte à hauteur de 15 %, afin de ne retenir que les effectifs liés à des activités strictement militaires.

Évolution des effectifs militaires (2005 = 100)



6.2.2 Les effectifs civils en norme Otan

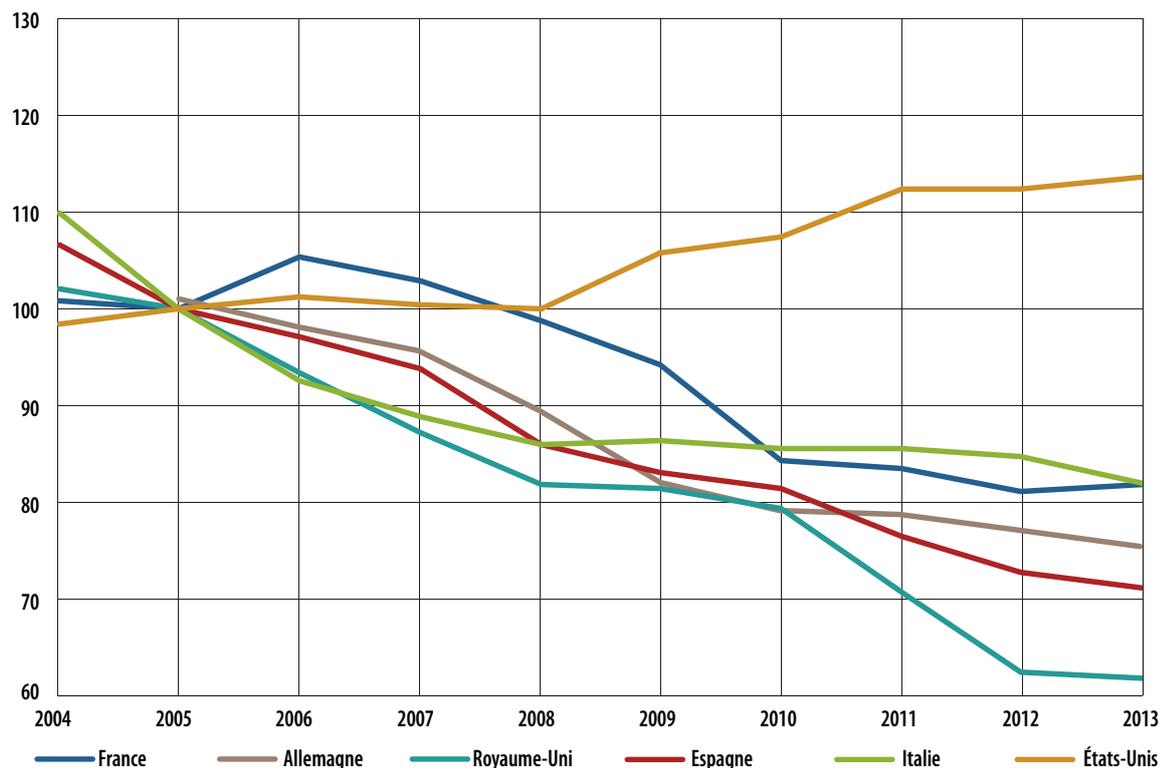
Évolution des effectifs civils, au sens de l'Otan

Année	France ⁽¹⁾	Allemagne	Royaume-Uni	Espagne	Italie	États-Unis
2004	81 037	123 627	108 510	34 989	41 044	700 064
2005	80 278	120 148	106 150	32 829	37 307	711 297
2006	84 482	117 300	99 180	31 933	34 505	719 189
2007	82 615	109 459	92 560	30 804	33 136	713 753
2008	79 194	100 555	86 970	28 185	32 057	712 767
2009	75 478	97 413	86 200	27 261	32 278	751 885
2010	67 511	96 522	84 180	26 648	31 952	764 735
2011	67 123	94 732	74 750	25 107	31 952	801 204
2012	65 057	92 709	66 140	23 873	31 580	800 337
2013	65 563	90 984	65 440	23 319	30 558	807 507

Source: Otan - Mémorandum statistique de décembre 2013 (retraitement DAF)

(1) Hors comptes de commerce.

Évolution des effectifs civils (2005 = 100)



6.3 L'effort de défense dans l'Union européenne

Dépenses de défense (hors pensions) en 2013

	en Md€ PPA
Royaume-Uni	43,9
Allemagne	32,1
France	31,4
Italie	13,6
Pologne	11,6
Espagne	10,6
Pays-Bas	6,5
Grèce	4,4
Suède	3,2
Belgique	2,9
Roumanie	2,7
Danemark	2,5
Portugal	2,4
République tchèque	2,2
Autriche	2,0
Finlande	2,0
Hongrie	1,5
Bulgarie	1,1
Croatie	1,0
République slovaque	0,9
Irlande	0,7
Estonie	0,5
Lituanie	0,4
Slovénie	0,4
Chypre	0,3
Lettonie	0,3
Luxembourg	0,1
Malte	0,05
Ensemble Union européenne	181

Dépenses de défense (hors pensions) en 2013

	en % du PIB
Royaume-Uni	2,09
Grèce	1,83
Estonie	1,80
Chypre	1,60
Pologne	1,55
France	1,52
Croatie	1,27
Danemark	1,19
Finlande	1,16
Bulgarie	1,09
Allemagne	1,09
Pays-Bas	1,05
Portugal	1,04
Suède	0,93
République tchèque	0,91
Roumanie	0,88
Slovénie	0,84
Lettonie	0,83
Espagne	0,83
Italie	0,79
Hongrie	0,76
République slovaque	0,76
Belgique	0,76
Lituanie	0,67
Autriche	0,64
Malte	0,46
Irlande	0,44
Luxembourg	0,35
Ensemble Union européenne	1,22

Dépenses d'équipement en 2013

	en M€ PPA
Royaume-Uni	12 679
France	12 159
Allemagne	7 831
Pologne	3 395
Italie	3 261
Espagne	3 165
Pays-Bas	1 330
Grèce	1 034
Suède	966
Finlande	570
Roumanie	566
Danemark	323
République tchèque	322
Portugal	321
Autriche	249
Hongrie	218
Belgique	200
Croatie	145
Estonie	138
Lettonie	76
République slovaque	76
Irlande	64
Luxembourg	52
Lituanie	52
Bulgarie	49
Chypre	45
Slovénie	15
Malte	0,5
Ensemble Union européenne	49 157

**Dépenses d'équipement
de défense en 2013**

en % de la dépense totale de défense

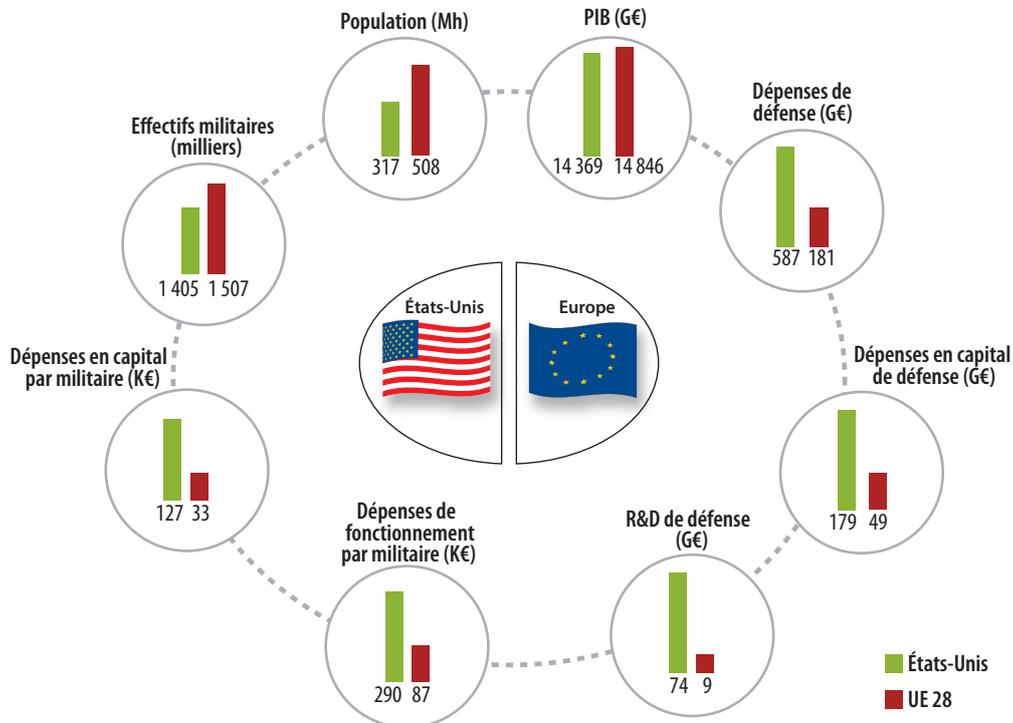
France	30,9
Luxembourg	30,3
Espagne	29,1
Estonie	25,4
Royaume-Uni	25,3
Suède	24,4
Pologne	23,1
Finlande	23,1
Lettonie	21,1
Allemagne	19,8
Grèce	18,5
Pays-Bas	16,6
Italie	15,5
Roumanie	13,3
Croatie	12,8
Hongrie	12,2
République tchèque	12,2
Danemark	11,4
Chypre	10,7
Lituanie	10,6
Autriche	10,0
Portugal	9,2
Irlande	7,0
République slovaque	6,1
Belgique	5,0
Bulgarie	3,5
Slovénie	2,9
Malte	0,8
Ensemble Union européenne	21,9

Effectif militaire en 2013

en milliers de personnes

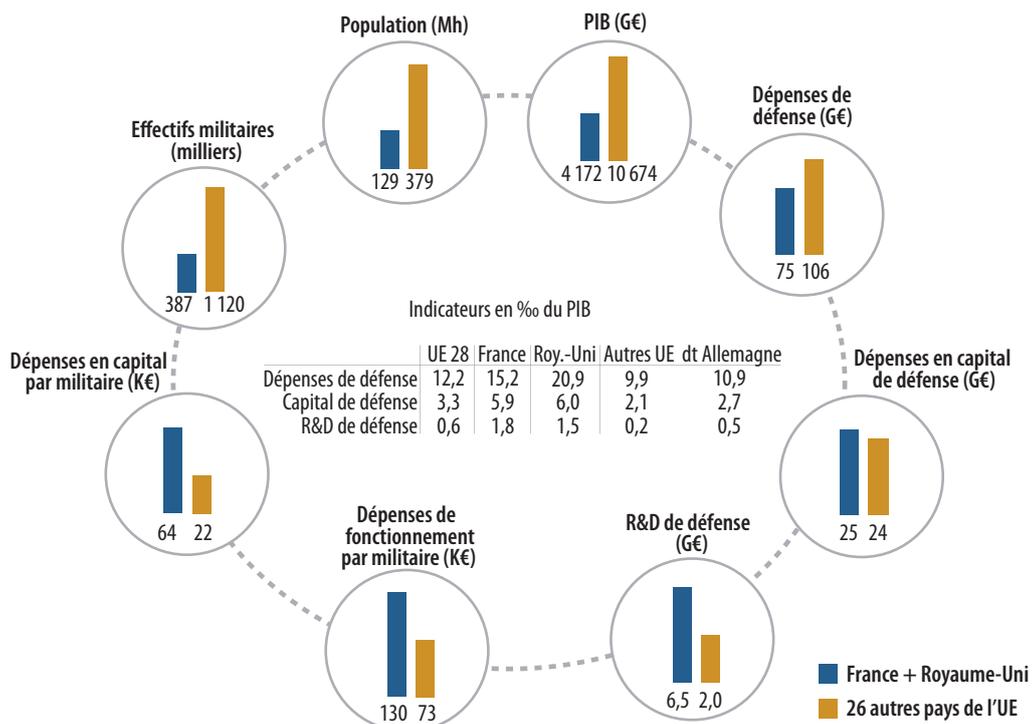
France	213,2
Italie	185,9
Royaume-Uni	174,3
Allemagne	171,0
Espagne	122,3
Grèce	108,9
Pologne	100,0
Roumanie	68,9
Pays-Bas	42,6
Autriche	38,0
Portugal	35,3
Belgique	30,7
Finlande	27,2
Bulgarie	25,7
Suède	25,3
République tchèque	20,5
Danemark	19,0
Hongrie	18,3
Croatie	16,0
République slovaque	15,2
Chypre	9,7
Irlande	9,5
Lituanie	9,3
Slovénie	7,2
Estonie	6,1
Lettonie	4,6
Malte	2,0
Luxembourg	0,9
Ensemble Union européenne	1 507,6

L'asymétrie de l'effort de défense entre l'Union européenne et les États-Unis



Données 2013 exprimées en parité de pouvoir d'achat en France hors pensions

La disparité de l'effort de défense des pays de l'Union européenne



Données 2013 exprimées en parité de pouvoir d'achat en France hors pensions

6.4 Les principaux programmes en coopération

Principaux programmes en coopération (en grisé, programmes intégrés à l'OCCAr)

Programme	PLF 2014 en M€		Pays partenaires								
	AE	CP	Alle- magne	Belgique	Espagne	Italie	Pays-Bas	Portugal	Royaume- Uni	Suède	Autres
Avion de transport futur (A400M)	319,2	392,7	X	X ⁽¹⁾	X				X		Turquie
Famille de systèmes sol-air futurs (FSAF)	250,6	81,27				X					
Frégate antiaérienne Horizon	0	6,12				X					
Frégate multimission (FREMM)	0	461,76				X					
Hélicoptère Tigre (HAP-HAD)	74,49	207,02	X		X						
Comcept (satellite)	2,6	26,1				X					
Hélios II (satellite)	0	0,88		X	X	X					
Syracuse III (satellite)	0	48,23				X					
MUSIS (satellite) ⁽⁵⁾	0	0				X					
Lance-roquette unitaire (LRU)	0	24,44	X			X					
Missile d'interception à domaine élargi (MIDE)	0	12,76	X		X	X			X ⁽²⁾	X	
Hélicoptère NH 90	795,85	281,28	X	X		X	X	X ⁽³⁾			
Système principal de missiles antiaériens (PAAMS) ⁽⁴⁾	0	3,94				X			X		
Torpille MU 90	0	7,93				X					

(1) La Belgique agit également pour le compte du Luxembourg.

(2) Programme piloté par le Royaume-Uni.

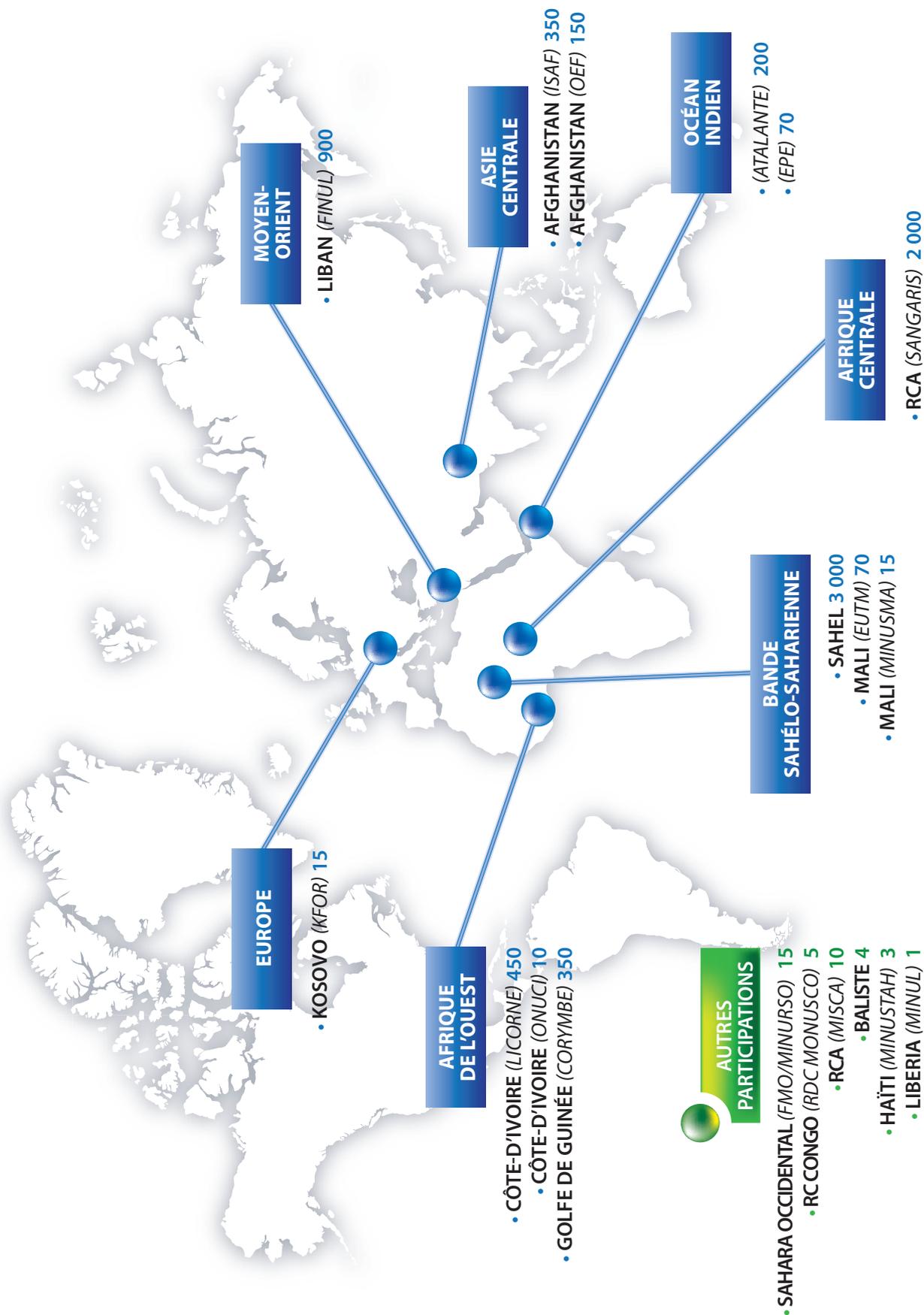
(3) Uniquement pour la production.

(4) Coopération OCCAr uniquement pour la partie missiles.

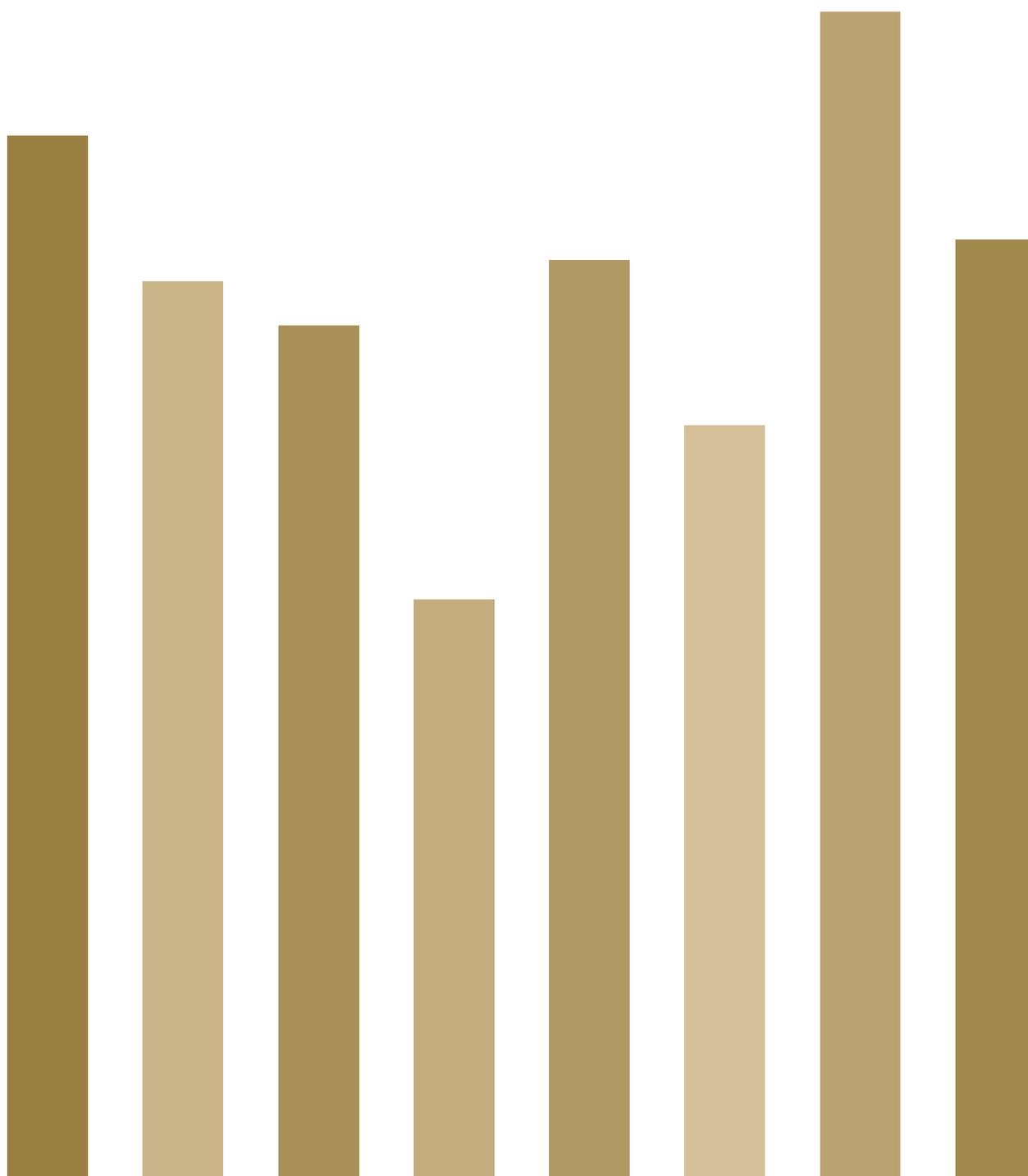
(5) Coopération OCCAr uniquement pour la couche d'interopérabilité franco-italienne.

6.5 Les forces françaises déployées en opération extérieure au 31 mai 2014

Source : EMA



ANNEXES : SÉRIES LONGUES



A.1.1 Le PIB et les principaux agrégats des comptes nationaux

A.1.1.1 Le PIB et les principaux agrégats des comptes nationaux en valeur (en M€ courants)

Année	FBCF*					Consommation finale					Variation de stocks	Exportations de biens et services	Importations de biens et services
	PIB	FBCF totale	dont FBCF des SNFEl**	Dépense de conso finale totale	dont dépense de conso finale des ménages	dont dépense de conso finale des APU***	dont dépense de conso finale des institutions sans but lucratif au serv. des ménages	Exportations de biens et services	Importations de biens et services				
1980	444 706	98 264	49 162	347 482	245 544	95 104	6 835	5 615	95 167	102 177			
1985	744 465	137 895	70 708	609 987	427 559	171 676	10 753	-661	177 277	180 606			
1986	800 920	149 070	77 709	649 102	455 487	182 358	11 257	3 732	166 611	168 193			
1987	841 068	161 151	84 906	686 484	484 233	190 432	11 820	2 886	168 394	178 458			
1988	909 152	181 520	95 800	727 855	513 337	201 893	12 624	6 040	189 190	196 112			
1989	979 417	200 333	106 942	775 794	550 123	212 124	13 548	10 243	216 897	224 619			
1990	1 032 780	213 112	115 651	818 007	578 933	224 455	14 620	9 989	221 854	231 021			
1991	1 071 173	218 894	118 937	852 003	598 853	237 786	15 364	3 840	233 636	237 993			
1992	1 107 985	214 588	114 840	888 182	618 486	252 585	17 111	-2 063	241 630	235 054			
1993	1 119 833	201 590	104 905	913 385	627 364	268 307	17 715	-13 961	237 384	219 251			
1994	1 157 881	205 636	107 183	937 336	644 513	274 162	18 661	-1 932	255 118	238 960			
1995	1 196 181	208 936	109 717	964 261	660 972	282 812	20 477	4 643	274 587	256 959			
1996	1 226 607	211 855	110 450	997 849	682 412	293 502	21 936	-3 668	286 874	266 999			
1997	1 264 843	213 793	111 535	1 015 561	690 453	302 560	22 549	-1 653	327 919	291 568			
1998	1 321 104	229 337	122 114	1 047 746	718 097	305 576	24 073	9 654	349 666	316 190			
1999	1 367 005	249 333	133 702	1 080 734	738 884	316 583	25 267	6 776	360 267	331 111			
2000	1 439 603	271 953	147 635	1 138 911	782 187	329 904	26 820	13 367	414 805	400 475			
2001	1 495 554	282 433	154 553	1 186 090	816 336	340 976	28 778	8 994	424 143	407 144			
2002	1 542 928	281 089	151 394	1 232 540	840 599	361 851	30 090	4 791	424 375	400 837			
2003	1 587 903	290 657	152 379	1 280 560	872 487	377 986	30 087	1 751	411 442	397 232			
2004	1 655 572	309 191	159 810	1 330 732	906 609	393 362	30 761	8 121	432 826	426 132			
2005	1 718 047	332 319	169 659	1 385 833	946 116	408 147	31 570	9 806	452 871	463 750			
2006	1 798 116	360 376	181 990	1 441 776	986 594	421 742	33 440	13 733	485 914	504 713			
2007	1 886 792	394 622	203 211	1 501 588	1 030 452	435 652	35 484	18 741	506 724	535 937			
2008	1 933 195	411 879	214 005	1 549 583	1 063 662	449 934	35 987	11 496	520 974	561 663			
2009	1 885 763	367 485	185 053	1 562 873	1 057 738	467 210	37 925	-10 664	440 683	475 139			
2010	1 936 720	377 155	198 916	1 606 910	1 085 267	481 828	39 815	-4 195	494 523	538 347			
2011	2 001 398	399 953	210 087	1 645 235	1 113 880	489 971	41 384	14 818	538 282	597 591			
2012	2 032 297	401 793	208 386	1 675 006	1 129 799	502 729	42 478	-124	557 574	602 621			

Source : Comptes nationaux - base 2005, Insee

Leuro n'existant pas avant le 1^{er} janvier 1999, les séries antérieures à cette date sont des séries en francs, divisées par le taux fixe euro/franc (6,55957).

** Sociétés non financières et entrepreneurs individuels. *** Administrations publiques.

A.1.1.2 Le PIB et les principaux agrégats des comptes nationaux en volume (base 2005, en M€ 2005, aux prix de l'année précédente, chaînés)

Année	FBCF*				Consommation finale						Variation de stocks	Exportations de biens et services	Importations de biens et services
	PIB	FBCF totale	dont FBCF des SNFIE**	Dépense de conso finale totale	dont dépense de conso finale des ménages	dont dépense de conso finale des APU***	dont dépense de conso finale des institutions sans but lucratif au serv. des ménages	Exportations de biens et services	Importations de biens et services				
1980	1 032 187	199 711	91 290	831 735	573 229	241 558	15 761	6 692	139 903	145 587			
1985	1 114 452	187 490	88 542	922 468	625 999	280 007	16 120	-6 082	165 500	157 103			
1986	1 139 594	196 060	93 913	952 597	648 442	287 391	16 219	-180	163 878	167 663			
1987	1 166 813	205 598	99 728	981 984	669 180	295 201	16 941	-145	168 533	180 584			
1988	1 221 276	224 825	109 576	1 014 325	690 201	305 725	17 815	2 812	182 848	195 858			
1989	1 272 420	241 562	118 855	1 040 606	711 096	310 035	18 480	6 288	200 832	211 645			
1990	1 305 760	251 085	125 923	1 067 916	727 827	319 824	19 461	5 775	209 064	222 173			
1991	1 319 332	250 417	126 288	1 082 003	731 063	330 696	20 242	-1 976	221 855	228 621			
1992	1 338 830	245 472	122 766	1 099 169	736 949	341 005	21 931	-5 448	234 761	232 479			
1993	1 329 896	230 727	113 234	1 108 580	735 303	352 952	22 108	-18 160	235 303	224 493			
1994	1 359 784	234 634	115 789	1 121 336	746 004	353 894	22 936	-4 430	254 045	244 321			
1995	1 387 623	238 845	118 812	1 134 365	757 530	353 538	24 422	2 178	274 947	262 330			
1996	1 402 437	240 425	119 254	1 154 362	769 034	361 015	25 590	-8 996	284 889	268 224			
1997	1 433 064	241 638	121 333	1 161 003	771 423	365 385	25 670	-4 360	321 454	289 350			
1998	1 481 477	259 417	133 417	1 188 610	799 466	362 922	26 908	6 689	347 779	323 031			
1999	1 530 247	281 571	146 127	1 222 476	826 861	368 160	27 842	5 494	363 719	344 473			
2000	1 586 562	300 656	156 006	1 258 401	854 446	375 019	29 178	12 495	408 694	395 566			
2001	1 615 685	307 244	161 866	1 284 458	874 310	379 919	30 362	7 510	419 196	404 462			
2002	1 630 693	301 255	157 211	1 309 643	889 641	387 084	33 011	3 857	425 970	411 472			
2003	1 645 361	307 957	158 272	1 332 811	906 538	394 380	31 933	-1 361	420 286	414 875			
2004	1 687 230	318 293	163 542	1 357 304	922 816	403 077	31 434	9 834	440 321	439 282			
2005	1 718 047	332 319	169 659	1 385 833	946 116	408 147	31 570	9 806	452 871	463 750			
2006	1 760 429	345 467	176 061	1 413 128	967 089	413 789	32 251	11 782	476 348	487 193			
2007	1 800 659	367 327	192 042	1 443 256	989 609	420 041	33 593	15 686	487 451	514 009			
2008	1 799 206	368 473	197 077	1 451 100	992 240	425 387	33 476	11 588	485 942	518 745			
2009	1 742 584	329 524	170 081	1 464 530	993 555	436 122	34 944	-9 121	427 133	468 749			
2010	1 772 639	334 023	181 255	1 488 388	1 008 244	443 955	36 263	-6 729	467 551	510 477			
2011	1 808 569	343 831	186 819	1 496 466	1 013 773	445 910	36 853	11 852	492 819	536 676			
2012	1 808 820	339 639	182 978	1 499 241	1 009 416	452 314	37 566	-3 249	504 571	531 023			

Source : Comptes nationaux - base 2005, Insee

Leuro n'existant pas avant le 1^{er} janvier 1999, les séries antérieures à cette date sont des séries en francs, divisées par le taux fixe euro/franc (6,55957).

** Sociétés non financières et entrepreneurs individuels. *** Administrations publiques.

A.1.1.3 Les indices de prix (base 2005)

Année	Produit intérieur brut	FBCF			Consommation finale					Exportations de biens et services	Importations de biens et services
		Formation brute de capital fixe totale	dont formation brute de capital fixe des SNFEI	Dépense de conso finale totale	dont dépense de conso finale des ménages	dont dépense de conso finale des APU	dont dépense de conso finale des instit. sans but lucratif à serv des ménages				
1980	43,1	49,2	53,9	41,8	42,8	39,4	43,4	68,0	70,2		
1985	66,8	73,5	79,9	66,1	68,3	61,3	66,7	107,1	115,0		
1986	70,3	76,0	82,7	68,1	70,2	63,5	69,4	101,7	100,3		
1987	72,1	78,4	85,1	69,9	72,4	64,5	69,8	99,9	98,8		
1988	74,4	80,7	87,4	71,8	74,4	66,0	70,9	103,5	100,1		
1989	77,0	82,9	90,0	74,6	77,4	68,4	73,3	108,0	106,1		
1990	79,1	84,9	91,8	76,6	79,5	70,2	75,1	106,1	104,0		
1991	81,2	87,4	94,2	78,7	81,9	71,9	75,9	105,3	104,1		
1992	82,8	87,4	93,5	80,8	83,9	74,1	78,0	102,9	101,1		
1993	84,2	87,4	92,6	82,4	85,3	76,0	80,1	100,9	97,7		
1994	85,2	87,6	92,6	83,6	86,4	77,5	81,4	100,4	97,8		
1995	86,2	87,5	92,3	85,0	87,3	80,0	83,8	99,9	98,0		
1996	87,5	88,1	92,6	86,4	88,7	81,3	85,7	100,7	99,5		
1997	88,3	88,5	91,9	87,5	89,5	82,8	87,8	102,0	100,8		
1998	89,2	88,4	91,5	88,1	89,8	84,2	89,5	100,5	97,9		
1999	89,3	88,6	91,5	88,4	89,4	86,0	90,7	99,1	96,1		
2000	90,7	90,5	94,6	90,5	91,5	88,0	91,9	101,5	101,2		
2001	92,6	91,9	95,5	92,3	93,4	89,7	94,8	101,2	100,7		
2002	94,6	93,3	96,3	94,1	94,5	93,5	91,2	99,6	97,4		
2003	96,5	94,4	96,3	96,1	96,2	95,8	94,2	97,9	95,7		
2004	98,1	97,1	97,7	98,0	98,2	97,6	97,9	98,3	97,0		
2005	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0		
2006	102,1	104,3	103,4	102,0	102,0	101,9	103,7	102,0	103,6		
2007	104,8	107,4	105,8	104,0	104,1	103,7	105,6	104,0	104,3		
2008	107,4	111,8	108,6	106,8	107,2	105,8	107,5	107,2	108,3		
2009	108,2	111,5	108,8	106,7	106,5	107,1	108,5	103,2	101,4		
2010	109,3	112,9	109,7	108,0	107,6	108,5	109,8	105,8	105,5		
2011	110,7	116,3	112,5	109,9	109,9	109,9	112,3	109,2	111,4		
2012	112,4	118,3	113,9	111,7	111,9	111,1	113,1	110,5	113,5		

Source: Comptes nationaux - base 2005, Insee

A.1.2 La production des branches

A.1.2.1 La production des branches en valeur (base 2005, en M€ courants)

Année	Industrie											Services principale- ment non marchands	Services principale- ment marchands	Ensemble
	AZ	DE	C1	C2	C3	C4	C5	BE	FZ	GU	OQ			
1980	39 423	27 979	52 848	23 644	39 925	27 477	135 148	307 022	73 562	323 038	103 033	846 077		
1985	61 338	50 786	85 713	33 755	59 308	43 924	206 020	479 506	97 768	552 014	183 479	1 374 104		
1986	62 256	50 437	88 664	20 549	61 813	46 542	205 344	473 348	106 064	592 254	194 635	1 428 557		
1987	62 751	49 758	89 990	16 965	62 483	49 298	209 292	477 786	113 157	629 530	203 842	1 487 066		
1988	63 347	50 123	94 748	15 435	65 915	55 024	226 363	507 607	125 308	683 159	217 571	1 596 991		
1989	69 483	52 815	101 039	17 473	70 256	61 463	246 079	549 125	134 855	756 512	228 785	1 738 761		
1990	71 853	55 569	105 853	19 463	73 215	65 254	250 514	569 868	142 250	800 906	242 539	1 827 415		
1991	66 902	60 231	108 608	20 076	75 238	66 132	251 551	581 834	146 390	834 610	256 467	1 886 203		
1992	68 069	61 458	112 193	17 911	74 094	67 827	249 112	582 596	150 300	862 028	271 951	1 934 943		
1993	64 930	62 446	110 669	18 005	70 628	62 503	236 396	560 646	141 065	876 039	287 897	1 930 577		
1994	68 866	62 578	111 329	16 335	72 835	67 043	248 183	578 303	139 368	899 004	295 250	1 980 790		
1995	71 729	64 566	114 745	16 912	79 158	67 878	268 174	611 432	141 640	935 468	305 107	2 065 376		
1996	72 851	67 042	114 957	20 540	79 958	69 421	262 875	614 791	138 148	962 946	318 800	2 107 537		
1997	74 170	67 389	118 855	22 292	84 255	78 557	276 725	648 072	137 576	999 557	328 740	2 188 114		
1998	75 450	68 810	118 713	18 070	90 506	88 650	289 495	674 244	141 901	1 057 738	333 498	2 282 830		
1999	74 670	70 178	119 037	20 697	94 712	101 227	294 519	700 370	151 615	1 127 716	344 429	2 398 800		
2000	75 911	76 051	122 351	34 451	107 180	110 189	322 297	772 519	169 244	1 228 233	358 938	2 604 845		
2001	77 509	81 014	128 374	31 022	105 784	120 005	328 946	795 145	177 678	1 298 927	370 335	2 719 593		
2002	77 301	83 382	129 217	27 883	96 869	117 833	322 610	777 794	182 741	1 353 542	389 098	2 780 475		
2003	72 704	87 941	128 504	28 537	92 179	112 510	318 656	768 326	190 527	1 393 855	404 305	2 829 717		
2004	74 821	90 791	131 132	33 604	93 013	117 200	329 274	795 014	204 850	1 460 475	421 913	2 957 073		
2005	74 705	101 833	130 589	42 038	92 575	122 934	339 856	829 824	222 125	1 528 605	438 965	3 094 223		
2006	72 455	112 610	134 173	47 142	96 292	126 255	357 073	873 544	245 919	1 616 328	455 388	3 263 634		
2007	78 723	130 241	143 462	47 306	99 389	126 776	373 970	921 144	269 888	1 696 926	472 862	3 439 543		
2008	80 452	135 639	150 971	56 580	98 849	125 092	375 280	942 411	284 173	1 747 806	489 000	3 543 843		
2009	74 759	133 724	140 703	35 941	80 438	104 624	321 866	817 296	265 318	1 705 718	507 917	3 371 007		
2010	80 335	144 744	141 944	40 798	86 188	117 501	341 696	872 871	256 258	1 766 956	525 267	3 501 687		
2011	86 409	149 478	154 185	50 834	90 651	125 694	363 701	934 543	270 021	1 830 412	534 259	3 655 645		
2012	91 041	156 646	159 254	49 193	89 508	121 981	354 482	931 066	275 199	1 853 942	548 150	3 699 400		

Source : Comptes nationaux - base 2005, Insee

A.1.2.2 La production des branches en volume (en M€ 2005, aux prix de l'année précédente, chaînés)

Année Code	Industrie										Total industrie	Construction	Services principale- ment non marchands	Services principale- ment marchands	Ensemble
	AZ	DE	C1	C2	C3	C4	C5	BE	FZ	GU					
1980	58 950	55 888	91 645	60 115	38 699	52 700	238 027	517 298	173 824	715 704	269 732	1 743 809			
1985	65 763	60 264	102 320	45 764	43 862	58 612	238 484	534 656	159 132	800 921	307 662	1 871 110			
1986	66 087	62 345	104 418	44 131	45 372	59 803	239 246	541 233	166 444	832 051	314 689	1 920 593			
1987	69 180	63 704	106 217	40 609	46 290	61 171	241 657	547 375	171 856	864 762	323 990	1 975 406			
1988	68 345	64 535	109 629	40 095	48 717	65 909	251 712	569 290	184 247	913 648	336 295	2 068 206			
1989	68 418	66 494	112 424	38 579	51 478	71 236	262 204	592 809	193 539	970 929	340 638	2 162 745			
1990	71 631	67 913	116 184	38 997	53 988	71 160	268 236	607 618	198 174	1 005 833	350 746	2 230 155			
1991	68 046	71 802	118 122	40 035	56 429	68 950	270 616	617 185	196 833	1 014 821	361 916	2 253 702			
1992	72 442	71 917	119 783	40 267	56 528	69 751	270 198	619 572	198 445	1 030 920	372 252	2 287 559			
1993	69 974	71 747	119 562	41 500	56 308	64 273	261 582	605 364	183 296	1 027 350	383 781	2 261 886			
1994	70 649	71 407	121 241	40 496	59 637	68 381	271 741	624 987	180 057	1 046 155	385 933	2 301 670			
1995	72 118	73 587	123 850	42 325	64 950	69 253	283 119	649 603	181 701	1 082 159	385 277	2 366 649			
1996	74 284	75 907	124 732	45 553	65 927	70 779	280 394	654 117	175 096	1 103 365	395 362	2 398 243			
1997	75 328	75 758	125 927	45 785	71 018	80 074	293 452	684 554	170 869	1 142 495	399 652	2 470 962			
1998	76 739	78 393	128 070	46 141	78 459	91 253	309 449	726 194	174 375	1 198 373	398 302	2 574 189			
1999	78 499	81 310	130 032	44 322	84 727	104 598	318 786	761 303	183 424	1 263 041	403 367	2 690 347			
2000	78 809	85 589	128 932	44 740	96 438	111 637	336 553	803 911	198 978	1 345 861	410 491	2 838 816			
2001	76 592	88 242	129 296	45 695	97 434	119 200	341 011	820 851	203 771	1 396 258	414 517	2 912 632			
2002	78 276	90 602	130 293	42 810	92 746	115 812	336 954	809 273	203 518	1 421 866	420 139	2 933 102			
2003	69 141	93 440	129 185	42 540	90 516	113 447	331 980	800 784	206 121	1 439 783	424 840	2 940 030			
2004	76 765	95 389	130 619	42 952	92 836	117 960	336 441	816 059	211 934	1 485 262	434 002	3 023 974			
2005	74 705	101 833	130 589	42 038	92 575	122 934	339 856	829 824	222 125	1 528 605	438 965	3 094 223			
2006	73 266	104 353	132 303	41 778	95 707	124 740	348 673	847 554	233 390	1 591 760	444 327	3 190 296			
2007	73 937	117 458	135 841	40 742	98 249	122 027	356 939	871 653	245 773	1 640 909	451 022	3 283 474			
2008	75 253	115 403	133 815	41 020	97 525	119 408	348 617	856 259	243 455	1 655 031	454 691	3 284 465			
2009	75 540	113 021	131 552	34 900	79 544	99 276	310 462	770 686	226 940	1 588 943	463 450	3 123 640			
2010	73 910	119 278	132 162	32 141	86 566	111 056	324 212	807 448	215 001	1 624 456	471 228	3 188 559			
2011	75 758	114 601	135 332	32 177	90 244	117 497	333 024	823 672	218 150	1 669 408	471 796	3 254 876			
2012	74 571	116 390	135 724	28 502	88 522	112 882	323 085	805 563	216 820	1 673 584	477 500	3 243 738			

Source : Comptes nationaux - base 2005, Insee

A.1.2.3 Les indices de prix de la production (base 2005, en M€ 2005, aux prix de l'année précédente, chaînés)

Année Code	Industrie										Ensemble	
	Agriculture	Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	Fabrication denrées alimentaires, boissons, produits à base de tabac	Cokéfaction et raffinage	Fabrication équipements électroniques, informatiques ; fabrication de machines	Fabrication de matériels de transport	Fabrication d'autres produits industriels	Total industrie	Construction	Services principalement marchands		Services principalement non marchands
	AZ	DE	C1	C2	C3	C4	C5	BE	FZ	GU	OQ	
1980	67	50	58	39	103	52	57	59	42	45	38	48,519
1985	93	84	84	74	135	75	86	90	61	69	60	73,438
1986	94	81	85	47	136	78	86	87	64	71	62	74,381
1987	91	78	85	42	135	81	87	87	66	73	63	75,279
1988	93	78	86	38	135	83	90	89	68	75	65	77,216
1989	102	79	90	45	136	86	94	93	70	78	67	80,396
1990	100	82	91	50	136	92	93	94	72	80	69	81,941
1991	98	84	92	50	133	96	93	94	74	82	71	83,694
1992	94	85	94	44	131	97	92	94	76	84	73	84,585
1993	93	87	93	43	125	97	90	93	77	85	75	85,353
1994	97	88	92	40	122	98	91	93	77	86	77	86,059
1995	99	88	93	40	122	98	95	94	78	86	79	87,270
1996	98	88	92	45	121	98	94	94	79	87	81	87,878
1997	98	89	94	49	119	98	94	95	81	87	82	88,553
1998	98	88	93	39	115	97	94	93	81	88	84	88,682
1999	95	86	92	47	112	97	92	92	83	89	85	89,163
2000	96	89	95	77	111	99	96	96	85	91	87	91,758
2001	101	92	99	68	109	101	96	97	87	93	89	93,372
2002	99	92	99	65	104	102	96	96	90	95	93	94,796
2003	105	94	99	67	102	99	96	96	92	97	95	96,248
2004	97	95	100	78	100	99	98	97	97	98	97	97,788
2005	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100,000
2006	99	108	101	113	101	101	102	103	105	102	102	102,299
2007	106	111	106	116	101	104	105	106	110	103	105	104,753
2008	107	118	113	138	101	105	108	110	117	106	108	107,897
2009	99	118	107	103	101	105	104	106	117	107	110	107,919
2010	109	121	107	127	100	106	105	108	119	109	111	109,820
2011	114	130	114	158	100	107	109	113	124	110	113	112,313
2012	122	135	117	173	101	108	110	116	127	111	115	114,047

Source : Comptes nationaux - base 2005, Insee

A.1.3 L'emploi intérieur salarié par branche

A.1.3.1 L'emploi intérieur *salarié* par branche (en milliers de personnes, « en équivalent temps plein »)

Année Code	Industrie										Total industrie	Construction	Services principale- ment non marchands	Services principale- ment marchands	Ensemble
	AZ	DE	C1	C2	C3	C4	C5	BE	FZ	GU					
1980	336,8	268,6	504,8	16,3	651,2	493,6	2 968,1	4 902,7	1 521,2	6 624,8	4 769,1	18 154,6			
1985	284,2	280,2	515,6	11,9	584,7	432,7	2 528,1	4 353,2	1 259,9	7 014,2	5 298,0	18 209,6			
1986	279,2	277,5	514,4	11,9	578,1	416,5	2 477,0	4 275,4	1 267,0	7 141,0	5 382,1	18 344,6			
1987	273,9	275,3	514,0	12,4	564,0	397,9	2 415,1	4 178,6	1 281,7	7 347,3	5 480,4	18 561,8			
1988	272,3	274,6	512,2	13,3	560,9	385,8	2 378,2	4 124,9	1 311,2	7 587,7	5 529,7	18 825,9			
1989	272,3	271,3	513,3	14,2	569,0	383,8	2 397,7	4 149,3	1 355,6	7 873,7	5 626,1	19 277,0			
1990	277,5	267,1	514,8	14,2	586,8	378,5	2 409,7	4 171,1	1 382,1	8 069,1	5 697,2	19 597,0			
1991	279,0	263,7	511,9	13,3	587,8	369,1	2 358,4	4 104,2	1 376,7	8 125,1	5 807,6	19 692,5			
1992	276,9	261,8	504,2	12,9	570,9	354,0	2 266,5	3 970,3	1 315,7	8 168,0	5 905,2	19 636,1			
1993	277,0	257,3	505,1	12,3	538,1	336,5	2 144,6	3 793,9	1 246,3	8 100,1	5 997,8	19 415,1			
1994	284,3	258,7	510,6	11,6	523,2	319,6	2 071,3	3 695,1	1 214,8	8 237,5	6 108,1	19 539,7			
1995	291,0	259,9	519,8	11,2	526,1	313,9	2 067,6	3 698,5	1 213,5	8 376,6	6 168,3	19 747,9			
1996	297,3	260,7	527,7	11,1	523,0	310,2	2 034,9	3 667,5	1 182,8	8 447,9	6 233,2	19 828,7			
1997	305,0	261,4	541,2	10,3	516,6	307,5	2 003,9	3 641,0	1 154,9	8 619,3	6 279,2	19 999,3			
1998	311,4	259,8	547,8	9,0	520,4	307,2	1 991,9	3 636,1	1 149,7	8 935,1	6 331,6	20 363,9			
1999	318,7	260,3	548,9	8,3	517,8	305,6	1 974,9	3 615,9	1 171,6	9 352,5	6 415,0	20 873,7			
2000	319,4	272,5	551,9	9,3	523,7	316,3	1 973,8	3 647,4	1 225,1	9 845,8	6 479,4	21 517,1			
2001	323,3	277,7	551,2	9,1	526,8	320,0	1 988,0	3 672,8	1 262,7	10 216,2	6 515,3	21 990,3			
2002	322,9	275,7	561,6	8,5	495,7	316,5	1 942,2	3 600,1	1 291,1	10 457,6	6 532,4	22 204,2			
2003	321,6	271,4	570,0	8,7	477,3	311,1	1 889,7	3 528,3	1 300,2	10 516,9	6 585,3	22 252,3			
2004	325,0	274,5	552,6	8,8	456,7	300,4	1 824,9	3 417,9	1 324,9	10 590,9	6 613,2	22 271,9			
2005	326,9	275,2	550,6	8,5	438,3	301,4	1 776,8	3 350,9	1 376,5	10 693,2	6 666,2	22 413,5			
2006	325,5	274,6	555,0	8,5	430,5	294,7	1 731,8	3 295,2	1 436,0	10 860,3	6 753,4	22 670,4			
2007	321,6	277,4	551,2	8,4	428,7	288,5	1 705,2	3 259,4	1 495,9	11 079,2	6 828,7	22 984,7			
2008	318,8	271,5	547,7	8,3	426,8	281,0	1 677,5	3 212,7	1 537,2	11 170,7	6 819,0	23 058,3			
2009	308,3	286,2	536,5	7,6	383,7	263,9	1 595,0	3 072,9	1 537,1	10 941,8	6 795,3	22 655,4			
2010	304,2	286,6	535,8	7,3	359,8	249,7	1 520,9	2 960,1	1 505,9	11 016,3	6 824,8	22 611,2			
2011	301,1	289,2	534,7	7,1	353,5	248,6	1 499,4	2 932,4	1 494,8	11 163,6	6 838,6	22 730,5			
2012	297,3	295,0	530,2	6,8	351,5	252,0	1 480,2	2 915,7	1 485,9	11 163,2	6 816,2	22 678,4			

Source : Comptes nationaux - base 2005, Insee

A.1.3.2 L'emploi intérieur *salaré* par branche (en milliers de personnes)

Année Code	Industrie										Total industrie	Construction		Services principale- ment non marchands		Ensemble
	AZ	DE	C1	C2	C3	C4	C5	BE	FZ	GU		OQ				
1980	404,5	272,5	526,8	17,2	680,1	515,1	3 107,6	5 119,3	1 585,0	7 143,2	4 966,4	19 218,4				
1985	341,0	282,9	535,3	12,6	610,1	451,0	2 638,9	4 530,9	1 307,3	7 537,1	5 587,9	19 304,2				
1986	336,9	279,7	534,6	12,6	603,0	433,8	2 585,1	4 448,8	1 313,3	7 665,4	5 688,8	19 453,1				
1987	331,0	277,0	533,6	12,9	587,6	414,3	2 516,1	4 341,4	1 325,8	7 879,5	5 804,5	19 682,2				
1988	328,0	276,1	531,9	13,7	583,5	401,0	2 472,5	4 278,7	1 352,8	8 128,6	5 843,7	19 931,7				
1989	327,7	272,4	532,9	14,6	591,0	398,4	2 488,7	4 298,0	1 394,5	8 416,4	5 944,5	20 381,2				
1990	328,7	267,7	533,5	14,6	608,8	392,4	2 497,4	4 314,4	1 418,2	8 605,4	6 000,7	20 667,4				
1991	334,8	264,2	530,7	13,6	609,8	382,7	2 445,4	4 246,4	1 411,8	8 695,0	6 123,6	20 811,7				
1992	335,8	262,4	524,6	13,2	591,6	367,3	2 351,1	4 110,1	1 351,3	8 747,1	6 240,4	20 784,8				
1993	340,0	257,6	525,4	12,6	558,1	348,8	2 225,4	3 927,9	1 281,2	8 725,3	6 373,3	20 647,6				
1994	349,2	259,3	534,0	11,9	543,8	331,6	2 153,8	3 834,4	1 250,4	8 912,2	6 502,4	20 848,6				
1995	359,3	261,1	545,3	11,5	548,7	326,7	2 153,3	3 846,7	1 248,5	9 110,6	6 586,8	21 152,0				
1996	372,9	262,3	556,1	11,4	545,7	323,3	2 120,7	3 819,6	1 216,9	9 262,9	6 685,2	21 357,4				
1997	388,0	265,1	568,3	10,7	538,9	320,5	2 087,3	3 790,8	1 186,6	9 467,1	6 742,2	21 574,7				
1998	402,6	267,4	578,3	9,3	542,9	320,5	2 078,0	3 796,5	1 184,0	9 846,5	6 804,3	22 034,0				
1999	411,7	269,4	581,0	8,6	540,1	318,7	2 064,0	3 781,8	1 210,8	10 317,9	6 890,7	22 612,9				
2000	394,4	280,9	583,7	9,5	545,5	329,6	2 061,3	3 810,4	1 269,8	10 820,6	6 975,7	23 270,8				
2001	385,1	287,6	583,2	9,3	548,8	333,2	2 076,3	3 838,3	1 309,7	11 152,6	6 996,7	23 682,4				
2002	370,5	286,1	595,8	8,7	517,2	329,6	2 028,4	3 765,8	1 339,5	11 311,9	7 038,0	23 825,8				
2003	370,1	282,9	600,9	8,9	498,1	323,9	1 974,0	3 688,8	1 347,2	11 349,8	7 103,3	23 859,2				
2004	382,4	285,5	584,1	9,1	476,7	312,6	1 907,2	3 575,2	1 371,2	11 430,0	7 118,6	23 877,4				
2005	380,1	287,6	581,5	8,8	457,5	313,5	1 854,9	3 503,9	1 428,0	11 522,8	7 179,5	24 014,3				
2006	370,4	288,2	582,3	8,8	448,8	306,4	1 806,1	3 440,6	1 486,3	11 720,0	7 254,6	24 271,9				
2007	362,2	290,1	578,0	8,7	446,9	300,3	1 777,7	3 401,8	1 550,3	11 961,2	7 346,2	24 621,7				
2008	347,9	285,4	575,3	8,6	445,1	292,8	1 750,8	3 358,0	1 594,7	12 063,7	7 370,2	24 734,5				
2009	336,5	301,4	566,1	7,9	401,6	275,9	1 668,6	3 221,6	1 598,0	11 846,5	7 367,3	24 369,9				
2010	325,7	302,1	564,9	7,6	376,8	261,1	1 591,1	3 103,6	1 568,5	11 942,2	7 395,4	24 335,5				
2011	322,5	303,7	561,2	7,4	368,0	258,5	1 563,5	3 062,3	1 550,0	12 061,6	7 426,8	24 423,2				
2012	317,0	309,2	556,8	7,1	366,5	262,1	1 542,4	3 044,1	1 539,6	12 061,9	7 412,9	24 375,4				

Source : Comptes nationaux - base 2005, Insee

A.1.3.3 L'emploi intérieur total par branche (en milliers de personnes, en « équivalent temps plein »)

Année	Industrie										Total industrie	Construction	Services principalement marchands	Services principalement non marchands	Ensemble
	AZ	DE	C1	C2	C3	C4	C5	BE	FZ	GU					
1980	2 037,1	272,1	580,0	16,3	664,8	494,3	3 096,6	5 124,0	1 941,9	7 891,7	5 000,0	21 994,6			
1985	1 733,0	283,0	589,2	11,9	597,8	433,5	2 639,7	4 555,2	1 646,9	8 255,0	5 561,1	21 751,1			
1986	1 679,0	280,3	587,3	11,9	590,5	417,3	2 586,9	4 474,2	1 654,3	8 401,8	5 651,5	21 860,8			
1987	1 617,2	278,0	585,8	12,4	576,5	398,6	2 523,8	4 375,1	1 671,1	8 621,8	5 756,5	22 041,6			
1988	1 557,4	277,4	582,7	13,3	573,2	386,5	2 485,4	4 318,5	1 702,3	8 892,3	5 811,3	22 281,9			
1989	1 495,1	274,1	582,0	14,2	581,1	384,5	2 502,6	4 338,6	1 747,1	9 199,2	5 911,1	22 691,2			
1990	1 431,7	270,0	581,1	14,2	598,1	379,3	2 510,7	4 353,3	1 766,3	9 391,0	5 984,9	22 927,3			
1991	1 375,9	266,5	574,5	13,3	598,8	369,9	2 457,1	4 280,1	1 744,0	9 420,6	6 093,0	22 913,7			
1992	1 315,6	264,5	563,0	12,9	581,8	354,7	2 363,2	4 140,1	1 659,5	9 415,0	6 186,5	22 716,6			
1993	1 252,4	260,1	560,8	12,3	548,0	337,2	2 236,8	3 955,1	1 561,1	9 298,4	6 281,8	22 348,8			
1994	1 214,5	261,5	564,0	11,6	533,0	320,3	2 159,8	3 850,1	1 513,5	9 399,2	6 398,9	22 376,1			
1995	1 182,9	262,8	572,4	11,2	536,0	314,5	2 155,6	3 852,5	1 507,8	9 501,3	6 463,9	22 508,3			
1996	1 152,8	263,6	579,8	11,1	532,8	310,9	2 119,4	3 817,5	1 470,8	9 545,3	6 532,8	22 519,2			
1997	1 125,0	264,4	592,8	10,3	526,3	308,2	2 084,2	3 786,2	1 434,1	9 701,1	6 580,3	22 626,7			
1998	1 104,0	262,9	599,6	9,0	528,8	307,7	2 070,1	3 778,1	1 421,6	10 007,1	6 634,3	22 945,0			
1999	1 085,5	263,4	600,7	8,3	526,1	306,2	2 051,5	3 756,2	1 443,6	10 424,8	6 721,0	23 431,1			
2000	1 060,0	275,8	603,7	9,3	532,1	317,3	2 050,7	3 788,8	1 500,1	10 930,7	6 788,7	24 068,2			
2001	1 045,1	281,1	602,9	9,1	535,2	321,0	2 064,6	3 813,9	1 541,0	11 294,7	6 822,2	24 517,0			
2002	1 026,1	279,2	613,5	8,5	504,1	317,5	2 019,0	3 741,8	1 576,1	11 537,6	6 838,7	24 720,4			
2003	1 006,8	274,9	621,1	8,7	485,6	312,1	1 965,1	3 667,6	1 586,4	11 603,3	6 894,9	24 758,9			
2004	990,6	278,0	603,0	8,8	464,9	301,3	1 898,8	3 554,8	1 618,2	11 705,5	6 933,3	24 802,4			
2005	973,7	278,7	601,3	8,5	446,6	302,4	1 851,0	3 488,5	1 681,5	11 832,7	6 995,4	24 971,9			
2006	954,2	278,2	606,8	8,5	439,0	295,7	1 807,4	3 435,6	1 759,2	12 017,3	7 090,8	25 257,1			
2007	933,9	281,0	603,2	8,4	437,3	289,4	1 780,2	3 399,6	1 835,4	12 251,4	7 175,5	25 595,8			
2008	912,6	274,9	599,9	8,3	435,2	281,9	1 752,1	3 352,3	1 885,3	12 362,6	7 172,3	25 685,2			
2009	885,9	289,6	587,9	7,6	392,1	264,8	1 669,1	3 211,1	1 884,7	12 140,9	7 167,0	25 289,6			
2010	866,0	290,1	587,6	7,3	368,1	250,5	1 595,2	3 098,9	1 857,8	12 242,7	7 216,8	25 282,2			
2011	847,6	292,7	587,8	7,1	361,9	249,5	1 575,3	3 074,3	1 857,8	12 439,4	7 249,0	25 468,1			
2012	837,2	298,6	584,3	6,8	360,2	252,9	1 557,2	3 060,0	1 855,1	12 469,9	7 235,0	25 457,2			

Source : Comptes nationaux - base 2005, Insee

A.1.3.4 L'emploi intérieur total par branche (en milliers de personnes)

Année Code	Industrie										Total industrie	Construction	Services principa- lement marchands	Services principa- ment non marchands	Ensemble
	AZ	DE	C1	C2	C3	C4	C5	BE	FZ	GU					
1980	1 897,3	279,6	598,7	17,2	693,9	515,7	3 226,4	5 331,6	1 949,8	8 444,5	5 221,8	22 845,0			
1985	1 594,1	288,4	604,5	12,6	623,2	451,7	2 740,9	4 721,3	1 641,8	8 804,1	5 871,8	22 633,1			
1986	1 544,2	285,0	602,7	12,6	615,4	434,6	2 684,9	4 635,2	1 646,7	8 946,6	5 977,7	22 750,3			
1987	1 486,8	282,3	600,4	12,9	600,0	415,0	2 614,7	4 525,2	1 659,8	9 170,0	6 099,4	22 941,2			
1988	1 431,5	281,3	597,4	13,7	595,7	401,6	2 569,6	4 459,3	1 686,3	9 439,4	6 143,0	23 159,5			
1989	1 375,4	277,5	596,5	14,6	602,9	399,0	2 583,4	4 474,0	1 726,1	9 735,7	6 246,2	23 557,4			
1990	1 314,0	272,6	594,7	14,6	619,9	393,1	2 588,0	4 482,9	1 739,9	9 923,8	6 305,1	23 765,7			
1991	1 257,0	269,0	588,5	13,6	620,7	383,4	2 534,4	4 409,6	1 718,0	9 986,7	6 426,8	23 798,0			
1992	1 199,4	267,0	578,7	13,2	602,4	367,9	2 438,8	4 267,9	1 636,5	9 990,5	6 539,4	23 633,7			
1993	1 143,4	261,9	576,6	12,6	567,8	349,4	2 309,3	4 077,5	1 541,4	9 922,1	6 675,5	23 359,9			
1994	1 097,2	263,4	583,3	11,9	553,5	332,2	2 234,7	3 979,0	1 496,0	10 073,3	6 813,9	23 459,4			
1995	1 061,7	265,2	593,7	11,5	558,6	327,3	2 234,3	3 990,7	1 490,5	10 231,9	6 904,6	23 679,4			
1996	1 035,5	266,0	604,1	11,4	555,5	323,9	2 198,8	3 959,7	1 453,9	10 355,5	7 007,1	23 811,7			
1997	1 018,4	268,8	615,9	10,7	548,6	321,1	2 161,8	3 926,9	1 416,5	10 543,0	7 067,8	23 972,6			
1998	1 003,0	270,8	626,1	9,3	551,3	321,1	2 150,7	3 929,4	1 407,3	10 910,7	7 132,8	24 383,1			
1999	988,7	272,7	628,8	8,6	548,4	319,3	2 135,3	3 913,1	1 433,0	11 384,3	7 223,7	24 942,7			
2000	955,7	284,3	631,3	9,5	553,8	330,6	2 132,6	3 942,1	1 493,2	11 887,7	7 308,7	25 587,5			
2001	937,3	290,9	630,8	9,3	557,1	334,1	2 147,6	3 969,9	1 535,6	12 203,6	7 323,7	25 970,1			
2002	914,6	289,5	643,3	8,7	525,5	330,6	2 099,8	3 897,4	1 570,4	12 358,9	7 363,1	26 104,5			
2003	898,4	286,2	647,9	8,9	506,4	324,9	2 044,5	3 818,8	1 580,0	12 407,2	7 432,6	26 137,0			
2004	900,5	288,8	630,6	9,1	484,8	313,5	1 976,8	3 703,6	1 606,6	12 508,2	7 456,7	26 175,5			
2005	888,9	290,9	628,3	8,8	465,7	314,4	1 925,1	3 633,3	1 673,0	12 625,5	7 528,0	26 348,7			
2006	863,7	291,6	630,1	8,8	457,2	307,3	1 877,9	3 572,9	1 746,6	12 838,5	7 611,8	26 633,5			
2007	838,8	293,5	625,9	8,7	455,3	301,3	1 849,6	3 534,3	1 825,3	13 097,1	7 710,2	27 005,6			
2008	812,8	288,8	622,6	8,6	453,4	293,7	1 821,8	3 488,9	1 877,0	13 218,0	7 740,6	27 137,3			
2009	792,4	304,7	613,2	7,9	409,9	276,8	1 739,4	3 352,0	1 880,7	13 001,2	7 756,5	26 782,7			
2010	772,3	305,5	612,1	7,6	385,1	262,0	1 662,0	3 234,3	1 856,8	13 126,4	7 807,9	26 797,8			
2011	761,3	307,1	609,5	7,4	376,5	259,4	1 636,1	3 196,0	1 847,6	13 303,6	7 857,3	26 965,8			
2012	749,2	312,7	606,0	7,1	375,1	263,1	1 616,2	3 180,1	1 842,0	13 332,5	7 852,0	26 955,8			

Source : Comptes nationaux - base 2005, Insee

A.2.1 Les dépenses et les recettes des administrations publiques au sens des comptes nationaux (en Md€ courants)

Année	État			ODAC			APUL			Adm SS			Total APU		
	Dépenses	Recettes	Capacité de financement	Dépenses	Recettes	Capacité de financement									
1980	98,1	97,8	-0,3	15,0	16,0	1,0	35,4	30,5	-5,0	88,6	91,7	3,1	204,390	203,205	-1,2
1985	183,4	164,3	-19,1	31,5	32,5	1,0	63,3	57,6	-5,7	164,0	165,0	1,0	386,260	363,349	-22,9
1986	191,4	176,4	-15,0	27,8	26,3	-1,5	70,2	64,9	-5,3	174,8	170,2	-4,6	410,734	384,288	-26,4
1987	198,5	185,6	-12,8	28,4	28,2	-0,2	73,8	69,3	-4,5	182,1	181,8	-0,3	426,514	408,633	-17,9
1988	211,4	192,5	-18,9	28,0	28,6	0,6	80,5	75,0	-5,4	194,2	193,4	-0,9	455,090	430,552	-24,5
1989	219,0	203,3	-15,7	28,4	30,6	2,2	87,0	81,0	-6,0	207,4	208,3	0,9	479,201	460,565	-18,6
1990	231,2	210,0	-21,2	30,9	32,8	1,9	93,0	87,8	-5,2	221,3	220,2	-1,0	512,090	486,524	-25,6
1991	240,4	219,5	-20,9	32,8	34,6	1,8	101,2	93,2	-7,9	236,0	231,1	-5,0	543,001	511,041	-32,0
1992	255,8	218,9	-36,8	35,2	37,1	1,9	106,3	98,5	-7,7	252,7	244,3	-8,4	576,159	525,147	-51,0
1993	278,8	219,9	-58,9	38,9	40,3	1,4	108,3	104,4	-3,9	265,6	254,7	-10,9	613,248	540,910	-72,3
1994	279,5	225,0	-54,4	36,9	38,3	1,4	113,8	109,5	-4,3	273,2	267,3	-5,9	626,055	562,766	-63,3
1995	280,4	232,6	-47,8	46,3	40,5	-5,7	117,8	114,2	-3,7	285,0	276,9	-8,1	650,606	585,256	-65,3
1996	291,8	247,8	-44,0	41,3	40,9	-0,4	123,2	122,4	-0,8	295,2	290,9	-4,3	668,507	619,096	-49,4
1997	304,0	256,0	-48,0	41,8	49,3	7,6	122,6	124,2	1,6	302,8	299,7	-3,1	685,333	643,450	-41,9
1998	301,3	263,7	-37,6	43,1	43,6	0,4	126,2	129,0	2,8	311,8	311,4	-0,4	697,011	662,268	-34,7
1999	316,4	281,4	-35,0	42,9	44,2	1,3	131,7	134,7	3,0	320,8	326,7	5,9	719,046	694,311	-24,7
2000	318,6	284,5	-34,1	46,0	45,3	-0,7	141,3	142,6	1,4	331,7	343,2	11,5	744,119	722,181	-21,9
2001	329,9	294,3	-35,5	50,5	49,5	-1,0	144,7	145,9	1,2	347,9	358,5	10,6	772,649	747,903	-24,7
2002	350,3	293,1	-57,2	54,1	55,1	1,0	154,1	155,8	1,7	367,3	371,0	3,7	815,807	765,109	-50,7
2003	354,6	293,7	-60,9	55,9	55,1	-0,8	163,0	163,6	0,7	386,6	382,7	-3,9	847,956	783,004	-65,0
2004	375,6	323,4	-52,2	53,7	59,2	5,5	177,6	175,1	-2,5	406,2	395,4	-10,8	881,769	821,887	-59,9
2005	386,4	334,9	-51,5	58,7	62,0	3,3	187,1	184,1	-3,0	426,1	426,4	0,3	920,351	869,394	-51,0
2006	379,8	331,5	-48,4	59,9	66,6	6,7	198,5	195,1	-3,5	438,9	441,3	2,4	952,566	909,840	-42,7
2007	378,9	338,9	-39,9	68,3	59,4	-8,9	212,9	205,2	-7,7	461,6	466,2	4,6	992,619	940,720	-51,9
2008	397,4	333,9	-63,6	64,6	59,4	-5,1	222,4	213,0	-9,4	475,1	488,6	13,5	1 030,025	965,400	-64,6
2009	405,8	288,7	-117,1	72,8	68,1	-4,6	229,8	223,9	-5,9	497,2	482,2	-15,0	1 070,585	927,955	-142,6
2010	454,1	332,4	-121,8	79,8	88,9	9,1	229,2	227,8	-1,4	515,3	492,0	-23,3	1 095,602	958,250	-137,4
2010	454,1	332,4	-121,8	79,8	88,9	9,1	229,2	227,8	-1,4	515,3	492,0	-23,3	1 095,602	958,276	-137,3
2011	414,6	326,8	-87,7	79,5	76,8	-2,7	235,3	233,8	-1,5	532,1	518,1	-14,0	1 118,509	1 012,653	-105,9
2012	421,2	341,2	-80,0	81,7	79,2	-2,5	242,5	239,4	-3,1	549,0	536,4	-12,6	1 151,257	1 053,006	-98,3

Source : Comptes nationaux - base 2005, Insee

ODAC : Organismes divers d'administration centrale, regroupent des organismes de statut juridique varié – souvent des Établissements publics à caractère administratif (EPA), auxquels l'État a confié une compétence fonctionnelle, spécialisée, au niveau national. Le Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA), le Fonds de réserve des retraites (FRR), l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre (ONAC-VG), le Centre national de la recherche scientifique (CNRS), etc. font notamment partie des ODAC ainsi que Charbonnages de France depuis 2001.

APUL : Administrations publiques locales, comprennent les collectivités locales et les organismes divers d'administration locale.

Adm SS : Administrations de sécurité sociale, comprennent les régimes d'assurance sociale (caisses de sécurité sociale, UNEDIC, fonds spéciaux tels que le FSV et le FOREC) et des Organismes dépendant des assurances sociales (ODASS, essentiellement les hôpitaux publics ainsi que les hôpitaux privés participant au service public hospitalier).

APU : Administrations publiques - *La somme État + ODAC + APUL + Adm SS est consolidée pour faire le « total APU ». Cependant, la consolidation de certaines opérations (telles que les intérêts, les transferts en capital et les transferts courants) sont particulièrement fragiles sur la période 1980-1993.

A.2.2 Le budget de l'État: Lois de finances initiales (LFI) et exécution budgétaire

en Md€

Année	Exécution budgétaire (hors FMI)							dont			Soldes des comptes spéciaux du Trésor ⁽³⁾
	LFI		Solde général du budget général	Dépenses du budget général ⁽¹⁾	Recettes du budget général ⁽²⁾	Recettes fiscales nettes ⁽²⁾	Prélèvements sur recettes	Recettes non fiscales	Fonds de concours de concours		
1980	-4,8	-4,4								-5,3	87,0
1985	-21,1	-23,3	-23,3	160,0	136,7	138,9	-18,2	10,2	5,8	-0,7	
1986	-21,9	-21,1	-22,7	169,1	146,4	148,7	-20,4	11,0	7,0	0,8	
1987	-19,8	-18,2	-17,3	170,9	154,4	159,4	-23,1	11,6	7,4	-4,1	
1988	-17,8	-17,8	-16,0	176,2	160,2	168,2	-26,7	13,3	6,2	0,9	
1989	-15,3	-15,3	-13,4	185,4	172,1	177,8	-28,7	16,3	5,7	-2,9	
1990	-14,1	-14,1	-15,1	195,8	180,7	183,7	-28,3	19,2	7,1	0,0	
1991	-12,6	-19,9	-16,8	203,6	186,8	186,8	-32,5	24,1	8,4	-3,1	
1992	-14,1	-34,8	-31,5	217,3	185,8	185,8	-33,7	25,0	8,7	-2,2	
1993	-25,3	-48,5	-45,2	229,1	184,0	184,0	-35,3	26,4	8,8	-3,3	
1994	-45,9	-45,6	-42,0	236,6	194,6	190,9	-36,6	30,9	9,1	-3,4	
1995	-41,9	-49,2	-46,3	243,3	196,9	198,4	-35,8	25,0	9,3	-2,9	
1996	-43,9	-45,0	-45,2	250,2	205,0	207,3	-37,0	24,2	10,6	0,2	
1997	-43,4	-40,8	-41,0	252,2	211,2	216,0	-38,5	23,9	9,8	0,2	
1998	-39,3	-37,7	-38,5	251,6	213,2	221,4	-38,8	24,0	9,9	0,7	
1999	-36,1	-31,4	-32,8	260,7	227,8	238,7	-40,8	23,1	6,9	1,4	
2000	-32,8	-29,2	-29,3	259,3	230,0	240,0	-43,5	27,4	6,0	0,2	
2001	-28,4	-32,1	-31,6	266,0	234,4	244,8	-46,2	31,2	4,6	-0,4	
2002	-30,4	-49,3	-50,0	277,5	227,5	240,2	-49,6	32,8	4,1	0,7	
2003	-44,6	-56,9	-56,7	278,3	221,6	239,8	-52,9	30,2	4,5	-2,3	
2004	-55,0	-43,9	-45,4	288,4	243,0	265,7	-61,2	33,8	4,8	1,5	
2005	-45,2	-43,5	-45,2	294,3	249,1	271,6	-64,4	36,1	5,8	1,7	
2006	-47,0	-39,0	-42,5	272,9	230,4	267,9	-65,8	24,8	3,6	3,5	
2007*	-42,0	-34,7	-38,2	337,4	299,2	272,3	-66,8	23,1	3,8	3,5	
2008*	-41,7	-56,3	57,0	348,1	291,1	265,1	-69,9	22,8	3,2	0,7	
2009	-67,0	-138,0	-129,9	367,1	237,2	214,3	-76,2	19,5	3,5	-8,1	
2010	-117,4	-148,8	-150,8	425,7	274,9	253,6	-102,9	18,2	3,1	2,0	
2011	-91,6	-90,7	-90,1	365,3	275,2	255,0	-74,1	16,4	3,8	-0,6	
2012	-78,7	-87,2	-88,2	374,2	286,0	268,4	-74,6	14,1	3,5	1,0	

Source: ministère de l'Économie et des finances, Direction du budget

(1) Hors remboursements et dégrèvements.

(2) Nettes des remboursements et dégrèvements.

(3) Hors opérations d'ordre relatives à la dette.

* Les données 2007 et 2008 sont retraitées en nouvelle nomenclature 2009, qui reclasse en recettes fiscales un certain nombre de recettes classées jusqu'alors en recettes non fiscales.

A.2.3 Le budget de la défense

A.2.3.1 La répartition du budget de la défense par nature de dépense, par armée et service en LFI en M€ courants

Année	Dépenses hors équipement (Titre 3 au sens de l'ordonnance de 1959)					Dépenses d'équipement (Titres 5 et 6 au sens de l'ordonnance de 1959)					Total hors pensions
	Air	Terre	Marine nationale	Services communs	Total	Air	Terre	Marine nationale	Services communs	Total	
1980	1 142	2 136	864	1 503	5 644	1 685	1 581	1 456	1 877	6 599	12 243
1985	1 880	3 422	1 438	2 536	9 276	2 939	2 694	2 781	3 091	11 506	20 781
1986	1 925	3 558	1 497	2 787	9 767	3 157	2 904	3 006	3 086	12 153	21 920
1987	1 861	3 613	1 479	2 826	9 779	3 585	3 267	3 372	3 506	13 730	23 509
1988	1 833	3 661	1 478	2 771	9 743	3 647	3 273	3 597	3 965	14 481	24 224
1989	1 859	3 740	1 515	2 777	9 891	3 954	3 533	3 911	4 079	15 477	25 368
1990	1 930	3 883	1 575	2 786	10 174	4 097	3 653	4 145	4 210	16 105	26 279
1991	2 008	4 061	1 658	3 032	10 759	4 131	3 562	4 203	4 241	16 137	26 896
1992	2 048	4 122	1 704	2 998	10 871	4 107	3 633	4 185	4 150	16 075	26 945
1993	2 099	4 209	1 787	3 124	11 219	4 171	3 717	4 107	3 981	15 976	27 195
1994	2 141	4 309	1 818	3 521	11 790	3 769	3 195	3 848	3 925	14 738	26 527
1995	2 150	4 418	1 867	3 461	11 897	3 687	3 118	3 731	4 089	14 625	26 522
1996	2 192	4 489	1 884	3 425	11 991	3 439	3 018	3 478	3 784	13 719	25 709
1997	2 185	4 479	1 868	3 805	12 337	3 441	3 000	3 549	3 529	13 519	25 856
1998	2 260	4 630	1 888	3 714	12 492	3 057	2 679	3 088	3 480	12 304	24 796
1999	2 276	4 658	1 885	3 705	12 523	3 181	2 841	3 288	3 671	12 982	25 505
2000	2 306	4 690	1 904	3 751	12 652	2 956	2 739	3 127	3 646	12 468	25 120
2001	2 338	4 693	1 890	3 756	12 676	2 924	2 701	3 209	3 668	12 503	25 179
2002	2 394	4 785	1 903	3 901	12 983	2 665	2 464	3 075	3 798	12 002	24 985
2003	2 465	5 016	1 994	4 062	13 538	3 102	2 627	3 436	4 110	13 276	26 814
2004	2 455	4 958	1 996	4 202	13 611	3 615	2 997	3 838	4 003	14 453	28 064
2005	2 470	4 972	1 975	4 282	13 699	3 635	3 015	3 799	4 290	14 739	28 438
2006 ⁽¹⁾	2 588	5 570	2 233	3 879	14 270	1 132	991	1 176	11 576	14 875	29 145
2007	2 629	5 497	2 248	4 314	14 688	1 311	941	1 348	11 558	15 158	29 846
2008	2 597	5 571	2 246	4 474	14 887	1 279	1 009	1 345	11 701	15 334	30 221
2009 ⁽²⁾	2 557	5 561	2 154	4 824	15 096	1 380	996	1 446	14 064	17 887	32 983
2010 ⁽²⁾	2 412	5 328	2 094	5 318	15 152	1 307	957	1 258	13 522	17 044	32 196
2011 ⁽³⁾	1 891	4 807	2 201	6 261	15 159	1 444	1 014	1 265	12 292	16 014	31 173
2012 ⁽³⁾	2 039	4 194	1 809	7 171	15 212	1 308	958	1 507	12 460	16 233	31 445
2013 ⁽³⁾	1 971	4 109	2 041	7 259	15 379	1 495	949	1 333	12 220	15 996	31 375
2014 ⁽³⁾	1 910	3 984	1 787	7 218	14 899	1 394	1 013	1 670	12 345	16 422	31 321

Source : ministère de la Défense

(1) Rupture de série mission « Défense », nouveau périmètre lié à la Loi de programmation militaire 2009-2014.

(2) Lois de finances initiales pour 2009 et pour 2010 - ressources (crédits budgétaires, extrabudgétaires et plan de relance de l'économie).

(3) Lois de finances initiales pour 2011 à 2014 - ressources (crédits budgétaires et extrabudgétaires).

A.2.3.2 Le budget de la défense par armée et service en M€ courants

Année	Air	Terre	Marine nationale	Services communs	Total (hors pensions)
1980	2 827	3 716	2 319	3 380	12 243
1985	4 819	6 116	4 219	5 627	20 781
1986	5 083	6 462	4 503	5 872	21 920
1987	5 446	6 880	4 850	6 333	23 509
1988	5 480	6 934	5 074	6 736	24 224
1989	5 813	7 273	5 425	6 856	25 368
1990	6 027	7 536	5 719	6 996	26 279
1991	6 139	7 623	5 860	7 273	26 896
1992	6 155	7 755	5 889	7 147	26 945
1993	6 270	7 927	5 893	7 105	27 195
1994	5 909	7 505	5 666	7 446	26 527
1995	5 837	7 537	5 598	7 550	26 522
1996	5 631	7 507	5 362	7 210	25 709
1997	5 627	7 479	5 417	7 334	25 856
1998	5 317	7 309	4 976	7 194	24 796
1999	5 457	7 499	5 173	7 376	25 505
2000	5 262	7 429	5 031	7 397	25 120
2001	5 262	7 394	5 099	7 424	25 179
2002	5 059	7 248	4 978	7 699	24 985
2003	5 567	7 644	5 430	8 172	26 814
2004	6 070	7 955	5 834	8 205	28 064
2005	6 105	7 988	5 774	8 572	28 438
2006 ⁽¹⁾	3 720	6 561	3 409	15 455	29 145
2007	3 940	6 437	3 597	15 872	29 846
2008	3 876	6 580	3 591	16 175	30 221
2009 ⁽²⁾	3 938	6 557	3 601	18 888	32 983
2010 ⁽²⁾	3 719	6 285	3 352	18 840	32 196
2011 ⁽³⁾	3 334	5 821	3 465	18 553	31 173
2012 ⁽³⁾	3 347	5 152	3 316	19 630	31 445
2013 ⁽³⁾	3 304	5 058	3 535	19 478	31 375
2014 ⁽³⁾	3 304	4 996	3 458	19 563	31 321

Source: ministère de la Défense

(1) Rupture de série mission « Défense », nouveau périmètre lié à la Loi de programmation militaire 2009-2014.

(2) Lois de finances initiales pour 2009 et pour 2010 - ressources (crédits budgétaires, extrabudgétaires et plan de relance de l'économie).

(3) Lois de finances initiales pour 2011 à 2014 - ressources (crédits budgétaires et extrabudgétaires).

A.2.3.3 Le budget de la défense par catégorie de dépenses en LFI en M€ courants

Année	Dépenses hors équipement					Dépenses d'équipement					Total hors pensions
	Alimentation	Carburant	Fonctionnement résiduel	Rémunérations et charges sociales	Total	Forces classiques		Espace	Nucléaire	Total	
						Total	dont fabrications				
1980	258	327	1 052	4 007	5 644	nc	nc	nc	nc	6 599	12 243
1985	392	637	1 643	6 604	9 276	7 940	3 341	0	3 565	11 506	20 781
1986	405	631	1 754	6 977	9 767	8 301	3 445	0	3 852	12 153	21 920
1987	416	523	1 780	7 059	9 779	9 377	3 933	116	4 238	13 730	23 509
1988	420	446	1 785	7 092	9 743	9 617	3 923	208	4 657	14 481	24 224
1989	425	419	1 806	7 241	9 891	10 369	4 171	301	4 806	15 477	25 368
1990	430	435	1 825	7 484	10 174	10 754	4 101	459	4 892	16 105	26 279
1991	446	408	1 907	7 998	10 759	10 931	4 288	470	4 736	16 137	26 896
1992	446	414	1 939	8 072	10 871	10 965	4 184	552	4 558	16 075	26 945
1993	441	389	1 958	8 432	11 219	11 355	4 496	589	4 032	15 976	27 195
1994	450	393	2 193	8 753	11 790	10 883	4 387	550	3 305	14 738	26 527
1995	454	339	2 166	8 937	11 897	10 844	4 452	619	3 163	14 625	26 522
1996	459	324	2 154	9 053	11 991	10 130	4 098	623	2 965	13 719	25 709
1997	422	309	2 127	9 480	12 337	10 097	4 057	503	2 919	13 519	25 856
1998	387	323	1 981	9 801	12 492	9 294	3 811	474	2 535	12 304	24 796
1999	337	279	1 833	10 074	12 523	10 049	3 953	399	2 534	12 982	25 505
2000	308	281	1 856	10 206	12 652	9 701	3 500	350	2 417	12 468	25 120
2001	252	360	1 824	10 240	12 676	9 713	3 699	416	2 373	12 503	25 179
2002	240	378	1 894	10 470	12 983	8 902	3 267	448	2 652	12 002	24 985
2003	252	361	2 012	10 913	13 538	9 878	3 824	435	2 963	13 276	26 814
2004	234	331	2 105	10 941	13 611	10 940	4 656	402	3 111	14 453	28 064
2005	242	347	2 110	11 001	13 699	11 126	4 750	465	3 148	14 739	28 438
2006 ⁽¹⁾	234	318	2 272	11 447	14 270	11 063	4 761	489	3 323	14 875	29 145
2007	236	383	2 500	11 568	14 688	11 419	4 795	469	3 271	15 158	29 846
2008	242	353	2 608	11 684	14 887	11 566	4 749	393	3 375	15 334	30 221
2009 ⁽²⁾	248	457	2 702	11 692	15 096	13 956	5 229	200	3 731	17 887	32 983
2010 ⁽²⁾	204	414	2 845	11 650	15 113	13 497	nd	nd	3 547	17 044	32 196
2011 ⁽³⁾	184	430	2 802	11 703	15 119	12 604	nd	nd	3 410	16 014	31 133
2012 ⁽³⁾	185	525	2 956	11 546	15 212	12 890	nd	nd	3 343	16 233	31 445
2013 ⁽³⁾	176	566	3 265	11 372	15 379	12 622	nd	nd	3 374	15 996	31 375
2014 ⁽³⁾	174	511	3 069	11 145	14 899	12 918	nd	nd	3 504	16 422	31 321

Source : ministère de la Défense

(1) Rupture de série mission « Défense », nouveau périmètre lié à la Loi de programmation militaire 2009-2014.

(2) Lois de finances initiales pour 2009 et pour 2010 - ressources (crédits budgétaires, extrabudgétaires et plan de relance de l'économie).

(3) Lois de finances initiales pour 2011 à 2014 - ressources (crédits budgétaires et extrabudgétaires).

A.2.4 Les comparaisons internationales

PIB nominal,
en monnaie nationale à prix courants

Année	France	Allemagne	Royaume-Uni	Espagne	Italie	États-Unis	Pays-Bas	Belgique	Canada
	M€	M€	M€	M€	M€	M\$	M€	M€	M\$ canadiens
1988	889 853	1 071 658	469 760	241 359	562 950	4 853 962	207 686	139 135	600 840
1989	955 901	1 137 338	514 241	270 567	615 596	5 260 900	220 061	150 511	645 147
1990	1 009 345	1 240 394	554 486	301 379	676 899	5 743 825	234 400	162 479	668 181
1991	1 049 480	1 502 177	582 946	344 572	744 033	5 986 225	256 346	171 269	683 239
1992	1 086 356	1 613 228	608 165	369 009	783 773	6 318 950	267 483	180 312	698 544
1993	1 101 677	1 654 234	639 356	381 735	807 362	6 642 375	274 731	184 194	724 960
1994	1 142 214	1 735 500	681 327	406 010	853 910	7 054 250	290 236	195 300	770 873
1995	1 183 060	1 801 300	718 383	437 788	923 571	7 397 575	302 233	202 269	810 426
1996	1 212 223	1 833 700	762 610	464 251	982 259	7 816 800	315 059	206 241	836 864
1997	1 268 483	1 918 090	810 601	503 875	1 048 766	8 304 325	348 016	221 184	882 733
1998	1 323 654	1 965 380	865 710	539 493	1 091 362	8 747 000	362 464	229 572	914 973
1999	1 367 966	2 012 000	928 730	579 942	1 127 091	9 268 600	386 193	238 248	982 441
2000	1 443 014	2 062 780	976 533	630 263	1 191 058	9 951 475	417 960	252 163	1 076 577
2001	1 497 185	2 116 120	1 021 828	680 678	1 248 648	10 286 175	447 731	259 433	1 108 048
2002	1 542 928	2 135 640	1 075 368	729 258	1 301 873	10 642 300	465 804	268 559	1 152 905
2003	1 587 902	2 150 790	1 136 596	783 082	1 342 718	11 142 225	477 479	276 154	1 243 861
2004	1 655 571	2 188 990	1 199 881	841 294	1 396 257	11 853 250	490 824	291 204	1 324 598
2005	1 718 047	2 221 270	1 276 743	909 298	1 437 084	13 095 425	513 681	303 496	1 410 710
2006	1 798 115	2 314 680	1 349 483	985 547	1 494 766	13 857 900	540 798	318 901	1 486 918
2007	1 886 792	2 432 020	1 427 889	1 053 161	1 553 909	14 480 350	572 308	335 817	1 565 900
2008	1 933 195	2 470 660	1 462 070	1 087 788	1 574 778	14 720 250	594 704	346 261	1 645 974
2009	1 885 763	2 372 550	1 417 359	1 046 894	1 518 792	14 417 950	573 526	340 741	1 567 007
2010	1 936 720	2 489 690	1 485 615	1 045 620	1 550 352	14 958 300	586 729	356 067	1 662 757
2011	2 001 398	2 606 020	1 536 937	1 046 327	1 580 854	15 533 825	599 063	370 068	1 760 011
2012	2 032 296	2 668 010	1 564 639	1 029 002	1 567 072	16 244 575	599 661	376 255	1 819 967
2013	2 066 507	2 738 938	1 619 812	1 023 579	1 559 951	16 765 285	602 310	382 578	1 871 757

Source: *Mémorandum Otan de janvier 2014*

Des écarts avec les données nationales publiées par ailleurs peuvent être constatés du fait du décalage des publications.

Leuro n'existant pas avant le 1^{er} janvier 1999, les séries antérieures à cette date sont des séries divisées par les taux de conversion de leuro.

Pour mémoire, taux de conversion

France	6,5957	Italie	1 936,27
Allemagne	1,95583	Pays-Bas	2,20371
Espagne	166,386	Belgique	40,3399

A.3.1 L'évolution du chiffre d'affaires de l'industrie de défense

Chiffre d'affaires de l'industrie de défense

Année	en Md€ courants																								
	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
France	11,9	12,6	13,1	13,2	12,8	11,8	12,0	11,3	10,4	9,4	9,6	9,5	9,5	9,5	9,4	10,3	10,4	9,6	10,3	9,8	10,0	12,5	10,9	10,7	11,7
Export	5,8	5,7	5,9	4,3	4,4	3,1	2,6	2,9	4,5	6,6	6,4	3,9	2,7	2,8	4,4	4,3	7,1	3,8	4,0	4,6	3,2	3,7	3,8	3,8	3,4
Total	17,7	18,3	19,0	17,5	17,2	14,9	14,5	14,2	14,9	16,0	16,0	13,4	12,2	12,3	13,8	14,6	17,5	13,4	14,3	14,4	13,2	16,2	14,7	14,5	15,1
CA Export/ CA Total (en %)	32,8	31,1	31,1	24,8	25,5	21,0	17,6	20,4	30,1	41,3	39,9	29,0	22,5	23,0	31,9	29,5	40,6	28,3	27,9	31,9	24,1	22,8	25,9	26,2	22,5

Source: Direction générale de l'armement, Direction du développement international

Part du chiffre d'affaires de l'industrie de défense dans le PIB total

Année	en Md€ courants																								
	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
PIB*	909,2	979,4	1032,8	1071,2	1108,0	1119,8	1157,9	1196,2	1226,6	1264,8	1321,1	1367,0	1439,6	1495,6	1542,9	1587,9	1655,6	1718,0	1798,1	1886,8	1933,2	1885,8	1936,7	2001,4	2032,3
CA France/ PIB (en %)	1,31	1,29	1,27	1,23	1,16	1,05	1,03	0,95	0,85	0,74	0,73	0,70	0,66	0,63	0,61	0,64	0,63	0,56	0,57	0,52	0,52	0,66	0,56	0,53	0,58
CA Export/ PIB (en %)	0,64	0,58	0,57	0,41	0,40	0,28	0,22	0,24	0,37	0,52	0,48	0,28	0,19	0,19	0,29	0,27	0,43	0,22	0,22	0,24	0,16	0,20	0,20	0,19	0,17
CA total/PIB (en %)	1,95	1,87	1,84	1,67	1,58	1,36	1,27	1,19	1,21	1,26	1,19	0,97	0,85	0,82	0,89	0,92	1,06	0,78	0,80	0,76	0,86	0,76	0,72	0,74	

Source: Direction générale de l'armement, Direction du développement international

* Source Insee, Comptes nationaux (base 2005)

A.3.2 La destination des exportations françaises d'armement par région

Répartition des prises de commandes françaises par région géographique

Zone géographique ⁽¹⁾	en M€ constants 2012										
	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	Total 2003-2012
Afrique du Nord	62,9	28,2	84,6	459,5	556,2	957,5	65,9	147,3	63,7	71,5	2 425,8
Afrique subsaharienne	31,0	17,8	277,8	55,4	50,7	20,4	152,3	62,8	114,1	47,4	782,3
Amérique du Nord	129,2	140,5	328,1	324,2	457,3	161,9	164,5	221,5	965,1	210,5	2 892,2
Amérique centrale et Caraïbes	61,6	32,3	11,2	8,7	5,4	2,5	183,4	216,8	5,2	3,8	527,2
Amérique du Sud	16,4	34,3	151,3	71,9	254,5	1 703,1	4 218,9	207,1	233,0	92,5	6 890,5
Asie centrale	2,8	2,6	1,2	2,2	4,6	3,4	4,2	356,5	0,5	10,3	378,1
Asie du Nord-Est	549,3	169,9	287,5	596,6	198,1	183,2	183,7	176,6	217,7	222,1	2 562,6
Asie du Sud-Est	527,6	232,1	147,7	554,1	136,8	431,5	436,6	476,1	432,9	911,1	3 375,6
Asie du Sud	642,6	292,3	1 666,4	456,8	298,5	362,6	280,1	835,5	1 819,6	1 277,0	6 654,3
Proche- et Moyen-Orient	618,1	1 501,2	474,9	1 860,3	2 697,4	1 628,5	1 748,4	1 268,2	1 276,6	1 010,6	13 073,5
Union européenne	1 433,3	1 056,0	550,8	877,2	1 176,1	1 095,3	851,8	563,4	382,6	362,9	7 986,5
Autres pays européens	706,2	128,1	220,2	207,6	96,8	226,3	97,2	341,0	1 006,8	238,2	3 030,3
Océanie	76,4	188,1	339,1	786,9	18,3	70,1	33,6	51,6	20,1	96,7	1 584,3
Divers*	69,1	108,7	73,6	79,0	206,5	118,1	208,8	404,0	107,1	262,6	1 374,7
Total	4 926,4	3 932,2	4 614,5	6 340,5	6 157,0	6 964,5	8 629,5	5 328,4	6 645,0	4 817,2	53 537,9

Source : Direction générale de l'armement, Direction du développement international (Rapport au Parlement sur les exportations d'armement de la France en 2013), traitement OED 0,0 signifie un montant < 50 000 €.

(1) Les zones géographiques prises en compte correspondent à celles définies en commun avec nos partenaires européens dans le cadre du COARM, et incluent tous les États membres ou associés à l'Onu.

* Organisations internationales, États non membres de l'Onu.

Répartition des prises de livraisons françaises par région géographique

en M€ constants 2012

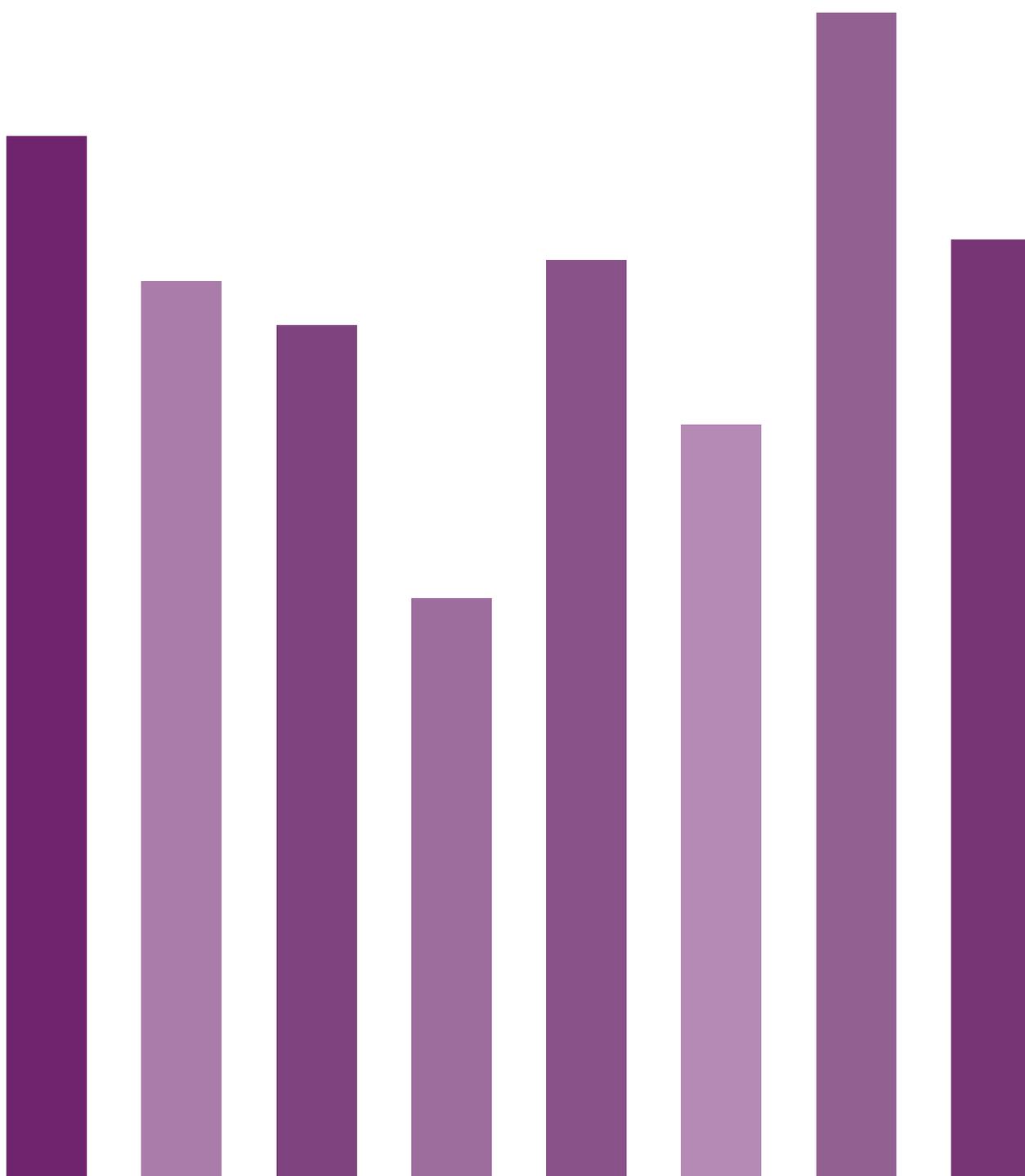
Zone géographique ⁽¹⁾	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	Total 2003-2012
Afrique du Nord	32,8	27,9	28,4	72,9	86,7	102,8	310,4	320,6	245,2	40,3	1 227,7
Afrique subsaharienne	56,2	163,0	106,0	17,4	42,1	79,8	69,7	55,7	127,7	29,2	717,5
Amérique du Nord	102,2	194,0	145,9	217,2	116,9	216,8	204,5	212,0	323,4	115,6	1 733,0
Amérique centrale et Caraïbes	30,4	17,2	33,8	6,6	1,6	0,7	3,1	32,0	56,2	206,4	181,7
Amérique du Sud	306,2	116,8	83,5	58,3	60,6	72,9	84,6	139,2	184,1	206,3	1 106,2
Asie centrale	12,6	2,4	0,7	2,2	4,7	1,9	0,3	9,0	5,4	7,6	39,1
Asie du Nord-Est	93,5	241,0	186,4	393,7	212,9	215,8	147,1	143,0	156,8	168,6	1 790,3
Asie du Sud-Est	204,0	790,9	352,2	333,5	539,5	244,6	502,1	197,9	133,4	369,8	3 298,1
Asie du Sud	328,6	545,4	355,2	339,9	321,4	368,6	354,8	389,7	304,0	284,0	3 307,5
Proche- et Moyen-Orient	2 552,5	4 653,8	1 435,0	1 494,5	1 253,8	791,8	1 060,7	1 399,9	899,9	1 075,6	15 542,0
Union européenne	866,2	1 221,3	1 193,5	1 201,0	1 593,1	954,7	853,8	628,9	862,5	461,4	9 375,0
Autres pays européens	266,5	84,1	118,2	160,2	147,9	116,4	171,9	163,6	192,1	153,5	1 420,8
Océanie	7,8	60,4	125,2	94,2	532,8	156,0	138,2	165,0	228,2	225,8	1 507,8
Divers*	157,6	165,9	114,9	61,2	23,9	33,5	37,2	82,4	133,5	35,0	810,1
Total	5 017,1	8 284,1	4 278,9	4 452,6	4 938,0	3 356,4	3 938,4	3 938,8	3 852,4	3 379,1	42 056,7

Source : Direction générale de l'armement, Direction du développement international (Rapport au Parlement sur les exportations d'armement de la France en 2013), traitement OED

(1) Les zones géographiques prises en compte correspondent à celles définies en commun avec nos partenaires européens dans le cadre du COARM, et incluent tous les États membres ou associés à l'Onu.

* Organisations internationales, États non membres de l'Onu.

GLOSSAIRE, NOMENCLATURE ET SIGLES



I. GLOSSAIRE

Administrations publiques (APU)

Le secteur institutionnel des « Administrations publiques » est défini en fonction de deux critères :

- sa fonction économique principale consiste à produire des services non marchands destinés à la consommation individuelle et collective, ou à effectuer des opérations de redistribution du revenu et de la richesse nationale ;
- la majeure partie de ses ressources provient de contributions obligatoires.

Le secteur des administrations publiques comprend l'État, les collectivités locales et les administrations de sécurité sociale.

Le secteur institutionnel des « Administrations publiques » (S13) est subdivisé en trois sous-secteurs selon l'étendue de leurs compétences et l'origine de leur financement. Chaque sous-secteur est à son tour subdivisé comme suit :

- S1311 Administrations publiques centrales (APUC):
 - État (S13111)
 - Organismes divers d'administration centrale
 - ODAC - (S13112)
- S1313 Administrations publiques locales (APUL):
 - Collectivités locales (S13131)
 - Organismes divers d'administration locale
 - ODAL - (S13132)
- S1314 Administrations de sécurité sociale (ASSO):
 - Régimes d'assurance sociale (S13141)
 - Organismes dépendant des assurances sociales
 - ODASS - (S13142)

Chômage au sens du Bureau international du travail (BIT)

Selon la définition internationale adoptée en 1982 par le BIT, les chômeurs correspondent aux personnes qui satisfont simultanément aux critères suivants :

- être sans travail (est exclue toute personne ayant déclaré avoir exercé une activité, même de très courte durée, au cours de la semaine de référence)
- être disponible dans un délai de 15 jours (un mois en cas de maladie bénigne) ;
- chercher activement un emploi (au moins une démarche durant le mois précédant l'enquête), ou en avoir trouvé un qui débute ultérieurement.

Le niveau de chômage au sens du BIT est mesuré chaque année au mois de mars à partir de l'*Enquête sur l'emploi* réalisée par l'Insee.

En revanche, l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE) ne recense que les seules personnes inscrites, ou Demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM). Outre les différences de critère, il existe une différence sensible entre le nombre d'inscrits à l'ANPE répertorié par le ministère du Travail, des relations sociales et de la solidarité et celui calculé à partir de l'enquête sur l'emploi à une période voisine. Incluant les chômeurs hors champ de l'enquête sur l'emploi (vivant dans des « communautés »), cet écart « résiduel » serait en outre dû en partie aux aléas de l'enquête (réponses erronées ou imprécises) mais aussi aux difficultés de mise à jour des fichiers de l'ANPE.

Compte satellite de la défense

Un compte satellite considère généralement trois types de producteurs économiques nationaux :

- les producteurs du produit caractéristique ;
- les producteurs de produits connexes ;
- les autres producteurs.

Dans le cas de la défense, le produit caractéristique est le service de défense, assuré par l'État. Les produits connexes sont les produits d'armement, fournis dans le passé par deux types d'agents économiques : les établissements industriels de défense et les entreprises d'armement. La disparition des arsenaux et le changement de statut de DCNS rendent la première de ces catégories marginale, celle-ci se limitant à quelques activités d'entretien. Les autres producteurs représentent le reste de l'économie.

La comptabilité nationale ne considère pas les biens spécifiquement militaires comme des investissements. Ils sont comptabilisés en consommation intermédiaire : en effet, ils ne servent pas à fabriquer d'autres biens, comme les biens d'équipement classiques, et ils sont destructibles par nature. Cela revient à les considérer comme entièrement consommés « intermédiairement » (c'est-à-dire pour produire un service de défense) dès leur achat, même s'ils peuvent servir plusieurs fois. La consommation intermédiaire comprend donc les commandes de l'État aux industries d'armement.

La Formation brute de capital fixe (FBCF – c'est la notion comptable d'investissement) de la défense se limite en comptabilité nationale aux acquisitions d'équipements duaux, c'est-à-dire à ceux qui peuvent servir aussi bien dans la sphère civile que militaire (par exemple, les aérodromes, les installations portuaires ou la construction de logements). Il en résulte des montants très élevés de consommation intermédiaire, et beaucoup plus faibles d'investissements.

Coût de la main-d'œuvre (ou coût salarial)

Le coût de la main-d'œuvre est constitué par l'ensemble des dépenses qui incombent à l'entreprise en contrepartie directe de l'emploi d'un salarié : rémunération directe (salaire de base, primes, congés...), charges sociales légales, conventionnelles et contractuelles, charges d'apprentissage et de formation professionnelle, participation aux frais de transport, avantages en nature, œuvres sociales.

Dépense intérieure de recherche et développement (DIRD) [approche exécution]

La Dépense intérieure de recherche et développement (DIRD), calculée par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche, représente l'ensemble des coûts (hors taxes) des travaux de R&D exécutés sur le territoire national, pendant une année donnée, quelles que soient l'origine et la nationalité des financements. La DIRD totale se décompose en deux sous-agrégats : la Dépense intérieure exécutée par les administrations (DIRDA) et celle exécutée par les entreprises (DIRDE). Au sein de la première, qui constitue la R&D publique, on distingue une dépense intérieure de R&D civile et une dépense intérieure de R&D de défense exécutée par les administrations (dénommées ici respectivement DIRDAC et DIRDD).

Dépense extérieure de recherche et développement (DERD)

La notion de Dépense extérieure de recherche et développement (DERD) a été élaborée par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche afin de mettre en évidence les travaux de R&D financés par un organisme et exécutés en dehors de lui. Ces derniers comprennent principalement les sous-traitances de recherche exécutées à l'extérieur de l'organisme sur le territoire national et les dépenses de recherche effectuées à l'extérieur du territoire national, ainsi que les différentes contributions aux organisations internationales.

Dépense nationale de recherche et développement (DNRD) [approche financement]

La Dépense nationale de R&D représente l'effort financier (hors taxes) consacré dans l'année à la R&D par les agents nationaux, quelle que soit la destination

des financements. L'écart entre le montant de la DIRD et celui de la DNRD constitue le solde des échanges en matière de R&D entre la France et l'étranger (la DNRD est égale à la DIRD plus les financements de R&D accordés à l'étranger, moins les financements de R&D reçus de l'étranger).

On peut distinguer de la même manière une Dépense nationale de recherche et développement des administrations (DNRDA), qui inclut la partie financée par les administrations de défense (DNRDD), et une Dépense nationale de recherche et développement des entreprises (DNRDE).

Effectifs réels (données du Recensement des agents de l'État [RAE])

Les « effectifs réels » sont obtenus en comptabilisant le nombre de personnes recevant une rémunération imputée sur le budget de l'État, ainsi que des organismes publics en général. Dans la statistique issue du fichier de paie, les salariés sont affectés à leur ministère payeur, et non pas nécessairement à celui dans lequel ils sont en fonction. Les résultats agrégés sont collationnés via les services statistiques des ministères et diffusés par l'Insee, du budget, des comptes publics et de la fonction publique qui assure in fine la synthèse de l'ensemble des données relatives aux agents publics.

Au sein du ministère de la Défense, l'Observatoire économique de la défense (OED) assure annuellement le Recensement des agents de l'État (RAE) qui sont rémunérés par ce département, et réalise des synthèses détaillées à usage interne.

Effectifs en équivalent temps plein

Les effectifs civils et militaires figurant dans le 4.1 sont mesurés en « équivalent temps plein annuel ». Ainsi, un agent ayant travaillé durant 6 mois à temps complet compte pour 0,5 année-travail. Si ce même agent avait été à mi-temps, il aurait compté pour 0,25 année-travail.

Emploi intérieur

L'emploi intérieur est un concept des comptes nationaux qui correspond à celui de population active occupée intérieure. L'emploi intérieur, évalué en moyenne annuelle, comprend l'ensemble des personnes physiques (résidentes ou non) ayant un emploi dans une unité de production résidente. On passe donc de la population active occupée à

l'emploi intérieur en intégrant les actifs non résidents occupés sur le territoire économique et en ne prenant pas en compte les actifs résidents ayant un emploi dans le reste du monde. Tous les types d'emploi sont comptabilisés, y compris les emplois précaires.

L'emploi intérieur s'entend, depuis la base 1995 des comptes nationaux, pour la France entière, c'est-à-dire y compris les départements d'outre-mer. Il peut être présenté en nombre de personnes physiques ou en équivalents temps plein (correction due au temps partiel). Dans les deux cas, il s'agit d'une moyenne annuelle.

Dans les comptes nationaux, l'emploi intérieur est présenté selon deux types de ventilation : par branche et par secteur institutionnel.

Exportations (au sens des comptes nationaux)

Les exportations de biens et services comprennent tous les biens, neufs ou existants, qui, à titre onéreux ou gratuit, sortent définitivement du territoire économique à destination du reste du monde et tous les services fournis par des unités résidentes à des unités non résidentes.

Comme celles-ci incluent généralement un certain montant de biens et services consommés par des ménages non résidents sur le territoire économique (achats effectués par les touristes par exemple), il est nécessaire de procéder en conséquence à une correction territoriale sur les dépenses de consommation des ménages.

Exportations (au sens des douanes)

Les douanes fournissent des statistiques sur les exportations et les importations de matériel militaire. Ces statistiques sont établies sur la base des flux physiques transfrontaliers. Une déclaration mensuelle doit être remplie dans la nomenclature des douanes par les exportateurs. Elle doit fournir leurs livraisons de matériel militaire à l'exportation selon la valeur en euros et les quantités en kilogrammes, et donner le pays d'origine et de destination. Ces chiffres ne prennent donc pas en compte les montants des services facturés ni ceux des prestations associées à la livraison du matériel. Les chiffres établis par le ministère de la Défense sont en général supérieurs à ceux établis par les douanes, l'écart représentant les services.

Enfin, des divergences notables existent sur la répartition par pays destinataire. En effet, dans le cas des matériels exportés chez un constructeur étranger pour être intégrés dans un système qu'il exporte à son

tour, les douanes enregistrent le pays de première exportation et le ministère de la Défense le pays de destination finale, dans la mesure où il privilégie les équilibres stratégiques induits par les transferts d'armement.

FAB et CAF

Traditionnellement, l'enregistrement de la valeur en douane des flux de marchandises à leur passage à la frontière aboutit à deux modes de valorisation :

- FAB (Franco à bord) : prix des biens à la frontière (sortie) du pays exportateur ;
- CAF (Coût, assurance, fret) : prix des biens à l'entrée du pays importateur, qui inclut donc éventuellement les frais de transport et d'assurance entre les deux frontières. Ces coûts supplémentaires majorent d'autant le prix FAB de départ.

À partir de cette grille de mesure, deux systèmes concurrents de comptabilisation de la valeur des échanges ont été privilégiés :

- la méthode CAF/FAB, c'est-à-dire CAF pour les importations et FAB pour les exportations, qui présente l'avantage pour un pays considéré de ne comptabiliser les flux qu'à l'entrée et à la sortie de son territoire. Celle-ci a longtemps été privilégiée par la balance commerciale ;
- la méthode FAB/FAB, qui traite les importations comme les exportations (toujours enregistrées FAB). Elle permet de rendre plus homogènes et symétriques les deux flux et d'assurer une meilleure comparabilité au niveau international.

Les comptes nationaux, conjointement avec les douanes, appliquent désormais le principe de la valorisation FAB/FAB des flux extérieurs, ce qui permet ainsi d'harmoniser les différents modes de comptabilisation des échanges internationaux.

Fonction publique

La fonction publique comprend trois sous-ensembles :

- la fonction publique d'État (ensemble des agents employés dans les différents ministères, auxquels on ajoute ceux des établissements publics sous leur tutelle ainsi que les effectifs de l'enseignement privé sous contrat) ;
- la fonction publique territoriale (personnel des collectivités locales) ;
- la fonction publique hospitalière (personnel des hôpitaux publics et des maisons de retraite publiques).

La notion d'emploi dans la fonction publique revêt certaines particularités :

- **Effectifs budgétaires** : lors du vote annuel de leur budget, le Parlement pour les agents de l'État, les instances territoriales (conseils municipaux, généraux...) pour les agents des collectivités locales et les conseils d'administration des hôpitaux pour leur personnel « autorisent » des emplois dont le nombre diffère des effectifs réellement en fonction en raison de l'existence d'emplois vacants et du temps partiel.
- **Titulaires** (catégories statutaires) : le personnel titulaire appartient à des corps regroupés en catégories d'après leur niveau de concours de recrutement :
 - catégorie A, qui assure des fonctions d'études générales, de conception et de direction ;
 - catégorie B, qui est chargée des fonctions d'application ;
 - catégorie C, qui assure les tâches d'exécution.
- **Non titulaires** : ce sont les ouvriers d'État, les contractuels (dont certains, régis par des textes statutaires, ont un déroulement de carrière organisé et une quasi-stabilité d'emploi), les auxiliaires, les vacataires, les collaborateurs extérieurs, ou encore certains « emplois aidés » tels que les « contrats emploi-solidarité ».

Formation brute de capital fixe (FBCF)

La formation brute de capital fixe, qui représentait en base 80 uniquement l'achat de biens de production durables qui sont par nature physiques, voit en nouvelle base son champ s'élargir sensiblement sous l'influence de nombreux économistes qui recherchent un rapprochement de ce concept avec celui d'investissement des entreprises, en y incluant en particulier certains investissements immatériels. Toutefois, l'intégration des dépenses de recherche et développement n'y a pas encore été réalisée, et ce point important fait toujours l'objet de débats au sein de la communauté internationale des comptes nationaux.

La FBCF comprend la valeur :

- des biens durables acquis par les unités de production afin d'être utilisés pendant au moins un an dans leur processus de production ;
- de certains services correspondant à une partie des investissements immatériels : les logiciels informatiques et bases de données, les œuvres littéraires et artistiques (y compris dans le domaine audiovisuel avec en particulier les films de cinéma) au moment où elles sont produites ;
- des dépenses d'équipement militaire susceptibles d'un usage civil équivalent, qui sont désignées parfois sous le terme de dépenses « *duales* » : les aérodromes, les

équipements portuaires, les routes, les hôpitaux, les établissements scolaires, les camions de transport de troupes, etc.

- des dépenses de prospection minière et pétrolière, qu'elles aboutissent ou non.

Importations (au sens des comptes nationaux)

Les importations de biens et services comprennent tous les biens, neufs ou existants, qui, à titre onéreux ou gratuit, entrent définitivement sur le territoire économique en provenance du reste du monde et tous les services fournis par des unités non résidentes à des unités résidentes.

Celles-ci incluent généralement un certain montant de biens et services consommés par des ménages résidents hors du territoire économique (achats effectués par les touristes français à l'étranger par exemple), et il est nécessaire d'en tenir compte dans la correction territoriale en accroissant d'autant les dépenses de consommation des ménages enregistrées sur le territoire. Il s'agit donc d'une correction symétriquement inverse à celle apportée aux achats en France par les ménages non résidents (voir le paragraphe Exportations).

Industries de l'armement

Anciennement incluses dans les industries des biens d'équipement, les industries contribuant à l'équipement militaire sont désormais intégrées dans un ensemble plus vaste. Celui des industries manufacturières, extractives et autres industries (alinéa BE de la nomenclature en 10 postes). Ce changement a lieu à l'avènement de la révision 2 de la nomenclature d'activités et de produits en vigueur : Nomenclature d'activités française (NAF) et Classification des produits français (CPF). Active dans les entreprises dès 2008, elle est utilisée pour l'élaboration des comptes nationaux en base 2005.

La nomenclature de diffusion se compose de 88 divisions. Les tableaux présentés ici et diffusés par les comptes nationaux déclinent la nomenclature en niveaux A10 (10 postes), A17 (17 postes), A38 (38 postes), A88 (divisions).

La fabrication des matériels naval et aéronautique, des missiles balistiques de longue portée, des véhicules blindés de combat, se trouve désormais classée dans la division A88_30 « Fabrication d'autres matériels de transport (hors automobile) », agrégée en A38_CL puis A17_C4 (Fabrication de matériels de transport). La maintenance de ces matériels de transport est

traitée dans la division A88_33 « Réparation et installation de machines et d'équipements », agrégée en A38_CM (Autres industries manufacturières – réparation et installation de machines et d'équipements) puis A17_C5 (Fabrication d'autres produits industriels).

La fabrication des armes et munitions est désormais classée dans la division A88_25 « Fabrication de produits métalliques, sauf machines et équipements » et agrégée avec la métallurgie au niveau A38_CH, puis A17_C5 (Fabrication d'autres produits industriels). La fabrication d'ordinateurs et périphériques, d'équipements de communication ou d'aide à la navigation, d'instrumentation scientifique et technique, d'horlogerie, se trouve classée dans la division A88_26 « Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques », qui est aussi le niveau A38_CI, inclus dans le niveau A17_C3 (Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques - fabrication de machines).

Ainsi, 3 postes industriels vastes contiennent les biens d'équipement militaire : C3, C4 et C5.

Industrie manufacturière (DC)

L'industrie, qui est définie généralement en termes économiques comme l'activité de transformation des matières premières en biens productifs ou en biens de consommation, est délimitée dans les comptes nationaux à partir des nomenclatures d'activités et de produits (NAF/CPF et NES pour la nomenclature de travail et de diffusion). Trois grands regroupements sont le plus souvent effectués :

- l'industrie au sens large, qui regroupe l'ensemble des activités économiques classées habituellement dans le secteur « secondaire » et recouvre les branches EB à EH. Elle intègre en particulier la branche de la construction (ex-BTP) classée en EH. C'est également le champ normalement couvert par l'Indice de la production industrielle (IPI) élaboré par l'Insee, indice qui mesure l'activité conjoncturelle en volume de l'industrie ;
- l'industrie totale, qui correspond à la grande branche DB des comptes nationaux ;
- l'industrie manufacturière, qui correspond à la grande branche DC des comptes nationaux, et exclut donc du champ précédent les industries agroalimentaires (EB) et l'énergie (EG). Elle comprend les industries de biens de consommation (EC), l'industrie automobile (ED), les industries de biens d'équipement (EE) et les industries des biens intermédiaires (EF). De fait, elle représente le noyau considéré comme le plus homogène et significatif de l'activité de transformation industrielle.

Loi organique relative aux lois de finances (Lolf)

Depuis le 1^{er} janvier 2006 la Lolf est le nouveau cadre de gestion pour l'ensemble de l'administration de l'État. Le budget n'est plus présenté par nature de dépenses (fonctionnement, investissement, intervention...) mais par politique publique (sécurité, culture, défense, justice...), désormais appelée mission. Le Parlement et le citoyen sont ainsi en mesure d'apprécier la totalité des moyens déployés pour mettre en œuvre chaque politique de l'État.

La destination des crédits est déclinée en missions, programmes et actions. Depuis l'intégration de la mission « Sécurité » au budget du ministère de l'Intérieur (1^{er} janvier 2009), le ministère de la Défense est concerné par 3 missions.

- Deux missions ministérielles :
- une mission « Défense » proprement dite ;
- une mission « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » (budget des anciens combattants) ;
- et une mission interministérielle : « Recherche et enseignement supérieur » (programme recherche duale « civile et militaire »).

N° SIREN

Numéro d'identification des entreprises dans le répertoire SIRENE, géré par l'Insee.

N° SIRET

Numéro d'identification des établissements dans le répertoire SIRENE, il comporte quatorze chiffres dont les neuf premiers correspondent au numéro SIREN. Si une entreprise vend un établissement à une autre entreprise, le numéro SIRET va donc changer. Si une entreprise déplace un établissement d'un lieu à un autre, un établissement est supprimé et un autre créé avec un nouveau numéro.

Parités de pouvoir d'achat (PPA)

La méthode des parités de pouvoir d'achat a été mise au point, et est utilisée notamment par les économistes de l'OCDE afin de remédier aux insuffisances des comparaisons internationales classiques d'agrégats économiques tels que le PIB exprimés en termes monétaires. Ces dernières en effet reposent sur des conversions des monnaies nationales à partir des taux de change courants qui ne tiennent

pas compte de la structure et de l'évolution des prix relatifs dans chaque pays.

Afin de donner une image plus proche du pouvoir d'achat réel de chaque monnaie nationale, le principe de construction des parités de pouvoir d'achat part d'une comparaison entre les prix moyens de paniers de biens et de services similaires au sein de chaque pays, auxquels on a appliqué les indices de prix élémentaires en vigueur, de la même façon que l'Insee calcule en France l'indice des prix à la consommation. Les agrégats sont ainsi mesurés sur la base des taux de change corrigés que constituent les taux de conversion des monnaies en parité de pouvoir d'achat. Dans cette méthode, les indices de volume comparés ne reflètent que les différences de volumes des biens et services produits. Toutefois, si l'effet-prix est corrigé, il n'en est pas forcément de même de l'effet de structure qui découlerait de poids trop différents des produits dans la production nationale dans le cas où les structures économiques des pays comparés seraient trop éloignées les unes des autres.

Population active

La population active comprend, de manière générale, la population qui a un emploi (population active occupée) et celle qui en cherche un (chômeurs). Elle inclut de plus les militaires du contingent.

L'Insee utilise deux grandes approches pour mesurer la population active résidente :

- la première approche comptabilise, en moyenne annuelle, le nombre de personnes employées dans les différents secteurs d'activité économique, calculé à partir de diverses sources administratives et des recensements, et le nombre de chômeurs au sens du Bureau international du travail (BIT) ;
- la seconde approche mesure, au 1^{er} janvier ou au mois de mars de l'année considérée, le niveau de la population active en partant d'une structure de la population totale par sexe et par âge à laquelle sont appliqués des taux d'activité observés lors de l'enquête emploi réalisée en mars, eux-mêmes calés sur les taux d'activité aux recensements.

L'écart entre les résultats des deux approches s'explique essentiellement par les différences de dates d'évaluation, mais aussi par les divergences entre les définitions et conventions des sources et les imprécisions des estimations qui ne sont pas de même nature dans chaque cas. La première approche, plus exhaustive, mesure mieux le niveau global, alors que la seconde, qui dépend plus du champ de l'enquête emploi, reflète plus fidèlement les évolutions fines sur courte période. Dans les comptes nationaux, le concept le plus pertinent est celui d'emploi intérieur (voir cette définition).

Population active occupée

La population active occupée est la principale composante de la population active totale, et connaît les mêmes difficultés de mesure que cette dernière. Selon les conventions de l'enquête emploi annuelle, elle comprend toutes les personnes au travail au cours de la semaine de référence de l'enquête, qu'elles soient salariées, qu'elles soient à leur compte ou qu'elles aident un membre de leur famille dans son travail. Elle comprend également les personnes pourvues d'un emploi mais temporairement absentes la semaine de référence pour un motif tel que maladie (moins d'un an), congé payé, conflit du travail, formation, etc.

Production

« La production est une activité exercée sous le contrôle et la responsabilité d'une unité institutionnelle qui combine des ressources – main-d'œuvre, capital, biens et services – pour fabriquer des biens ou fournir des services. Ne font pas partie de la production les processus purement naturels sans intervention ou contrôle humain. C'est ainsi que l'accroissement sauvage des stocks de poissons dans les eaux internationales ne constitue pas une production, au contraire de la pisciculture. » (SEC 95)

La comptabilité nationale accorde moins d'importance à la distinction entre production marchande et non marchande, en raison notamment du fait que la nouvelle nomenclature d'activités ne permet pas de dissocier clairement activité marchande et non marchande. En conséquence, il n'a donc pas semblé utile de maintenir une estimation séparée pour le PIB marchand et le PIB non marchand, qu'il est toutefois toujours possible de calculer au prix d'une certaine approximation. En pratique, seul le PIB total est évalué. En principe, le partage entre production marchande et non marchande a été maintenu mais en s'appuyant sur le concept de vente à un « prix économiquement significatif ». Un prix est dit économiquement significatif s'il a une influence significative sur les montants que les producteurs sont prêts à offrir et sur les montants que les acquéreurs souhaitent acheter. *A contrario*, un prix est considéré comme n'étant pas économiquement significatif quand il a une influence faible ou nulle sur la quantité que le producteur est prêt à offrir, et une influence seulement marginale sur les quantités demandées.

Si on fait abstraction des organismes sans but lucratif de droit privé, il existe deux types de producteurs : les producteurs publics et les producteurs privés. Le caractère public ou privé d'un producteur dépend de la nature des unités qui le contrôlent.

Tous les producteurs privés sont, par convention, des producteurs marchands, quel que soit le type de leurs ressources. Ainsi, un agriculteur, même largement subventionné, est toujours considéré comme un producteur marchand et il est, selon le type d'exploitation qu'il dirige, classé parmi les ménages ou parmi les sociétés non financières. Seuls, donc, les producteurs publics sont susceptibles d'être non marchands ; le cas échéant, ils sont classés parmi les administrations publiques.

La règle dite des 50 % permet de distinguer une production marchande d'une production non marchande. Elle met en regard d'un côté les ventes hors taxes, de l'autre les coûts de production : consommation intermédiaire, rémunération des salariés, autres impôts sur la production, consommation de capital fixe. Les charges financières supportées par le producteur n'entrent cependant pas en considération du côté des coûts. Si le rapport des ventes aux coûts de production est durablement supérieur à 50 %, il s'agit d'une production marchande.

La distinction entre producteurs marchands et producteurs non marchands repose donc sur les conditions économiques dans lesquelles se réalise la production.

De ce fait, la production est désormais ventilée entre :

- la « production marchande » (P11), qui est « écoulée ou destinée à être écoulée sur le marché » (SEC 95) ;
- la « production pour usage final propre » (P12), que les agents conservent pour leur consommation personnelle ou leur FBCE, et qui est essentiellement le fait des ménages (loyers imputés que les ménages propriétaires se versent à eux-mêmes notamment) ;
- la production des administrations ou « autre production non marchande » (P13), qui est fournie à d'autres unités soit gratuitement soit à des prix économiquement non significatifs. Elle pose des questions spécifiques au niveau de la mesure de sa valeur.

La production est évaluée « au prix de base » qui est défini ainsi :

« Le prix de base correspond au montant que le producteur reçoit de l'acheteur par unité de bien ou de service produite, le cas échéant, diminué des impôts à payer moins les subventions à recevoir du fait de la production ou de la vente de cette unité (en d'autres termes, diminué des impôts sur les produits moins les subventions sur les produits). Le prix de base exclut les éventuels frais de transport facturés séparément par le producteur. Il inclut par contre les éventuelles marges de transport apparaissant sur la facture établie par le producteur, même si c'est sous un poste séparé. » (SEC 95)

Le passage à la valorisation au prix de base correspond à une autre logique économique dont le souci est d'enregis-

trer les recettes effectives du producteur (hors impôts et y compris subventions sur les produits) et non plus les coûts qu'il supporte (impôts nets de subventions). Les effets sont particulièrement importants dans les branches de l'agriculture et de l'énergie.

La production de services non marchands des administrations est mesurée conventionnellement par l'ensemble des coûts de production supportés par leurs branches non marchandes : consommation intermédiaire, rémunération des salariés, consommation de capital fixe et autres impôts sur la production nets de subventions d'exploitation.

Production effective et distribuée

La distinction entre production effective et distribuée renvoie à celle entre branches et produits. La séparation entre activité (branche) et produit s'avère nécessaire en comptabilité nationale pour tenir compte du fait que, au terme du processus de production, le produit final peut parfois comprendre certains sous-produits de nature différente qui étaient indissociablement contenus dans les biens intermédiaires en amont. C'est notamment le cas dans la sidérurgie de la transformation ou de l'utilisation de certaines matières premières (charbon, coke) qui aboutit à produire de manière secondaire des dérivés du soufre sous forme d'oxydes. De ce fait, la branche qui est définie comme théoriquement « pure » (son activité homogène débouche en principe sur un seul produit), peut être en réalité amenée à produire à titre secondaire certains biens qui seront transférés à la catégorie de produit à laquelle ils appartiennent. La production « effective » est la production d'une branche, et la production « distribuée » celle d'un produit. La différence entre les deux est constituée des transferts de produits, qui sont soustraits de la production de la branche qui les a effectivement produits à titre secondaire pour les inclure dans la production distribuée des produits correspondants.

Ces transferts sont de trois types :

- les produits fatals (sous-produits liés ou inévitables) ;
- les transferts de produits agricoles (problème du reclassement de certains produits agricoles transformés de l'agriculture vers l'industrie agroalimentaire) ;
- les ventes résiduelles (ventes de biens et services marchands par les branches non marchandes des administrations, tels que la vente de photocopies par les universités).

En raison de la compensation globale entre les transferts, la somme des productions effectives

des branches est égale à la somme des productions distribuées des produits.

Produit intérieur brut (PIB) aux prix du marché

Le Produit intérieur brut (PIB) est le principal agrégat mesurant le résultat synthétique de l'activité économique nationale.

Le PIB peut être reconstitué à partir des trois approches classiques :

- 1. dans l'optique de la production, le PIB est égal à la somme des valeurs ajoutées brutes des différents secteurs institutionnels ou des différentes branches d'activité, augmentée des impôts moins les subventions sur les produits (lesquels ne sont pas affectés aux secteurs et aux branches d'activité). C'est aussi le solde du compte de production de l'économie totale ;
- 2. dans l'optique du revenu, le PIB est égal à la somme des emplois du compte d'exploitation de l'économie totale (rémunération des salariés, impôts sur la production et les importations moins subventions, excédent brut d'exploitation et revenu mixte de l'économie totale) ;
- 3. dans l'optique de la dépense, le PIB est égal à la somme des emplois finals de biens et de services par les unités institutionnelles résidentes (consommation finale effective, formation brute de capital), plus les exportations, moins les importations de biens et services.

Les trois modes de calcul aboutissent par définition au même chiffre du PIB, ce qui assure la cohérence entre les différentes approches des comptes nationaux français.

Recherche et développement (R&D)

La « Recherche et développement » comprend l'ensemble des dépenses effectuées par une administration ou une entreprise dans le but d'accroître les connaissances scientifiques et techniques et de les amener jusqu'au stade permettant l'exploitation de nouveaux procédés de fabrication. Sauf indication contraire, la terminologie Recherche et développement (R&D) s'entend au sens de la définition internationale dite de Frascati, d'après le manuel du même nom élaboré par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Elle recouvre la recherche fondamentale, la recherche appliquée (« recherche ») et le développement expérimental (« développement »).

La recherche fondamentale consiste en des travaux expérimentaux ou théoriques entrepris principalement en vue d'acquies de nouvelles connaissances sur les

fondements des phénomènes et des faits observables, sans envisager une application ou une utilisation particulière. La recherche appliquée consiste également en des travaux originaux entrepris en vue d'obtenir des connaissances nouvelles, mais dirigés vers un but ou vers des objectifs pratiques déterminés. Le développement expérimental consiste en des travaux systématiques basés sur des connaissances existantes obtenues par la recherche et/ou l'expérience pratique, en vue de lancer la fabrication de nouveaux matériaux, produits ou dispositifs, d'établir de nouveaux procédés, systèmes et services ou d'améliorer considérablement ceux qui existent déjà.

Recherche et technologie (R&T)

Composante de la recherche et développement, la Recherche et technologie (R&T) est un agrégat spécifiquement défense. Il mesure l'effort consenti en amont des programmes d'armement, et correspond à l'activité qui permet, en s'appuyant sur les travaux réalisés dans le secteur civil, d'acquies l'expertise, les connaissances et les capacités scientifiques, techniques et industrielles nécessaires à la définition et au lancement des programmes d'armement.

La R&T comprend les études amont contractualisées avec l'industrie, les études subventionnées (Office national d'études et de recherches aérospatiales [ONERA], Institut Saint-Louis, écoles de la DGA), la recherche sur la dissuasion nucléaire (Commissariat à l'énergie atomique [CEA]), et la recherche duale (programme 191 de la Lof).

Répertoire SIRENE

Système informatique pour le répertoire des entreprises et des établissements. L'Insee gère ce fichier qui est alimenté par les déclarations aux greffes des tribunaux de commerce, aux Ursaff, aux chambres des métiers et aux centres des impôts. Le système permet aux statisticiens de disposer d'une liste d'entreprises pour alimenter les fichiers de gestion des enquêtes, mais il assure également la redistribution d'informations entre les différentes instances intéressées par la déclaration et permet donc un allégement des obligations administratives des entreprises qui n'ont pas à se faire enregistrer par chacun des organismes.

Secteur et branche d'activité

Le secteur d'activité regroupe toutes les unités productrices résidentes exerçant à titre principal une

même activité (telle que définie dans les nomenclatures d'activités). La production issue des activités secondaires éventuelles exercées par les unités appartenant à un secteur donné fait alors partie de la production globale de celui-ci.

La notion de branche se réfère, en revanche, à une approche technico-économique de la production. La branche regroupe toutes les « **unités de production homogènes** », qui produisent un même bien ou service, selon la nomenclature de produits en cours. Elle est constituée d'unités productrices ou de fractions d'unités productrices, pas toujours directement observables, qui exercent une même activité portant sur un seul produit.

Ainsi, une même entreprise, par exemple, relève d'autant de branches qu'elle exerce d'activités, mais elle n'appartient qu'à un seul secteur.

Secteur institutionnel

Le terme de « secteur », couramment utilisé dans les comptes nationaux, renvoie à deux notions fort différentes. Le secteur d'activité économique est un regroupement d'unités productrices en fonction de leur activité économique principale (les secteurs de l'agriculture, de l'industrie, etc.), alors que le secteur institutionnel est un regroupement des divers agents économiques (entreprises, administrations, ménages, etc.) selon la fonction principale qu'ils occupent au sein de l'économie nationale (production, consommation, redistribution, etc.).

Selon la définition de la comptabilité nationale, un secteur institutionnel est constitué de l'ensemble des unités institutionnelles qui ont un comportement économique analogue. Pour caractériser ce comportement, deux critères sont utilisés simultanément :

- la fonction économique principale;
- l'origine des ressources principales (qui permet d'affiner le premier critère).

L'ensemble des unités institutionnelles résidentes est regroupé en cinq secteurs institutionnels :

- les Sociétés non financières (SNF), dont la fonction principale est de produire des biens et services marchands dans la sphère réelle (S11);
- les Sociétés financières (SF), dont la fonction principale consiste à fournir des services d'intermédiation financière (intermédiaires financiers) ou à exercer des activités financières auxiliaires (auxiliaires financiers). Les entreprises d'assurance, qui sont considérées comme des intermédiaires financiers dans la nouvelle base, font donc partie de ce secteur (S12);
- les Administrations publiques (APU), dont la fonction principale est de produire des services non

marchands destinés à la consommation individuelle et collective, ou d'effectuer des opérations de redistribution du revenu et de la richesse nationale. La majeure partie des ressources de ces « autres producteurs non marchands » provient de contributions obligatoires versées par des unités appartenant aux autres secteurs (S13);

- les Ménages (M), dont la fonction principale est de consommer ou éventuellement de produire des biens et services marchands dans le cadre d'une Entreprise individuelle (EI), ou encore des biens et services non financiers pour leur usage final propre (S14);
- les Institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLsm), dont la fonction principale est de produire des biens et services non marchands destinés aux ménages. Ce sont des « autres producteurs non marchands privés ». Le secteur comprend des unités telles que les cultes, les associations, les syndicats de travailleurs ou les partis politiques (S15).

Le Reste du monde (RdM), qui ne constitue pas à proprement parler un secteur institutionnel, est composé d'un ensemble de comptes visant à retracer globalement les relations entre l'économie nationale et les unités non résidentes.

Taux d'exportation

Le taux d'exportation exprime l'effort d'exportation d'un secteur ou d'une branche donnée. Il est couramment mesuré par le rapport en pourcentage des exportations de biens et de services relatifs à un secteur ou à une branche donnée sur la production de ce secteur ou de cette même branche.

Titre (budgétaire)

Division du budget général qui s'applique également aux dotations de chaque ministère et qui permet de désigner principalement les dépenses de personnel et de fonctionnement de l'État, les investissements effectués par l'État, et les dépenses de subventions ou d'interventions publiques.

Le budget de la défense se décompose, selon l'ordonnance de 1959 en vigueur jusqu'à 2005, en *dépenses ordinaires* et en *dépenses en capital* :

Dépenses ordinaires

Titre III	Moyens des armes et services
1 ^{re} partie	- Personnel
	- Rémunérations d'activité

2 ^e partie	- Personnel en retraite
	- Pensions et allocations
3 ^e partie	- Personnel
	- Charges sociales
4 ^e partie	- Matériel et fonctionnement des armes et services
6 ^e partie	- Subventions de fonctionnement
7 ^e partie	- Dépenses diverses

Dépenses en capital

Titre V Équipement

1 ^{re} partie	- Espace, communications, dissuasion
2 ^e partie	- Études
3 ^e partie	- Équipements conventionnels des forces
4 ^e partie	- Infrastructure
5 ^e partie	- Soutien des forces et entretien des matériels

Titre VI Subventions d'investissement accordées par l'État

6 ^e partie	- Équipement culturel et social
7 ^e partie	- Équipements administratif et divers

Depuis 2006 avec la mise en place de la Lolf, on distingue sept titres ou natures de dépenses :

Titre 1 Dotations des pouvoirs publics

Titre 2 Dépenses de personnel

- rémunération d'activité
- cotisations et contributions sociales
- prestations sociales et allocations
diverses

Titre 3 Dépenses de fonctionnement

- dépenses de fonctionnement
autres que celles de personnel
- subventions pour charge de service
public

Titre 4 Charge de la dette de l'État

- intérêts de la dette financière
négociable
- intérêts de la dette financière
non négociable
- charges financières diverses

Titre 5 Dépenses d'investissement

- dépenses pour immobilisations
corporelles de l'État
- dépenses pour immobilisations
incorporelles de l'État

Titre 6 Dépenses d'intervention

- transferts aux ménages
- transferts aux collectivités
territoriales
- transferts aux autres collectivités
- appels en garantie

Titre 7 Dépenses d'opérations financières

- prêts et avances
- dotations en fonds propres
- dépenses de participations
financières

Valeur ajoutée

La valeur ajoutée est le solde du compte de production. Elle est égale à la différence entre la valeur de la production et celle des consommations intermédiaires (valeur des biens et services consommés pour produire). Du point de vue économique, cet agrégat représente la valeur nouvelle créée au cours du processus de production. La valeur ajoutée est calculée « brute », c'est-à-dire y compris la consommation de capital fixe (concept proche de la notion d'amortissement économique), et est évaluée comme la production au prix de base.

Valeur/volume

Les données des comptes nationaux peuvent être mesurées comme toute grandeur économique en valeur ou en volume. La distinction entre les deux termes renvoie implicitement à une opération consistant à « déflater » un montant en valeur par un niveau de prix approprié. Dans la pratique, elle correspond à une opération dite de « partage volume/prix » sur la base de la relation suivante :

$$\text{Indice de valeur} = \text{Indice de volume} \times \text{Indice de prix}$$

Il convient surtout de souligner que les notions usuelles d'euros courants et d'euros constants ne sont pas exactement équivalentes à celles de valeur et volume, car elles sont relativement imprécises et peuvent prêter à confusion. Les concepts employés dans les comptes nationaux s'appuient sur des définitions plus rigoureuses qui partent d'une approche en termes de structure des prix d'une année donnée, qui implique à la fois une pondération des productions en volume et un système de prix relatifs évoluant tous deux dans le temps.

Les comptes nationaux utilisent d'une manière générale trois systèmes de prix :

- les comptes en valeur : les agrégats et toutes les valeurs comptables sont mesurés aux prix de l'année en cours ;
- les comptes en volume aux prix de l'année précédente (dits en volume n-1) : les grandeurs sont mesurées à partir de la structure des prix de l'année précédente. Conformément aux recommandations internationales, la présentation de séries en volume par « chaînage » traduit

la volonté de privilégier l'importance des comptes aux prix de l'année précédente, qui ont l'avantage de gommer les effets de distorsion dus à l'évolution des prix relatifs au fur et à mesure que l'on s'éloigne d'une année de référence fixe, comme cela est le cas dans le calcul à prix constants. Ce sont ces séries dites « aux prix de l'année précédente, chaînés, base 2005 » qui sont données en priorité dans les publications des comptes annuels. Ces séries sont calculées en appliquant aux comptes à prix courant d'une année de référence donnée (la « base 2005 » correspondant au choix de l'année 2005) les évolutions successives aux prix de l'année précédente. Elles présentent toutefois l'inconvénient de ne plus satisfaire exactement aux équations comptables, dont les équilibres ne sont plus respectés ;

- les comptes en volume aux prix d'une année de base fixe (dits aussi à prix constants) : les grandeurs sont mesurées à partir de la structure constante des prix d'une année de base fixe (alors que le chaînage s'applique au contraire à une structure continuellement variable). Les comptes nationaux français maintiennent la publication de données dans ce système de prix, dont le principe général de calcul ne change pas. L'établissement de ceux-ci est simplifié et rendu plus automatique, à partir des TES en valeur et aux prix de l'année précédente, que l'on a retraités afin d'obtenir des équilibres comptables en volume. Pour l'instant, seuls les agrégats des comptes trimestriels sont directement élaborés et diffusés dans ce système de prix, qui est normalement utilisé dans les travaux de synthèse conjoncturelle de l'Insee, et pour l'établissement des budgets économiques et des prévisions de la direction de la prévision. Afin de ne pas laisser vieillir exagérément la structure de prix utilisée, et conformément aux exigences européennes, cette base de prix devrait changer tous les cinq ans.

II. NOMENCLATURE D'ACTIVITÉS FRANÇAISE (NAF) RÉVISION 2 – EN USAGE DEPUIS LE 1^{ER} JANVIER 2008

A10_AZ Agriculture, sylviculture et pêche

A17_AZ Agriculture, sylviculture et pêche

A38_AZ Agriculture, sylviculture et pêche

A88_01 Culture et production animale, chasse et services annexes (NAF 01.11Z à 01.70Z)

A88_02 Sylviculture et exploitation forestière (NAF 02.10Z à 02.40Z)

A88_03 Pêche et aquaculture (NAF 03.11Z à 03.22Z)

A10_BE INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE, INDUSTRIES EXTRACTIVES ET AUTRES

A17_C1 Fabrication de denrées alimentaires, boissons et produits à base de tabac

A38_CA Fabrication de denrées alimentaires, boissons et produits à base de tabac

A88_10 Industries alimentaires (NAF 10.11Z à 10.92Z)

A88_11 Fabrication de boissons (NAF 11.01Z à 11.07B)

A88_12 Fabrication de produits à base de tabac (NAF 12.20Z)

A17_C2 Cokéfaction et raffinage

A38_CD Cokéfaction et raffinage

A88_19 Cokéfaction et raffinage (NAF 19.10Z et 19.20Z)

A17_C3 Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques – fabrication de machines

A38_CI Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques

A88_26 Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques (NAF 26.11Z à 26.80Z)

A38_CJ Fabrication d'équipements électriques

A88_27 Fabrication d'équipements électriques (NAF 27.11Z à 27.90Z)

A38_CK Fabrication de machines et équipements n.c.a.

A88_28 Fabrication de machines et équipements non cités ailleurs (NAF 28.11Z à 28.99B)

A17_C4 Fabrication de matériels de transport

A38_CL Fabrication de matériels de transport

A88_29 Industrie automobile (NAF 29.10Z à 29.32Z)

A88_30 Fabrication d'autres matériels de transport (NAF 30.11Z à 30.99Z)

A17_C5 Fabrication d'autres produits industriels

A38_CB Fabrication de textiles, industries de l'habillement, cuir et chaussure

A88_13 Fabrication de textiles (NAF 13.10Z à 13.99Z)

A88_14 Industrie de l'habillement (NAF 14.11Z à 14.39Z)

A88_15 Industrie du cuir et de la chaussure (NAF 15.11Z à 15.20Z)

A38_CC Travail du bois, industries du papier et imprimerie

A88_16 Travail du bois - fabrication articles en bois, liège (sauf meubles), vannerie et sparterie (NAF 16.10A à 16.29Z)

A88_17 Industrie du papier et du carton (NAF 17.11Z à 17.29Z)

A88_18 Imprimerie et reproduction d'enregistrements (NAF 18.11Z à 18.20Z)

A38_CE Industrie chimique

A88_20 Industrie chimique (NAF 20.11Z à 20.60Z)

A38_CF Industrie pharmaceutique

A88_21 Industrie pharmaceutique (NAF 21.10Z et 21.20Z)

A38_CG Fabrication de produits en caoutchouc ou plastique, autres produits minéraux non métal

A88_22 Fabrication de produits en caoutchouc ou en plastique (NAF 22.11Z à 22.29B)

A88_23 Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques (NAF 23.11Z à 23.99Z)

A38_CH Métallurgie et fabrication de produits métalliques sauf machines et équipements

A88_24 Métallurgie (NAF 24.10Z à 24.54Z)

A88_25 Fabrication produits métalliques, sauf machines et équipements (NAF 25.11Z à 25.99B)

A38_CM Autres industries manufacturières – réparation et installation de machines et d'équipements

A88_31 Fabrication de meubles (NAF 31.01Z à 31.09B)

A88_32 Autres industries manufacturières (NAF 32.11Z à 32.99Z)

A88_33 Réparation et installation de machines et d'équipements (NAF 33.11Z à 33.20D)

A17_DE Industries extractives, énergie, eau, gestion déchets et dépollution

A38_BZ Industries extractives

- A88_05 Extraction de houille et de lignite (NAF 05.10Z et 05.20Z)
- A88_06 Extraction d'hydrocarbures (NAF 06.10Z et 06.20Z)
- A88_07 Extraction de minerais métalliques (NAF 07.10Z à 07.29Z)
- A88_08 Autres industries extractives (NAF 08.11Z à 08.99Z)
- A88_09 Services de soutien aux industries extractives (NAF 09.10Z et 09.90Z)

A38_DZ Production et distribution électricité, gaz, vapeur et air conditionné

- A88_35 Production et distribution électricité gaz vapeur et air conditionné (NAF 35.11Z à 35.30Z)

A38_EZ Production et distribution d'eau, assainissement, gestion déchets et dépollution

- A88_36 Captage, traitement et distribution d'eau (NAF 36.00Z)
- A88_37 Collecte et traitement des eaux usées (NAF 37.00Z)
- A88_38 Collecte, traitement et élimination des déchets – récupération (NAF 38.11Z à 38.32Z)
- A88_39 Dépollution et autres services de gestion des déchets (NAF 39.00Z)

A10_FZ CONSTRUCTION

A17_FZ Construction

A38_FZ Construction

- A88_41 Construction de bâtiments (NAF 41.10A à 41.20B)
- A88_42 Génie civil (NAF 42.11Z à 42.99Z)
- A88_43 Travaux de construction spécialisés (NAF 43.11Z à 43.99E)

A10_GI COMMERCE DE GROS ET DÉTAIL, TRANSPORTS, HÉBERGEMENT ET RESTAURATION

A17_GZ Commerce - réparation d'automobiles et de motocycles

A38_GZ Commerce - réparation d'automobiles et de motocycles

- A88_45 Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles (NAF 45.11Z à 45.40Z)
- A88_46 Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles (NAF 46.11Z à 46.90Z)
- A88_47 Commerce de détail, sauf automobiles et motocycles (NAF 47.11A à 47.99B)

A17_HZ Transports et entreposage

A38_HZ Transports et entreposage

- A88_49 Transports terrestres et transport par conduites (NAF 49.10Z à 49.50Z)
- A88_50 Transports par eau (NAF 50.10Z à 50.40Z)
- A88_51 Transports aériens (NAF 51.10Z à 51.22Z)
- A88_52 Entreposage et services auxiliaires des transports (NAF 52.10A à 52.29B)
- A88_53 Activités de poste et de courrier (NAF 53.10Z et 53.20Z)

A17_IZ Hébergement et restauration

A38_IZ Hébergement et restauration

- A88_55 Hébergement (NAF 55.10Z à 55.90Z)
- A88_56 Restauration (NAF 56.10A à 56.30Z)

A10_JZ INFORMATION ET COMMUNICATION

A17_JZ Information et communication

A38_JA Édition, audiovisuel et diffusion

- A88_58 Édition (NAF 58.11Z à 58.29C)
- A88_59 Production de films cinématographiques, vidéo et programmation TV - enregistrement sonore et édition musicale (NAF 59.11A à 59.20Z)
- A88_60 Programmation et diffusion (NAF 60.10Z à 60.20B)

A38_JB Télécommunications

- A88_61 Télécommunications (NAF 61.10Z à 61.90Z)

A38_JC Activités informatiques et services d'information

- A88_62 Programmation, conseil et autres activités informatiques (NAF 62.01Z à 62.09Z)
- A88_63 Services d'information (NAF 63.11Z à 63.99Z)

A10_KZ ACTIVITÉS FINANCIÈRES ET D'ASSURANCE

A17_KZ Activités financières et d'assurance

A38_KZ Activités financières et d'assurance

- A88_64 Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite (NAF 64.11Z à 64.99Z)
- A88_65 Assurance (NAF 65.11Z à 65.30Z)
- A88_66 Activités auxiliaires des services financiers et d'assurance (NAF 66.11Z à 66.30Z)

A10_LZ ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES

A17_LZ Activités immobilières

A38_LZ Activités immobilières

- A88_68 Activités immobilières (NAF 68.10Z à 68.32B)

**A10_MN ACTIVITÉS SPÉCIALISÉES,
SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES,
ACTIVITÉS DES SERVICES
ADMINISTRATIFS ET DE SOUTIEN**

**A17_MN Activités spécialisées,
scientifiques et techniques,
activités des services
administratifs et de soutien**

**A38_MA Activités juridiques, comptables,
de gestion, architecture, ingénierie,
contrôle et analyse technique**

A88_69 Activités juridiques et comptables (NAF 69.10Z et 69.20Z)

A88_70 Activités des sièges sociaux - conseil de gestion (NAF 70.10Z à 70.22Z)

A88_71 Activités d'architecture et ingénierie - contrôle et analyses techniques (NAF 71.11Z à 71.20B)

A38_MB Recherche-développement scientifique

A88_72 Recherche-développement scientifique (NAF 72.11Z à 72.20Z)

**A38_MC Autres activités spécialisées,
scientifiques et techniques**

A88_73 Publicité et études de marché (NAF 73.11Z à 73.20Z)

A88_74 Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques (NAF 74.10Z à 74.90B)

A88_75 Activités vétérinaires (NAF 75.00Z)

**A38_NZ Activités de services administratifs
et de soutien**

A88_77 Activités de location et location-bail (NAF 77.11A à 77.40Z)

A88_78 Activités liées à l'emploi (NAF 78.10Z à 78.30Z)

A88_79 Activités des agences de voyage, voyagistes, services de réservation et activités connexes (NAF 79.11Z à 79.90Z)

A88_80 Enquêtes et sécurité (NAF 80.10Z à 80.30Z)

A88_81 Services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager (NAF 81.10Z à 81.30Z)

A88_82 Activités administratives et autres activités de soutien aux entreprises (NAF 82.11Z à 82.99Z)

**A10_OQ ADMINISTRATION PUBLIQUE,
ENSEIGNEMENT, SANTÉ
HUMAINE ET ACTION SOCIALE**

**A17_OQ Administration publique,
enseignement, santé humaine
et action sociale**

A38_OZ Administration publique

A88_84 Administration publique et défense - sécurité sociale obligatoire (NAF 84.11Z à 84.30C)

A38_PZ Enseignement

A88_85 Enseignement (NAF 85.10Z à 85.60Z)

A38_QA Activités pour la santé humaine

A88_86 Activités pour la santé humaine (NAF 86.10Z à 86.90F)

**A38_QB Hébergement médico-social et social
et action sociale sans hébergement**

A88_87 Hébergement médico-social et social (NAF 87.10A à 87.90B)

A88_88 Action sociale sans hébergement (NAF 88.10A à 88.99B)

A10_RU AUTRES ACTIVITÉS DE SERVICES

A17_RU Autres activités de services

A38_RZ Arts, spectacles et activités récréatives

A88_90 Activités créatives, artistiques et de spectacle (NAF 90.01Z à 90.04Z)

A88_91 Bibliothèques, archives, musées et autres activités culturelles (NAF 91.01Z à 91.04Z)

A88_92 Organisation de jeux de hasard et d'argent (NAF 92.00Z)

A88_93 Activités sportives, récréatives et de loisirs (NAF 93.11Z à 93.29Z)

A38_SZ Autres activités de services

A88_94 Activités des organisations associatives (NAF 94.11Z à 94.99Z)

A88_95 Réparation d'ordinateurs et de biens personnels et domestiques (NAF 95.11Z à 95.29Z)

A88_96 Autres services personnels (NAF 96.01A à 96.09Z)

**A38_TZ Activités des ménages : employeurs,
producteurs de biens et services
(pour usage propre)**

A88_97 Activités des ménages : employeurs de personnel domestique (NAF 97.00Z)

A88_98 Activités des ménages : producteurs de biens et services (pour usage propre) (NAF 98.10Z et 98.20Z)

A38_UZ Activités extraterritoriales

A88_99 Activités des organisations et organismes extraterritoriaux (NAF 99.00Z)

III. SIGLES

A	APU Administrations publiques APUL Administrations publiques locales	M	M€ Million d'euros Md€ Milliard d'euros MESR Ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche MINEFI Ministère de l'Économie et des finances MIRES Mission interministérielle « Recherche et enseignement supérieur »
B	BIT Bureau international du travail BITD Base industrielle et technologique de défense	N	NAF Nomenclature d'activités française NAP Nomenclature d'activités et de produits
C	CAF Coût, assurance, fret CEA Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives CGA Contrôle général des armées CSR Conseil supérieur de la réserve militaire	O	OBI Opérations budgétaires individualisées OCCAR Organisation conjointe de coopération en matière d'armement OCDE Organisation de coopération et de développement économiques OEAP Observatoire économique de l'achat public OED Observatoire économique de la défense OPEX Opération extérieure OTAN Organisation du traité de l'Atlantique Nord
D	DAF Direction des affaires financières DGA Direction générale de l'armement DGFIP Direction générale des finances publiques DICOD Délégation à l'information et à la communication de la défense DIRD Dépense intérieure de recherche et développement DIRDD Dépense intérieure de recherche et développement de défense DNRD Dépense nationale de recherche et développement DRH-MD Direction des ressources humaines du ministère de la Défense	P	PIB Produit intérieur brut PLF Projet de loi de finances PPA Parité du pouvoir d'achat PPE Poste permanent à l'étranger
E	EMA État-major des armées	R	RAE Recensement des agents de l'État R&D Recherche et développement RDE Recherche-développement essais R-U Royaume-Uni
F	FAB Franco à bord FBCF Formation brute de capital fixe FMI Fonds monétaire international FSC Fonds de stabilisation des changes	S	SEA Service des essences des armées SEC Système européen des comptes nationaux et régionaux SGA Secrétariat général pour l'administration SSA Service de santé des armées
G	GIFAS Groupement des industries françaises aéronautiques et spatiales	T	TES Tableau des entrées-sorties TVA Taxe sur la valeur ajoutée
I	INSEE Institut national de la statistique et des études économiques	U	UE Union européenne
K	K€ Millier d'euros		
L	LFI Loi de finances initiale LFR Loi de finances rectificative LOLF Loi organique relative aux lois de finances LPM Loi de programmation militaire LR Loi de règlement		

IV. SOURCES

A

- Annuaire statistique de la France, Insee
- Agence européenne de défense (comparaison internationale des dépenses de R&D)

B

- Bilan social 2012, Direction des ressources humaines du ministère de la Défense, Sous-direction des études et de la prospective

C

- Calepin international mars 2014, Direction générale de l'armement, Direction de la stratégie
- Chorus
- Comptes nationaux – base 2005, Insee

D

- Déploiement des forces françaises hors métropole, ministère de la Défense, État-major des armées
- Données sur les retraites, Service des retraites de l'État, Direction générale des finances publiques

L

- Le chiffre du commerce extérieur, Direction générale des douanes et droits indirects
- Loi de finances initiale pour 2014
- Les chiffres clés du budget de l'État (PLF 2014), ministère de l'Économie et des finances

O

- Otan, Mémoire statistique, janvier 2014

P

- Projet de loi de finances 2014
- Perspectives économiques de l'OCDE
- Principaux indicateurs économiques de l'OCDE

R

- Rapport d'évaluation de l'état de la réserve militaire en 2012, Conseil supérieur de la réserve militaire
- Rapport au Parlement sur les exportations d'armement de la France en 2013, ministère de la Défense, Direction générale de l'armement
- Recensement des agents de l'État 2012, ministère de la Défense, Direction des affaires financières, Observatoire économique de la défense
- Répartition du domaine immobilier de la défense (2013), ministère de la Défense, Direction de la mémoire, du patrimoine et des archives, Direction centrale du service d'infrastructure de la défense

Conception et réalisation : L. Sebbane
Tél. : 01 42 19 81 24 - Fax : 01 42 19 42 15
E-mail: lionel.sebbane@intradef.gouv.fr

Direction des affaires financières
Observatoire économique de la défense
(SGA/DAF/QEFI/OED)
14, rue Saint-Dominique - 75700 PARIS SP 07
E-mail: daf.oed.fct@intradef.gouv.fr

Chef de projet: F. Leclerc
Chef du bureau des éditions: CF J. Baroë
Directeur artistique: J.-Ch. Mougeot
Secrétaire de rédaction: I. Arnold
Conception et réalisation graphique de la couverture: Ch. Pirot
Maquette: Ch. Pirot et Th. Véron
Fabrication : Th. Lepsch, diffusion: SCH C. Butaud

© Création DICOd juin 2014



**DIRECTION
DES AFFAIRES FINANCIÈRES**



Délégation à l'information et à la communication de la défense
Dicod juin 2014 - www.defense.gouv.fr
n°ISBN : 978-2-11-138875-8